





## EUROPE

LA RÉUNION DU CONSEIL DES NEUF A LA HAYE

## L'odyssée d'un rapport torpillé

Au « sommet » de Paris du 21 octobre 1972, les neuf chefs de gouvernement de la Communauté se donnaient comme objectif majeur de transformer, avant la fin de l'actuelle décennie (...), l'ensemble des relations des États membres en une union européenne. Après quoi ils priaient les institutions de la Communauté d'élaborer un « rapport » sur la question, comme s'ils voulaient se faire expliquer ce qu'ils avaient voulu dire.

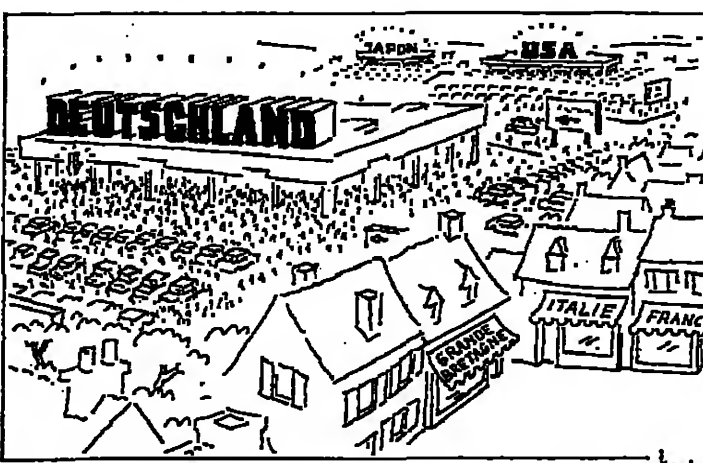
Le 10 décembre 1974, au cours d'un autre « sommet » à Paris, les Neuf constatèrent que « le processus de transformation des relations entre les États membres, conformément aux décisions prises en octobre 1972 (...) a été compromis », ce qui relevait de la méthode Coué. Ils estimaient en outre « opportun » de se mettre d'accord « au plus tôt » sur une conception d'ensemble de l'union européenne. Il n'était, quel temps, en effet, les demandaient-ils, que de se mettre d'accord sur la méthode Coué ?

Le premier ministre belge se mit au travail avec zèle. Il se rendit dans toutes les capitales, sollicita tous les concours (seul M. Marchais refusa de le rencontrer) et acheva son travail dans le délai prescrit, le 29 décembre dernier. Les neuf chefs de gouvernement prirent le temps de la réflexion, puis « confièrent » les solennelles quatorze pages rédigées par M. Tindemans aux ministres des affaires étrangères, qui se mirent sans plus attendre à les déchirer à belles dents. Même le ministre néerlandais, pourtant si « européen », assista à la curée — si l'on en croit les Belges — sans faire un geste pour sauver l'œuvre d'un Belandien éminent. Allait-on rapporter sur ce qui restait d'un rapport sur des rapports ? La tentation était grande et bien dans la tradition européenne. Les neuf chefs de gouvernement y résistèrent cependant, craignant moins de s'exposer au ridicule que de mettre en évidence le fiasco d'une tentative si fièrement clai-roulée au départ.

## Les bonnes résolutions

Ce lundi à La Haye, les Neuf se contentèrent d'écouter un exposé court et du ministre néerlandais Van Der Stoep, au nom de ses collègues. Puis on adopta un texte anodin. M. Tindemans sera complétement à son travail jusqu'à la fin de l'année. On affichera une fois de plus de bonnes résolutions. On proclamera l'intention de renforcer la solidarité communautaire et de faire de toute urgence l'union économique et monétaire. Et on rangera dans un placard le rapport Tindemans... à moins que quelqu'un ne se fâche. M. Tindemans, par exemple, qui menace, dit-on, de « démissionner toute responsabilité » dans l'épilogue de cette aventure. Il vient

Précision. — La disparition d'un fragment de phrase a fait écrire dans le Monde du 20 novembre, que « le dialogue entre Flamands et francophones de Belgique était ouvert au château de Nam ». Il faut lire que « le dialogue entamé au château de Nam » était ouvert. Les interlocuteurs des différents pays poursuivent leurs discussions dans la capitale et non à Steenokkerzeel. La prochaine réunion est prévue pour le mardi 30 novembre.



(Dessin de KONE.)

en tout cas d'écrire à ses huit collègues pour leur demander instamment de prendre des « décisions concrètes », ce qui lui paraît encore possible.

Le rapport Tindemans méritait-il cette indignité ? Peut-on reprocher au premier ministre belge d'exprimer entre les lignes une propension bénevolescente à prendre les désirs européens pour des réalités ? Tout au plus aurait-il pu éviter quelques maladresses. Ecrite que l'élection du Parlement européen au suffrage direct « se traduira (...) par l'exercice d'un pouvoir législatif » (qui ne figure pas dans les traités), c'était agiter bien inutilement un chiffon rouge.

Pourtant M. Tindemans a eu le mérite de mettre en évidence quelques difficultés réelles de la construction européenne. Evoquant pour mémoire la règle de la majorité, le premier ministre belge a réclamé son extension à la politique étrangère — ce que les gouvernements français et britannique ont rejeté — alors qu'elle n'est même pas appliquée aux problèmes quotidiens élémentaires. Le général de Gaulle y avait pourtant souscrit implicitement, pour ce domaine limité, dans l'« arrangement de Luxembourg » de 1960, et le président Giscard d'Estaing, très explicitement, au « sommet » de 1974. Comment les Neuf pourraient-ils déterminer à la majorité une politique européenne au Proche-Orient, par exemple, alors qu'ils n'ont pas accepté de fixer par cette même procédure une heure d'été commune ?

M. Tindemans proposait aussi (sans employer le mot) que le président de la Commission soit investi et sa déclaration de politique générale « confirmée » par l'Assemblée européenne. Là encore, Paris et Londres opposèrent un refus, arguant que cette novation serait génératrice de conflits entre la Commission, d'une part, dépendant de l'Assemblée européenne, le Conseil de la Communauté, d'autre part, formé de représentants des gouvernements et seul détenteur anodin d'un pouvoir exécutif réel. M. Tindemans n'a pas obtenu non plus, comme il le proposait, que le président de la Commission désigne les membres de celle-ci. Du moins, l'ancien ministre britannique, M. Jenkins, qui présidera, le 1<sup>er</sup> janvier, le Conseil européen, a-t-il été officiellement choisi assez tôt pour lui permettre de s'entretenir avec les souverains de la composition de la Commission, avant qu'elle soit formellement nommée. C'est peu, mais ce sera sans doute tout ce qui passera dans les faits de l'esprit du « rapport Tindemans ». On peut craindre, en effet, que rien ne reste de la plus originale contribution du premier ministre

belge à une relance de la Communauté. Les États, qui sont en mesure de progresser, ont le devoir d'aller de l'avant », a écrit M. Tindemans ; les États qui ont des motifs reconnus comme « objectivement valables » de ne pas progresser ne le font pas, a-t-il ajouté. Remarques de bon sens : l'Europe n'a jamais progressé — qu'à plusieurs vitesses — pas plus que la coopération franco-allemande, n'a-t-elle l'Europe à six. Sans l'Europe à six, il n'y aurait jamais eu d'Europe à neuf et le « serpent » monétaire, présentement germano-bénédictin, est une forme embryonnaire, mais effective de l'union monétaire européenne tant souhaitée.

Il est tout à fait certain, que si la Communauté a ne peut progresser qu'à la vitesse qui convient au plus faible des États membres, elle ne progresse plus du tout et que son « élargissement » à de nouveaux membres n'aura d'autre effet que de renforcer l'immobilisme. Or la suggestion de M. Tindemans — à partir de laquelle toutes sortes de variantes peuvent être imaginées : Europe à deux vitesses, Europe à la carte, etc. — a suscité une telle levée de bouilliers que son auteur l'a pratiquement reniée, et que les ministres des affaires étrangères n'en ont pas discuté.

Plus de quatre ans ont passé depuis que les Neuf ont décidé de faire l'Union européenne. Il leur reste trois ans et un mois, pour atteindre leur « objectif majeur ».

MAURICE DELARUE

## Grande-Bretagne

## A Trafalgar Square

## Près de vingt mille personnes ont participé à la manifestation du Mouvement des femmes pour la paix

De notre envoyé spécial

Londres. — Quinze à vingt mille personnes ont participé, samedi 27 novembre à Londres, à une manifestation organisée par le Mouvement des femmes pour la paix en Irlande du Nord. Pour la première fois depuis quatre ans, l'interdiction de tout rassemblement pour l'Ulster avait été levée dans la capitale britannique. Trafalgar Square n'était pas assez grande pour contenir tous les participants, et nombreux étaient ceux qui avaient pris place aux alentours. Une centaine de membres d'organisations pacifistes — dont le Mouvement pour la paix des troupes d'Irlande du Nord — et des supporters de l'IRA provisoire ont bruyamment manifesté pendant toute la réunion. Ils reprochent au Peace people son apolitisme et son acceptation du statu quo actuel en Ulster. La police avait mis en place un important service d'ordre, mais il n'y eut aucun incident sérieux.

En apportant son message de réconciliation dans la capitale britannique, le Mouvement de la paix achevait la première phase de son entreprise : les meetings hebdomadaires en Ulster et en métropole. Le deuxième phase débutera, en janvier, avec une série de conférences.

Au pied de la statue de Nelson, l'archevêque de Canterbury, et celui de Westminster, le cardinal Hume (chef de l'Eglise catholique d'Angleterre) ont récité ensemble le Notre Père. A leurs côtés se tenaient Mme Jane Ewart-Biggs, femme de l'ambassadeur britannique à Dublin, assesseur de l'IRA provisoire en juillet dernier, et Joan Baez, la chanteuse pacifiste américaine. Le thème de la non-violence mondiale, sous-jacent dans les déclarations du Mouvement pour la paix, est ignoré de la presse britannique, qui s'efforce de maintenir le mythe d'une organisation féministe provinciale et dépourvue d'idées sérieuses. Elle applaudit au projet de réconciliation des protestants et des catholiques,

envisage avec prudence la réconciliation de l'Ulster et de la Grande-Bretagne, mais que deux femmes ordinaires et un journaliste représentant le flambeau pacifiste pour éclairer le monde lui paraît extravagant.

En trois mois, le Mouvement a cependant acquis un appui international. A Trafalgar Square, il y avait des délégations américaines, norvégiennes, suédoises, allemandes, hollandaises et françaises. Ce soutien n'est pas uniquement moral : Peace people aura un demi-million de livres sterling en banque lorsqu'il recevra, la semaine prochaine, le prix de la Paix, créé par la presse norvégienne.

Les manifestations, qui ont eu lieu chaque week-end depuis trois mois, sont le résultat d'un travail de chaque jour, au niveau des quartiers et des villages, où protestants et catholiques se rencontrent pour discuter. Le Mouvement a un bureau, mais pas encore vraiment de structures. Son bi-mensuel, Peace by peace, se vend à plus de trois mille exemplaires. Avec l'argent qu'il collecte, le Mouvement veut construire des aires de jeux pour les enfants des ghettos, et des usines dans les zones de chômage endémique comme à Strabane, dans le comté de Tyrone.

En Ulster comme en métropole, on se pose des questions sur l'avenir du Peace people. La violence, a-t-on vraiment diminué depuis leur première manifestation, le 10 août dernier, et la masse de leurs supporters n'est pas jeune. Pourront-ils garder leurs enthousiasmes, gagner la confiance des organisations paramilitaires ? L'IRA officielle, de tendance marxiste, et l'UDA, la principale organisation activiste protestante, considèrent cependant avec intérêt cette « intrusion » dans la vie politique de la province.

RICHARD DEUTSCH.

## La première « conférence socialiste de la Méditerranée » s'est réunie à Barcelone

De notre envoyé spécial

Barcelone. — Une « conférence socialiste de la Méditerranée » s'est réunie à Barcelone les 26, 27 et 28 novembre. Tout en se défendant de vouloir faire pièce à la réunion de la deuxième internationale à Genève et en attribuant au hasard la coïncidence des dates, les organisateurs, le parti socialiste d'Espagne, la Fédération des partis socialistes d'Espagne, le parti travailliste de Malte et l'union socialiste arabe de Libye, se sont déclarés confiants dans l'avenir de cette nouvelle « internationale socialiste ».

Dans un communiqué approuvé par l'ensemble des dix-neuf délégations présentes (1), les participants ont décidé de réunir une deuxième conférence à Malte au cours de l'été 1977, et d'installer un secrétariat en Libye.

D'ici là, certaines délégations, notamment les Algériens, ont formulé l'espoir que des commissions ou des groupes d'étude seront créés pour mieux préparer la deuxième conférence. Faute, en effet, d'une telle préparation, les débats de Barcelone n'ont guère que de très loin le plan prévu, et qui consistait à étudier les moyens de promouvoir le socialisme en Méditerranée.

Beaucoup d'orateurs mirent en garde la conférence contre la difficulté d'établir un modèle socialiste commun à l'Union socialiste arabe de Libye, au P.L.N. d'Algérie, partis au pouvoir, d'une part, et des formations telles que le parti socialiste popu-

laire espagnol, qui est encore illégal.

La prudence a été grande tout au long des débats. C'est à peine si un ou deux orateurs libanais ou palestiniens se permirent de faire une allusion voilée à l'intervention syrienne au Liban. Il est vrai qu'une forte délégation de Damas, menée par M. Pouze Sayagh, chargé des relations extérieures du parti Baas syrien, venait au grain. Même les représentants du parti frère et ennemi, le Baas irakien, ne se départirent pas de cette réserve.

La reconnaissance des droits nationaux du peuple palestinien a néanmoins constitué l'un des points d'accord près mentionnés par le communiqué final. Toutefois, sur les méthodes, la conférence est restée évasive.

ROLAND DELCOUR.

(1) Union socialiste arabe de Libye, parti socialiste populaire algérien (P.S.P.), Fédération des partis socialistes d'Espagne (F.P.S.E.), parti socialiste de France (P.S.F.), parti socialiste de Portugal (P.S.P.), Union socialiste arabe de Syrie, parti socialiste de Tunisie (P.S.T.), parti socialiste italien (P.S.I.), Union socialiste arabe d'Égypte, parti national social du Liban, Union socialiste arabe marocaine du Rif, parti travailliste de Malte, Union socialiste des forces révolutionnaires du Maroc (U.S.F.R.), G.I.P., P.S.U. (France), P.L.N. (Algérie), parti socialiste d'Israël (P.S.I.), parti socialiste de Grèce (P.S.G.), parti populaire de Mauritanie.

## A PARIS

## Les communistes italiens participent aux travaux de l'Union de l'Europe occidentale

L'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (1) tient à Paris, ce lundi 29 novembre et jusqu'à jeudi, une session marquée par l'« ouverture au Sud ».

Pour la première fois, les communistes font une entrée en force dans la seule assemblée européenne officiellement compétente en matière de défense. Aux trois communistes de la représentation française (deux titulaires, un suppléant), qui participent discrètement aux travaux de l'Assemblée depuis deux ans, se sont ajoutés onze communistes de la représentation italienne (six titulaires, dont une des vedettes, le ministre néerlandais des Affaires étrangères, M. Van der Stoep, les 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> décembre en Yougoslavie. Il est en effet souffrant. Il devra subir dans quelques semaines une opération cardiaque.

Contrairement à ce que nous avons annoncé dans le Monde daté des 22-29 novembre, Sir Christopher Soames, vice-président britannique de la Commission européenne, n'accompagnera pas le ministre néerlandais des Affaires étrangères, M. Van der Stoep, les 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> décembre en Yougoslavie. Il est en effet souffrant. Il devra subir dans quelques semaines une opération cardiaque.

Le premier ministre danois, M. Svend Auken, secrétaire d'État aux affaires étrangères, et Sørensen, vice-président du conseil des ministres, ont accepté de participer au projet de recommandation adopté par la commission des affaires générales et « indépendante d'associer des représentants de la Grèce et de la Turquie, l'ensemble des problèmes touchant à la sécurité et à la construction européennes », et à inviter les gouvernements grec et turc à participer aux travaux du comité permanent des armements de l'U.E.O.

La session devait être ouverte lundi après-midi par M. Taittinger, secrétaire d'État aux affaires étrangères.

(1) Créé en 1955 pour encadrer le réarmement allié, l'U.E.O. regroupe l'Allemagne fédérale, la Belgique, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, la Luxembourg et les Pays-Bas.

## Finlande

## Les sociaux-démocrates nordiques ont mis au point un programme de coopération

De notre correspondant

Helsinki. — Les représentants des organisations politiques et syndicales social-démocrates des cinq pays scandinaves se sont réunis les 26 et 27 novembre à Helsinki pour coordonner leur action. Parmi les cent-soixante participants figuraient M. Palme (Suède), le premier ministre norvégien, M. Nordli, M. Grönvall, président du parti social-démocrate d'Islande, et M. Sorsa, président du parti social-démocrate finlandais. Le premier ministre danois, M. Svend Auken, retenu par la grève des chauffeurs de camions-citernes, était représenté par le secrétaire général de son parti, M. Christensen.

Pour la première fois dans l'histoire de la coopération scandinave, un véritable programme commun de la social-démocratie nordique a été mis au point au cours des deux journées d'un congrès. Il vise à l'établissement d'un « socialisme démocratique » offrant une alternative tant au capitalisme libéral qu'au socialisme centralisé d'État. L'objectif est d'organiser (...) un système de production qui ne soit pas ni par l'objectif du profit pur, mais qui respecte les besoins de l'homme.

La ligne d'action proposée est une politique active de réformes visant à accroître le bien-être et le pouvoir des travailleurs dans l'entreprise, à assurer une utilisation rationnelle des ressources nationales, à limiter l'influence des sociétés multinationales et à garantir un travail à tous. Le projet de programme, qui doit être approuvé officiellement dans les mois qui viennent, souligne la nécessité d'approfondir la coopération entre les pays scandinaves dans le domaine de l'énergie et de l'industrie. La Norvège, seul pays exportateur d'énergie, a rappelé que des négociations étaient en cours avec la Suède et qu'il venait de commencer avec le Danemark. Mais N. Nordli est resté prudent : « Il faudra des années avant de passer à une coopération industrielle effective », a-t-il dit.

Un appel a été lancé indirectement aux pays les plus prospères

(Suède et Norvège), pour aider ceux qui ont des difficultés : la Finlande et le Danemark. Mais les représentants des sociaux-démocrates de Stockholm et à Helsinki, et les difficultés qu'ils éprouvent à Copenhague rendent ses efforts incertains.

GILLES GERMAIN.

## Pologne

## LES ÉVÊQUES DÉPLORENT QU'« UNE LUTTE SANS MERCI SE POURSUIVRE CONTRE L'ÉGLISE ET LA FOI »

Varsovie (A.F.P.). — Dans une lettre pastorale lue en chaire dimanche 28 novembre, dans toutes les églises, les évêques polonais déplorent que « la foi catholique soit constamment menacée » en Pologne, où, soulignent-ils, « le programme catholisation du peuple devient de plus en plus dangereux ». « A première vue, lit-on dans le document, il semble que l'activité de l'Église se rencontre avec aucune difficulté, puisque tout le monde applaudit à la normalisation des relations. Église-Etat. En réalité, une lutte haineuse et sans merci se poursuit en Pologne contre l'Église et la foi en Dieu. » Les évêques reprochent aux autorités de « violer la liberté de conscience » en poursuivant une « lutte hostile contre la religion et les croyants ». « Il est douloureux de constater, indiquent-ils, que les fidèles sont constamment discriminés et que certains emplois, en particulier, sont uniquement réservés aux non-croyants et aux non-pratiquants (...). Certains établissements d'enseignement vont jusqu'à demander aux candidats qui se présentent des déclarations attestant qu'ils ne sont pas croyants. » La lettre demande aux fidèles d'être « vigilants » et d'afficher sans crainte et ouvertement leur appartenance à l'Église.

Pour donner l'heure ou pour l'offrir...

**LANCEL**  
le savoir-choisir

مكتبة الامم المتحدة



# EUROPE

## LE CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE A GENÈVE

### La délégation française a critiqué la « médiocrité » de certaines résolutions

Genève. — Plus que les discours formels prononcés à la tribune, ou les résolutions politiques souvent vidées de toute substance par les contradictions des partis membres (1), le congrès de l'Internationale socialiste, qui s'est tenu à Genève du 26 au 28 novembre, a surtout été un lieu privilégié pour les prises de contact et les tête-à-tête.

M. Carlos Andres Peres, président du Venezuela, arrivé dimanche matin, pouvait expliquer qu'en vingt-quatre heures il avait rencontré plus de chefs d'Etat et de gouvernements que durant trois semaines de séjour en Europe. M. Rabin, en s'entretenant avec M. Senghor, permettait à Israël de renouer un contact avec l'Afrique noire. Le premier ministre israélien a aussi rencontré MM. Gonzalez et Soares, et a notamment évoqué avec eux le problème de l'établissement des relations diplomatiques entre son pays et les deux Etats de la péninsule ibérique.

En ce qui concerne les Arabes, le bureau de l'Internationale n'a pas retenu d'amendements en leur faveur déposés par Malie et le Sénégal, mais un processus est en route qui devrait, à terme, leur permettre d'être associés aux travaux de l'organisation socialiste. Les Autrichiens ont débattu un projet d'alliance socialiste mondiale qui pourrait servir de cadre à une telle association. Si des pays comme la Syrie et l'Egypte ont suivi avec constance les travaux du congrès, c'est notamment parce qu'ils sont convaincus que la pression européenne est nécessaire pour qu'une solution se dégage au Proche-Orient et que cette pression, en l'état actuel des choses, ne peut être que celle que la social-démocratie.

### De notre envoyé spécial

*Pourra jamais renier sa foi laïque. Le vrai problème, a-t-il ajouté, c'est de savoir ce que fera l'Union soviétique si le P.C. était associé au pouvoir. Fera-t-elle comme en Hongrie et en Tchécoslovaquie ? » a-t-il demandé avant de vanter les mérites de l'alliance atlantique.*

Sur ce problème des rapports avec l'Union soviétique, le bureau de l'Internationale socialiste a, sous la pression des Britanniques, cherché à faire preuve de bonne volonté en réduisant la place traditionnelle occupée dans ces instances par les partis socialistes d'Europe de l'Est en exil. Ces partis ont été regroupés dans une union socialiste d'Europe de l'Est qui a le statut de membre associé à l'Internationale.

Samedi, la discussion sur « un nouvel ordre économique mondial » a permis quelques passes d'armes surtout après le discours du chancelier allemand, M. Schmidt. Son plaidoyer en faveur de la priorité à accorder à la lutte contre l'inflation et sa mise en garde contre les facilités de l'idéologie, s'ils ont été approuvés par Mme Judith Hart (Grande-Bretagne), n'ont pas été dans l'ensemble, très bien accueillis. M. Krelsky, chancelier autri-

chien, est notamment monté à la tribune pour répondre que l'inflation n'est pas la cause de tous les maux mais l'indicateur d'un état de fait. Il a souligné que parmi les causes de désordre figurait aussi la dévaluation du dollar. M. Egon Bahr, le nouveau secrétaire général du S.P.D. s'est senti obligé de défendre le chancelier qui avait quitté Genève dès vendredi soir et de répondre aux critiques.

M. Rocard, membre du secrétariat national du parti socialiste français, a provoqué une surprise certaine en proclamant clairement à la tribune que la solution du congrès était « méditerranéenne » et relevait plus d'un « compromis décevant » que de la synthèse. Il a listé de réitérer sur l'insécurité des échanges entre pays industriels et pays du tiers-monde sur le rôle des sociétés multinationales et le processus d'industrialisation. Sur le financement d'une production alimentaire en direction des pays sous-développés et sur la nécessité d'une démocratisation du pouvoir monétaire, « l'Internationale socialiste », a-t-il conclu, sera jugée sur sa capacité à répondre à ces questions, et croit qu'on ne le jugera pas trop tard.

THIERRY PFISTER.

### « L'HUMANITÉ » : aucun congressiste n'a envisagé d'actions avec les communistes.

Rendant compte des débats du congrès de l'Internationale socialiste, l'Humanité regrette que « les expériences unitaires en cours en France ou dans d'autres pays occidentaux » — entre socialistes et communistes — n'aient pas été exposées. Pourtant, précise l'envoyé spécial du quotidien communiste, « aucune des formules d'action commune qui existent déjà n'a été condamnée, et cela n'est pas négligeable ».

L'intervention du chancelier Helmut Schmidt a eu le mérite de faire mesurer, sur quelques points capitaux, le décalage entre les paroles et les actes (...).

L'envoyé spécial de l'Humanité conclut en ces termes : « Quand on a entendu l'immense grandiose d'un catalogue de tous les droits de l'homme et du citoyen, quand on a en vue les propositions formulées par vingt-deuxième congrès du P.C.F., on peut se demander pourquoi l'idée n'est venue à aucun congressiste d'envisager des actions communes sur ces thèmes ou sur d'autres avec les communistes. Sont-ce parce que certains de ces droits et libertés sont bafoués par plusieurs gouvernements dirigés par des sociaux-démocrates ? »

## Portugal

### Les difficultés économiques provoquent un regain d'agitation sociale

M. SOARES : Lisbonne doit avoir des rapports avec tous les pays.

(De notre envoyé spécial.)

Genève. — Au cours d'une conférence de presse en marge du congrès de l'Internationale socialiste, M. Soares, premier ministre du Portugal, a déclaré, vendredi 26 novembre, à la suite d'une rencontre avec M. Rabin, premier ministre israélien, que le Portugal « doit avoir des rapports avec tous les pays, indépendamment des régimes. L'ouverture s'effectuera donc au moment jugé opportun par les deux parties ».

Parlant de la situation au Portugal, il a déclaré : « Nous n'avons pas admis que Lisbonne soit Prague, mais nous n'allons pas non plus devenir le Chili de l'Europe. Un coup d'Etat militaire fasciste serait possible si le pouvoir n'est pas tenu en échec. C'est pourquoi nous disons à la classe ouvrière et aux syndicats qu'il convient d'adopter une attitude responsable ».

A propos de son prochain voyage au Brésil, il a indiqué qu'il discuterait notamment de l'installation, dans ce pays, d'une partie des sept mille réfugiés portugais d'Angola. Il est prévu de discuter de l'installation d'un port franc au Portugal et d'un autre au Brésil pour faciliter les relations commerciales entre les deux pays.

A propos de sa récente rencontre avec le premier ministre espagnol, M. Soares, qui s'est entretenu à Genève avec le secrétaire général du parti socialiste ouvrier espagnol, M. Felipe Gonzalez, a déclaré : « L'Espagne est dans une situation pré-démocratique. Nous avons connu cette situation au Portugal. Nous respectons les règles de non-ingérence. Mais il est vrai que les pas accomplis dans le sens de la démocratie sont très encourageants. Il ne nous appartient pas de jouer les intermédiaires entre les Espagnols et le Chili. En ce qui concerne les relations entre le Portugal et l'Espagne, le pacte fédératif est dépassé, et nous cherchons un nouvel instrument diplomatique ».

T. P.

Lisbonne. (A.F.P.). — A quinze jours du jour qui constitue les élections locales du 12 décembre, le gouvernement socialiste de M. Soares se trouve contesté sur trois fronts : la politique économique et sociale, le régime agraire et les universités.

Samedi 27 novembre, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont protesté à Lisbonne, à Porto et à Coimbra contre la politique « anti-ouvrière » du gouvernement et la « récupération capitaliste » qu'elles l'accusent de pratiquer.

Mais c'est sur le terrain de la réforme agraire, en particulier au cœur de l'Alentejo, que la situation est la plus délicate. Le Syndicat des travailleurs agricoles de cette province proteste contre la restitution aux anciens propriétaires d'une partie de leurs terres alors que les expropriations de grande dimension sont interrompues. Au cours du week-end, des ouvriers de la culture industrielle de Lisbonne se

sont rendus dans la région pour participer à la cueillette des olives. Dans les universités, d'autre part, notamment à Lisbonne, à Porto et à Coimbra, la plupart des conseils de direction des facultés ont démissionné en signe de protestation contre un décret-loi sur la gestion des établissements d'enseignement supérieur, qu'ils accusent de porter atteinte aux principes de l'autonomie universitaire.

Sur le plan économique, enfin, la situation de la balance commerciale s'est encore détériorée.

A ces difficultés qu'affronte le gouvernement s'ajoutent des problèmes internes au P.S. La formation de M. Soares avait été scellée à aller jusqu'au bout pour diminuer son allégeance à la gauche radicale. Cinq nouveaux militants — soit dix au total — ont été suspendus des défilés lors de ces mesures touchant en particulier plusieurs membres de la commission nationale et deux députés.

## AMÉRIQUES

### Tension entre le Chili et le Pérou à propos de l'accès de la Bolivie à la mer

De notre correspondant

Lima. — Le ton monte entre le Pérou et le Chili à propos de l'éventuelle session à la Bolivie d'une ouverture sur l'océan Pacifique. Vendredi 26 novembre, les deux pays ont échangé des notes extrêmement sèches, alors que jusqu'à présent ils s'efforçaient de traiter cette affaire avec modération.

Il y a une semaine, le Pérou, consulté par son voisin méridional, avait proposé de régler le problème de l'accès de la Bolivie à la mer en créant une zone de « souveraineté partagée » entre les trois pays, au nord d'Arica, la ville la plus septentrionale du Chili (le Monde du 23 novembre). C'était une contre-proposition, car le gouvernement du général Pinochet avait d'abord proposé d'octroyer à la Bolivie un « corridor » dans la région.

La réponse de Santiago a été renvoyée, le 26, à l'ambassade du Pérou au Chili. La position péruvienne, affirme le texte, « s'impose dans des matières relevant de l'exclusivité souveraineté nationale (du Chili), et qui n'ont pas de rapport avec les termes généraux de la négociation entre le Chili et la Bolivie ». Le gouvernement de Santiago refuse donc de prendre en considération la proposition péruvienne.

Quelques heures plus tard Lima réagit. « Pour le chancelier péruvien », dit le texte, « il est difficile de comprendre et d'admettre que l'on n'accepte pas sa réponse, sans qu'il y ait eu de dialogue préalable entre les ministres des affaires étrangères ». L'impasse apparaît ainsi totale. Le Pérou considère que la première proposition chilienne de création d'un « corridor » entraînerait une modification de la « géographie politique » de la région. Il se considère donc en droit de demander lui-même certains changements au statut de la zone. Pour Santiago, au contraire, la souveraineté chilienne sur Arica est « établie définitivement » et ne peut pas faire l'objet de débats.

Aucun des deux gouvernements militaires ne peut, à l'heure actuelle, faire machine en arrière sans s'exposer à une vive opposition au sein de ses forces armées.

Près d'un siècle après la guerre du Pacifique de 1879, au cours de laquelle le Pérou perdit, au profit du Chili, la région d'Arica, le statut de la zone constituée toujours une « affaire nationale » des deux côtés de la frontière. Cette affaire risque de tendre à nouveau les relations entre les deux pays.

THIERRY MALINIAK.

## Cuba

### DEUX SÉNATEURS AMÉRICAINS SONT ATTENDUS A LA HAVANE

La Havane (Reuters). — Deux sénateurs américains sont attendus le 29 novembre à La Havane. Ce sera le premier voyage de membres du Congrès à Cuba depuis plus d'un an. L'un des parlementaires, M. Abourezk (démocrate, Dakota du Sud), était déjà venu à La Havane en 1975, après les sénateurs Javits et Clairborne Pell, et M. George McGovern, ancien candidat démocrate à la Maison Blanche. L'identité du second sénateur attendu à Cuba n'a pas été divulguée.

Après le réchauffement sensible des relations entre Washington et La Havane noté en 1974 et au début de 1975, la situation s'est à nouveau détériorée entre les deux capitales.

Ont contribué à ce refroidissement la réaffirmation du soutien de Cuba à l'indépendance de Porto-Rico ; l'intervention militaire du régime de M. Castro en Angola ; et, en octobre, la démission par le chef du gouvernement cubain de l'accord conclu avec les Etats-Unis en 1973 sur la piraterie aérienne. Cette démission est intervenue à la suite de la catastrophe aérienne, due à une explosion qui a coûté la vie solitaire-brésilienne d'un avion de ligne cubain le 8 octobre dernier. Les autorités de La Havane ont accusé la C.I.A. d'avoir saboté l'appareil.

### Le souci du tiers-monde

En lui-même, le treizième congrès de l'Internationale socialiste a toutefois marqué une évolution dans les préoccupations de ce mouvement. L'entrée du Sénégal a illustré le souci nouveau de tenir compte du tiers-monde, comme les débats sur la résolution concernant l'Amérique latine ont montré l'importance d'une prise de conscience nouvelle des P.S. européens à l'égard de cette région du monde.

M. Senghor a profité de sa présence à Genève pour suggérer, en ce qui concerne la dette des pays sous-développés, que la manière de cette dette, qui provient de la détermination des termes de l'échange, soit prise en charge par les pays industrialisés. Le texte devrait être adopté, a-t-il ajouté, en s'appuyant à l'idée d'un moratoire général. Il a également proposé que les pays du tiers-monde qui consacrent plus de 20 % de leur budget à la défense ne puissent plus bénéficier de l'aide des pays développés.

Les débats du congrès de l'Internationale ont illustré les limites de l'évolution de cette organisation. M. Saragat, ancien président de la République italienne, est apparu comme le porte-parole des traditionalistes. Il a semblé ne pas avoir entendu un mot du plaidoyer de M. Senghor en faveur de la prise en compte par les Occidentaux des différences de culture quand il a expliqué que les « pays industrialisés doivent servir d'exemple idéologique et de guide politique aux pays du tiers-monde ». De même, alors que M. Saragat s'était attaché à souligner les évolutions en cours au sein du mouvement communiste international, M. Saragat a déclaré à propos du P.C. : « Il est comme les autres : il peut sortir de sa coquille mais il ne

(1) Le bureau de l'Internationale était tombé d'accord pour décider de n'adopter aucun amendement au projet de résolution sur le « nouvel ordre économique » afin d'éviter de faire trop apparaître les divergences entre les partis membres de l'organisation.

## Espagne

### L'opposition réclame la reconnaissance de tous les partis avant les élections

Madrid (A.F.P.). — L'opposition espagnole, réunie au sein de la Coordination démocratique, a approuvé à l'unanimité, le 27 novembre, une résolution en sept points précisant les conditions indispensables, selon elle, pour que le référendum du 15 décembre sur la réforme politique et les élections législatives de 1977 aient une « légitimité démocratique ».

L'opposition réclame notamment : la reconnaissance de tous les partis et de toutes les organisations syndicales ; la reconnaissance, la protection et la garantie des libertés politiques et syndicales ; la dissolution urgente de l'appareil du Mouvement (parti unique du régime franquiste) et la neutralité effective de l'administration publique ; une véritable amnistie politique ; l'instauration d'un véritable dialogue démocratique ; la reconnaissance des conditions de la procédure des deux consultations et le contrôle démocratique de la neutralité et de la liberté de ces consultations à tous les niveaux.

De son côté, l'Assemblée plénière de la conférence épiscopale espagnole a rappelé le 27 novembre au gouvernement que la « moralité » du référendum du 15 décembre exigeait « que les différents courants politiques aient la possibilité de s'exprimer de manière équitable et suffisante » et aient accès aux moyens de communication de masse. Les évêques s'opposent ainsi à l'intention du gouvernement d'interdire aux partis de gauche favorables à l'abandon toute propagande sur les organes officiels d'information, en particulier à la télévision.

Enfin, M. Suarez, chef du gouvernement, devait rencontrer ce lundi 29 novembre six personnalités représentant six partis démocratiques espagnols, en particulier MM. Joaquin Ruiz Gimenez, de la Gauche démocratique, et José Maria Gil Robles, de la Fédération populaire démocratique. La conversation portera sur les prochaines élections gouvernementales, la garantie de la régularité des élections législatives, qui seront plus importantes que le prochain référendum, ont indiqué les représentants démocratiques-chrétiens.



**SIMONE SIGNORET**  
La nostalgie n'est plus ce qu'elle était

UN VOLUME 334 PAGES 49 F

**SEUIL**





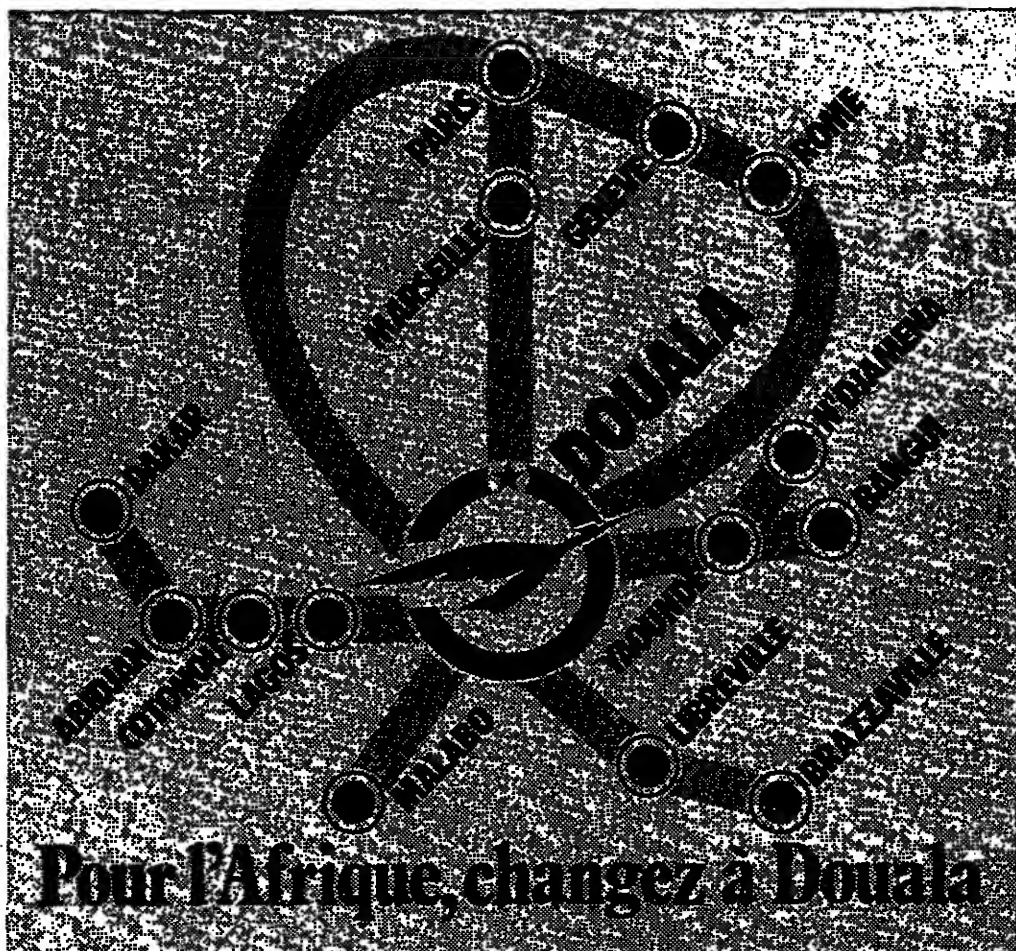
**Michel Foucault** dans un texte inédit, propose une définition nouvelle de l'intellectuel et de son rôle, tout particulièrement par rapport à la « vérité » et au « pouvoir de la vérité ». Cela mérite d'être lu deux fois plutôt qu'une, et ne concerne pas seulement les « intellectuels », mais tous ceux — ils sont nombreux — qui opèrent « en des points précis où les situent soit leurs conditions professionnelles de travail, soit leurs conditions de vie (le logement, l'hôpital, l'asile, le laboratoire, l'université, les rapports familiaux ou sexuels) ».

Il y a des écrits théoriques qui semblent destinés à fonctionner comme des machines infernales sous les sièges du pouvoir. Les lire, c'est jubiler d'abord, pour mieux agir ensuite. Lisez Politique Hebdo.

# politique

nouvelle formule

en vente dès aujourd'hui



Pour l'Afrique, changez à Douala

Le Cameroun est exactement au milieu de l'Afrique. C'est un hasard géographique. C'est aussi un hasard très pratique. A partir de Douala, vous pouvez aller à Dakar, Abidjan, Cotonou, Lagos, N'Djamena, Bangui, Libreville et Brazzaville. Avec Cameroon Airlines. Et en Boeing 737. Cameroon Airlines, nationalité oblige, relie également tous les centres régionaux du Cameroun. Là où vos rendez-vous peuvent vous conduire. Et pour aller à Douala ? Vous partez de Paris, Marseille, Genève ou Rome sur un Boeing 707 Intercontinental Cameroon Airlines. Le lundi, mercredi et samedi. Une dernière chose : les repas, la musique et les films sont bons. Et nos hôtesses ont beaucoup de charme. Bon voyage.

J'aimerais aller au Cameroun en bonne compagnie. Envoyez-moi vos brochures, merci.

M. Adresse

Cameroon Airlines 12, boulevard des Capucines 75009 Paris - Tél. 073.85.40.

VOYAGEZ EN BONNE COMPAGNIE.

# CAMEROON AIRLINES

## AFRIQUE

### République Sud-Africaine

#### La répression se durcit à l'égard des milieux religieux

Johannesburg. — La vague d'arrestations qui sévit depuis plusieurs semaines sur l'Afrique du Sud touche désormais les milieux religieux de toutes les communautés (le Monde du 27 novembre). Il est vrai qu'ils ont toujours joué un rôle important dans le pays. Si les Eglises réformées hollandaises, dont les fidèles se recrutent essentiellement parmi les Afrikaners, ont, dès l'origine, choisi de soutenir la politique gouvernementale et n'ont guère évolué depuis, il en va différemment des catholiques et des autres protestants (méthodistes, luthériens ou anglicans). Ils fournissent de très nombreux militants à la lutte contre l'apartheid. Iso-M. Kruger, ministre de la Justice, occupe les rangs de la police et, surtout, à améliorer la condition des Afrikaners. L'Institut chrétien d'Afrique australe, qui, jeudi 25 novembre, a subi les perquisitions de quatre-vingts policiers, n'a que trois mille membres, mais jouit d'une audience considérable, notamment parmi les jeunes Noirs. La mise en garde, adressée en juin par M. Naudé, directeur de l'Institut, de la police et des prisons, à M. Naudé, directeur de l'Institut, même si elle survient quelque peu le pouvoir de celui-ci, est significative à cet égard. M. Kruger avait demandé à M. Naudé de rester à l'écart des manifestations de jeunes Afrikaners sous peine de représailles. Peu après sa création, en 1963, l'Institut a connu les tracasseries d'une police exaspérée par ses déclarations successives contre l'apartheid, ses prises de position allant jusqu'à l'exigence du droit de vote pour chaque citoyen blanc ou noir, et par la publication de revues et ouvrages, qui sont pourtant plutôt des livres de référence que des œuvres polémiques. En 1974, le gouvernement

De notre correspondant

a déclaré l'Institut « organisation affectée ». Cela signifie qu'il ne pouvait pas recevoir de fonds de l'étranger.

L'organisation ne compte plus les livres et les ouvrages qu'elle a publiés et qui sont interdits. Plusieurs de ses membres sont passés devant des tribunaux pour des motifs divers. D'autres attendent que la justice suive son cours. Certains, comme M. Klein-schmidt, détenu pendant plu-

dredi vers l'Allemagne. M. Wyn-gard et Mme Sybil Brown, arrêtés jeudi, séjournent également au Diakonia House.

Tous ces mouvements possèdent une large audience, parmi les jeunes Noirs, et beaucoup de manifestants appartiennent au mouvement des étudiants chrétiens. C'était le cas de M. Tsetse Mash-inai, président du conseil représentatif des étudiants de Soweto, qui, recherché par la police, s'est réfugié vers la Grande-Bretagne, via le Botswana.

Plusieurs fidèles, et même des ecclésiastiques, jouent un rôle

Eglises	Blancs	Métis	Africains
Réformées hollandaises	1 825 194	278 040	924 828
Anglicans	399 050	333 284	237 728
Méthodistes	337 410	118 819	1 878 880
Catholiques romains	384 248	135 626	1 328 898
Africaines indépendantes	—	—	2 761 128
Autres communautés :			
Chrétiens	431 390	379 620	1 506 000
Non spécifiés	111 200	51 500	4 826 250

(Source : statistiques officielles 1970.)

seuls semaines lors de l'affaire Breytenbach — jeune écrivain condamné — ont préféré fuir le pays, d'autres ont été arrêtés. Mme Oshadi Phakati, directrice de l'Institut pour le Transvaal, est en prison depuis trois mois. M. Cedric Mayson, éditeur de Pro Veritate, mensuel de l'Institut, a été arrêté jeudi. La police a été le chercher dans la région du Cap, où il passait quelques jours de vacances.

Le Conseil sud-africain des Eglises, qui occupe le même immeuble de l'Institut chrétien, la Diakonia House, à proximité de l'université de Witwatersrand, a subi les tracasseries policières. Ses membres luttent pour les Sud-Africains, quelle que soit la couleur de leur peau, jouissent de droits égaux dans leur pays. Deux d'entre eux, M. Barney Ngakane et Mme Bernadette Mosala.

M. Barney Ngakane s'occupait de l'attribution des bourses aux jeunes africains. Il est Noir, et est âgé de soixante-quatre ans. Récemment, dans une conférence de presse, où il est intervenu pour expliquer l'action des jeunes, il a lancé : « Ils ne veulent pas de moi dans les prisons, ils me trouvent trop vieux ». Ancien responsable de l'A.N.C., n'a jamais pris sa retraite et aidait activement le Conseil des Eglises. L'assemblée chrétienne et le bureau de la littérature communautaire, dont faisaient partie le pasteur Bruckner, expulsé ven-

important dans le mouvement de la conscience noire, au sein de la Black People's Convention ou de la Black Parents Association. Le président de cette dernière n'est autre que le Dr Manas Buthe, qui doit être sacré le 13 décembre évêque de l'Eglise luthérienne.

Au sein de l'Eglise catholique est né récemment un « groupe de solidarité des prêtres noirs », créé par les prêtres africains eux-mêmes pour leur permettre de « trouver leur identité ».

Malgré les interdictions du gouvernement, l'Eglise catholique a décidé d'ouvrir ses écoles à tous les enfants, et déjà, une dizaine d'établissements privés, à Johannesburg et au Cap, accueillent des élèves de races différentes. D'ailleurs, qui a valu à Mgr Denis Hurley, évêque de Durban, responsable de l'éducation, un attentat à la bombe il y a quelques semaines, à son domicile. Le cardinal Owen Muir, archevêque du Cap, et quatre-vingts prêtres de son diocèse, ont, de leur côté, lancé il y a deux mois un appel en faveur de l'élimination des discriminations raciales et pour l'instauration du suffrage universel. L'Eglise anglicane essaie d'imposer progressivement elle aussi l'ouverture des écoles à tous. L'évolution se fait lentement. Trop lentement aux yeux de certains, mais elle paraît pourtant « révolutionnaire » à la plupart des Blancs sud-africains.

CHRISTIANE GHOMBEAU.

#### TROIS MONARQUES EN AFRIQUE

Dans le supplément sur le Maroc publié dans « le Monde » daté 21-22 novembre, nous avons qualifié de roi Hassan II de « seul monarque régnant en Afrique ». C'était oublier deux souverains placés dans la mouvance sud-africaine : le roi Sobhuza II du Swaziland et le roi Makhosho II du Lesotho, pays indépendants depuis 1963 et 1966. Le roi Sobhuza régnait depuis cinquante-quatre ans et a pris les pleins pouvoirs en 1973. En revanche, au Lesotho, c'est le premier ministre, le chef Lesiba Jonathan, qui gouverne sans partage.

● PRECISION. — Les illustrations du supplément consacré au Maroc dans le Monde daté 21 et 22 novembre étaient tirées de l'album Les Arts Traditionnels du Maroc, de M. Mohamed Silem, publié par les Editions Flammarion, et dont nous avions rendu compte dans nos éditions datées 28 octobre.

#### A TRAVERS LE MONDE

##### Angola

● M. PAULO TEIXEIRA a été nommé ministre des affaires étrangères en remplacement de M. Eduardo dos Santos, promu au poste de premier vice-premier ministre, a annoncé Radio-Lusanda dimanche 28 novembre. — (Euter.)

##### Egypte

● M. CHERHATA HAROUN, un avocat égyptien de confession israélite, a adressé samedi 27 novembre au président Sadat un message, publié dans Al Gomhouriya, dans lequel il lui demande d'accorder aux juifs d'Egypte des droits égaux à ceux des autres citoyens. M. Haroun, connu pour ses opinions de gauche, invite le gouvernement à redonner la nationalité égyptienne aux juifs qui en ont été déchus, et à les autoriser à en rendre à l'étranger sans autorisation spéciale.

##### Maroc

● LE SYNDICAT NATIONAL DE LA PRESSE MAROCAINE (S.N.P.M.), qui groupe les journaux de l'opposition, proteste contre certains termes du communiqué du ministère de l'Information relatif à l'indépendant survenu l'occasion de l'élection du bureau du conseil communal d'Aln-Sent-Mathar, dans le Maroc oriental (le Monde du 27 novembre). Le S.N.P.M. déplore l'emploi des termes par les forces de l'ordre lors de cet incident, qui a fait trois morts et plusieurs blessés, et demande « l'abolition de la censure ». — (Corresp.)

##### Taiwan

● SEPT « ESPIONS COMMUNISTES » ont été condamnés samedi 27 novembre à Taiwan à des peines allant de sept à quinze ans d'emprisonnement. Ces « espions » étaient accusés d'avoir organisé, sur les ordres de l'ambassade de Chine populaire à Tokyo, des réunions clandestines pour fomenter des complots armés. — (A.F.P.)

##### Union soviétique

● DES ESSAIS DE FORCES SOVIÉTIQUES auront lieu du 30 novembre au 30 décembre dans le Pacifique, dans un rayon de 50 milles nautiques à partir d'un point situé par 23 degrés 45 minutes de latitude nord et 171 degrés 25 minutes de longitude est. — (Tass.)

(PUBLICITE)

## LES P.M.E. FACE A L'EXPORTATION

COLLOQUE ORGANISE PAR

# L'ESCP

Sous le haut patronage du Ministère de l'Industrie et de la Recherche et sous l'égide de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris le 10 décembre 1976

Ce colloque se propose d'apporter aux participants une aide à la décision d'exporter

- avantages et risques de l'exportation pour les P.M.E.
- les aides possibles à l'exportation et leurs modalités d'obtention
- solutions pratiques aux problèmes qui se posent habituellement.

Renseignements et inscription : E.S.C.P. FORMATION PERMANENTE

Tél. : 355-39-08

Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Centre Parisien de Management

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE DE PARIS

29, avenue de la République, 75011 PARIS

dans le plus grand domaine skiable du monde

# Val Thorens

(station des 3 vallées)

louez à partir de 42 F par jour et par personne

SCRIPTOUR LA MONTAGNE 100 rue de la République 75001 PARIS

Tél. 260.26.15 (Ligne 5006 et 5044-LYON 1701 02 71 36 - VAL THORENS 1701 02 61 24)

AFRI  
Deu

ALMA  
H. de C.  
1976

SILS  
POU  
ILS

L'EXPERIENCE

DES SYMPTOMES

DES SOLUTIONS

LA DIFFERENC

صلى الله عليه وسلم



# AFRIQUE

## Deux ans de « marxisme-léninisme » au Bénin

(Suite de la première page.)

Les héros de la « Voix de la révolution » scandent matin, midi et soir : « Mort aux traitres !... Prêts pour la production !... Prêts pour la révolution !... La lutte continue ! » Un meneur de jeu interrompt un chœur féminin : « Quels sont les ennemis de la République populaire du Bénin ? » Réponse : « L'impérialisme... Le colonialisme... Le néo-colonialisme... C'est tout ? » Le chœur, de plus belle : « Le capitalisme... La bourgeoisie... Autant de mots frappés d'infamie à jamais. Certains éditeurs déclament à la fois de l'incantation et du sermon, tandis que les marches révolutionnaires rappellent vaguement le répertoire des veillées scoutées d'avant-guerre. Les bulletins d'information de la radio doivent, en vertu d'un

décret présidentiel, être largement diffusés. La clientèle des restaurants de Cotonou, en majorité étrangère, déjeune ainsi aux accents de l'internationale.

A en juger par ses méthodes de propagande, le régime paraît souffrir d'un grave manque d'imagination politique. Qu'il s'agisse du recours aux stéréotypes du genre « Comptons sur nos propres forces » ou de l'usage systématique de l'apostrophe « camarade », de la formule de politesse « Veuillez accepter, camarade ministre, l'expression de mes sentiments patriotiques et révolutionnaires » jusqu'à la plus prosaïque des informations : « Demain, la pharmacie de garde sera celle de la camarade Adandé », — les références étrangères — soviétique, chinoise ou guinéenne — sont évidentes.

pouvoir pyramidal remontant des comités de village et de quartier jusqu'au Conseil national de la révolution (C.N.R.), qui comprend soixante-sept membres. Ces structures subsistent, mais ont perdu, du fait du tournant à gauche du régime, une partie de leur importance initiale : car, conformément aux idées (énlistes), l'organe essentiel est désormais le parti unique et « d'avant-garde » (Parti de la révolution populaire du Bénin), créé le 30 novembre 1975 et ouvert à une « minorité consciente ». Qui souhaite en être membre doit remplir certaines conditions de moralité et, surtout, ne pas avoir assumé de responsabilités politiques importantes sous les régimes précédents.

Oh est la réalité du pouvoir ? Le comité central du P.R.P.B. représente l'instance suprême de décision. Présidé par le lieutenant-colonel Mathieu Kérékou, il groupe vingt et un civils et seulement six militaires. Les civils sont également majoritaires au sein du bureau politique (quatre contre trois) et parmi les préfets. Dès lors, et bien qu'il soit malaisé de connaître avec précision l'influence réelle de l'équipe civile, peut-on encore sans nuances par-

ler de « régime militaire » ? Agés de moins de quarante ans, formés en France pour la plupart, les dirigeants civils sont à la fois les conseillers du gouvernement et les idéologues du pouvoir. Au bureau politique siègent deux économistes, un ingénieur des mines et un professeur de lettres. Certains de ses membres avaient déjà acquis avant le putsch de 1973 une notoriété locale ou régionale comme animateurs de mouvements de jeunesse.

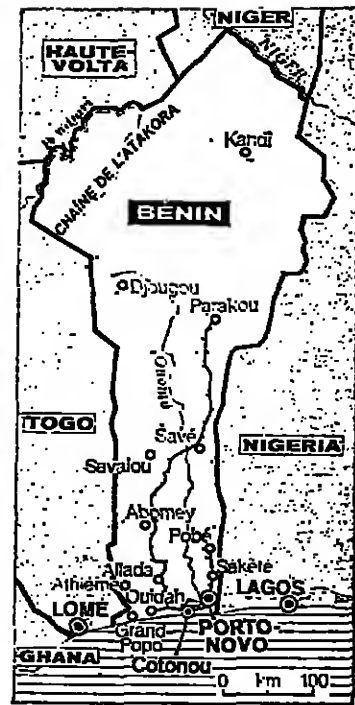
Le gouvernement, toujours exclusivement composé de militaires, comprend deux « hommes forts » : le président Kérékou et le capitaine de gendarmerie Dahou-Martin Azonhio, ministre de l'Intérieur et de l'orientation nationale (propagande), que l'on présente souvent comme l'émule gris du chef de l'Etat et le garant de la « pureté socialiste » du régime. Dans une Afrique où le culte voué au chef est intense, la personnalisation du pouvoir reste, somme toute, limitée à Cotonou. « La force de Kérékou, note un fonctionnaire, c'est d'avoir su nouer des liens personnels avec les jeunes civils, ce qu'aucun autre militaire n'a pu faire jusqu'à présent. »

Les dénonciations du fétichisme et de la sorcellerie, pour louables qu'elles aient été, n'ont pas mis fin à la corruption et au népotisme. Aussi la population ne semble-t-elle pas trop prendre au sérieux la logomachie révolutionnaire. Les travailleurs — du moins ceux des villes — apprécient pourtant d'être consultés sur leurs lieux de travail, même s'il s'agit souvent d'avaliser des décisions déjà prises. « Pour la première fois, nous dit un petit employé, on s'intéresse un peu à nous. » Reste que les Béninois attendent surtout des militaires qu'ils démontrent leurs talents de gestionnaires.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Prochain article :

### DES MILITAIRES PRAGMATIQUES



- Superficie : 112 622 km carrés, soit un cinquième de celle de la France.
- Population : 3 100 000 habitants (estimations 1975).
- Capitale : Porto-Novo.
- Ville principale : Cotonou.
- Ressources économiques : produits oléagineux, arachides, coton.

Membre de l'ancienne fédération d'Afrique occidentale française, devenu indépendant le 1<sup>er</sup> août 1960, le Dahomey a pris la dénomination de Bénin le 30 novembre 1975. Il est membre de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.), de l'Organisation commune africaine et malgache (O.C.A.M.) et du Conseil de l'entente.

### L'idéologie, facteur de cohésion

Mais que cache l'écume des mots ? Enfant terrible de l'Empire français d'Afrique, l'ancien Dahomey, en raison notamment de son hétérogénéité ethnique, était célèbre pour la turbulence de sa vie politique. Porte-parole d'intérêts régionaux, les dirigeants qui se sont succédés depuis l'indépendance (1960) n'ont jamais consolidé un pouvoir central, fréquemment balayé. Les gouvernements dahoméens naissaient « avec au front leur croix de mort » (1). En douze ans, le pays a connu dix changements de président, cinq Constitutions, cinq coups d'Etat réussis. Face à la toute puissance des forces centrifuges, aucun parti, faute d'enracinement, aucune personnalité, faute d'envergure, n'a réussi à cristalliser le sentiment national.

C'est d'abord en réaction contre les « jeux stériles du passé », qu'un groupe de jeunes officiers, le 26 octobre 1972, choisit d'interrompre l'expérience de « triarchie tournante » inaugurée en mai 1970. « A l'époque, souligne un diplomate, les putschistes souhaitaient avant tout remettre de l'ordre dans la maison. Ils entendaient rompre avec la classe poli-

tique en place. Mais ils n'avaient en tête aucune doctrine. » Il est vrai que le discours-programme du 30 novembre 1972, premier document de base de la révolution, s'apparentait plus à un catalogue de bonnes intentions, vaguement progressistes, qu'à une profession de foi dogmatique : « Au lendemain du coup d'Etat, précise un ingénieur, deux groupes de jeunes civils ont travaillé avec les militaires. Il y avait d'un côté des partisans d'une stratégie frontiste qui souhaitaient que le nouveau régime s'allie avec les organisations de masse, avec les syndicats. Ce sont eux qui ont rédigé le texte modéré de 1972. Il existait aussi un noyau de marxistes qui ont pris le dessus et inséré aux chefs de l'armée le radicalisme de 1974. »

Construire l'Etat et la nation dans un pays réputé « ingouvernable » demeure, après quatre années de règne, le souci majeur des militaires béninois. En l'occurrence, l'idéologie marxiste-léniniste, avec ses principes et ses certitudes, peut agir comme un puissant facteur de cohésion. Pour ceux qui doutent le plus de la sincérité de l'équipe au pouvoir, cette prise de conscience tardive expliquerait à elle seule la vocation marxiste-léniniste du « grand camarade de lutte Mathieu Kérékou » et de ses compagnons de putsch. Dans le même souci d'unité, le gouvernement a multiplié les mutations de fonctionnaires, favorisant de la sorte un brassage salutaire.

Le régime, peu à peu, tente d'élargir son assise. Loin d'envisager, dans l'immédiat, un retour aux casernes, les militaires mettent en place, méthodiquement et sans hâte excessive, de nouvelles institutions. En septembre 1973, ils édifièrent une structure de

### Séminaires et milice populaire

Détenant d'ores et déjà le record absolu de longévité politique, le régime a réduit les oppositions au silence. Les syndicats, héritiers d'une longue tradition de combativité, ont bien tenté de relever la tête. Mais le pouvoir a réagi rapidement de manière expéditive, en constituant une centrale unique, l'Union nationale des syndicats des travailleurs (U.N.S.T.), que dirige un militant communiste orthodoxe. Bon nombre d'intellectuels ont préféré fuir le pays ou rester à l'étranger. A cet égard, le Bénin n'est plus le « Quartier latin de l'Afrique », dont parlait Emmanuel Mounier. Alors que l'université du Bénin accueille moins de deux mille jeunes, ils sont près de quatre cents à poursuivre leurs études en France. L'arrivée des militaires au pouvoir a d'ailleurs fait qu'accablée la fuite des cerveaux. Depuis la sordide affaire Alpké (juin 1975) (2), le régime n'a pas, autant qu'on puisse en juger, intensifié la répression. En août dernier, plusieurs responsables étudiants ont été arrêtés, mais le terme de « terreur hystérique », fréquemment utilisé par les groupes d'opposants réfugiés à l'étranger, paraît excessif. Les six personnes condamnées à mort lors du « complot Assogba » (janvier 1975) n'ont pas été exécutées, tandis que les membres de l'ancien triumvirat présidentiel, toujours en résidence surveillée, sont plutôt mieux traités qu'ils ne le seraient sous d'autres régimes africains.

Le gouvernement poursuit la « révolutionnarisation » tous az-

muts. Son champ d'action est sans limites : justice, finances, armée, équipement, école, sport. Officiellement, aucun domaine n'y échappe. A l'occasion du quatrième anniversaire du régime, c'est l'armée qui vient d'être réorganisée. Elle comprend désormais, outre les forces de défense classique, une « milice populaire », composée de « militants et combattants de la révolution béninoise et de camarades compagnons d'armes ». L'Etat dernier a vu fleurir maints séminaires chargés de rechercher les moyens de liquider les « structures coloniales et néo-coloniales ». Des réunions d'information ont eu lieu « à la base ». Le produit de ces réflexions a été soumis au Conseil national de la révolution. Le prochain geste politique du gouvernement pourrait être la promulgation d'une nouvelle « loi fondamentale ».

(1) Maurice-A. Gisé : Naissance d'un Etat noir. 1969. Durand Ausias, éditeur.

(2) Le capitaine Michel Alpké, alors ministre des affaires intérieures et de la sécurité, fut abattu le 20 juin 1975 par la garde présidentielle. On l'accusa d'avoir commis l'adultère « en compagnie de la femme du chef de l'Etat ».

**Calculateurs Hewlett-Packard**  
Démonstration  
Ventesurstock  
**A JAMARTINE**  
118, rue de la Pompe,  
75016 Paris - Tél. 727.3131  
HEWLETT-PACKARD

(PUBLICITE)  
**S'ILS NE PEUVENT RIEN POUR VOS CHEVEUX ILS VOUS LE DIRONT AUSSI**  
**L'EXPERIENCE**  
Les spécialistes EUROCAP du traitement capillaire ont examiné et traité des milliers de cas de cheveux au cours de leur carrière. Ils savent ce qu'est un cheveu sain et un cheveu menacé.  
**DES SYMPTOMES**  
Si vous avez des pellicules, des démangeaisons, un cuir cheveu hypersensible ou tendu, des cheveux très gras ou très secs, ce sont là des manifestations d'auto-défense du système capillaire. Mais ce sont toujours des signes certains d'une chevelure en mauvais état.  
**DES SOLUTIONS**  
Pour avoir une belle chevelure, les cheveux doivent être en bonne santé. Le cosmétologue moderne se préoccupe de cette notion capitale. S'il a mis au point des produits hygiéniques traitant le cuir cheveu et favorisant ainsi la croissance naturelle du cheveu.  
**LA DIFFERENCE**  
  
**EUROCAP INSTITUTS CAPILLAIRES**  
4, rue de Castiglione  
Paris (1<sup>er</sup>) - Tél. 260-38-84  
LILLE : 16, rue Faidherbe. Tél. : 51-34-19  
BORDEAUX : 54, place Gambetta. Tél. : 48-06-34  
TOULOUSE : 62, rue de la Pomme. Tél. : 52-28-44  
METZ : 37, rue Chaplain. Tél. : 75-00-11

**CHARLES CHENEVIER**  
**LA GRANDE MAISON**  
Préface de J. MARGILLY  
Par l'ancien sous-directeur de la Sûreté Nationale, des révélations explosives sur les « grandes affaires » du demi-siècle : du mystère Dominici au suicide du conseiller Prince en passant par le vol des bijoux de la Begum et l'arrestation d'Emile Buisson ainsi que le « procès-verbal » de l'ex-inspecteur Borniche.  
  
PRESSES DE LA CITE

Jacqueline Grapin  
Jean-Bernard Pinatel  
**la guerre civile mondiale**  
"Il y a là des analyses et des appréhensions qui, depuis longtemps, sont aussi les miennes."  
Hubert Beauve-Méry  
"Ce livre clair et incisif donne l'alarme. L'entendra-t-on ? Voilà des vérités rudes et originales. La paix ne se bâtit pas dans le laisser-dire, le laisser-faire, le laisser-aller. Mais veut-on vraiment la paix ?"  
Alain Peyrefitte  
"L'objectif difficile et courageux qu'ils se sont fixé réveille notre monde. En cette époque où facilité et découragement risquent de nous livrer à toutes les aventures, une telle tentative ne peut laisser insensibles ceux qui aspirent à une société où l'homme reste maître de son propre destin."  
Simone Veil  
**CALMANN-LEVY**











## POLITIQUE

### ANTIBES : le maire M. Pierre Merli adhère au parti radical

De notre correspondant régional

Nice. — M. Pierre Merli, maire d'Antibes-Juan-les-Pins, vice-président du conseil général, vient d'être élu président de la fédération des Alpes-Maritimes du parti radical-socialiste, auquel il a adhéré avec treize autres élus de sa municipalité et de celle de Nice. Ces adhésions font suite aux contacts qu'était venu prendre sur place à la fin de l'été le président des radicaux valaisiens, M. Gabriel Péronnet. Ami personnel de M. François Mitterrand, le maire d'Antibes avait reçu son soutien lors des élections municipales de 1971 et avait pris position en sa faveur au moment de l'élection présidentielle de 1974 en rappelant qu'il avait été à ses côtés depuis plus de trente ans dans les combats de la Résistance et les combats politiques, particulièrement à V.D.S.R. (1).

Son choix ne constitue cependant pas une surprise, puisque à plusieurs reprises depuis l'élection de M. Giscard d'Estaing il s'était situé dans le camp de la majorité présidentielle et avait notamment été élu à la vice-présidence du conseil général des Alpes-Maritimes avec l'appui de M. Jacques Médecin, maire R.I. de Nice, pré-

sident de l'assemblée départementale, contre M. Louis Broch, P.C. Aux dernières élections cantonales de mars 1976, il avait d'ailleurs battu au second tour de scrutin le représentant de l'Union de la gauche, M. Roger Tordo, P.C. M. Merli a, d'autre part, annoncé son intention de constituer pour les prochaines élections municipales « une liste de personnalités extrêmement ouverte qui aura le soutien de la majorité » (2).

M. Paul Antier, ancien ministre, fondateur, avec M. Antoine Pinay, du groupe des Indépendants et Paysans, a également exprimé l'intention de conduire une liste « pour la défense d'Antibes ».

Parmi les élus qui ont adhéré au parti radical figurent neuf conseillers municipaux d'Antibes et quatre de Nice, dont M. Pascal Augier, conseiller général du canton de Nice-6.

GUY PORTE.

(1) Union démocratique et socialiste de la Résistance, formation d'origine de M. Mitterrand.  
(2) Antibes figurant dans la liste, publiée le 21 juillet, des villes où la majorité avait désigné son « chef de file ». En l'occurrence, M. Merli avait reçu l'investiture majoritaire.

### AVANT LA RÉUNION DU CONSEIL DES MINISTRES A LILLE

### M. Pierre Mauroy s'entretiendra avec M. Raymond Barre

M. Pierre Mauroy, maire socialiste de Lille et président du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, sera reçu mercredi matin le 2 décembre, accompagné d'une délégation du conseil général, par M. Raymond Barre avant la réunion du conseil des ministres dans la capitale régionale. Le bureau du conseil régional a préparé lundi matin cette entrevue. « Ce n'est pas un conseil des ministres de quelques heures qui peut résoudre nos problèmes », a précisé M. Mauroy. Ce qui m'intéresse, c'est d'avoir, de la part du premier ministre, une réponse sur les problèmes très graves qui se posent à la région et d'établir un calendrier de travail avec tous les ministres concernés par nos problèmes.

Le maire de Lille a estimé que les mesures annoncées vendredi soir par M. Jean Lecanuet, ministre d'Etat chargé du Plan et de l'aménagement du territoire (le Monde daté 28-29 novembre), ne sont qu'une « chiquenard », un « coup de pouce » à la région. « Mercredi je ferai les comptes », a ajouté M. Mauroy, et l'espère pour la région que le conseil des ministres ne sera pas un panon-neau publicitaire de tout ce qui

avait été prévu depuis plusieurs mois.

M. Mauroy s'entretiendra d'autre part avec le chef de l'Etat — qu'il accueillera devant la préfecture, et non pas à l'aéroport — au cours du dîner offert mardi soir à la préfecture. En revanche, le parti communiste a fait savoir que ses élus ne participeraient ni à ce dîner ni aux autres cérémonies officielles. M. Etienne Falon, membre du bureau politique, a déclaré que la décision du gouvernement de se réunir à Lille est « minable, lamentable et médiscrète », comme il est possible, elle a été prise à partir d'une ambition tactique en vue des prochaines élections municipales et précède du « besoin du chef de l'Etat et du gouvernement de répondre par des décisions nouvelles aux inquiétudes qui se développent dans les provinces à la suite de leur politique économique ».

Des manifestations auront lieu mardi soir à Lille et mercredi matin à Dunkerque, à Douai et à Valenciennes à l'appel de la C.G.T. et de la C.F.D.T.

M. Jean Lecanuet a indiqué pour sa part au micro d'Europe 1 samedi 27 novembre : « Nous ne nous soucions pas de savoir si

une région est gouvernée par des représentants de l'opposition ou de la majorité, nous regardons l'intérêt des Français. La Fédération du Nord des républicains

indépendants a mis au point un dossier intitulé « Les habitants du Nord-Pas-de-Calais s'adressent au président de la République », qui sera remis à M. Giscard d'Estaing.

### L'ÉLECTION DU MAIRE DE LA CAPITALE

### Paris-Avenir apporte son « soutien enthousiaste » à M. d'Ornano

L'Assemblée générale de Paris-Avenir (R.I. - centristes du Conseil de Paris) a apporté, le dimanche 28 novembre, son « soutien enthousiaste et sans réserve » à la candidature de M. Michel d'Ornano comme futur maire de Paris. A l'issue d'une réunion au cours de laquelle M. d'Ornano a exposé les modalités de sa candidature et son programme, M. Jacques Dominiati, président de Paris-Avenir, a souligné que le mouvement avait constaté que les objectifs de l'actuel maire de Paris ne correspondaient pas à la situation de la capitale.

Dans une motion, l'Assemblée générale de Paris-Avenir a :

1) soutenu enthousiaste et sans réserve M. Michel d'Ornano, seul candidat investi par la majorité présidentielle ; 2) souligné que sa candidature est la seule solution pour barrer la route à la coalition socialo-communiste ; 3) lancé un appel aux Parisiens pour qu'une large union se manifeste autour de la candidature de M. d'Ornano, et pour que le premier maire de Paris soit le garant des libertés et du progrès face aux tenants du collectivisme et aux nostalgiques du passé ; 4) témoigné sa reconnaissance et renouvelé sa confiance à Jacques Dominiati pour continuer le combat qui rendra Paris aux Parisiens.

### STRATÉGIE D'ENTREPRISES

P.A. CONSEILLER DE DIRECTION S.A., filiale du groupe P.A. INTERNATIONAL MANAGEMENT CONSULTANTS (1.000 consultants) recherche pour Paris le responsable de son secteur d'activité « stratégie d'entreprises et organisation générale ». Il prendra en charge une Division déjà existante et comprenant douze consultants spécialisés en marketing, organisation administrative, formation, comptabilité, finances, etc... Il assurera le développement aux plans commercial, technique et humain en liaison avec les autres Divisions de P.A. France et les filiales du groupe. Normalement, il devrait rapidement faire partie du Comité de Direction de la société et participer à sa gestion. Ce poste conviendrait à un cadre supérieur âgé d'au moins 35 ans, diplômé d'enseignement supérieur, possédant une solide expérience en stratégie, gestion financière et si possible marketing acquise en partie, de façon impérative, dans une activité de conseil d'entreprises. Des qualités d'initiative et de promoteur sont indispensables, ainsi que la connaissance courante de la langue anglaise. La rémunération annuelle, de l'ordre de 180.000 francs, sera liée au niveau d'expérience atteint. Écrire à Paris, à R. BOUGEARD, Directeur Général Adjoint de P.A. France, qui traitera confidentiellement toutes les candidatures reçues. Réf. A/10625M

180.000 F

### INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

CLAG-CHIMIE, société française de création récente, filiale du groupe JOHNSON et JOHNSON, pour faire face à un développement très rapide de ses activités, cherche à renforcer sa Direction Marketing, en recrutant deux responsables basés à Paris :

#### Responsable Relations Médicales

Rattaché au Directeur du Marketing, ce cadre sera chargé du courrier médical concernant les produits commercialisés par cette société, ainsi que de diverses synthèses médicales et études bibliographiques. Il participera également aux Congrès médicaux et devra jouer un rôle de relations publiques important auprès du corps médical, en soutien de l'action exercée sur le terrain par le réseau de Délégues. Ce poste de confiance, qui exige une très solide expérience de marché et une grande aisance dans les contacts avec le milieu médical, conviendrait à un médecin de formation (homme ou femme), âgé d'au moins 45 ans et qui souhaiterait donner un nouveau tournant à sa carrière. Une parfaite maîtrise de la lecture de l'anglais médical est exigée. La rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 120.000 francs. Écrire à G. RAYNAUD à Paris. Réf. A/2483M

120.000 F

#### Chef de produit

Rendant compte au Directeur du Marketing, il aura à l'assister, avec dynamisme, en élaborant des propositions concrètes et fiables en vue d'améliorer la compétitivité des produits, et en établissant le cadre des futures campagnes promotionnelles dont il aura en charge l'exécution avec l'agence de publicité. Pour mener à bien son action, il pourra procéder à toute étude de marché et une grande aisance dans les contacts avec le milieu médical, conviendrait à un médecin de formation (homme ou femme), âgé d'au moins 45 ans et qui souhaiterait donner un nouveau tournant à sa carrière. Une parfaite maîtrise de la lecture de l'anglais médical est exigée. La rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 110.000 francs. Les perspectives d'expansion de la société garantissent une évolution intéressante de carrière pour un candidat de valeur. Écrire à G. RAYNAUD à Paris. Réf. A/2484M

110.000 F

### RESPONSABLE GESTION COMMERCIALE

Revetements de sols — La filiale française d'une société multinationale d'origine hollandaise, occupant une des premières places sur le marché européen du tapis et des revêtements de sols, recherche le Responsable de sa Gestion Commerciale. Rendant compte au Directeur Général, auprès duquel il aura toute délégation pour régler les problèmes de gestion courante d'ordre commercial et administratif, il sera chargé, dans un premier temps, de la réorganisation des services afin d'en contrôler avec plus d'efficacité la bonne marche sur le plan des hommes et des procédures de gestion. Il sera personnellement responsable de la tenue du tableau de bord commercial, de son interprétation, de l'étude des signaux, ainsi que de la mise en œuvre des actions correctrices rendues nécessaires. Il se verra confier, enfin, le règlement des litiges, la réception des clients les plus importants, en liaison avec la force de vente, et participera à toutes les actions publicitaires. Ce poste conviendrait à un cadre méthodique et ayant le goût de la négociation, âgé d'au moins 30 ans, de formation commerciale et pouvant justifier d'une réelle expérience de gestion d'un service commercial, acquise au sein du secteur textile ou décor de la maison. Ce poste est basé dans la grande banlieue Nord de Paris. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 100.000 francs, sera fonction du niveau de compétence atteint. Écrire à G. RAYNAUD à Paris. Réf. A/2485M

100.000 F

### RESPONSABLE CLASSEMENT - DOCUMENTATION

Chef de Service — L'AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE, organisme public dont la vocation est de contribuer par des aides financières importantes à l'aménagement des ressources en eau et à la lutte contre la pollution, crée le poste de Chef du Service Secrétariat-Classement-Documents. Rattaché au Directeur, il aura pour mission de mettre en place des procédures de classement décentralisées au sein de chaque division et de les faire respecter par les différents responsables opérationnels. Cette activité nécessite de s'intégrer à la vie générale de l'Agence afin de concevoir un système de classement et d'archivage bien adapté. Il gèrera la documentation générale et, avec l'aide d'un adjoint, supervisera le travail du "pool" dactylographique. L'équipe comprend une douzaine de personnes. Compte-tenu de l'activité de cet organisme, il s'agit là d'un poste essentiel qui ne peut être tenu que par un ou une candidat(e). Agé(e) d'au moins 28 ans, si possible de formation supérieure, ayant déjà eu des responsabilités dans l'animation d'une équipe et connaissant bien les nécessités d'un système élaboré de classement et d'information. Les qualités de contact, d'organisation et d'autorité personnelle seront déterminantes. Le salaire annuel de départ, de l'ordre de 80.000 francs, sera fixé en fonction du niveau déjà acquis. Créer et faire vivre un tel système doit constituer un attrait pour un ou une candidat(e) d'expérience. Écrire à J.-B. FOURNIER à Croix. Réf. A/2638M

80.000 F

### PERSONNEL ET RELATIONS SOCIALES

Franche-Comté  
Filiale d'un important groupe français du secteur mécanique, une société moyenne (340 personnes), spécialiste de la micro-mécanique crée le poste de Responsable du Personnel et des Relations Sociales. Basée au siège de l'entreprise (ville moyenne du Doubs), responsable devant la Direction Générale, la personne recherchée, aura pour mission d'assurer l'ensemble de la gestion et de l'administration du personnel (recrutement, formation, paie). Véritable conseiller interne en matière de relations sociales, elle assurera les relations fonctionnelles internes et externes à l'entreprise, et assistera l'ensemble de l'encadrement en lui proposant les outils les mieux adaptés à une gestion efficace : études des postes, qualifications, tableaux de bord. Ce poste, convient à un candidat, femme ou homme, de 30 ans minimum, de formation supérieure, bénéficiant d'une réelle expérience de la fonction acquise dans une entreprise de taille comparable, et possédant de solides connaissances en législation du travail. La rémunération annuelle, sera liée à l'expérience et aux qualités du candidat retenu. Écrire à G. ANDRIEU à Lyon. Réf. A/2405M

Franche-Comté

### ORDONNANCEMENT COMMERCIAL

Un très puissant groupe multinational, spécialisé dans les emballages de produits alimentaires, recherche, pour sa filiale française, un responsable de l'ordonnancement commercial. Rattaché à la Direction Commerciale, il sera responsable de l'administration des ventes pour toute la France, puis prendra progressivement en charge les achats, la gestion des stocks et le planning de fabrication d'un petit atelier comprenant une quinzaine de personnes. Ce poste conviendrait à un homme âgé de 30 ans minimum, ayant acquis une solide expérience de l'administration commerciale, et capable d'assurer la liaison entre les ventes, les approvisionnements et la fabrication. La pratique de l'anglais est une nécessité, celle de l'allemand serait un atout supplémentaire. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 75.000 francs, sera déterminée en fonction de l'expérience du candidat retenu. Écrire à G. MASSON à Paris. Réf. A/2486M

75.000 F

Adresser C.V. détaillé en rappelant la référence sur l'enveloppe. Pour les réf. A/, aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Pour les réf. B/, les réponses seront transmises à notre client, sans être ouvertes à moins qu'elles ne soient adressées à notre "Service de Contrôle" indiquant les noms des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées.

PA Conseiller de Direction S.A. - 8, rue Bellini, 75782 Paris - Cedex 16 - Tél. 727-3579

9, rue Jacques-Moyron, 69006 Lyon - Tél. (78) 52-90-63 - 19, Résidence Flandre, 59170 Croix - Tél. (20) 72-52-25

PA Management Consultants GmbH - 4000 Düsseldorf I - Graf-Recke-Strasse 17 - Tél. 0211/68-66-81

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Dusseldorf - Frankfurt - Hambourg - Londres - Madrid - Milan - New York - Rome - Stockholm - Stuttgart - Turin - Zurich

مركز العمل



## Vote du budget des P.T.T. et des crédits des départements et territoires d'outre-mer

M. MARZIN (non-inscrit), exprimant l'avis de la commission des finances, estime que le budget comporte un effort important de modernisation, en particulier pour le tri postal et le téléphone. « Mais, demande-t-il, comment le territoire équipé, deviendra le personnel de fabrication ? Il faut veiller au maintien de l'emploi et, pour cela, préparer les reconversions futures. »

« Le gouvernement, affirme M. SEGARD, secrétaire d'Etat aux télécommunications, a la volonté de maintenir l'unité des services du territoire équipé, du programme d'équipement téléphonique suppose que l'industrie française peut faire face à la demande dans des conditions satisfaisantes. On ne peut pas dire, pour l'avenir, à la communication électronique temporelle. (...) Parallèlement au développement du réseau téléphonique, un réseau d'urgence et d'urgence nationale doit être créé, de la même manière à faciliter l'accès du public aux services. »

M. Segard souligne que cette organisation s'appuiera sur le service des postes, qui restera le lieu privilégié des relations avec la public. Le réseau TRANSPAC (téléinformatique) permettra de gérer les échanges d'économie mixte, restera la propriété générale de l'Etat. »

gence de la grève du tri, qui serait néfaste, et affirme que l'unité des syndicats est la seule solution. Elle exige le passage de vigilance. « N'est-elle pas, déclare-t-elle, méconnue dans les faits quand on ne s'occupe que de la mise en opération de son matériel téléphonique, tandis qu'on installe une cabine à priée » et l'absence de services de nuit.

Dans sa réponse, le secrétaire d'Etat indique, au sujet de la situation des receveurs, qu'un accord a été conclu avec le syndicat des chefs de centre n'a pu être retenu en raison des impératifs de la rigueur budgétaire. Il rappelle que le service est de qualité du service en zone rurale et affirme qu'un certain recouvrement des dépenses a été obtenu. Le budget antenne est ensuite adopté, après les interventions favorables de MM. JEAN COLIN et JACQUES LEBLANC, président du groupe UDR.

M. GARGAR (app. P.C., la Guadeloupe) demande si les « pourfendeurs de l'autodétermination » ne craignent pas, en réalité, « la victoire du programme commun ». « Nous pen-

● **RECTIFICATIF.** — Dans le compte rendu de la séance du 28 novembre au Sénat (*le Monde* date 28-29 novembre), nous avons, à tort, donné l'étiquette Union centriste à M. Jossau-Marigné, président de la commission des loix, qui est indépendant.

## La Restauration nationale s'inquiète de la poussée de la omelette

Centre **ISTH** Centre  
**AUTEUIL - TOLBIAC**  
 Institut privé des Sciences et  
 Techniques humaines  
**PRÉPARATIONS ANNUELLES**  
 JANVIER 1977 à JUIN 1977  
 • Examens d'entrée à :  
**SC PO**  
 • Entrée en 1<sup>re</sup> année  
 • Soutien en cours d'AP  
 • Procédure admission  
 en 2<sup>e</sup> année  
 • Préparation par correspondance  
**TAUX CONFIRMÉS DE RÉUSSITE**  
**DEPUIS 23 ANS**

**AUTEUIL** 8, Av. Léon-Henry  
 75016 Paris - Tél. 224 10 72  
**TOLBIAC** 83, Av. d'Alsace  
 75013 Paris - Tél. 509 53 51

La Restauration nationale va développer son effort de propagande, en particulier dans les universités avec l'A.F. étudiante ». Elle considère d'autre part « avec sympathie » la tentative de M. Jacques Chirac en vue de constituer un nouveau rassemblement, « ce signe d'une réaction saine à certaines aberrations observées depuis l'arrivée de M. Giscard d'Estaing au pouvoir », mais n'envisage en aucune façon d'en faire partie.

[illegible]

**À TOUS CEUX  
QUI DEVIENNENT BLANCS  
QUAND LES COPIES SORTENT GRISES  
FAXIL**  
de  
**Gestetner**

Documentez-vous dès maintenant: prenez contact avec Gestetner,  
service 206, 71 rue Camille Groult 94400 VITRY - Tél. 680.47.85

Belgique, U.S.A., Canada

Délégations et filiales : Lyon, Marseille, Lille, Bordeaux,  
Toulouse, Sao Paulo.  
Représentations :  
Belgique, U.S.A., Canada.

## Nous avons créé l'engineering immobilier.

**CABINET**  
**AUGUSTE-THOUARD**  
17, rue d'Astorg - Paris 8<sup>e</sup> - Tél. 265.54.07 + .



# POLITIQUE

## A LEUR CONGRÈS DE VICHY

### Les radicaux n'entendent pas se rapprocher des gaullistes

Les radicaux ont dit « non » à un éventuel rapprochement entre leur parti et le rassemblement projeté par M. Jacques Chirac. La netteté de cette réponse reflète les sentiments des militants plus que l'unanimité des dirigeants. La franchise avec laquelle elle s'est exprimée — par les sifflets qui accueillirent un hommage de M. Nébout à l'ancien premier ministre le samedi après-midi — a même un peu surpris.

La veille, en effet, au cours des débats à huis clos, on avait assisté dans les couloirs du congrès à quelques offensives sans équivoque, de la part de certains cadres, en faveur de l'entreprise de M. Chirac, offensives qui inquiétèrent les membres présents du gouvernement. La salle, quant à elle, était alors imprévisible, n'ayant pas été « faite » puisque

les organisateurs des assises étaient eux-mêmes divisés sur la question.

Aux protestations qui saluèrent, à partir du samedi après-midi et à plusieurs reprises, le nom du député de la Corrèze, répondaient l'enthousiasme des adversaires du rassemblement et la discrétion de ceux qui auraient pu en être les défenseurs. M. Nébout ne reprit pas la parole. M. Dailly ne participa pas à la séance de dimanche. M. Péronnet, dans son discours de clôture, se contenta de vanter les bienfaits de l'autonomie. Il avait été plus net en privé.

Quant à M. Servan-Schreiber, il prononça des paroles sans ambiguïté qui lui valurent des applaudissements nourris. Ce rassemblement ne saurait, en aucun cas, nous intéresser », déclara-t-il. La spectaculaire réconciliation, la veille,

#### De notre envoyé spécial

Vichy. — Samedi matin 27 novembre, les congressistes travaillaient en commission. Le débat politique général a commencé l'après-midi. Mme Jacqueline Nébout, secrétaire générale, déclare : « Nous avons choisi de tenir une place toute particulière de l'U.D.R. des républicains indépendants et du C.D.S. On nous demande : « Est-ce que vous êtes avec Chirac ? » mais est-ce bien la question ? (Des voix dans la salle : « Oui, oui, répondent-ils ») Je ne suis pas sûr qu'aujourd'hui nous puissions répondre « oui » ou « non » à Chirac. (...) Nous aurons à porter devant un comité directeur la question de savoir si nous devons adhérer à un mouvement créé par l'ancien premier ministre. Nous avons rappelé que « les radicaux n'ont pas le droit, sous peine d'exclusion, de militer dans un autre parti », Mme Nébout fait état de « la très grande estime personnelle » qu'elle porte à M. Chirac. La salle accueille cette déclaration avec un grand bruit de main dans les tribunes. Le secrétaire général termine en rappelant aux radicaux qu'un de leurs objectifs, en 1973, sera d'avoir assez d'élus pour constituer un groupe parlementaire.

#### M. DURAFOUR : pour la proportionnelle

M. Michel Durafour, ministre délégué à l'économie et aux finances, déclare à la France soviétique coupée en deux : « Il faut dépasser la liturgie de l'opposition et la liturgie de la majorité (...). Puisque le projet, fondamentalement, est le président de la République, optons donc pour un vrai, un authentique régime présidentiel. Un président qui gouverne et définit les axes d'action, un Parlement qui légifère et vote l'impôt. » Le ministre ajoute : « Il faut, une fois pour toutes, écarter l'idée selon laquelle le référendum est un projet de loi par lequel le peuple choisit une assemblée inacceptable à la décharge du gouvernement ou à l'initiative du chef de l'Etat. » Il poursuit sous les applaudissements : « Le seul moyen pour rompre enfin avec la réalité des deux blocs antagonistes, c'est le retour à la représentation proportionnelle (...). Elle seule permet à toutes les composantes de la réalité politique française d'exprimer dans une assemblée ».

M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, intervient pour réfuter certaines des thèses de M. Durafour : il prend en particulier position pour une application stricte de la Constitution, rendant au premier ministre les véritables pouvoirs qui lui sont attribués par la loi fondamentale. M. Dailly est interrompu par l'entrée de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber dans la salle où se tient le congrès. Quand le sénateur a terminé son intervention, M. Servan-Schreiber monte à la tribune, embrasse M. Péronnet, prend quelques instants la parole pour le féliciter de sa victoire électorale, et l'embrasse à nouveau. La salle applaudit.

M. Yann Galland (Aube), directeur du cabinet de M. Edgar Faure, remarque que personne « à la base » ne parle du livre du chef de l'Etat ou « de tel ou tel rassemblement ». Il plaide pour que le parti radical soit un « parti utile ». M. Edmond Tixier (Loire-Atlantique) fait état du « désempolement des provinces » et souhaite

que « M. Barre renonce à sa politique d'abandon de la concertation ». Il ajoute : « L'immense majorité des radicaux répond « non » à la question qui nous est posée à propos de M. Chirac. » M. Durafour, ministre délégué, souhaite que les ministres radicaux quittent le gouvernement le 1<sup>er</sup> mars 1977 si, à cette date, une loi instituant la représentation proportionnelle n'a pas été votée. Après M. Michel Baré (Vaucluse), qui estime, à propos de l'entreprise de M. Chirac, que les radicaux n'ont « rien à faire avec ce projet », M. Roger Voinin (Oise) déclare : « Nous devons nous garder de devenir le wagon de queue d'un train qui aurait été mis sur ses rails en Corrèze. » M. Louis Albert (Aude) demande l'adhésion de la présidence de la République aux classes moyennes. Mme Marie-Claude Stokis-Agnier (Yvelines) vante les écrits du président de la République consacrés au patriotisme social. M. Tixier (Vaucluse) évoque les impératifs d'une véritable « culture populaire » et M. Renaud Louchard (Hauts-de-Seine) demande une reorganisation de la politique sociale.

Dans le débat de politique générale qui se poursuit dimanche matin on entend Mme Nicole Chouquet, membre du conseil national, qui plaide en faveur d'une meilleure éducation économique. M. Yves Galland (Paris) affirme que le parti radical n'est pas vers l'U.D.R. que se dirigent les radicaux. Puis M. Jean-Loup Morlé (Paris) regrette que

#### LA MOTION

On lit notamment dans la motion adoptée par le congrès : « Les radicaux (...) soutiennent sans équivoque l'entreprise réformatrice du président de la République et se proposent de lutter contre les déréglés économiques. »

« L'appui du parti radical ne sera pas marchandé, dès lors que cette politique sera conçue avec un contrôle strict et public d'utilisation de l'argent des Français, une véritable égalité devant l'impôt, un précompte rationnable sur les grandes fortunes et leur transmission, enfin, le transfert de pouvoirs de décision et de ressources aux régions et aux collectivités locales à travers leurs élus. »

« Le parti radical affirme la nécessité d'une modification du mode de service aux électeurs législatifs. La représentation proportionnelle peut seule assurer le pluralisme politique. Elle s'harmoniserait avec un système institutionnel où l'équilibre et la séparation des pouvoirs seraient mieux assurés. »

« Le parti radical soutiendra vigoureusement la construction de l'Europe économique, sociale et politique par l'élection au suffrage universel direct du Parlement européen. »

« L'U.D.R. démolisse journalièrement l'autorité du président de la République », a déclaré M. Jean-Bernard (Nord) souhaiterait que le parti radical devienne « une force motrice et non une roue de secours » de la majorité.

Le congrès entend ensuite Mme Françoise Giroud, secrétaire d'Etat à la culture. Elle déclare notamment : « Nous sommes à un point de l'histoire de notre pays où se joue notre avenir. Notre défi est de nous conduire à tenir notre parole. C'est là une heure importante pour longtemps le désordre sans appeler la police ou la

#### M. J.-J. SERVAN-SCHREIBER : un débat avec M. Chirac

Après la lecture par M. Jean-Claude Colli d'un message de « fidélité amicale » adressé au congrès par M. Ayman Achille-Papad, député de la Gironde (gauche réformatrice), M. Gabriel Péronnet, président du parti, donne la parole à M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, ancien président de la République, ancien ministre de l'Intérieur et de la Justice. Celui-ci déclare : « L'entreprise doit réussir, et le parti radical doit y contribuer. C'est là une heure importante pour longtemps le désordre sans appeler la police ou la

#### IMPRUDENCE

Les effets oratoires devant une salle remplie de congressistes peuvent parfois conduire à commettre des imprudences. M. Chirac, sans doute de cet étrange acou de M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat : « Lorsque j'étais président du Sénat, par intérêt, j'ai disposé de pouvoirs dont je le reconnais, j'ai quelque peu abusé au service du futur président de la République... »

(M. Dailly avait assuré, en avril et en mai 1974, l'intérim de M. Alain Poher, lui-même lauréat de la présidence de la République après le décès de Georges Pompidou et l'élection du nouveau chef de l'Etat.)

« J'ai d'abord le langage de la vérité », il ajoute : « Mais il faut comprendre la confiance des Français. Pour cela, il faut accomplir le plan, très vite, de l'assurance de réformes de structure. Il faut que soit élaboré un calendrier des réformes profondes qui soient mises en œuvre en 1977. »

L'ancien président du parti radical affirme alors : « Il ne doit y avoir aucune équivoque : ceux qui veulent rassembler une clientèle conservatrice, qu'ils le fassent. Nous n'allons pas leur déclarer la guerre. Mais nous ne serons pas les leurs. L'objectif est de faire du parti radical un parti de rassemblement dont le seul dénominateur commun est le refus de la victoire de la gauche et une étrange aberration. » Il ajoute : « Si ceux-là se mobilisent, nous ne les combattons pas, et même leur mobilisation pourra aider à l'échec de la gauche. »

Le député de Meurthe-et-Moselle indique alors qu'il a ren-

(PUBLICITE)

« L'avion n'est cher que pour ceux qui ne savent pas s'en servir. Devient précieuse qui intéresse bien des lecteurs quand on connaît le coût des taxis aériens. »

Des sa création, en 1970, cet organisme s'est orienté vers le transport aérien au plus juste prix. Devenu en 1975 membre à part entière de la Syntex — la première centrale d'achats créée en Europe — le Point 85 propose des réductions jusqu'à 70 % sur les billets d'avion toutes destinations, valables pour tous : jeunes, plus anciens, étudiants ou non.

En 1976, poursuivant son expansion, le Point 85 s'est structuré pour répondre à demande croissante des Comités d'Entreprises et Directions de Société qui procèdent à un déplacement pour leur personnel. Des techniciens avertis étudieront graduellement leur projet et prendront en charge intégralement l'organisation du voyage.

Enfin, pour les sportifs, le Point 85 propose la plus intéressante conception du ski, appliquant aux sports d'hiver sa philosophie des voyages charismes. Ski alpin, ski de fond, une dizaine de stations inédites à prix réduits constituent le programme 1976-1977.

Sur un marché où toutes les adresses se sont plus ou moins prises, reprenez bien celle du Point 85, un organisme des plus sérieux à visiter sans délai : 85, boulevard Saint-Michel, 75005 PARIS. Tél. : 323-66-50. Cor. Lic. A 891.

## VERS LA CRÉATION

### TOUT PEUT ARRIVER

(Suite de la première page.) A peine sont-elles adoptées que, par pans entiers, elles tombent en désuétude. Mais elles ont un sens, un esprit. L'esprit de la IV<sup>e</sup> République, en très gros, c'était le pouvoir à l'Assemblée. L'esprit de la V<sup>e</sup> République, le pouvoir à l'Exécutif. Pourtant, on avait maintenu un président du conseil en l'appelant premier ministre. Et de préférence qu'un jour, entre les deux têtes de l'exécutif le conflit ne manquera pas d'éclater. Maintenant, demain ? Cela peut arriver. Tout peut arriver.

Cette Constitution, remaniée, a établi l'élection du chef de l'Etat selon le mode de scrutin le plus démocratique, le plus républicain qui puisse être, le suffrage universel. Rien à dire de cette procédure, d'ailleurs aujourd'hui admise par tous. Rien vraiment : les voix qui présidaient — oh ! timidement — qu'un jour peut-être cela finirait mal se sont vite tues sous les sarcasmes. Peut-être ne s'est-on pas suffisamment avisé que, là aussi, il y avait la lettre, et puis l'esprit. La lettre ne laisse place à aucune ambiguïté : 50,1 %, c'est assez pour faire la décision, et les démocrates conséquents doivent alors s'incliner devant le verdict du peuple souverain. L'esprit, c'est autre chose. Une majorité trop faible ne veut que si elle est renforcée d'un consensus qui l'assure. Consensus : le mot est à la mode. En l'occurrence, il dit bien ce qu'il en est. A savoir que l'acceptation — résignée ou contrainte, peu importe — du fameux verdict est affaire de pesanteurs sociologiques dans l'opinion, dépend du consentement tacite de la classe politique, et d'abord, bien entendu, de l'adhésion solide de la majorité. Or ces trois ingrédients indispensables du mélange semblent en voie de faire défaut. Les pesanteurs s'alourdissent, le consentement s'évapore. L'adhésion vole en éclats. Alors, que peut-il arriver ? Tout. Tout peut arriver.

Depuis dix-huit ans, le fondement du système, la pierre angulaire du dispositif, c'est précisément la majorité. On devrait dire évidemment les majorités, car depuis 1958 on en a connu quatre ou cinq, fort diversement composées : avec les socialistes puis sans eux, rejetant l'extrême droite et une partie de la droite puis les englobant, incluant et excluant tour à tour ce centre-ci ou ce centre-là. Ce qui compte, c'est moins la recette que le savoir-faire : en matière de cuisine, l'inspiration et le doigté importent plus que la technique : il faut avoir la main pour lier les sauces, monter la mayonnaise. La mayonnaise est en train de tourner sous nos yeux : trop d'huile.

Regardez bien la scène : qui terraille sous les projecteurs, au premier plan ? Logiquement, il devrait s'agir de la majorité et de l'opposition, qui vont s'affronter en champ clos en mars prochain, du moins en principe. Mais non : le duel se livre au sein de la majorité elle-même, et l'opposition, assise au premier rang de l'orchestre, applaudit les meilleures répliques. Croit-on qu'avec une aussi énorme erreur de distribution la pièce peut tenir l'af-faire ? Pendant dix-huit mois, en 1976, la seconde valse crise de la V<sup>e</sup> République, celle qui s'ouvre par la chute du gouvernement — n'est pas fatale, mais elle peut se produire. Elle débouche inévitablement sur une dissolution, des élections anticipées. Cela peut arriver. Tout peut arriver.

Que de phénomènes intéressants, de virtualités nouvelles, en ce moment dans la vie politique nationale ! D'un côté, la dégradation continue du crédit et du prestige du président de la République et, parallèlement, le surcroît du gaullisme, sa volonté de régler ses comptes avec le gaullisme. En face le lent recul électoral du parti communiste appaît avec la progression constante du parti socialiste. Rivalités, affrontements, concurrences. Tout se passe comme si le changement inéluctable, invoqué, mais guère entrepris, débouchait soudain sur le mouvement ce qui n'est pas du tout la même chose. Tout va bouger, tout bouge déjà, et en même temps. Oui, maintenant, c'est sûr, il va arriver quelque chose. Tout peut arriver.

PIERRE VIANSSON-PONTE

#### M. EDGAR FAURE : aux côtés de son ami Jacques Chirac.

M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, a indiqué au cours d'un entretien sur France-Inter lundi matin 29 novembre qu'il serait aux côtés de son « ami Jacques Chirac ». Le président de l'Assemblée nationale s'est félicité que M. Chirac, désormais libre, puisse regrouper des électeurs, alors que les problèmes de gestion de l'Etat l'avaient empêché jusqu'ici d'être premier ministre, de « coordonner et de galvaniser la majorité ». M. Edgar Faure a, d'autre part, estimé que « le Parlement français se prépare à l'élection au suffrage universel du Parlement européen, et ceci à une large majorité ».

« M. Valéry Giscard d'Estaing a déjourné, dimanche 28 novembre, avec le roi Hassan II dans la propriété que possède le souverain marocain à Betz, près de Senlis (Oise).

**Pour les "Nouveaux Conducteurs" l'important c'est qu'elle démarre.**

Enquête Shell-TOP Mars 1976 : 56% des Français sont devenus des "Nouveaux Conducteurs". Pour eux, la voiture est un simple moyen de transport qui doit avant tout être économique et en parfait état de marche.

La BATTERIE SHELL, surpuissante, légère et durable : assure un démarrage sans difficultés par les plus grands froids, supprime le gaspillage d'essence en éliminant les démarrages laborieux. La batterie Shell répond parfaitement aux préoccupations des "Nouveaux Conducteurs".

**Pour les "Nouveaux Conducteurs" priorité à l'entretien.**

Après les programmables TEXAS INSTRUMENTS SR52 SR52

Découvrez chez FRANKLIN le SR60 2000

UN CALCULATEUR CONVERSATIONNEL

La plus entreprenante et originale des calculatrices

- Calculatrice à 120 fonctions
- Impression thermique automatique
- 40 pages de programmation (jusqu'à 5000)
- 40 mémoires (ext. jusqu'à 450)
- Lecteur de cartes magnétiques
- En option prochainement : Mémoire cassette, Machine à écrire, Table tripartite

FRANKLIN 2000 Montparnasse 8 Rue de l'Arrivée 75015 PARIS 548-32-60

FRANKLIN 2000 Strasbourg 6 Den 2 Rue de Metz 67040 PARIS 548-32-60

FRANKLIN 2000 La Defense 16 Place des Reflets Quartier Alsace 92400 La Defense 776-11-63

صلى الله عليه وسلم



POLITIQUE

DU « RASSEMBLEMENT DES FRANÇAIS POUR LA RÉPUBLIQUE »

Les projets de M. Chirac ne se heurtent à aucune opposition structurée

Le processus est désormais engagé de façon irréversible. L'U.D.R. disparaîtra dimanche prochain 5 décembre, au cours de ses dernières assemblées nationales extraordinaires, et renaîtra aussitôt de ses cendres sous les espèces d'un « Rassemblement des Français pour la République », présidé par M. Jacques Chirac.

Aucune opposition quelconque ne s'oppose plus désormais aux projets de l'ancien premier ministre, et les rumeurs relatives au lancement d'une organisation concurrente sous la forme d'un « Rassemblement pour la Démocratie française » n'inquiètent guère les gaullistes.

Au cours du comité central de l'U.D.R., réuni dimanche 28 novembre à Villeurbanne, seul M. Chaban-Delmas a voté contre la réforme des statuts, et son M. Jacques Foccart s'est abstenue. L'ancien premier ministre, logique avec les « mises en garde » qu'il a prodiguées à l'encontre de la démarche de M. Chirac, a toutefois voté le « manifeste » politique qui sera adjoint aux statuts, et il a indiqué qu'il « prendrait acte des décisions de la majorité du mouvement » telles qu'elles ressortiraient des assemblées et qu'il « participerait à leur mise en œuvre ». D'ailleurs, lui et M. Chirac ont fort aimablement dialogué tout au long des débats et les modifications proposées par le maire de Bordeaux — sur

le sport ou les régions — ont toutes été acceptées par le député de la Corrèze. Mais M. Chaban-Delmas n'admet pas que l'U.D.R. se transforme en rassemblement et se dote d'un président. Ces statuts, qui seront publiés mardi 30 novembre et qui devront être ratifiés par les assemblées, s'inspirent, selon M. Guéna, secrétaire général de l'U.D.R., de trois principes : la démocratie, l'efficacité et l'élargissement. « Puisque toutes les instances seront élues, que le président et le secrétaire général assureront l'exécution du mouvement, et que les personnalités nouvelles disposeront de cent places supplémentaires au comité central.

Le manifeste, qui, en six ou sept pages, constitue un document plus complet que la plate-forme présentée le 24 octobre par M. Chirac, insiste plus particulièrement sur les notions d'indépendance nationale, de participation, de solidarité, de justice fiscale, afin de souligner la volonté réformatrice et qui se veut progressiste du nouveau rassemblement.

A aucun moment au comité central, il n'a été question de la majorité présidentielle ni du chef de l'Etat, et, si certaines phrases du manifeste pouvaient être prises pour des réaffirmations de l'action du président de la République, personne n'a osé prendre la défense de M. Giscard d'Estaing, même pas ses ministres

présents. Il est vrai qu'au sein du comité central comme dans les autres instances de l'U.D.R., le « chiraquisme » s'affirme en bonne partie de l'« antigiscardisme », et la chute du prestige du chef de l'Etat dans les rangs gaullistes semble bien avoir atteint pour le moment un point de non-retour. Ce sentiment pourra être mesuré dimanche prochain, bien que les organisateurs du rassemblement, redoutant quelque provocation, prodigent à leurs militants des consignes de modération.

Ce n'est pas la modération — en revanche — qui a prévalu lors des « Pour l'Europe » organisées par le groupe gaulliste « l'Appel » et l'Union des jeunes pour le progrès. Bien que ces deux mouvements entretiennent depuis peu des relations plus détendues avec l'U.D.R., l'U.J.P. s'est donné un nouveau président moins favorable à un rapprochement avec M. Chirac. Si ces deux groupuscules veulent attendre pour juger le rassemblement sur pièces, ils refusent tout autant le projet de M. Chirac de rapprochement avec l'unité de la gauche. C'est précisément cet équilibre qui repousse les amis de M. Chirac. Il leur restera à démontrer à partir du 5 décembre la réalité et la consistance de leur projet de rassemblement.

ANDRÉ PASSERON.

M. Yves Guéna, rendant compte des travaux du comité central, a donné lecture de la phrase introductive du manifeste qui sera placé en préambule des statuts et qui est ainsi rédigée : « Après avoir ressenti l'appel du général de Gaulle, après dix-huit ans d'efforts et de progrès, la France hésite. Toutes les certitudes semblent aujourd'hui s'estomper, tandis que croît la

« Il y a dans notre peuple un immense besoin d'unité, d'unité, il y a aussi la crainte devant les mutations du cadre de vie. Il y a surtout le doute de ceux qui sentent que malgré les progrès accomplis, la vie quotidienne reste souvent dure aux humbles et qu'il y a des oubliés de la croissance.

« Cette volonté d'agir, si nous appartenons de la rendre plus forte que l'iniquité et le doute. Exprimons clairement ce que chacun ressent confusément : l'exigence de la dignité pour la France, le besoin de justice et de bonheur pour les Français. Sachons que seul l'effort permettra aux hommes et aux femmes de notre pays de donner vie à cette image belle et généreuse de la France qu'ils portent en fond de leur cœur.

forme de l'entreprise ». Il s'oppose à « aux privilèges de la fortune et de la bureaucratie ». Quant à la « Démocratie du quotidien », elle concerne les collectivités locales, l'urbanisme, la famille et les « oubliés de la croissance ». M. Chirac a déclaré que ce manifeste traduisait « la recherche de la dignité pour la France et le besoin de justice et de bonheur pour les Français ». La discussion a notamment permis des mises au point de M. Debré sur l'indépendance « technique », des études faites sur ordinateur, la justice fiscale et de M. Chaban-Delmas sur le rôle du sport et sur la régionalisation. A l'issue

de la discussion sur la réforme des statuts, M. Chaban-Delmas annonçant son vote hostile, a déclaré : « Mes mises en garde ne sont inspirées par aucune motivation politique, mais par une conviction profonde de l'unité nationale. Je prendrai acte des décisions de la majorité du mouvement, et je participerai à leur mise en œuvre. »

M. CHINAUD  
POSE TROIS QUESTIONS  
A L'ANCIEN PREMIER MINISTRE

M. Roger Chinnard, président du groupe des républicains indépendants à l'Assemblée nationale, a proposé dans une déclaration à l'Assemblée nationale, l'adoption d'un « conseil d'animation politique » de la majorité. Il pose à M. Chirac les trois questions suivantes :

« Première question : Jacques Chirac considère-t-il, comme moi, que nous sommes en train de voir se développer un détestable climat de méfiance à l'intérieur de la majorité qui ne parait tout à fait républicain à l'extérieur commun ? Et si oui, est-ce, pour sa part, à tout faire pour arrêter ce processus ? Deuxième question, accepterait-il, comme chef de l'U.D.R., une concertation réelle avec les autres formations de la majorité pour que nous nous mettions d'accord sur des actions communes, une attitude commune de contrôle du gouvernement et une préparation en commun des élections ? Enfin, est-il prêt à affirmer publiquement l'essentiel, à savoir que la conduite des affaires de la France et la définition des grands objectifs sont de la responsabilité du président, et qu'il serait suicidaire de laisser supposer que nous sommes entrés par cinq ans en campagne présidentielle ?

M. GUICHARD : des élections anticipées seraient désastreuses.

M. Olivier Guichard, ministre de la justice, hôte, dimanche 28 novembre, du Club de la presse « d'Europe 1 », a estimé que s'il était « partisan » d'élections législatives anticipées pour le gouvernement Chirac, il s'agit, dans la situation actuelle, d'une « dérive à tout fait absurde », car ce serait la négation de l'opération que l'on a faite en changeant le gouvernement, alors que le nouveau gouvernement a reçu la mission précise de ramener l'inflation à des limites raisonnables avant mars 1977.

« Des élections prématurées, a-t-il ajouté, seraient politiquement désastreuses, car elles seraient dues à une coupure dans la majorité. »

« Si on possède le sens des institutions, on ne doit pas confondre la vie de la République avec une espèce de bagarre, sans enjeu, contre le président de la République. »

M. Jean Guion nouveau président de l'U.J.P.

L'Assemblée générale de l'Union des jeunes pour le progrès, réunie samedi 27 novembre, a élu président de l'U.J.P. M. Jean Guion, par 78 voix contre 16 à M. Bernard Loth, président sortant, et 6 abstentions.

Le bureau comprend trois vice-présidents, MM. Bernard Fourrier, Christian Azala et Patrice Sauvignon. « Vingt-cinq ans, originaire des Ardennes, M. Guion est éducateur, et il était vice-président dans le bureau sortant. »

M. Jean Guion, nouveau président, a déclaré à l'issue de l'assemblée : « Deux jours pour la France » organisés par l'U.J.P., la revue de l'Appel et le Centre d'étude pour l'indépendance nationale, et qui se tiendront les 27 et 28 novembre à Paris :

« Aujourd'hui, on galopait l'idée de rassemblement. Nous doutons des moyens et de la finalité de l'opération. Peut-on rassembler quand on a des idées ? Nous doutons, comme le fait l'Appel, que l'U.D.R. quitte la majorité. L'opération du 5 décembre ne constitue pas un rassemblement, mais une tentative de coup de main, à laquelle l'U.J.P. ne donnera pas sa caution politique et morale. Cette caution dénoncerait l'U.D.R. des ralliements de droite, quel qu'en soit le résultat. Il n'est question pour l'U.J.P. de rejoindre ni l'union de la gauche ni un rassemblement de droite. »

Chez les gaullistes d'opposition

De son côté, M. Olivier Germain-Thomé, directeur de l'Appel, a déclaré :

« Le président de la République, emprisonné dans le concept néfaste de majorité présidentielle, plane au-dessus des réalités sans avoir pris sur la nation. Son autorité est à bout de souffle. »

Il a énuméré ainsi les conditions « qu'il pose à M. Chirac » :

« La première condition est de résister à la volonté du pouvoir de modifier la stratégie militaire française en fonction des intérêts de l'O.T.A.N. »

« La seconde est de refuser la vote supranationale et parlementaire pour construire l'Europe. »

« La troisième est de faire passer dans les actes la participation. »

« La dernière, conséquence des trois premières, est que ceux qui ont l'ambition de se réclamer du gaullisme quittent la majorité dite présidentielle. »

M. Jean Chabonnel, qui vient de fonder la Fédération des républicains de progrès, déclare : « La vertu contestataire du gaullisme nous oblige à nous rallier du tout, à dialoguer avec une gauche qui désormais retrouve les idées de 1958 et approfondit sa réflexion sur l'Etat. Et cette vertu contestataire nous pousse surtout à combattre la gauchisation et cette grossière et droite réaction du R.P.F. en quoi se métamorphose l'U.D.R. »

Au cours d'une conférence de presse, jeudi 25 novembre, M. Jean Chabonnel avait indiqué : « Nous entendons accueillir les membres de l'U.J.P. qui refuseront le rassemblement musqué préparé par M. Chirac. »



Pour les  
"Nouveaux Conducteurs"  
l'important  
c'est qu'elle soit sobre.

Enquête Shell-Hop Mars 1976 : 55% des Français sont devenus des "Nouveaux Conducteurs". Pour eux, la voiture est un simple moyen de transport qui doit avant tout être économique et en parfait état de marche.

Pour faciliter les  
démarrages à froid,  
augmenter le rendement de  
votre moteur et lutter contre  
le gaspillage d'essence, les  
stations Shell vérifient les BOUGIES,  
le FILTRE à AIR et les VIS PLATINEES.  
Ce service répond parfaitement  
aux préoccupations des  
"Nouveaux Conducteurs".

Pour les "Nouveaux Conducteurs"  
priorité à l'entretien.



Pour les  
"Nouveaux Conducteurs"  
l'important  
c'est qu'elle dure.

Enquête Shell-Hop Mars 1976 : 55% des Français sont devenus des "Nouveaux Conducteurs". Pour eux, la voiture est un simple moyen de transport qui doit avant tout être économique et en parfait état de marche.

L'HUILE SHELL SUPER 200, par sa haute fluidité à basse température, permet des démarrages immédiats. De plus, sa résistance au cisaillement et sa grande stabilité contribuent à la longévité de votre moteur. SHELL SUPER 200 répond parfaitement aux préoccupations des "Nouveaux Conducteurs".

Pour les "Nouveaux Conducteurs"  
priorité à l'entretien.

Pour son seizième anniversaire

LE CENTRE D'INFORMATION CIVIQUE VEUT LUTTER CONTRE L'ÉGOÏSME ET L'INDIFFÉRENCE.

Le Centre d'information civique (CIC), que préside M. Jean Christian Barbé, explique dans un éditorial de son Bulletin d'informations générales (1), à l'occasion de son seizième anniversaire, les raisons et les objectifs de son action. Pour « lutter contre les égoïsmes de groupe », le CIC a conduit à une action d'information sur l'ensemble de l'opinion et mené « des recherches et des études dans de nombreux domaines intéressant la vie sociale et politique », écrit M. Barbé, qui poursuit notamment :

« En fonction des moyens dont nous disposons, nous continuons à travailler à l'éducation, à l'information, à la formation permanente des citoyens. Le pire des maux dont souffre notre société est l'indifférence : à l'égard de l'autre, à l'égard de tous. Rendons les individus attentifs à ce qui les unit, sensibles à ce qu'ils partagent avec autrui par la force des choses, restaurons l'esprit de communion qui a pu exister à certaines heures : tels sont les principes de la lutte contre l'indifférence — celle-ci prenant sa source dans l'égoïsme tant individuel que collectif. »

« C'est bien là ce qui rend la tâche difficile tant il est vrai que ceux qui disposent des moyens matériels s'y travaillent et ne disposent qu'à condition que l'on s'engage à leur service. La vie politique de tous les jours le montre suffisamment. A cet égard une mobilisation s'opère indispensable, qui concernerait les formations politiques, les groupements divers qui ne sont qu'apparemment d'intérêt général. »

(1) Bimestriel, 242 bis, boulevard Saint-Germain, Paris (7<sup>e</sup>).

« L'Armée révolutionnaire bretonne » (branche du F.I.R. clandestin depuis sa dissolution au conseil des ministres du 30 janvier 1974) a demandé, dans une lettre adressée vendredi 26 novembre à un quotidien breton, la dissolution des fédérations départementales du P.C. en Bretagne. L'A.R.B. assure « déclarer la guerre au parti communiste français » et indique d'autre part qu'elle n'associera plus désormais son sigle à celui du Front de libération de la Bretagne, « pour en finir avec les fausses interprétations et les récupérations du combat de la libération ». — (Corresp.)

Le Brest, le 9 octobre dernier, le F.I.R.-A.R.B. avait annoncé son intention de « passer à l'action armée », et le 29, il avait lancé une campagne de sabotage à l'« au », 31 décembre.

مكتبة ابن النخيل



## JUSTICE

ALORS QU'UNE NOUVELLE ÉQUIPE ARRIVE AU POUVOIR

## Le Syndicat de la magistrature se donne une charte face aux échéances électorales

Pour un avenir que l'on sait riche en événements politiques, le Syndicat de la magistrature, toujours écartelé entre « la » politique et « la » politique, entre les tentations de l'engagement partisan et la haute philosophie du pouvoir, s'est donné, non sans hésitations ni réserves, une charte. C'est du moins le sens que l'on peut prêter à la discussion qui s'est engagée, au cours du congrès, sur l'attitude à adopter face à la gauche, aujourd'hui et en 1978 — la droite, pour ce qui la concerne, étant, conformément à l'usage, jetée aux orties.

Le débat ne saurait étonner d'un mouvement qui plonge ses racines dans les mois de mai et de juin 1968. On s'étonnera en revanche que, même compte tenu de la succession des générations, la discussion revienne si périodiquement et selon un style où l'embarras perce toujours.

Le syndicat ne peut être classé à droite. Il ne veut pas cependant être classé (figé) à gauche. C'est ce qu'exprime M. Dalle en indiquant que son mouvement n'est pas une « courroie de transmission de la gauche », qu'il ne lui est pas « infodé ».

Le syndicat ne veut pas être absent du débat politique, mais il ne veut pas être autre chose qu'un syndicat, tout en ne souhaitant pas être réduit à une appellation banale.

Après la journée du vendredi 26 novembre consacrée très largement à un travail en commission sur le thème du congrès « Pouvoirs et libertés » (le Monde daté 26-28 novembre), le Syndicat de la magistrature a continué ses travaux samedi et dimanche par l'audition du rapport financier, puis par l'examen du rapport d'activités du bureau.

Dans son rapport financier, le trésorier, M. Jean-Pierre Rosenczweig, a indiqué que le budget annuel était de 230 000 F, dans lequel le coût du journal syndical Justice entraînait pour 87 000 F. Puis il a indiqué, en faisant référence à des opinions selon lesquelles les effectifs pouvaient connaître un effritement : « Nous ne pouvons pas toujours donner les chiffres exacts de nos adhérents. » Il a alors affirmé : « Nous avons enregistré l'an passé cent cinq nouvelles adhésions pour vingt dé-

missions. Au 1<sup>er</sup> novembre 1976, nous avons une avance sur les chiffres de l'an passé. Nous sommes largement un millier. Il ne faut pas douter continuellement. »

Le rapport financier approuvé (par 221 voix, 2 contre et 2 abstentions), ainsi qu'une augmentation (par 190 voix contre 13), M. Hubert Dalle, secrétaire général, prenait la parole pour présenter le très long rapport oral d'activités du bureau.

Définissant son organisation comme « une utopie syndicale », M. Dalle déclare que le rapport portera, d'une part, sur les huit années passées ; d'autre part, sur la « liberté des juges » et la situation du Syndicat par rapport aux échéances électorales, mais aussi par rapport à « une lutte contre la doctrine de la sécurité et le renforcement du pouvoir d'Etat ». Rappelant dès l'abord que

L'impression prévaut quelquefois, que, désireux de se manifester au Capitole, il souhaite à tout moment pouvoir se retirer sur l'Aventin, qu'il recherche moins un pouvoir qu'une autorité morale.

L'entreprise est compliquée. Même si M. Pierre Lyon-Caen, ancien secrétaire général, pense la faciliter en distinguant la politique politicienne, dont il faudrait se garder, de la politique avec un grand P, dans lequel on peut intervenir sans déchoir.

Les votes sont à cet égard assez éclairants. Le rapport moral riche en considérations politiques (avec un grand P) a été approuvé par 280 voix (et 23 abstentions). Mais il est vrai aussi que le passage (pages 27 et 28) consacré à la situation du Syndicat face à la politique (avec un petit p) n'en a recueilli que 148 (et 37 abstentions). Une motion favorable (un « soutien critique », comme dira M. Dominique Charvet, ancien vice-président, à son auteur) au programme commun, est rejetée par 119 voix et 59 abstentions (14 pour). Mais une motion « droite » est écartée par 151 voix (38 abstentions et 31 pour).

Aujourd'hui encore, le syndicat, ou plus exactement le congrès, paraît envisager la question « en traînant les pieds ».

Le bureau a dû consacrer une grande partie de son énergie à organiser des ripostes contre la répression. M. Dalle indique que ce bureau doit rester « un pôle de réflexion », « une condition essentielle de la construction d'une idéologie syndicale ».

S'interrogeant sur l'usage qui peut être fait des compétences d'anciens dirigeants « renvoyés à la base » par le jeu des statuts, le secrétaire général décrit le malaise qui peut exister « entre les différents strates de militants », ceux de la première heure et les nouveaux. N'écarter pas une modification des statuts, il estime que « le bilan des utopies du Syndicat de la magistrature est largement positif et le bénéfice qu'il en tire incontestable ».

Puis, M. Dalle en vient à l'étude sur « les rapports du Syndicat de la magistrature et du pouvoir ». Après avoir rappelé que le « pas-

pour reprendre l'expression que M. Charvet appliquait au rejet de la peine de mort.

Le congrès a des sympathies à gauche, mais n'entend rien lui concéder « à priori ». Il se veut totalement libre à l'égard d'une entreprise dont il paraît souhaiter le succès. Il ne veut visiblement pas se priver de l'ambiguïté qu'il a réussi à maintenir à peu près depuis l'origine, que « soutenir » n'est pas s'engager.

Il veut bien s'entendre dire par la voix de M. Jean-Pierre Michel, ancien secrétaire général, que « le gouvernement de gauche sera contraint d'aller plus loin qu'il ne le prévoit ». Mais il ne néglige pas tout à fait l'avertissement de M. Renaud Chazal de Mauriac qui, rappelant combien l'Etat sera longtemps encore nécessaire à beaucoup, indique : « Ne nous laissons pas fasciner par certaines constructions intellectuelles sur le dépérissement de l'Etat ».

Non plus qu'il ne saurait négliger l'autre avertissement de M. Jean-Pierre Deschamps, récemment encore auditeur de justice : « Nous n'avons pas de pratiques professionnelles de gauche, au plus, quelquefois, une honnête pratique bourgeoise. »

Ph. B.

dans certains pays totalitaires ? »

(Applaudissements prolongés.)

Le secrétaire général aborde alors « le problème de l'attitude du Syndicat face aux échéances électorales de 1978 ». Il déclare : « Le Syndicat de la magistrature est arrivé au pouvoir par la réflexion syndicale. Sa démarche spécifique a refusé de séparer la politique et le syndicalisme du quotidien et l'a conduit, avec des balbutiements, à développer une analyse qui lui est propre mais qu'il a élaborée au fil des différentes rencontres et ouvertures sur l'extérieur. »

« Il ne peut pas tirer grâces de cette spécificité pour jouer la politique de l'indulgence et ne voir dans les échéances de 1978 qu'une péripétie qui lui serait étrangère, voire étrangère, alors même que toutes ses analyses se portent à l'heure actuelle sur les problèmes judiciaires à la société dont la justice ne fait que refléter les contradictions et les dysfonctionnements. »

« Une autre chose est certaine, continue M. Dalle, c'est que, dans l'ensemble, jusqu'à maintenant, le mouvement a montré son incapacité à reprendre en compte les aspirations du Syndicat de la magistrature, et il a même tenté de les enlever par la répression. Certes, une partie des revendications du Syndicat de la magistrature en matière de statut et de gestion des carrières et de l'avancement peut être reprise en compte, et même les libertés syndicales, mais il sera difficile d'aller plus loin. »

« Une chose est aussi certaine, c'est que le Syndicat de la magistrature doit utiliser la conjoncture électorale pour, comme dans le passé, intervenir les partis politiques et entrer en contact avec eux, ce qu'il a commencé à faire depuis deux ans et leur poser d'autres questions sur la hiérarchie, le secret, le contrôle. »

« Le reste est difficile à cerner, car, qui peut prévoir ce qui se passera en cas d'arrivée de la gauche au pouvoir ? »

« Les expériences étrangères de déstabilisation de l'Etat sont encore trop proches pour qu'elles puissent être écartées du revers de la main et peuvent mettre en difficulté un processus de libération. Tant qu'à l'Etat subsiste, et tant qu'il est de l'effort de libération et de déblocage de la société subsiste la nécessité d'assurer une répression, le problème est de savoir par qui et comment la répression continuera à être exercée. Comme maintenant par une justice soumise au contrôle hiérarchique ou de manière plus démo-

cratique par l'instauration d'autres mécanismes de contrôle ? »

« L'analyse menée par le Syndicat de la magistrature sur le rôle de la justice et la nécessité d'organiser des espaces de liberté où puissent s'exprimer une contestation vaineuse alors qu'ils sont impuissants. »

« Quant au Syndicat de la magistrature, il est évident qu'une partie des aspirations qu'il porte sont reprises en compte par le programme commun. Il n'en est pas moins évident qu'elles ne s'y réduisent pas et que les problèmes qu'il a posés publiquement à la justice et à l'Etat ne se résolvent pas seulement par un changement de personnes aux leviers de l'Etat. »

M. Dalle conclut sur les libertés et la sécurité en prophétisant : « La phase où le corps social intègre lui-même la nécessité de collaborer à la répression préfigure une société où la notion d'Etat se dissout à l'extrême, pénètre dans chaque individu et annonce la disparition progressive des libertés individuelles. »

Après cela, s'ouvre un débat qui ne sera jamais véritablement passionné. Pas même lorsque seront présentées — et rejetées — plusieurs motions tendant à interdire que le Syndicat de la magistrature puisse prendre position à l'occasion de consultations électorales. Le rapport d'activité est adopté par 250 voix contre 2 et 33 abstentions.

★ Syndicat de la magistrature, 4, rue Ollivier, 75013 Paris.

## LE « LAXISME » DES MAGISTRATS

Répondant à des remarques émanant surtout du ministre de l'Intérieur, voici quelques mots sur le « laxisme » des magistrats, M. Hubert Dalle a indiqué :

« Les statistiques les plus récentes traduisent une augmentation sans précédent non pas de la délinquance, mais du taux de répression de la délinquance. En dix-huit mois, entre le 1<sup>er</sup> janvier 1975 et le 1<sup>er</sup> juillet 1976, les condamnés, excluant une peine d'emprisonnement, sont passés de 13 863 à 15 781, soit une augmentation de 34,34 %. »

« Plus précisément, les condamnés excluant une peine de un à trois ans d'emprisonnement sont passés de 7 632 en 1975 à 8 874 en 1<sup>er</sup> juillet 1976, d'un tiers, en trois mois, se sont accrus de 44,61 %. »

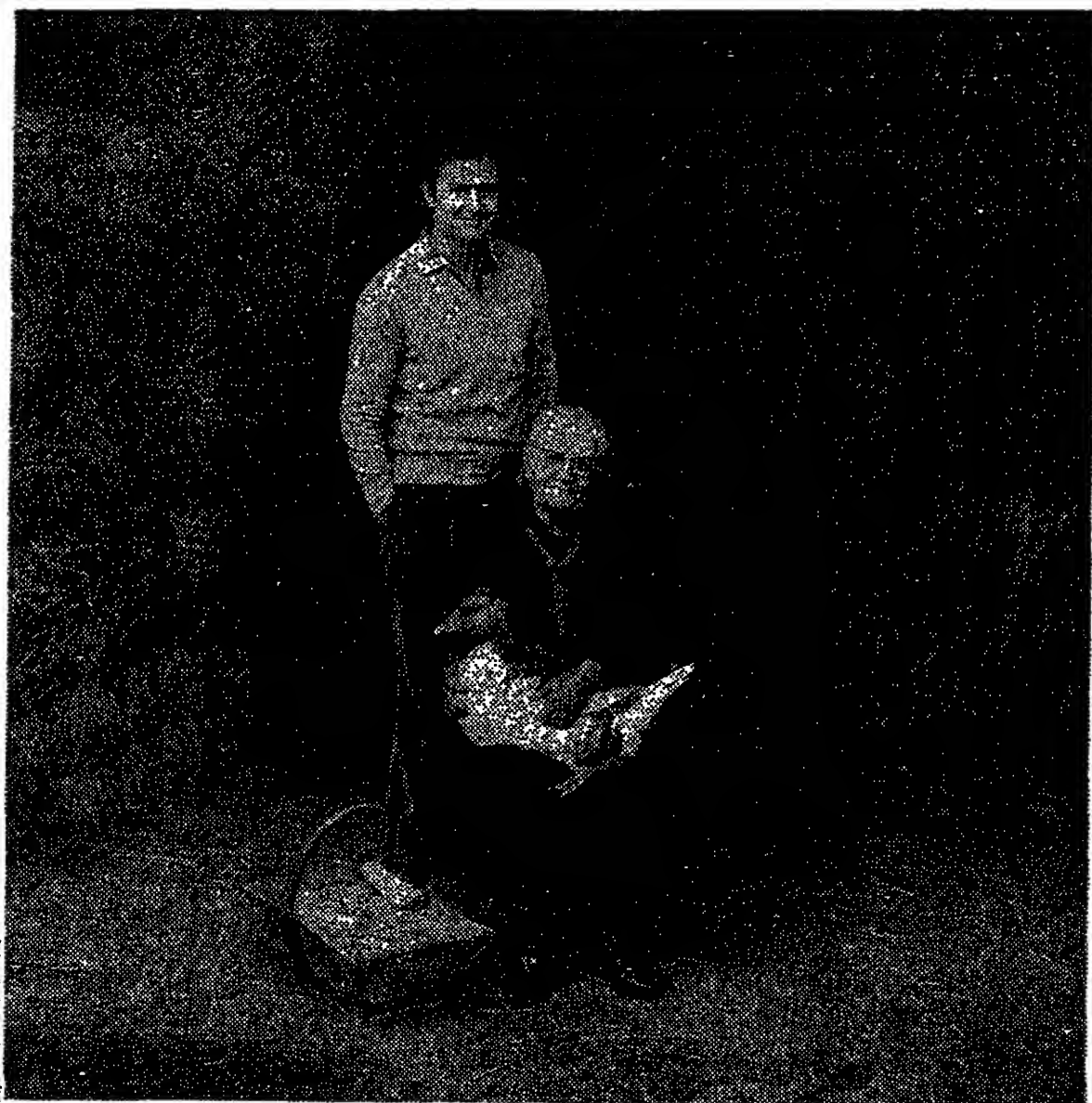
« Enfin, les condamnés à des peines supérieures à trois ans, qui étaient 4 231 en 1975, sont aujourd'hui 6 907, soit 23,94 % de plus. Ajoutons aussi que pour une condamnation à mort en 1974 et une en 1975, on en a déjà dénombré cinq depuis le début de l'année. »

## LES PRINCIPALES MOTIONS

Comme chaque année, de nombreuses motions, répondant au thème du congrès Pouvoirs et libertés ont été votées. Outre la suppression de la peine de mort demandée, à mains levées, par 228 voix contre 9 et 10 abstentions, le Syndicat de la magistrature a également demandé la suppression de la procédure de flagrant délit. « Justice expéditive qui ne remplit qu'un rôle d'élimination. »

Il a, d'autre part, dénoncé une proposition de loi de M. Claude Gerbet, député d'Eure-et-Loire (rép. ind.), dont le but est d'étouffer le syndicalisme judiciaire, véritable garant de la liberté du juge. »

Il a condamné la récente adoption d'une convention européenne pour la répression du terrorisme et affirmé son soutien aux « revendications légitimes des travailleurs de la presse en vue de maintenir et de restaurer là où elle a disparu la liberté d'expression ». Le Syndicat de la magistrature réunit en congrès, a enfin décidé de préconiser l'abstention aux élections professionnelles de magistrats (commission d'avancement) si le mode de scrutin n'est pas modifié.



A Bordeaux, Corbeil-Essonnes, Montpellier, Orléans-Boigny, un peu partout en France, des femmes et des hommes fabriquent le matériel IBM pour la France et l'exportation.

Plus de 6000 Français travaillent dans les usines IBM France.

IBM. Tout le monde sait ce que nous faisons mais certains ignorent qui nous sommes.

IBM

صكنا من الامل



## JUSTICE

Recommandant une concertation entre la presse et les pouvoirs publics

### Le rapport Chavanon sur « information et violence » ne prévoit aucune modification législative

Remis le 18 novembre à M. Raymond Barre, premier ministre, le rapport de la commission Chavanon sur l'information et la violence est long de quatre-vingt-neuf pages.

Durant les neuf mois d'existence de cette commission, ses dix membres se sont réunis vingt-quatre fois et ont entendu cinquante-trois personnes, soit directement, soit par l'intermédiaire de questionnaires écrits.

Ce rapport doit être commenté par M. Christian Chavanon, à l'occasion d'une conférence de presse qui sera réunie en principe mercredi 1<sup>er</sup> décembre.

La commission observe d'abord que la solution des difficultés tenant au traitement des informations sur la violence revient « d'abord à la conscience professionnelle du journaliste et de la publication ou de l'émission ».

Traitant, dans une première partie, des problèmes généraux de l'information sur la violence, la commission reprend l'observation que « c'est bien davantage dans la connaissance que le public a désormais de la violence que réside la véritable originalité de cette fin de vingtième siècle ». Mais il reconnaît en même temps que le choix de ces informations est « arbitraire » et que « des faits identiques peuvent être, selon les formules ou le jugement ou la curiosité d'un journaliste, complètement ignorés ou longuement traités ».

#### « Ni censure ni demi-censure »

Pour s'empêcher d'ajouter qu'il ne saurait être question au-delà de l'application des lois en vigueur (que d'ailleurs on peut critiquer à l'occasion) d'instituer une censure ou une demi-censure dans la recherche ou la diffusion de l'information, la commission observe que le groupe n'a pas entendu faire autre chose que des recommandations « qui font l'objet de la deuxième partie intitulée « problèmes particuliers posés à l'information par la violence ». Cette deuxième partie est divisée en quatre chapitres

intitulés successivement : les faits divers, les rapt, les prises d'otages, les attentats, les manifestations et émeutes.

Sur le premier point, le texte observe que « le spectacle des accidents les plus tragiques émeuvent et affreux (n'a) pas un effet dissuasif très net, encore que les services officiels en usent assez largement ».

« Il n'y a ni règle générale ni recette applicable à l'information sur les faits divers parce qu'il n'est ni possible ni d'ailleurs souhaitable qu'il y en ait ». Cette position de principe de la commission est accompagnée d'une double précision : « On ne saurait admettre aucune restriction en ce qui concerne la recherche de l'information, notamment des images, ne serait-ce qu'afin de ne pas faire obstacle à la constitution d'archives. La diffusion de cette information peut, quant à elle, présenter des difficultés. » Mais la commission estime que « seule la conscience que les professionnels ont de leurs responsabilités à l'égard du public est la garantie d'une information libre et diversifiée dans le large domaine des faits divers ».

S'agissant du rapt, le rapport pose la question bien connue : « La diffusion d'informations dans ce genre d'affaires influence-t-elle l'action du voleur ? (...) Une rupture du silence va-t-elle conduire au meurtre ? (...) Des investigations parallèles risquent-elles de gêner la police ? (...) Le bruit fait autour de l'enlèvement n'accroît-il pas le désespoir de la famille de la victime ? Ne peut-il porter atteinte à l'honneur de personnes abusivement mises en cause ? »

Tout en souhaitant « que les professionnels de l'information et les autorités de police s'entendent sur l'attitude à tenir », la commission affirme qu'« il ne saurait être question pour les journalistes de renoncer à leur droit d'information dont il a été rappelé qu'il était un devoir ».

Pour ce qui concerne l'accord souhaité, la commission est d'avis que « les autorités aient des responsabilités bien définies » et que « l'interlocuteur doit être logiquement un haut fonctionnaire du ministère de l'Intérieur ». Les journalistes, pour leur part, « devront pouvoir justifier leur silence, vis-à-vis du public en rendant compte après le déroulement aussi bien de l'enquête que des raisons du silence observé ».

Toutefois, la commission est sensible aux nécessités d'une position unanime et reconnaît : « On ne conçoit pas en instant qu'une station de radio se taise si une autre parle. »

#### Le retentissement

Pour ce qui concerne les prises d'otages, « le groupe d'étude a estimé que le silence, au moins momentané, devait être accepté quand il était demandé par le délégué du ministre en consultation de l'intérêt vital de la victime », mais qu'« il en va autrement pour une prise d'otage réalisée en présence du public dans un lieu fréquenté. Or c'est ce qui se produit le plus souvent. Vouloir faire alors ou même retarder sensiblement l'information serait vain ».

Enfin, le cas des attentats, manifestations et émeutes fait l'objet de recommandations élaborées sur la base d'une distinction entre les manifestations violentes et non violentes. Pour les secondes, « aucune précaution particulière ne s'impose quand elles sont autorisées » (N.D.L.R. : les manifestations sur la voie publique n'ont pas à être autorisées. Elles sont déclarées). S'agissant de manifestations violentes, « le groupe estime que la seule solution à court terme est la diffusion en direct d'informations données par un journaliste placé lui-même au sein de la foule ». Car « quels que soient le courage et le sang-froid du journaliste, il n'est pas libre et il y a un critère fondamental ».

« L'information sur une manifestation violente doit donc être donnée avec un suffisant recul », soit dans le temps, soit dans l'espace (reportage à partir d'un balcon). En conclusion, « le rapport affirme que la liberté de l'information n'est pas un simple principe auquel on ferait plus ou moins volontiers référence, mais qu'elle correspond à un devoir pour les professionnels parce qu'elle est un droit pour le téléspectateur, le lecteur ou l'auditeur (...) L'information des journalistes peut être gênée matériellement — sur le terrain — ou politiquement — au sens large de ce mot — mais elle n'est alors que temporairement réduite, mais qu'elle correspond à un devoir pour les professionnels parce qu'elle est un droit pour le téléspectateur, le lecteur ou l'auditeur (...) La violence est désormais un problème grave, non pas sans doute parce qu'elle est aggrave à travers les années, mais bien précisément parce que l'information, notamment par le canal de l'audiovisuel, lui a donné un retentissement considérable, sans commune mesure avec ce qu'il en était autrefois. Ce retentissement, et lui seul, a créé entre la violence de faits et celle d'images une différence de nature (...) D'autre part, la liberté du journaliste est la garantie de l'exactitude de l'information et elle ne saurait être mise en péril. »

#### UNE COMMISSION DE DIX MEMBRES

Créé par une lettre de M. Jacques Ruffin, premier ministre, adressée le 9 février dernier à M. Christian Chavanon, administrateur délégué de R.T.L., le groupe de travail sur la violence et l'information est composé de M. Chavanon, président, et de Mme Becaria, journaliste à Bagard-Presse, MM. Roger Bonin, journaliste à Nice-Matin ; Maurice Bujon, président-directeur général du Midi-Libre, président de la Fédération nationale des journalistes ; Pierre Drouin, conseiller de la direction du Monde ; Roger Gicquel, journaliste à TF 1 ; Jean-Pierre Hadjigeorgidis, secrétaire général du haut conseil de l'audiovisuel (décedé en août) ; Georges Leroy, directeur de la rédaction d'Antenne 2 ; Maxime, journaliste à Radio-France ; Charles Villeneuve, journaliste à Europe n° 1. Les rapporteurs étaient Mme Michèle Rappaport, auditeur au Conseil d'Etat ; Mlle Sauvage, chercheuse à l'Institut national de l'audio-visuel ; MM. Bernard, magistrat ; Trucquet, maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris, Patrick Devaux et Philippe Seguin, auditeurs à la Cour des comptes.



Opel EuroKadett

René PETIT S.A.  
81, rue de Meaux  
PARIS 19<sup>e</sup>  
Tél. 6075392.



PHILIPPE BOUCHER.

## LACUNES

La commission que présidait M. Christian Chavanon a un immense mérite : elle n'a pas versé, au terme de ses travaux, dans l'hostilité à la presse, dans la condamnation des journalistes. Ce n'est pas si fréquent. Ce n'était pas non plus évident, bien qu'elle fût presque uniquement composée de journalistes.

Elle a, au contraire, réaffirmé la nécessité d'une information libre et indépendante. Elle a écarté également le « réflexe législatif » qui revient, dès qu'une difficulté est devenue perçue, à publier un texte nouveau. Geste qui relève, on le sait bien, davantage de l'action psychologique que du bon usage des lois.

Mais ces travaux peinent, en toute bonne foi, sur plusieurs points qui concernent notamment la définition de la violence et, ce qui paraît plus grave, la réalité quotidienne de la profession de journaliste.

La violence, tout d'abord, ne saurait malheureusement se réduire, comme le laisse entendre le rapport, aux rapt, prises d'otages, émeutes, qui y sont énumérés au terme d'un plan de caractère « descriptif », des plus discutables.

Il existe aussi une violence interne de la société industrielle (cadences, horaires, rythmes de vie) dont l'existence est reconnue et déplorée, y compris par les dirigeants de cette société, où qu'ils se placent sur l'échiquier politique. On ne saurait cependant oublier que, pour une large partie des analystes — sociologues ou « politiques », — la violence, dans son acception classique, servirait de prétexte, d'écran de fumée à l'autre violence, dite institutionnelle.

Compte tenu du sujet imposé à la commission, cette lacune n'est grave qu'à demi. Ce sujet, tout logiquement, devait immédiatement déboucher sur un examen du métier de journaliste. Or il n'est pas indifférent de rappeler que la commission ne comportait que des patrons de

presse, ou leurs délégués, dont le réflexe, sinon la réflexion, les années ayant passé, s'est éloigné de celui qui est propre au contraire de « la base ». Or c'est à ce dernier qu'on demande d'être libre, mais c'est aux premiers que revient le pouvoir de permettre qu'il en soit ainsi.

#### La « clause de conscience »

Derrière des recommandations en elles-mêmes parfaites et générales, reste posé le problème, rebattu et irrésolu, du statut du journaliste. Face à un patron de choc qui veut « faire dans le fait divers », qu'est-ce que la liberté d'un journaliste, représentant d'une profession qui compte deux fois plus de chômeurs que le reste de la population active ? Faire jouer la « clause de conscience », bon ! Mais pour aller où ?

Qu'est-ce que la liberté du « localier », homme à tout faire de la petite ville où il exerce, soumis aux volontés, parfois contradictoires, de tous les notables du canton ?

Dans cet ordre d'idées, il y a six ans, un collaborateur du Parisien libéré s'étonne, publiquement, que ce journal, contrairement à un black-out observé par tous les autres journaux, eût rendu compte d'un enlèvement. Bien que ce souci de silence soit aujourd'hui l'une des recommandations majeures de la commission Chavanon, il fut licencié et resta sans emploi. Tels sont la garantie et l'effet de cette liberté à laquelle le rapport Chavanon fait constamment référence.

En sorte que les travaux aujourd'hui publiés concernant moins la presse et les journalistes qu'un « journal de l'idéal » qui connaît peu d'idées. Les rapports intéressent et rassurent, mais ils passent.

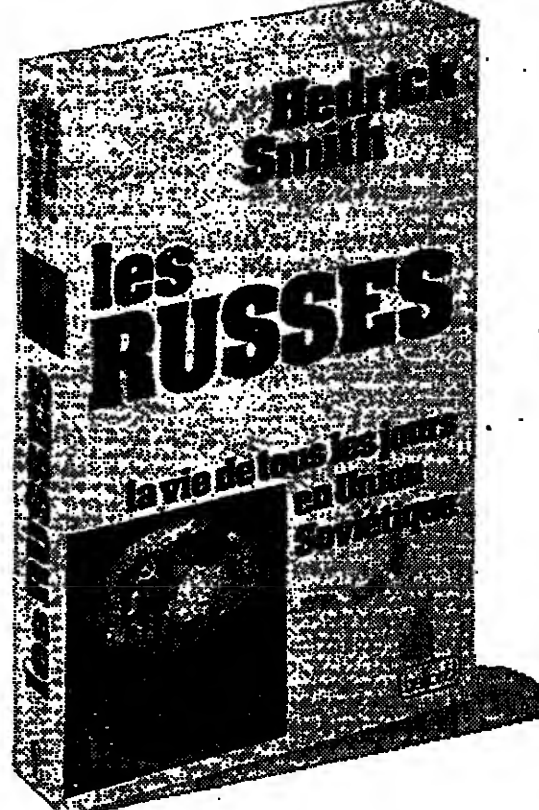


APRÈS

## "LES RUSSES"

de HEDRICK SMITH

La vie de tous les jours en UNION SOVIÉTIQUE



depuis 6 mois sur les listes des "best-sellers"

Pierre Belfond présente :

## "7 ANS À CUBA"

38 MOIS DANS LES PRISONS DE FIDEL CASTRO

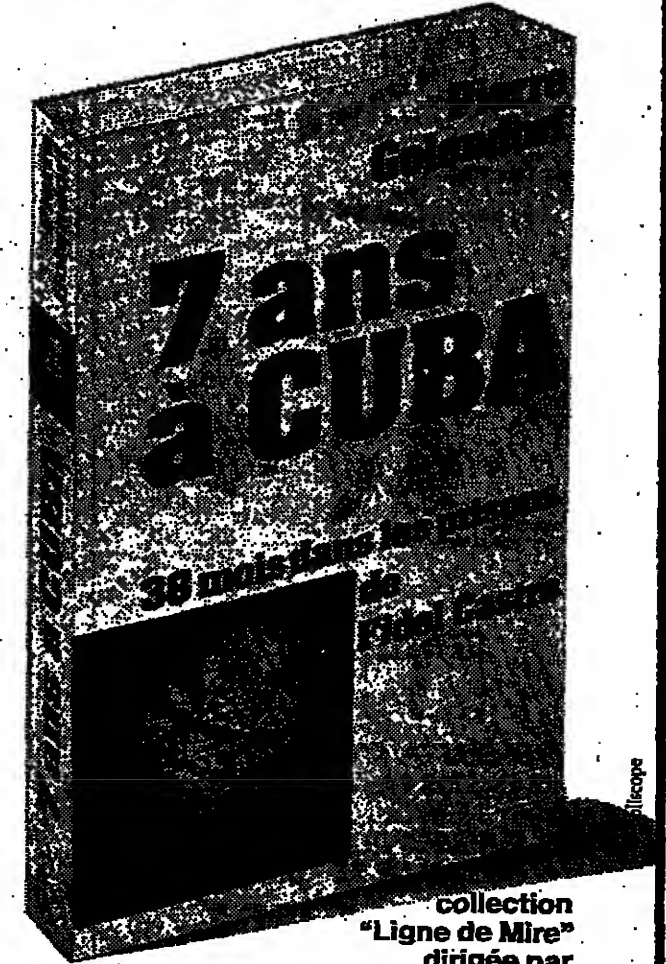
par PIERRE GOLENDORF

Photographe, membre du Parti Communiste français, installé à Cuba, marié à une Cubaine, Pierre Golendorf est arrêté en septembre 1971 par la police de Fidel Castro.

Accusé, sans la moindre preuve, d'être un agent de la C.I.A., interrogé pendant six mois jour et nuit, Pierre Golendorf est jugé et condamné à dix ans de prison.

Libéré après plus de trois années d'internement, il raconte et la Révolution Cubaine, à laquelle il a conservé toute sa foi, et le "Goulag Tropical" qui l'a marqué dans son âme et dans sa chair.

Un témoignage véritablement exceptionnel.



collection "Ligne de Mire" dirigée par André Bercoff.





# ST ET ROC

## COMPETITION

### LE RECORD ABSOLU DES JEUX OLYMPIQUES 76

**ICI LE ST COMPETITION EN SLALOM SPECIAL**

La piste est glacée. Le St Compétition, si en fibre de verre, tient sans vibrer grâce à un ferme cramponnage sous le pied.

A ce passage difficile de cette porte décaisée, les skis s'inscrivent parfaitement dans la courbe. Ce qui permet un dosage subtil des carres et une glisse parfaite.

Vif et nerveux dans les enfilades de portes. Le St Compétition se faufile. Et le talon ne chasse pas.

Ici rupture de pente. Les skis décollent et retrouvent soudainement le contact en se maintenant précisément dans la ligne de course.

Rappelons que le Roc Compétition a également été médaillé d'or aux Jeux Olympiques d'Innsbruck avec Cathy KREMER.

Avec Piero GROS, le St Compétition vient de franchir la porte de la victoire.

**ARRIVEE**

## ROSSIGNOL COMPETITION

DES SKIS FABRIQUÉS AU 100° DE MILLIMÈTRE POUR DES COURSES QUI SE GAGNENT AU 100° DE SECONDE.

# ROSSIGNOL COMPETITION

EQUIPE

## SPORTS

L'AMATEURISME MIS AU BAN DES FÉDÉRATIONS ?

### Guy Druet, l'« homme en question »

Invité de l'émission « L'homme en question » dimanche 28 novembre (France 3), Guy Druet a voulu expliquer un nouveau fois les raisons qui l'ont poussé à devenir athlète professionnel et à commenté, encore une fois, la sanction de radiation

à vie prise contre lui par la Fédération internationale d'athlétisme. Pour y parvenir dans un délai de quarante-cinq minutes, Druet avait l'avantage de présenter un film tourné selon ses directives, puis de répondre aux questions des invités de l'émission. C'est-à-dire à

MM. Claude Collard, président du Comité national olympique et sportif français (C.N.O.S.F.), Hubert Morin, professeur d'éducation physique — et à ce titre confère de Guy Druet — Delfeil de Ton, journaliste, et Jean-Claude Bouttier, ancien champion de boxe.

La séquence filmée choisie par Guy Druet a d'abord laissé une mauvaise impression. On y voyait, pour l'essentiel, le champion olympique du 110 mètres hautes dans une pantalonnade, baptisée « superstar », qui est censée offrir un cadre d'action original aux sportifs professionnels. En somme une « machine à faire du fric », destinée à un public un peu naïf et qui n'obtient pas toujours un bon succès. Il n'existe, certes, pas de son métier, mais celui-ci semble peu en rapport avec l'idée que beaucoup ont peut-être de Guy Druet. Et l'« homme en question » n'est sûrement pas sorti grand de ce prologue. On ose espérer que Druet, dans sa reconversion, a d'autres cordes à son arc.

Jean-Marie Carrou, le présentateur de l'émission, a eu bien du mérite, par la suite, à conserver un minimum d'intérêt au débat qui devait, en principe, traiter du fond, c'est-à-dire de l'évolution dans la société contemporaine, du sport de haute compétition. Car c'est bien là que Guy Druet était attendu, que l'on soit pour ou contre, qu'on veuille lui faire procès ou lui donner raison.

#### Victime d'un tempérament

Druet à l'heure du dîner avait mis de l'eau dans son vin. Il est revenu au point de départ de sa radiation, c'est-à-dire à ses déclarations concernant les sommes qu'il avait touchées et à son jugement sur le sport dit « amateur ». Guy Druet a reconnu qu'il avait été maladroit, que ses mots avaient dépassé sa pensée, qu'il avait parlé trop vite, bref, qu'il avait été la victime, dans la vie, d'un tempérament qui est dans le stade celui des vainqueurs.

Ce Druet-là, plus conforme à l'authenticité que le champion en colère ou le redresseur de torts, s'est tout à fait montré à son avantage. Il a même voulu plaider, il a fait un effort pour expliquer ce que

sont les difficultés que rencontre un champion pour paraître en permanence sous un bon jour. Druet, gentiment, a presque demandé l'indulgence, et son mérite a été d'autant plus grand que, de toute évidence, son caractère indépendant ne le prédispose certainement pas à ce genre de compromis. Druet a donc soigné la forme, mais, sur le fond, à propos du sport de haute compétition, il n'a rien changé. « Ce qu'on appelle l'amateurisme n'existe plus, ceux qui entraînent ce mot ne sont qu'hypocrites. »

#### M. Collard le meilleur avocat

M. Claude Collard, le président du C.N.O.S.F., s'est rangé avec courageusement de son côté, et on a compris, à demi-mot, qu'il n'approuvait pas pleinement la radiation de Druet. « Je ne veux plus me servir du mot amateur », a dit M. Collard. « Je ne veux pas en être prisonnier. C'était bon quand, il y a un demi-siècle, le sport était réservé aux fils de famille. Aujourd'hui, nous sommes hypocrites, c'est vrai ; oui, nous tenons les yeux. La première responsabilité des dirigeants, c'est de se préoccuper de l'avenir et du présent des sportifs. Il faut aider un athlète quand il s'entraîne, parce qu'il ne peut, pendant ce temps-là, travailler à plein temps. »

Le débat entré enfin dans le vif du sujet. Le premier responsable du mouvement olympique français donnait ouvertement, et fermement, sa caution à l'établissement d'un statut de l'athlète de haut niveau. Il convenait qu'il fallait le rétribuer selon ses mérites, et préparer son insertion dans la vie, plutôt que de songer à prendre des sanctions.

Guy Druet, dimanche soir, a eu en M. Claude Collard le meilleur avocat possible, et sa plaidoirie, si besoin était, aurait réhabilité, en quelques mots, honnêtes et de bons sens.

#### A HELSINKI

### M. Kekkonen déplore les sanctions prises contre le champion français

De notre correspondant

Helsinki. — Le président de la République finlandaise, M. Kekkonen, qui assistait, samedi 27 novembre, au centenaire du soulèvement universel d'une association sportive à Lindingsö, en Suède, a critiqué en termes très nets la décision prise par la Fédération internationale d'athlétisme (F.I.A.) à l'encontre de Guy Druet. « Je ne saurais pas s'il fallait en rire ou en pleurer, a-t-il déclaré.

Mais cela m'a fait pleurer de constater la censure totale de la décision de la F.I.A. du monde d'aujourd'hui, l'athlète d'une époque remontant à des décennies. Mais cela m'a fait rire de voir le désir pueril de montrer où on se soucie de hausser le niveau du résultat du sport. »

Compte tenu de l'importance du sport sur le plan national, des ressources qu'il y sont consacrées pour remporter un succès ou conquérir une réputation, il y a un certain « pharisaïsme » à vouloir diriger « l'athlète amateur selon les règles en vigueur au siècle dernier », a estimé M. Kekkonen. « Je pense qu'il est mis en jeu au jeu le drapeau actuel », a déclaré le président de la République finlandaise.

M. Kekkonen se sentait d'autant plus autorisé à formuler des critiques contre la décision de la F.I.A. qu'il fut lui-même, non seulement, un sportif émérite (il détient un record du monde non homologué de triple saut et de saut sans élan en 1924), mais aussi le réorganisateur du sport finlandais comme président de la fédération de gymnastique et de sport.

Mais cela m'a fait pleurer de constater la censure totale de la décision de la F.I.A. du monde d'aujourd'hui, l'athlète d'une époque remontant à des décennies. Mais cela m'a fait rire de voir le désir pueril de montrer où on se soucie de hausser le niveau du résultat du sport. »

Compte tenu de l'importance du sport sur le plan national, des ressources qu'il y sont consacrées pour remporter un succès ou conquérir une réputation, il y a un certain « pharisaïsme » à vouloir diriger « l'athlète amateur selon les règles en vigueur au siècle dernier », a estimé M. Kekkonen. « Je pense qu'il est mis en jeu au jeu le drapeau actuel », a déclaré le président de la République finlandaise.

M. Kekkonen se sentait d'autant plus autorisé à formuler des critiques contre la décision de la F.I.A. qu'il fut lui-même, non seulement, un sportif émérite (il détient un record du monde non homologué de triple saut et de saut sans élan en 1924), mais aussi le réorganisateur du sport finlandais comme président de la fédération de gymnastique et de sport.

GILLES GERMAIN.

## LES RÉSULTATS

### Basket-Ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIÈRE DIVISION (dixième journée)	
Villeurbanne bat Nice	80-78
Tours bat Bagnole	97-89
Brest bat Le Mans	97-89
Caen bat Clermont	86-85
Monaco bat Châlons	85-78
Orléans bat S.F. Evry	85-78
C.R.O. Lyon bat Taver	86-80
Antibes bat Valenciennes	103-101

### Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIÈRE DIVISION (seizième journée)	
Des trois leaders, seul Nantes a laissé une bonne impression en s'imposant nettement devant Laval (4-0).	
Bastia, sur son terrain, a éprouvé bien des difficultés pour venir à bout de Reims (3-2). Quant aux Lyonnais, ils ont été battus en déplacement à Sochaux (2-1) et se trouvent désormais distancés. La seizième journée aura été marquée par la belle victoire des Stéphanois face à Lens (3-0) et la belle réaction de Nîmes, dirigé par Jean-Marie Gullou, à Metz (2-1).	
Il faut noter qu'après avoir dominé le match, les Auréliens étaient pour l'instant marqués 2 à 0 à deux minutes de la fin du match.	
Bastia b. Reims	3-2
Nantes b. Laval	4-0
Sochaux b. Lyon	2-1
Saint-Etienne b. Lens	2-0
Metz b. Nîmes	2-1
Marseille b. Angers	2-1
Lille b. Paris-S.O.	2-0
Nancy b. Rennes	2-1
Troyes b. Nîmes	2-1
Valenciennes b. Bordeaux	3-2

DEUXIÈME DIVISION (quatrième journée)	
Guérogne b. Tavaux	3-2
Paris F.C. et Auxerre	0-0
Bourges et Toulon	0-0
Toulon b. Nîmes	4-1
Avignon b. Arles	2-1
Bédouin b. Valenciennes	2-0
Monaco b. Martigues	2-0
Reims b. Sète	2-0

GROUPE A	
Guérogne b. Tavaux	3-2
Paris F.C. et Auxerre	0-0
Bourges et Toulon	0-0
Toulon b. Nîmes	4-1
Avignon b. Arles	2-1
Bédouin b. Valenciennes	2-0
Monaco b. Martigues	2-0
Reims b. Sète	2-0

GROUPE B	
Quimper b. Béziers	1-0
Rouen b. Toulon	3-1
Amiens b. Béziers	1-0
Epinal et Orléans	2-2
Luc b. Lorient	4-1
Caen b. Dunkerque	1-0
Brest b. Toulon	1-0
Chamois et Saint-Diz	1-1
Boulogne b. Béziers	1-0

GROUPE C	
Quimper b. Béziers	1-0
Rouen b. Toulon	3-1
Amiens b. Béziers	1-0
Epinal et Orléans	2-2
Luc b. Lorient	4-1
Caen b. Dunkerque	1-0
Brest b. Toulon	1-0
Chamois et Saint-Diz	1-1
Boulogne b. Béziers	1-0

GROUPE D	
Quimper b. Béziers	1-0
Rouen b. Toulon	3-1
Amiens b. Béziers	1-0
Epinal et Orléans	2-2
Luc b. Lorient	4-1
Caen b. Dunkerque	1-0
Brest b. Toulon	1-0
Chamois et Saint-Diz	1-1
Boulogne b. Béziers	1-0

GROUPE E	
Quimper b. Béziers	1-0
Rouen b. Toulon	3-1
Amiens b. Béziers	1-0
Epinal et Orléans	2-2
Luc b. Lorient	4-1
Caen b. Dunkerque	1-0
Brest b. Toulon	1-0
Chamois et Saint-Diz	1-1
Boulogne b. Béziers	1-0

GROUPE F	
Quimper b. Béziers	1-0
Rouen b. Toulon	3-1
Amiens b. Béziers	1-0
Epinal et Orléans	2-2
Luc b. Lorient	4-1
Caen b. Dunkerque	1-0
Brest b. Toulon	1-0
Chamois et Saint-Diz	1-1
Boulogne b. Béziers	1-0

GROUPE G	
Quimper b. Béziers	1-0
Rouen b. Toulon	3-1
Amiens b. Béziers	1-0
Epinal et Orléans	2-2
Luc b. Lorient	4-1
Caen b. Dunkerque	1-0
Brest b. Toulon	1-0
Chamois et Saint-Diz	1-1
Boulogne b. Béziers	1-0

### Hippisme

Le prix Alain Gouline, disputé à Auteuil et réservé pour les parts coupées gagnant et tiercé, a été gagné par Schlicker, entraîné de Pampa Milla. La combinaison gagnante est 2-6-1.

### Jeu à XIII

CHAMPIONNAT DE FRANCE (dixième journée)	
* XIII Catalan bat Villeneuve 30-2	
* Marseille bat Toulouse 19-9	
* Clermont — 1. XIII Catalan 32 pts ; 2. Avignon, 21 ; 3. A. B. 22	
* Villeneuve, 24 ; 4. Toulouse, 22 ; 5. Caracassonne, 21 ; 6. Lézignan, 18 ; 7. Lézignan, 18 ; 8. Lézignan, 18 ; 9. Lézignan, 18 ; 10. Lézignan, 18 ; 11. Lézignan, 18 ; 12. Villeneuve, 18	

### Rugby

#### CHAMPIONNAT DE FRANCE GROUPE I

POULE A	
* Nice b. Agen	12-3
* Bourg b. Aurillac	25-7
* Beaumont b. Angoulême	22-8
* Biarritz b. Mimizan	33-6
Classement : 1. Nice, 18 pts ; 2. Agen, 17 ; 3. Aurillac, Beaumont et Angoulême, 15 ; 4. Biarritz, 13 ; 5. Bourg, 11 ; 6. Mimizan, 8	

POULE B	
* Béziers b. Salles	20-0
* Perpignan b. Pau	12-6
* Cahors b. Le Châtaignier	10-12
* Valence b. Le Voulteux	10-12
Classement : 1. Béziers, 21 pts ; 2. Perpignan, 18 ; 3. Salles, 15 ; 4. Le Voulteux, 13 ; 5. Cahors, 9	

POULE C	
* Dax b. Saint-Claude	20-11
* Racing b. Caracassonne	14-6
* Narbonne b. Toulon	33-0
* Béziers b. Béziers	14-6
Classement : 1. Narbonne, 19 pts ; 2. Toulon, 17 ; 3. Béziers et Béziers, 15 ; 4. Dax et Caracassonne, 13 ; 5. Racing, 11	

POULE D	
* Brive b. Montauban	12-9
* Agen b. La Rochelle	16-13
* Lourdes b. Stade Toulousain	17-10
* Graulhet b. Mont-de-Marsan	18-3
Classement : 1. Brive, 18 pts ; 2. Agen, 17 ; 3. Montauban, Graulhet et Stade Toulousain, 15 ; 4. La Rochelle, 13 ; 5. Mont-de-Marsan, 7	

POULE E	
* Moulins b. Saint-Jean-de-Luz	75-3
* Montchaillat b. Tarbes	28-24
* Bayonne b. Riom	33-13
* Oyonnax b. Castres	19-3
Classement : 1. Moulins, 19 pts ; 2. Bayonne, 17 ; 3. Riom, 15 ; 4. Saint-Jean-de-Luz, 13 ; 5. Oyonnax et Castres, 11	

Savoyonne b. Romans.....	33-13
Orlon b. Castres.....	4-3
Classement. — 1. Montferrand et	
Savoyonne, 17 pts ; 2. Romans, 15 ;	
3. Saint-Jean-de-Lux, Orlon, Mont-	
chanin et Tarbes, 13 ; 4. Castres, 11.	
<b>GROUPE II</b>	
<b>POULE F</b>	



## SPORTS

### JUDO

#### UNE VICTOIRE FACILE DE LA FRANCE DEVANT L'AUTRICHE Sous le regard expert des plus jeunes pratiquants

Lyon. — Heureux judo français, qui peut tout à la fois lutter sur plusieurs fronts et se chercher des adversaires à sa mesure. Ainsi, ce dernier week-end, avait-il envoyé deux équipes complètes — une de seniors, une de juniors — aux Internationaux d'Allemagne fédérale à Hambourg, en même temps qu'il rassemblait une autre équipe à Lyon pour un match contre l'Autriche. Match paisible et facilement gagné (seize victoires à une), mais nécessaire dans cette période de complète remise en ordre.

Outre-Rhin, les résultats furent plus que satisfaisants face aux concurrents allemands, bien sûr, belges, polonais, suisses, suédois, etc. : deux places de premier (Daniell et Sanchis), trois places de second (Gibert, Hahnefeld, Vachon), et trois places de troisième (Collet, G. Delvingt et Betrian).

Les Jeux olympiques ont créé une nouvelle génération d'anciens combattants, et quelques places sont à prendre dans la hiérarchie du judo français. Leur nombre

#### De notre envoyé spécial

S'accroît du fait que les catégories de poids passent de cinq à sept, selon une décision de la Fédération internationale critiquée par les uns (« jusqu'où n'ira-t-on pas ? »), mais approuvée par tous les pays riches en pratiquants. Chez ceux-là, trop de préjudices se voyant biter dans leur catégorie n'avaient guère de solution, sauf à abandonner la compétition, que de passer leurs soirées au sauna ou à ripailler plus que de coutume selon qu'ils voulaient maigrir ou grossir.

Voilà donc les jeunes judokas français pressés d'entrer dans la carrière et trouvant plus de portes ouvertes que jamais. Tout boudaillonne à nouveau dans ce sport, où l'on n'a pourtant pas l'habitude de dormir. Il n'est pas jusqu'aux gloires anciennes comme Jean-Jacques Mounier, qui fut trois fois champion d'Europe, pour espérer retrouver leur place au soleil des podiums à la faveur de cette nouvelle « jeunesse ».

L'équipe autrichienne aura fait

les frais de cette concurrence, à laquelle sont assujettis les judokas français. Certes, les Autrichiens, que l'on sait en net progrès depuis trois ans, n'ont rien de commun avec les rugbymen romains. Les choses seront un peu plus claires le 12 décembre prochain, quand les « brillants » vainqueurs de Lyon se seront affrontés à l'équipe d'Allemagne fédérale. Mais déjà, le directeur technique national, M. Pierre Culchard, aura pu noter, parmi la douzaine de combattants engagés, ceux qui tiennent encore la distance, ceux qui pourront la tenir et ceux qui commenceront à s'essouffier. En attendant, comme il en a le projet, la relève compétitive, il s'obligera à quelques éliminations impitoyables.

Les informations en provenance de Hambourg montrent qu'il n'y aura pas de place pour les lyonnais dans certains catégories. Ainsi, chez les moins de 75 kilos, les successeurs de Jean-Paul Coche étaient l'excellent Tchoukounov et Janicot. Mais, en Allemagne, à la même heure, Sanchis, Gibert et Betrian prenaient les trois premières places.

La relève, justement, elle ne remplissait pas seulement les gradins du stade Gerland, à Lyon, elle envahissait les « tatamis », avant que les champions y prennent place. Ce 28 novembre, ce fut l'occasion, pour l'imposant Judo-Club du Rhône d'organiser une fête des arts martiaux. Nous étions droit à une démonstration simultanée de quatre cent cinquante judokas, dont certains sont encore loin de se débarrasser tout seuls. De les voir se rouler fougueusement sur le tapis, ou opérer du haut de leurs 90 centimètres des projections d'adultes au sol, on se persuadait que le judo est bien un jeu réservé aux enfants de cinq à dix ans.

L'enthousiasme juvénile avec lequel ils ont salué le champion du monde Jean-Luc Rougé ne signifie pas qu'ils suivront forcément le rude chemin de la haute compétition. Au moins découvriront-ils concrètement, de ceinture blanche en ceinture noire, ce qui sépare l'adulation de l'imitation du héros.

FRANÇOIS SIMON.

### RUGBY

#### UN DIMANCHE A SALLES

#### Les Biterrois ne sont pas des poètes

#### De notre envoyé spécial

Salles. — A la Saga du rugby, tellement friande de ce type d'événement, il faudrait désormais ajouter un chant. C'était le 28 novembre 1976, à Salles.

Où cela ? A Salles, ben oui, qu'on s'appelle « SALLES », trois mille deux cents habitants en semaine, cinq mille spectateurs le dimanche. Tous présents sauf, comme dans une chanson de Brassens, les moribonds et les femmes en couches.

On exagère ? Bien sûr. Si peu. Mais d'abord Salles, c'est quoi ? Un bourg, un gros bourg, encore en Gironde, déjà dans les Landes. Un bien joli pays tout en couleurs et en odeurs, probablement heureux — même si on y chôme comme partout — un de ces pays sans histoires, ni même géographique, « planqué » dans la forêt de plus quelque part au-dessous du bassin d'Arcachon. Un bonheur de vivre, discret, qui le serait resté sans une grave erreur : celle d'avoir réussi sur le plus clandestin des stades, une aire sablonneuse perdue dans les pins au détour d'une scierie, le moins attendu des exploits. Personne, hormis eux, n'aurait jamais su que les Sallois aimaient le rugby à ce point — un joueur pour dix habitants — si le club local, l'Union sportive, et tout particulièrement l'équipe première, n'avait, par ses succès, quitté le maquis.

En 1974, l'U.S. Salles monte en première division. Au printemps 1976, l'équipe accède à la véritable élite, le groupe A de ce championnat. Mieux : à l'automne, dans une poule fort relevée, puisqu'on y retrouve des seigneurs comme Béziers, Perpignan, Pau, La Voulte, Valence, Cahors, voilà Salles classé en seconde position, derrière Béziers. Mieux encore : une semaine avant la venue de Béziers, l'ogre, une moyenne de 41 points marqués par match, les Sallois réussissent l'exploit de l'emporter à Pau. Il n'en faut pas davantage pour attirer l'attention.

Dimanche, donc, sur son herbe ou plutôt sur son sable, dans ce petit stade champêtre aux odeurs de résine, de bois coupé et d'émotion, l'U.S. Salles recevait l'A.S. biterroise. La belle affiche, une belle chambre, un beau

temps et pourtant un petit match, parce que trop déséquilibré, parce que sans espoir, la fin attendue mais redoutée des illusoires « De toute façon, nous allons perdre », disait avant le match notre voisine, une charmante vieille dame, mais au moins en ayant bien vu. Vrai pour la première partie : Salles a perdu et bien perdu, 20 points à 0, quatre essais à rien, une belle veste sur son terrain sans même que jamais Béziers ne force outre mesure son talent. Faute pour la seconde : l'équipe de Salles n'a pas bien joué, elle n'a même pas joué du tout. Elle a subi, vaillamment peut-être, admettent assurément, mais elle a subi tout de même. Match de l'impuissance, match du très biterrois « rendez-vous, toute résistance est vaine ».

En fait, devant ce Béziers-là, toute résistance n'est que retardataire du châtiment.

#### Les « victoires » qu'on peut

Tels sont le despotisme, la tyrannie exercées par l'ensemble hémicycle que l'équipe adverse n'a même plus le loisir de jouer et ne survit à peine que sur sa rage de n'être point humiliée. Telle est la systématique du rugby biterrois, un jeu ultra-élaboré mais sans complication ni fioriture, qu'il aboutit au terrisme. Une fois, deux fois, cent fois, mille fois en avant, marche et tout droit. Il faut qu'en face cela craque, ou que cela dise pourquoi. Cela craque toujours ou presque toujours.

Rugby-caterpillar, rugby mécanique. Cendrillon-Salles aux prises avec Stanley Kubrick. On imagine un peu comment se terminerait le conte de fées. Ce fut ainsi, un match sans surprise pour les uns, sans espoir pour les autres, le dialogue impossible entre ceux qui se donnent les moyens de toujours gagner et d'autres qui cultivent l'espoir de toujours jouer.

L'équipe de Salles n'a pas déçu.

Dans l'adversité, et quelle adversité, elle a même su montrer des qualités qui, a posteriori, justifient parfaitement sa place parmi l'élite. Un pacte léger mais vif et courageux, bien emmené par une troisième ligne, excellente avec, notamment, à l'ailé, Berthe, médecin psychiatrie et remarquable joueur. Des trois-quarts entreprenants et capables, dimanche, malgré le peu de munitions, de mener à plusieurs reprises, des attaques de qualité. Un arrière de poche, Didier Plantey, sûr et rapide. Audace de cette fierté, avoir été moins battue que d'autres — « on a, mon prince, les victoires qu'on peut » — l'équipe salloise mériterait d'être revue, dans ces conditions de jeu plus « normales ».

Reste Béziers. L'équipe biterroise a déjà été plus en forme, plus affûtée. Elle n'est jamais apparue aussi forte, aussi sûre d'elle et de sa technique, de son ultra-technique même. De là, sans doute, cette fâcherie d'une grande partie de ce public sallois qui n'a pas apprécié et l'a fait savoir. Privilege des grands que celui d'être craint à défaut d'être aimé. Privilege de Béziers que d'être respecté faute d'être admiré. L'A.S. Béziers, équipe castratrice parce qu'elle joue à la perfection un jeu limité, du moins dans l'espace, n'est pas aimée. Tant pis ou tant mieux pour elle, qui n'a jamais cru devoir jouer pour la galerie, mais pour gagner. Voilà son vice, et en matière de sport il n'est pas loin de la vertu : vouloir gagner encore et toujours. Insatiable appétit. Cette année, Béziers gagnera encore. Toujours ? C'est une autre affaire, même si, avec l'arrivée de nouveaux joueurs comme ce troisième ligne aile Meiller, silhouette de Spanghero et profil de légionnaire, ou comme l'ailier noir Sadelet, l'équipe semble encore avoir accru ses possibilités.

Mais, par pitié, que cesse cette série d'affirmations gratuites selon lesquelles Béziers s'ennuie et nous ennue le dimanche : Béziers gagne, mais ne se fait pas plaisir ; Béziers tue le vrai rugby. Béziers aussi a les plaisirs qu'il peut et, autre chanson de Brassens, « il nous... en attendant ».

PIERRE GEORGES.

### LES RÉSULTATS

Classement. — 1. Tyrosse et Le Boucau, 16 pts ; 2. Limoges et Quillan, 15 ; 3. Bourgois et Saint-Chrons, 13 ; 4. Bergerac et Lombez, 12.

POULE H  
\*Saint-Médard b. Rodez..... 12-10  
\*Fleurance b. Vichy..... 40-8  
Lyon b. Hendaye..... 7-6  
\*Cortez-Nay b. Langon..... 16-9

Classement. — 1. Rodez, 18 pts ; 2. Langon, 16 ; 3. Saint-Médard et Vichy, 15 ; 4. Lyon et Cortez-Nay, 13 ; 5. Fleurance, 12 ; 6. Hendaye, 9.

POULE J  
\*Mazamet b. Millau..... 15-6  
\*PUC b. Montauban..... 15-13  
\*Tulle b. Cahors..... 14-12  
\*Stade Clermontois..... 14-18

Classement. — 1. Tulle, 21 pts ; 2. Cahors et Mazamet, 17 ; 3. Millau, 15 ; 4. PUC, 13 ; 5. Montauban, 11 ; 6. Stade Clermontois, 10 ; 7. Riom, 8.

POULE K  
\*Lavelanet b. Auch..... 22-15  
\*Nîmes b. Castelsarrasin..... 25-12  
\*Mauléon b. Chambéry..... 9-6  
\*Grenoble b. Tarascon..... 34-0

Classement. — 1. Lavelanet, 20 pts ; 2. Auch, 17 ; 3. Grenoble et Auch, 15 ; 4. Nîmes, 14 ; 5. Mauléon, 13 ; 6. Castelsarrasin et Tarascon, 8.

### Tennis de table

#### CHAMPIONNATS INTERNATIONAUX DE SUÈDE

Simple messieurs. — Kuo Yao-hua (Chine) b. Secretin (France), 21-19, 21-10, 21-17.

Simple dames. — Pak Yung Sun (Corée du Nord) b. Shu Biao-yun (Chine), 21-10, 21-13, 22-22, 21-16.

Double messieurs. — Liang Ko-lang, Kuo Yao-hua (Chine) bat Milos Orlovsky (Tchécoslovaquie) - Gerzaly (Hongrie), 21-17, 17-21, 18-21, 21-15, 21-9.

### Volley-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE  
\*Cannes b. Grenoble..... 3-2  
\*Saint-Maur b. Tourcoing..... 3-1  
\*Clamart b. Amélie..... 3-2  
\*Montpellier Université Club b. Racing Club de France..... 3-0

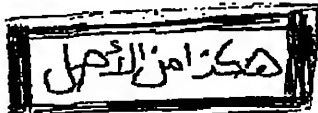
P.T.T. Montpellier b. Tours..... 3-2  
Classement. — 1. Racing Club de France, Montpellier Université Club et Cannes, 13 pts ; 4. Saint-Maur, 12 ; 5. Clamart, 11 ; 6. Tourcoing, 10 ; 7. Amélie, 10 ; 8. Grenoble, 8 ; 9. P.T.T. Montpellier, 8 ; 10. Tours, 7.



**Green Water, vif et vert comme un plongeur dans l'océan.**

Une ligne complète de produits pour homme : eau de toilette, after shave, produits de toilette.

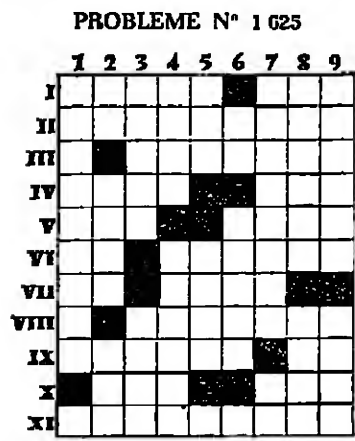
JACQUES FATH - PARIS





# AUJOURD'HUI

## MOTS CROISÉS



**HORIZONTALEMENT**

1. Se trouble si on la traite frolement ; Atténue une nudité. — II. Riches en histoires. — III. Abîmé. — IV. Pas acquis ; D'un auxiliaire. — V. Supprime radicalement ; Part à prendre (en Angleterre). — VI. Lettres de félicitations ; Asses secouées. — VII. Conjonction ; Effectue une mise au point ou prépare un mauvais coup. — VIII. Est sirupeuse. — IX. Lancées ; Entendu dans un souk. — X. Fin de participe ; Port étranger. — XI. Mesures conservatoires.

**VERTICALEMENT**

1. Toutes ses espérances seront réalisées quand elle n'aura plus de famille. — 2. Morceau de sucre ; Temps propice aux élucubrations ; Abrite de pieuses assemblées. — 3. Le chant du cygne d'un poitrinaire ; Se fait en cellule. — 4. Appréier plus ou moins ; Activa. — 5. Prénom ; Ridait les mers. — 6. Crée des loisirs à une sténopiste ; Roulaît sur l'or. — 7. Peu séduisantes ; Début de berceuse. — 8. En mauvaise posture ; Très

approchable. — 9. Fait des piqures ; Bienheureux.

**Solution du problème n° 1624**

**Horizontalement**

I. Cadre : Est. — II. Avoine : Er. — III. Go ! : Ane. — IV. Ecra-seras. — V. Agitait. — VI. St. : Co. — VII. Esou ; Esus. — VIII. Ut : Eole. — IX. Nul ; Us ; MR. — X. Crer. — XI. Suisses.

**Verticalement**

1. Cage ; Séance. — 2. Avocats : Ut. — 3. De ; RG ; Oûtes. — 4. Ri-malenti ; EU. — 5. En ; St. : Ur. — 6. Escées. — 7. Ariso ; Os. — 8. Sénat ; Uim. — 9. Très ; Oseras.

GUY BROUTY.

## Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 29 novembre 1976 :

**DES LOIS**

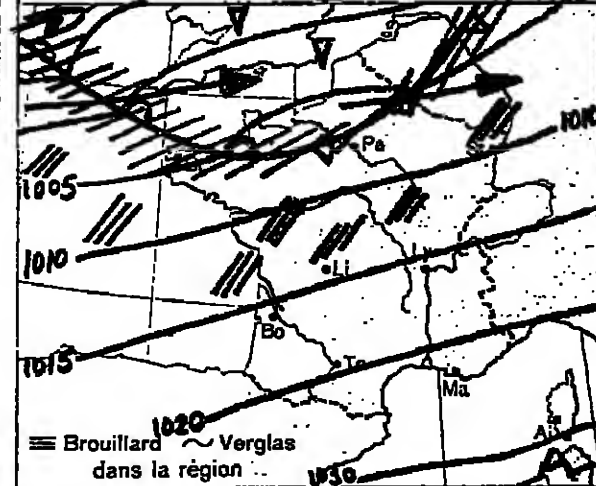
- Interdisant l'usage des céstrogènes en médecine vétérinaire ;
- Relative à la protection de la nature.

**DES DECRETS**

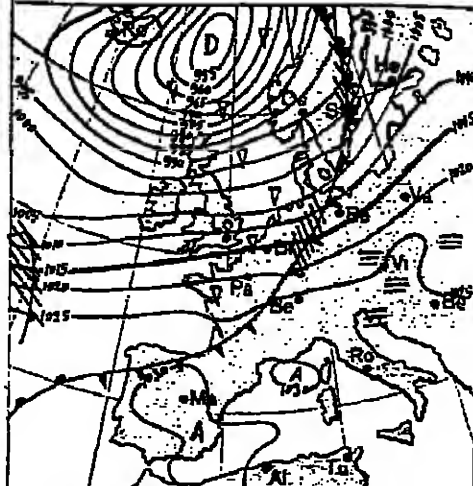
- Modifiant l'article 23 ter du décret n° 53-1169 du 23 novembre 1952 portant règlement d'administration publique pour l'application du décret n° 53-494 du 20 septembre 1953 portant réforme du contentieux administratif ;
- Modifiant des fascicules du cahier des prescriptions communes applicables aux marchés de travaux passés au nom de l'Etat ;
- Relatif à la sécurité sociale dans les mines.

## MÉTÉOROLOGIE

**PRÉVISIONS POUR LE 30 NOV 76 DÉBUT DE MATINÉE**



**SITUATION LE 29 NOV 1976, A 0 h G.M.T.**



— Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 2/3 de mm)  
 // Zone de pluie ou neige ∇ aversees ☀ orages ➡ Sens de la marche des fronts  
 — Front chaud ▲▲ Front froid ▲▲▲ Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le lundi 29 novembre à 0 heure et le mardi 30 novembre à 24 heures :

Un très rapide courant perturbé persistera de l'océan Atlantique à l'Europe occidentale sur la face septentrionale des hautes pressions

qui s'étendent des Açores à la Méditerranée. Ce courant affectera surtout la moitié nord de la France.

Mardi, au nord d'une ligne approximative Bordeaux-Genève, le temps sera souvent très nuageux avec des pluies passagères, qui seront surtout localisées du nord de la

## Presse

● « La Marseillaise de l'Es-sonne », journal fondé en 1943 et paraissant au rythme hebdomadaire depuis la libération, se présente sous une formule renouvelée depuis le 17 novembre. L'organe communiste du département de l'Essonne se veut « lieu de rencontre et de dialogue, porte-parole de la gauche unie, dans la clarté et le respect des opinions d'autrui ».

● La Marseillaise de l'Essonne, 117, rue de Paris, 91130 Palaiseau. Le numéro : 2 F.

● « Vague hommes » va modifier sa formule à partir de son numéro de décembre. Gérard Asaria, nouveau rédacteur en chef, a notamment décidé d'introduire dans le magazine d'information

des interviews d'hommes politiques. M. Olivier Guichard inaugure ces nouveaux entretiens.

● Un club de la presse vient d'être constitué à Lyon (Rhône) à l'initiative de journalistes appartenant à différentes formes de presse. Le club se propose d'être un point de rencontre et d'accueil de tous les professionnels de l'information. Il entend prendre des initiatives pour faciliter les contacts entre tous les partenaires de l'information : conférences de presse, débats, échanges, recherches.

Le conseil d'administration du club est présidé par M. Jean-Jacques Bozonnet (Journal métropolitain).

★ 8, place Antonin-Poncet.

plus les problèmes  
sont complexes  
plus simple  
doit être la solution

A5, facturière électronique comptable à programmes enregistrés.  
 De la facturière comptable au système de gestion,  
 l'A5 modulaire  
 permet de modifier à tout moment la puissance de la machine.

L'opérateur et l'A5 se comprennent parfaitement :  
 ils parlent le même langage.

Il existe des programmes applicatifs  
 adaptés aux multiples exigences des entreprises.  
 L'assistance technique est toujours présente  
 aussi bien pour l'analyse du programme à résoudre,  
 pour l'étude des procédures,  
 que pour l'organisation des programmes  
 dans une juste perspective.

L'A5 est la solution parfaite pour des problèmes  
 de comptabilité, facturation, paie,  
 gestion des stocks, saisie des données.

En France, plus de deux mille entreprises lui font confiance.

L'A6, prolongement naturel de l'A5  
 permet l'utilisation d'unités comptées à pistes magnétiques  
 et des performances accrues  
 en programmation, saisie des données et capacité de traitement.

Pour la gestion de votre entreprise : un système A5, A6

**olivetti**

A retourner à : OLIVETTI FRANCE S.A. Direction A5 - A6  
 51, rue Maréchal 92300 LEVALLOIS-FERRET

☐ Sans engagement de ma part, communiquez-moi des informations complémentaires sur les systèmes A5 et A6.

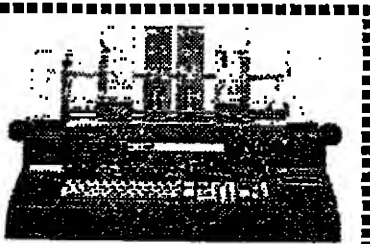
☐ Prenons contact par téléphone. Mon numéro est : .....

☐ Une démonstration m'intéresse.

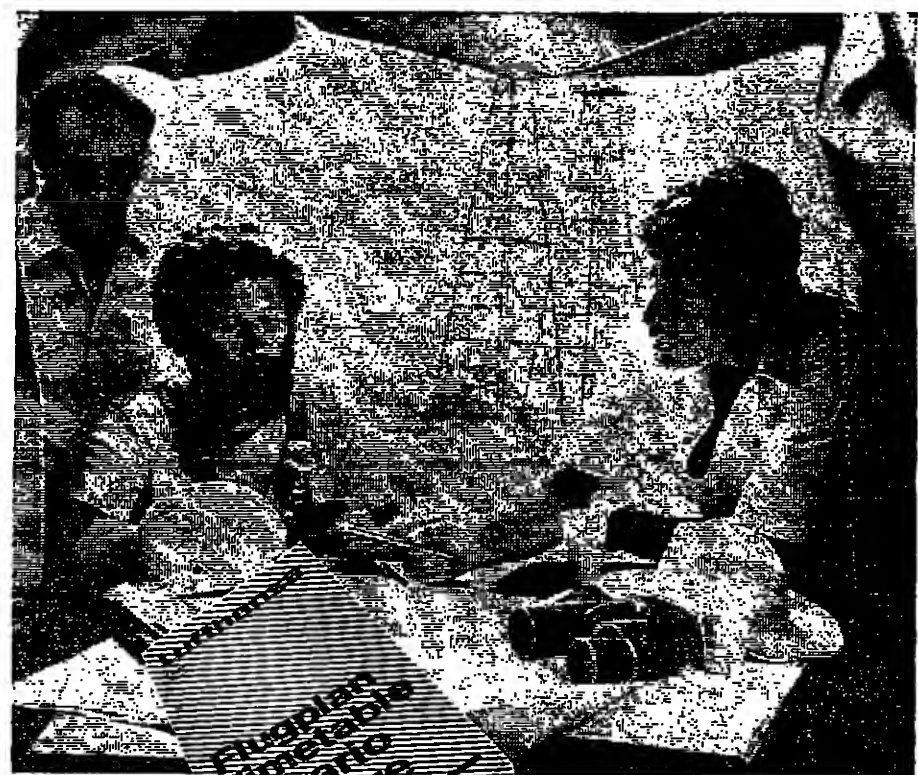
Nom et prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : ..... Ville : .....



**Voyage d'affaires  
au Moyen-Orient?  
Ne partez pas sans  
notre livre jaune.**



Notre horaire vous présente une bonne nouvelle : à partir du 1<sup>er</sup> novembre, vous gagnez deux heures sur tous nos vols

pour le Moyen-Orient. Départ 13 h 15 d'Orly-Ouest pour Munich avec 10 correspondances directes par semaine vers Téhéran ou Bagdad. Consultez notre livre jaune.

**Lufthansa**

Lufthansa. Pour mieux voyager.

صكنا من الاصل



# Le Monde DE L'ÉCONOMIE

Les nouvelles menaces sur l'approvisionnement en énergie

## Au-delà des prix du pétrole

**A** l'approche de la conférence de l'OPEP du 20 décembre, le problème des prix du pétrole revient au premier plan de l'actualité avec son cortège habituel de controverses passionnées, de chiffres contradictoires et d'accusations plus ou moins fondées. Aux arguments avancés par les pays exportateurs pour

justifier un relèvement des prix, les pays industrialisés répondent par des mises en garde et des cris d'alarme. On en viendrait presque à croire que le sort de l'économie mondiale tout entière ne dépend plus que de cette augmentation de 10 à 15 % du prix du pétrole brut que treize pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine pour-

par NICOLAS SARKIS (\*)

Quelle que soit la part des réalités et celle des mystifications dans ce débat vieux de trois ans, le fait est que le problème du prix du pétrole se pose actuellement sous deux aspects différents bien que complémentaires. Le premier a trait aux revendications d'un groupe de pays en voie de développement soucieux de protéger et, autant que faire se peut, d'améliorer leurs recettes d'exportation. Le second, non moins important, concerne le rôle primordial que les prix du pétrole peuvent et doivent jouer dans toute politique visant à éviter les risques de plus en plus réels de pénurie qui pèsent sur le ravitaillement énergétique mondial.

C'est rappeler une évidence que de dire que les pays de l'OPEP n'auraient jamais songé à quadrupler les prix du pétrole à partir de janvier 1974 si ces prix n'étaient pas restés inchangés pendant près d'un quart de siècle, alors que l'inflation sévissait dans le monde entier. Il est d'ailleurs significatif de noter que, en dépit du tollé général soulevé alors par les décisions de l'OPEP, ce ne sont plus, maintenant, les prix actuels du pétrole qui sont considérés comme anormaux parce que trop élevés. Ce sont les prix d'avant 1974 qui sont considérés comme anormaux parce que trop bas.

Si, aujourd'hui, l'OPEP songe à un nouvel ajustement des prix de ses exportations, c'est, encore une fois parce que ces prix n'ont augmenté que de 10 % en l'espace de trois ans, alors que les prix des biens et des services exportés par les pays de l'OPEP ont entre-temps plus que doublé. Cela signifie que les prix du pétrole devraient être à présent d'environ 22 dollars le baril (contre un prix actuel de 11,51 dollars pour le pétrole saoudien de référence) pour retrouver leur pouvoir d'achat de janvier 1974.

Conscients de leur faiblesse — on dit parfois par euphémisme « sans des ressources », — les pays de l'OPEP n'en

demandent pas tant. Ils pensent en général à une augmentation de 10 à 15 % seulement, selon l'humeur de tel ou tel ministre du pétrole du Golfe, ou selon le bon plaisir du porte-parole du département d'Etat américain.

Les gouvernements des pays industrialisés connaissent ces faits autant que ceux de l'OPEP. Ceci ne les empêche pas de donner de la voix et de pointer allègrement un index accusateur vers les pays exportateurs de pétrole. Pour des pays habitués depuis la deuxième guerre mondiale à consommer et à gaspiller de l'énergie à bon marché, au point de substituer les importations à leur propre production nationale, c'est, en effet, un réflexe naturel que de chercher à se cramponner au statu quo. C'est d'autant plus naturel que le problème des prix du pétrole s'insère dans le cadre plus général de la révolte du tiers-monde contre les règles du jeu imposées au commerce international depuis l'ère coloniale. Il ne faut pas pour cela trop chercher la rationalité économique dans les campagnes menées tambour battant contre l'OPEP ni dans l'abondante littérature développée au sujet de l'impact des prix du pétrole sur l'inflation, sur la croissance économique, sur les balances commerciales, etc. Tant qu'il s'agit de défendre les privilèges du passé, la question se pose essentiellement sur le plan politique et en termes de rapport de forces.

### Le spectre d'une écheance

Aujourd'hui, il ne s'agit plus seulement de cela. La question des prix du pétrole ne peut plus être envisagée uniquement dans l'optique du marchandage entre les vendeurs et les acheteurs. Le fait nouveau et fondamental est que les sources disponibles d'énergie ne suffisent plus à faire face à l'accroissement des besoins. Une crise réelle, au sens physique de ce terme, pourrait se manifester dans peu d'années. La production pétrolière dans les pays de

l'OPEP commencera très probablement à décliner dès 1985-1990, tandis que les programmes de mise en valeur de nouvelles sources d'énergie marquent le pas. Plus grave encore, les coûts estimés de production des sources non conventionnelles d'énergie ont quadruplé en trois ans. De 7 dollars le baril d'équivalent pétrole en 1973, ils sont passés à 24-27 dollars aujourd'hui, soit plus du double des prix actuels du pétrole.

(\*) Directeur du Centre arabe d'études pétrolières.

(Lire la suite page 18, 1<sup>re</sup> col.)

## E.D.F. sur le fil du rasoir

**I**NCIDENT jugé mineur par Electricité de France, les coupures de courant dont ont été victimes les Bretons le 10 novembre dernier n'en ont pas moins soulevé de nombreuses protestations. L'Union démocratique bretonne a constaté que « l'E.D.F. ne recule devant aucun sacrifice pour imposer à la Bretagne une centrale nucléaire ». La C.G.T. y a vu « la conséquence des orientations prises dans le domaine de l'équipement il y a une dizaine d'années ». Et la C.F.D.T. estime que « l'incident se reproduira, en Bretagne ou ailleurs, si le gouvernement n'autorise pas E.D.F. à construire des usines classiques dont on connaît les capacités et dont on a la maîtrise ».

E.D.F. sera-t-elle obligée de procéder à de nouveaux délestages ? Si l'on est plus optimiste qu'au moment de la sécheresse quant à l'hiver prochain on admet cependant, à la direction de l'entreprise nationale, que les trois années qui viennent pourraient être particulièrement délicates. Le retard de construction de certaines centrales nucléaires, le poids d'investissements qui obligent à une gestion sans cesse plus serrée, plus risquée, fait qu'E.D.F. manque de réserves de production pour pallier tous les aléas de cette industrie fortement dépendante de l'instant.

Le Français peut se vanter d'être en Europe le mieux desservi en électricité. Les Allemands dont on connaît la puissance économique ont été en partie privés d'électricité le 13 avril dernier. Il a fallu alors couper 7 millions de kilowatts pendant deux heures », affirme un des responsables du dispatching national d'E.D.F., qui attribue les incidents de Bretagne à un concours de circonstances : une région qui est en bout de réseau ; une consommation électrique qui a tendance à progresser plus rapidement (+ 11,5 % par an) que la moyenne nationale (+ 8 %), ce que n'avaient pas prévu les experts de l'entreprise nationale ; enfin, une certaine malchance puisque la centrale de Chinon était arrêtée et que

la centrale de 700 mégawatts, qui aurait dû entrer en fonction à Cordemais en 1976, a quelques mois de retard.

L'importance de la consommation (due à la projection du film le Jour le plus long à la télévision et à l'arrivée de nombreux propriétaires de résidences secondaires pour ce week-end prolongé) a provoqué une chute de tension (de 40 % à Landernau), qui a obligé, sans délai, les responsables du dispatching de Nantes à un déstagement important sur la Bretagne pour éviter un effondrement complet du réseau. Depuis la grande panne de New-York, en 1965, on sait que l'attente est la pire des choses.

BRUNO DETHOMAS.

(Lire la suite page 18, 1<sup>re</sup> colonne.)

### Les importations françaises de pétrole pour les neuf premiers mois

10 MILLIONS DE TONNES DE PLUS QU'EN 1975  
10 MILLIONS DE TONNES DE MOINS QU'EN 1973

Les importations de pétrole brut présent de plus en plus lourdement sur le commerce extérieur de la France. Pour les trois premiers trimestres de 1976, 88,549 millions de tonnes sont ainsi entrées en France, soit 18 millions de plus qu'à la même époque en 1975 (70,643). D'un autre côté, la France 33,2 milliards de francs contre 29,9 milliards en 1975. La dépréciation du franc par rapport au dollar entre, pour une part non négligeable, dans cet accroisse-

ment de la facture pétrolière. Une tonne de pétrole brut, qui coûtait 125,72 francs en janvier, est passée à 146 francs en septembre.

Il faut noter qu'en 1972, à la même époque — soit juste avant la guerre du Kippour et la crise — la France avait importé 99,1 millions de tonnes de pétrole brut. Il est vrai qu'alors le prix moyen de la tonne s'élevait à 110 francs.

## Patience...

**P**ATIENCE : le même mot désigne la vertu et le jeu. En Lorraine, le président pensait à la première. L'opinion a peut-être songé au second, tant il paraît curieux que, après plus de dix années passées à diriger l'économie du pays, M. Giscard d'Estaing en soit à demander aux Français d'attendre encore un peu... Si « la confiance se mérite », pour reprendre le propos présidentiel, l'affaire gouvernementale ne semble pas des mieux engagées.

D'abord, parce que les leçons tirées du passé restent courtes. A en croire M. Giscard d'Estaing, tout allait bien pour la France avant la hausse du pétrole : c'est après seulement que les ennuis auraient commencé. Chacun peut, bien sûr, écrire l'histoire à sa façon : mais, pour convaincre, il faut dire exact. Doit-on rappeler à M. Giscard d'Estaing que l'inflation était déjà de 11 % par an, durant les trois trimestres qui ont précédé l'enchérissement du « or noir » ? Et que le chômage — parce qu'il est, en partie structurel — avait commencé à s'aggraver, malgré la forte expansion ? La question posée à la France n'est pas : comment empêcher l'environnement international de perturber notre équilibre ? Mais bien : comment assurer l'expansion dans la stabilité que nous n'arrivons pas à réaliser avant même que les vieux étrangers ne deviennent moins clients ?

La réponse présidentielle a été donnée à Strasbourg : il faut « se montrer inébranlable dans la lutte contre la hausse des prix ». C'est exactement ce que disait M. Fourcade, il y a deux ans ; son « plan de refroidissement » lui avait permis de réduire d'un tiers le rythme de l'inflation ; au prix, il est vrai, d'un doublement du nombre des chômeurs. Pourquoi le président ne l'a-t-il pas jugé commode, prenant le risque — aujourd'hui vérifié — d'une accélération de la hausse des prix, remontée de 8 à 12 % l'an ? Parce que le pays supporte mal l'anémie et le sous-emploi, et qu'il en tient politiquement rigueur au pouvoir. En dépit des réticences de M. Fourcade, un plan de relance a donc été mis sur les rails en septembre 1975, dont M. Barre n'a pas tort de souligner aujourd'hui qu'il a relancé l'inflation sans garantir durablement la reprise.

Pourquoi M. Giscard d'Estaing laisserait-il en 1977, à l'approche d'élections, le plan Barre s'aggraver considérablement le chômage, alors qu'il s'est opposé en 1975 à cette conséquence du « plan Fourcade » ? Il peut s'agir d'une réversion stratégique déclinante, après le constat d'échec. Il est possible aussi que la pensée fluctuante du président l'amène à considérer pour l'instant l'inflation comme le mal suprême, avant qu'une détérioration brutale de l'emploi ne le conduise à changer de nouveau d'avis. A Strasbourg, les deux maux ont été mis sur la même plan, mais seule la lutte contre l'inflation a eu les honneurs d'une thérapeutique, la relance étant renvoyée au second semestre 1977.

M. Barre est, lui, plus net : il ne se reconnaît qu'un seul adversaire, la hausse des prix ; il ne promet rien sur l'emploi ; il ne che pas non plus de détails, regrettant presque d'avoir annoncé la fin du « gel » des prix pour le 1<sup>er</sup> janvier.

Entre les deux manières, il y a à plus que des nuances. Quand les Français connaîtront-ils la politique vraiment suivie par le pouvoir ?

Patience...

## Vers une modération de la croissance démographique mondiale ?

**M**LESTER R. BROWN, directeur du Worldwatch Institute de Washington, vient de publier un rapport (1) selon lequel on aurait assisté, en 1970-1975, à un ralentissement de la croissance démographique mondiale pour la première fois depuis le néolithique. Sa thèse se fonde sur deux considérations :

d'une part, la baisse des taux de natalité, déjà importante aux Etats-Unis, en Chine et en Europe occidentale, devrait l'être aussi dans les autres pays d'Asie du fait de l'extension prise par les programmes de limitation des naissances ; d'autre part, la mortalité a augmenté dans les pays les plus pauvres à la suite d'une grave

détérioration de leur situation alimentaire. Par conséquent, le taux d'accroissement de la population, différence entre les taux bruts de natalité et de mortalité, ne peut que diminuer. M. Brown estime qu'il est passé par un maximum de 1,9 % en 1970 pour s'abaisser à 1,6 % en 1975.

Il faut d'abord rappeler que les données statistiques sont gravement lacunaires dans bon nombre de pays en voie de développement et que la plus grande prudence s'impose dans leur interprétation. En 1971, les naissances n'étaient enregistrées « complètement » (2) à l'état civil que pour 33 % de la population mondiale, mais seulement pour 20 % en Amérique latine, 10 % en Afrique et

6 % en Asie où vit cependant 57 % de l'humanité ; en Afrique, et surtout en Asie, des enquêtes par sondage pallient partiellement la pénurie de données. La situation des statistiques de décès est à peu près identique. Cependant, la Division de la population des Nations unies prépare périodiquement des estimations et des prévisions de population établies à partir des données les plus récentes. Elle estime que le taux d'accroissement de la population mondiale

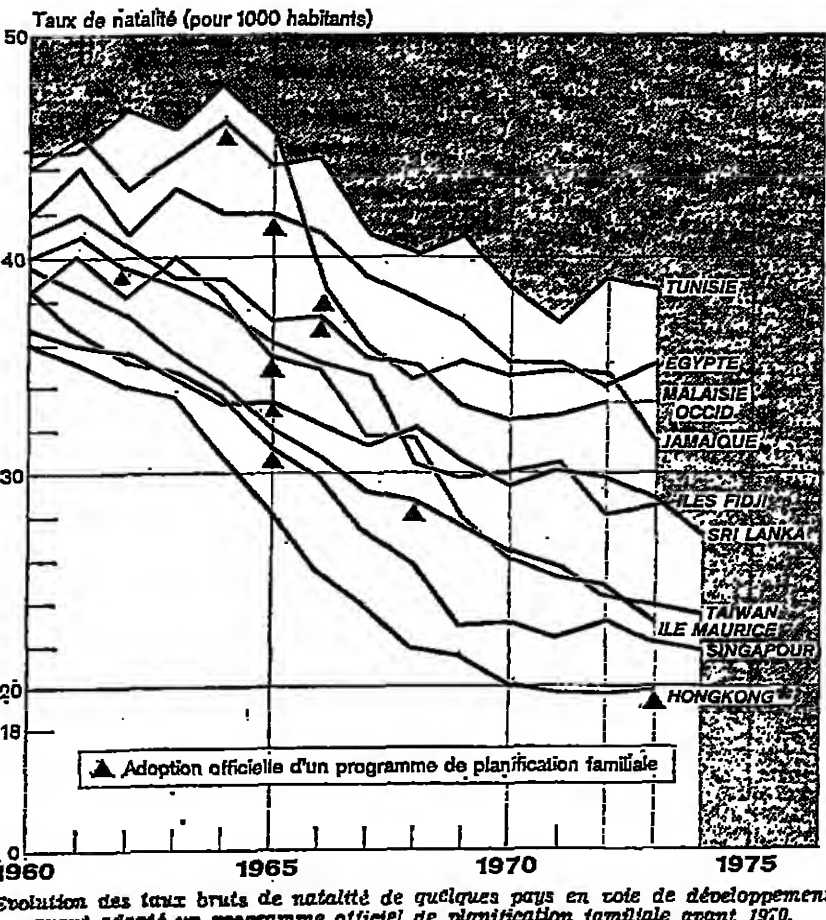
commencera à diminuer au cours de la période 1985-1990, la situation étant d'ailleurs très diverse selon les régions puisque le taux ne baissera pas en Afrique centrale et occidentale avant 2000, mais dès 1980-1985 en Amérique du Sud et en Asie de l'Est.

L'originalité des thèses du Worldwatch Institute tient donc à ce qu'elles avancent de dix ans le mouvement de réduction de l'accroissement prévu par les Nations unies. Y a-t-il de bonnes raisons pour le faire ?

YVES BLAYO, chercheur à l'Institut national d'études démographiques (INED).

(Lire la suite page 21, 1<sup>re</sup> col.)

### POLITIQUE DE PLANIFICATION FAMILIALE ET BAISSA DE LA NATALITE



**SEUIL**

**JEAN ZIEGLER**

Une Suisse au-dessus de tout soupçon

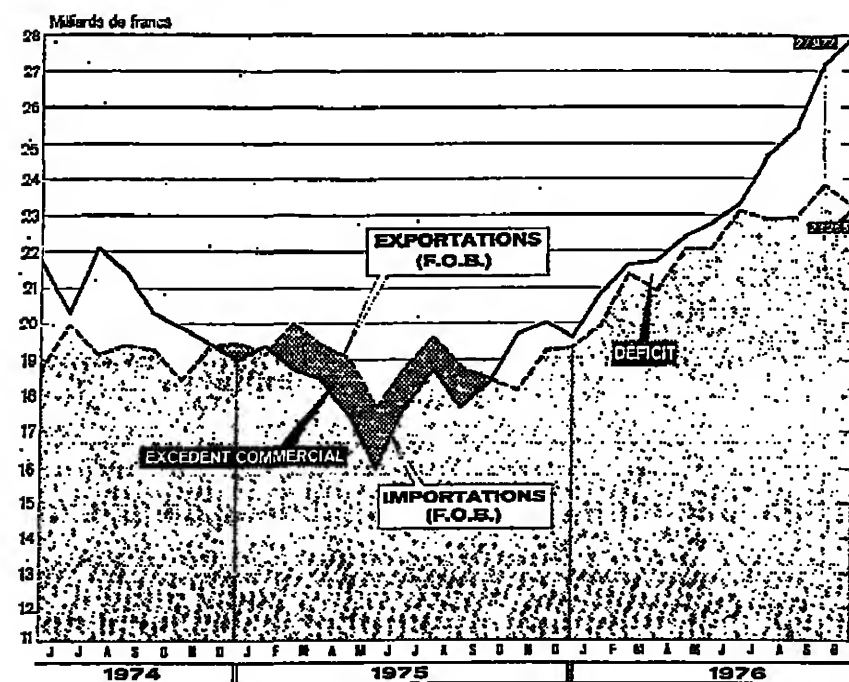
192 pages, 25F, Coll. Combats

Nouvelle édition augmentée :

- Une description des mécanismes de fuite des capitaux vers la Suisse.
- Une analyse des relations entre personnel politique et système bancaire helvétique.



## COMMERCE EXTÉRIEUR : les échanges avec nos voisins se détériorent



Le déficit du commerce extérieur français a dépassé 15 milliards de francs durant les dix premiers mois de 1976. Pour l'ensemble de l'année, ce déficit devrait être proche de 20 milliards de francs, comparé à un excédent de 6,8 milliards en 1975 (en raison surtout d'une baisse des importations provoquée par la récession). En 1974, le déséquilibre avait été de 16,9 milliards, et en 1973 la France avait dégagé un surplus de 6,7 milliards en 1973.

La détérioration actuelle provient en partie de la sécheresse. Ainsi les échanges agro-alimentaires, pratiquement équilibrés au cours des dix premiers mois de 1975, ont été déficitaires de 1,8 milliard de francs (1) durant la même période de 1976. En outre, le déficit énergétique, qui subit à la fois les conséquences du manque d'eau, de la reprise et de la spéculation, s'est élevé à 49,9 milliards contre 38,6 milliards l'an dernier.

(1) Pour la partie analytique les importations sont comptabilisées C.A.F. (assurance et fret compris).

Toutefois les résultats s'expliquent aussi par une dégradation des positions françaises à l'égard des pays industriels et dans le domaine des biens de consommation. Dans ce dernier secteur l'excédent est revenu de 10,4 milliards de francs pour les dix mois de 1975 à 5,9 milliards de francs en 1976, les importations ayant augmenté de 44,7 % contre 14,3 % pour les exportations. Ce phénomène semble traduire une saturation des capacités de production nationale.

Parallèlement, le bilan commercial s'est détérioré vis-à-vis des principales nations industrialisées. Les échanges avec la C.E.E. ont été déficitaires de 14,8 milliards de francs contre 1,6. Le déséquilibre à l'égard de l'Allemagne fédérale s'est élevé à 10,5 milliards de francs contre 4,9, tandis que l'excédent vis-à-vis de la Grande-Bretagne est revenu de 3,3 milliards de francs à 0,7. Ce même mouvement se retrouve, avec une moins forte ampleur, dans le commerce avec la Belgique, les Pays-Bas, la Suisse et les États-Unis.

## E.D.F. sur le fil du rasoir

(Suite de la page 17.)

Quelle que soit l'explication des incidents, encore faut-il en comprendre les causes. Pour les syndicats, elles résident dans la politique menée par E.D.F. depuis quelques années, et dans le poids des investissements pour le nucléaire. Si le kWh nucléaire est bon marché (6 centimes contre 11 pour le kWh fuel au 1<sup>er</sup> janvier 1976), il exige dans cette phase de démarrage des investissements particulièrement lourds.

### Un risque calculé

Ce manque de réserve est flagrant lorsqu'on compare la demande de pointe prévisible au cours de l'hiver 1977 — 34 500 MW — à la production disponible à la même époque, 34 300 MW. Cela n'est d'ailleurs pas nié par E.D.F. Comme l'explique M. Albert Robin, directeur à la direction générale, chargé des études économiques : « Comme toute entreprise, nous sommes amenés à prendre des risques puisque nous ne pouvons économiquement nous mettre

Cela se fait-il au détriment de la gestion quotidienne ? « Depuis la guerre du Kippour les moyens de production gardés en réserve sont limités », admet-on à E.D.F. Et si l'on en croit le bulletin *Entreprise* du 18 novembre : « Les dépenses d'entretien du parc thermique classique sont passées depuis les options nucléaires de 45 à 25 F par kilowatt (en francs de 1974) et « il y a traduction dans la disponibilité du parc qui est passée, toujours depuis le virage nucléaire, de 86 à 83 % ».

L'entreprise nationale n'envisage pas de remettre en cause sa politique commerciale du « tout électrique ». « Elle signifie simplement, dit-on, la pénétration de l'électricité vers 1980 dans deux cent mille logements supplémentaires, soit une production de 3 milliards de kilowatts-heures. C'est l'équivalent de cinq points sur les variations de l'hydraulité à cette époque. »

Tout en affirmant que « la situation ne sera pas dramatique », on ajoute à Electricité de France : « mieux vaut un risque accru plutôt que de construire des équipements lourds simplement pour faciliter le passage d'un ou deux hivers difficiles ».

Les services d'E.D.F. n'en étudient pas moins des solutions de rechange et des décisions pourraient être prises prochainement. Il n'est plus question de construire — comme le réclame la C.G.T. — un troisième groupe thermique à Cordemais. En revanche, on envisage de développer des réserves hydrauliques de faible envergure, et l'on se dit très satisfait du test des turbines à gaz, qui fonctionnent le plus souvent au fuel distillé. De faibles puissances — 20 à 75 MW — ces dernières ont l'avantage de pouvoir être installées en moins de deux ans. De plus elles peuvent être placées pour doubler un poste existant ce qui résout le problème du retard dans la pose des lignes à haute tension. La Bretagne pourrait rapidement bénéficier d'une telle solution qui, par parenthèse, marquerait un certain échec dans les prévisions d'implantation du nucléaire.

Cela suffira-t-il pour éviter des coupures dans les années qui viennent ? Cela dépend évidemment de très nombreux facteurs : reprise économique, taux d'hydraulité, dureté de l'hiver, etc.

Dans une entreprise dont le capital investi est plus fort que dans n'importe quel autre secteur économique, un choix a été fait. Puisque l'électricité ne se stocke pas, et qu'il faut à chaque instant produire ce que la consommation appelle, on a préféré risquer d'avoir à déléster parfois plutôt que d'investir plus lourdement encore. Le poids du programme nucléaire d'E.D.F. était-il trop important ? Le problème est que pour finir véritablement une telle orientation il faut un minimum de sept années.

BRUNO DETHOMAS.

### Prix du pétrole

(Suite de la page 17.)

Aucun économiste n'a encore osé dire comment ces sources pourraient être développées si les prix de l'énergie encore dominante, le pétrole, devaient être maintenus à leur niveau actuel.

Aucun dirigeant occidental n'a encore dit comment, dans ces conditions, le ravitaillement énergétique de son pays pourrait être assuré dans une dizaine d'années. On sait pourtant que les centaines de milliards de dollars d'investissements nécessaires à la mise en valeur de nouvelles formes d'énergie ne seront consentis que dans la mesure où ils permettront de produire à des coûts commercialement soutenables. Ceci suppose au moins un doublement des prix actuels du pétrole brut. Talonnés par des préoccupations politiques, économiques ou électorales immédiates, les gouvernements des pays développés ont tendance à négliger cette réalité et à ajourner les options qu'elle impose. Au fur et à mesure que le danger d'une pénurie d'énergie se précise, la même réalité doit bien, tôt ou tard, avoir raison des marchandages anachroniques et des menaces gratuites.

Pour avoir été la première puissance occidentale à refuser la politique de la confrontation et pour avoir pris l'initiative du dialogue Nord-Sud, la France peut jouer un rôle considérable en posant le problème de l'énergie dans ses nouvelles et véritables dimensions. Elle peut surtout contribuer à replacer ce problème dans le cadre de la concertation plus que jamais nécessaire entre tous les pays concernés.

NICOLAS SARKIS.

## Le coût de la vie dans les pays de la C.E.E.

### S'habiller à Bonn, se loger à Rome et s'amuser à Londres

COMPARER les prix des biens et des services dans les neuf capitales (1) de la Communauté économique européenne est une entreprise fort difficile, dont les résultats sont à manier avec prudence. C'est ce qu'ont expliqué récemment, à Paris, MM. Silvio Ronchetti, directeur des statistiques des commerces, transports et services de l'Office statistique des Communautés euro-

péennes (O.S.C.E.), et Picard, responsable de la division économique (I.N.S.E.E.). Au cours d'une conférence de presse, ils ont présenté les résultats d'une enquête sur les prix à la consommation dans les capitales européennes, enquête réalisée par l'O.S.C.E. et les autres instituts de statistiques de la C.E.E., de septembre à novembre 1975.

L'étude montre qu'en excluant les dépenses de santé et de loyer, et avec les taux de change d'octobre 1975, les capitales des neuf pays peuvent être classées en trois groupes : capitales où les prix sont relativement élevés (Bonn, Paris et Copenhague) ; capitales où les prix sont relativement bas (Rome, Londres et Dublin) ; capitales du Benelux, qui occupent quant à elles une position intermédiaire.

Les résultats de ce travail de bénédictin sont peu spectaculaires à cause surtout de la difficulté de choisir une méthode de comparaison internationale de prix qui soit à la fois rigoureuse et permette d'aboutir à des résultats faciles à interpréter. Une méthode simple et traditionnelle de comparaison internationale consiste à traduire les prix des produits comparables dans les différents pays ou capitales en une unité monétaire commune, le franc par exemple.

Avec les taux de change d'octobre 1975, on peut constater par exemple qu'une paire de chaussures basses pour homme coûtait en moyenne à cette époque 197 francs à Paris, 150 francs à Bonn, 125 francs à Rome et 114 francs à Londres. Mais ces différences de prix varient des que les taux de change eux-mêmes se modifient. Or les taux de change ont connu depuis octobre 1975 des évolutions si brutales que toute comparaison de prix reflète plus les fluctuations monétaires des changes que les véritables différences de niveau des prix. Ainsi, depuis octobre 1975, les prix des chaussures allemandes exprimés en francs se sont sans doute rapprochés des prix français du fait du renchérissement du deutschemark par rapport au franc (de 1,70 franc à 2 francs pour un deutschemark) sans que cela reflète un comportement particulièrement inflationniste des marchands ou des fabricants de chaussures d'outre-Rhin. A l'opposé, les prix des chaussures italiennes, traduits en francs, ont probab-

ment baissé du fait de la chute de la lire, sans que cela signifie une baisse réelle des prix des chaussures pour les Italiens.

Nouvelle illustration des perturbations entraînées par les mouvements monétaires sur les comparaisons de prix : en octobre 1975, le niveau général des prix allemands était de 1 % inférieur au niveau général des prix français et, en août 1976, de 9 % supérieur, alors que l'inflation allemande était bien plus faible que l'inflation française. Au contraire, le niveau général des prix italiens, comparé à celui des prix français, continue à baisser (de - 23 % en octobre

1975 à - 25 % en août 1976) alors que l'inflation italienne dépasse l'inflation française.

On peut aussi traduire les différences de niveau des prix par des différences de pouvoir d'achat. Un niveau de prix allemand inférieur de 1 % au niveau de prix français en octobre 1975 signifie qu'à cette époque le pouvoir d'achat du deutschemark était en Allemagne supérieur de 1 % à son taux de change exprimé en francs. Le taux d'équivalence en pouvoir d'achat du deutschemark était donc de 1 DM = 1,730 F, pour un taux de change de 1 DM = 1,7015 F.

### Le café soluble bon marché à Paris

Afin que les fluctuations de change ne viennent pas cacher les véritables différences de niveau des prix, les statisticiens ont donc utilisé les taux d'équivalence en pouvoir d'achat à la consommation (TEPAC) des biens et services comparables dans les neuf capitales de la C.E.E. On a constaté par exemple que le prix de la boîte de café soluble (50 grammes) était de l'ordre de 4 francs à Paris et de 4,40 deutschemarks à Bonn. Un Français disposant de ce bien, acheté en France 4 francs, pourrait le revendre en Allemagne 4,40 deutschemarks et disposer dans ce pays d'un pouvoir d'achat équivalent. Le taux d'équivalence du pouvoir d'achat du café soluble entre la France et l'Allemagne est donc de 1 DM = 0,90 F (4/4,40). Comparé au taux d'équivalence du pouvoir d'achat du mark en octobre 1975 (1 DM = 1,73 F), on constate que par rapport au niveau général des prix allemands le café soluble était à cette époque presque deux fois plus cher à Bonn qu'à Paris.

Les statisticiens ont calculé pour leur enquête non seulement les TEPAC pour chaque préfixe mais aussi pour chaque grande catégorie de consommation : produits alimentaires, habillement, logement (hors loyer), ameublement, transports et communications, loisirs et autres services.

Les comparaisons internationales de prix ont été faites en rapprochant le TEPAC de chaque grande catégorie de consommation au taux d'équivalence de chaque monnaie. Dans le cas de Paris, l'enquête effectuée par l'O.S.C.E. et l'INSEE montre que le niveau de prix des produits alimentaires, par rapport au pouvoir d'achat total du Parisien, est plus faible que le niveau de prix de ces mêmes produits rapporté au pouvoir d'achat des habitants des autres capitales. Au contraire, les prix des articles d'habillement sont relativement plus élevés à Paris que dans l'ensemble des autres capitales (Luxembourg excepté). C'est aussi vrai pour le logement (sauf Bruxelles) et pour les loisirs (sauf Rome). En ce qui concerne l'ameublement et les transports, Paris se situe dans la moyenne des capitales européennes, par rapport à la moyenne générale des prix.

Pour consommer économiquement — et si le taux de change se rapprochait du taux d'équivalence — il faudrait donc à l'Européen voyageur se nourrir à Paris, s'habiller à Bonn, se loger à Rome, utiliser les transports de Bruxelles et prendre des loisirs à Londres. Mais il y aurait encore mieux à faire dans la logique du taux d'équivalence de pouvoir d'achat et-deux-décrit dans l'exemple du café soluble. Ce serait pour notre hypothétique voyageur européen d'acheter des produits alimentaires à Paris, pour les revendre à Rome où ils sont relativement chers. Avec les livres obtenus, il pourrait ensuite acheter avantageusement des vêtements dans la capitale italienne pour les revendre ensuite à Luxembourg. Avec ses francs luxembourgeois, il pourrait acheter des transports et les revendre à Dublin (2) et enfin (...) se payer des loisirs dans la capitale irlandaise.

Plus concrètement, l'enquête de l'O.S.C.E. et de l'INSEE donne un catalogue très complet des prix relevés dans les capitales européennes de septembre à novembre 1975. Convertis en francs, au taux de change de cette époque, ces différents prix ne manquent pas d'étonner dès leur comparaison, même si la méthode est discutable sur le plan scientifique, comme il a été expliqué plus haut. On apprend par exemple que le kilo de viande de bœuf à rôti était en octobre-novembre 1975 de 20 % plus cher

à Paris qu'à Amsterdam, alors que la différence du taux de T.V.A. n'explique qu'un écart de 3 %. Même différence de prix pour la plaque de 250 g de beurre, qui est par ailleurs deux fois plus chère à Paris qu'à Londres, le record étant détenu par Rome. Il faut rappeler cependant que, comparés à ceux des autres capitales, les prix alimentaires parisiens sont à un niveau relativement plus faible par rapport aux prix des autres biens et services.

Pour l'habillement, le taux normal de T.V.A. à 20 % (3) fait des ravages et conduit à des niveaux records de prix à Paris. Le pardessus d'hiver coûtait à l'automne 1975, 720 F à Paris (T.V.A. 20 %), 680 F à Bonn (T.V.A. 11 %), 415 F à Londres (T.V.A. 8 %), soit une différence dans ce dernier cas de 28 %. On note des différences plus sensibles pour les réfrigérateurs, moins chers à Bonn de 27 % et pour les machines à coudre, moins chères de 54 %, alors que la différence dans les taux de T.V.A. est inférieure à 10 %. Inutile enfin de comparer les prix des automobiles, où Paris atteint des records de prix, dus en grande partie au taux exorbitant de la T.V.A. (33,33 %).

Les récentes études de l'O.S.C.E. et de l'INSEE sur les prix ne permettent pas d'expliquer les causes de telles différences de prix : coûts de production, coûts de distribution ou des marchés non concurrentiels ? De telles recherches pourraient peut-être enfin apporter une aide précieuse à une politique anti-inflationniste plus structurée.

PIERRE DUFFÉ.

(1) Amsterdam, Bonn, Bruxelles, Copenhague, Dublin, Londres, Luxembourg, Paris, Rome.  
(2) Ce qui montre le caractère théorique de la notion de TEPAC pour les services.  
(3) Réduit à 17,60 % par le plan Barre.

Opel Rekord  
Essence ou Diesel

VALDOISE MOTORS S.A.  
31, rue de Paris  
ST-QUEN-T-ANNOUË.  
Tél. 464.20.78.

Au soleil en hiver,  
faites du naturisme  
aux Iles Maldives  
dans l'Océan Indien.  
La où le paradis  
terrestre est réalité.  
14 jours Paris-Paris  
5.370 F  
CLUB NATURE  
10, rue Pierre Demours  
75017 Paris, tél. 766.38.75

Lucien Thiriet  
L'ÉNERGIE  
NUCLÉAIRE

Lucien Thiriet  
L'ÉNERGIE  
NUCLÉAIRE

Quelles politiques  
pour quel avenir ?

Le dossier complet établi par un  
expert appartenant au C.E.A. A  
lire par ceux qui ont compris qu'il  
était important de s'informer avant  
de se faire une opinion

dunod

49 F

صكلا من الامم



UNE ÉTUDE DU CERC

# La transformation et la commercialisation des produits alimentaires expliquent l'évolution de leurs prix

PLUS 12 % d'augmentation des prix alimentaires en octobre, plus 11,2 % en un an, plus 18,7 % en rythme annuel calculé sur la base des trois derniers mois connus : une fois encore, c'est dans le panier de la ménagère que l'inflation fait le plus de ravages. Même les services, qui ont augmenté de 12,3 % au cours des douze derniers mois, ont un dérapage annuel calculé sur trois mois inférieur : 10,5 %. Autrement dit, les produits alimentaires sont les moteurs de l'inflation, dont le rythme annuel calculé sur la base des trois derniers mois ne dépasse pas 10 %. Pourquoi ?

En 1972, Claude Malhomme avait déjà montré, dans un article intitulé « Les prix agricoles dans l'inflation », que l'origine de la hausse des prix de détail était à rechercher dans celle des prix à la production. L'année suivante, étudiant « Les variations de prix de six produits agricoles pendant dix ans », (2), MM. Bonnays et Prost avaient conclu que les évolutions de prix étaient très parallèles aux divers stades, dès lors que l'on choisissait une période assez longue pour ne pas avoir à tenir compte du caractère saisonnier ou

varié de 2,5 % à 8,5 % par an en moyenne ; ce qui correspond à des hausses totales allant de 24 % en douze ans pour le produit qui a le moins monté à 188 % pour les produits qui ont le plus progressé.

Cette grande diversité des rythmes de hausse s'explique, selon le CERC, de cinq façons :

● LE COUT DE LA MATIÈRE PREMIÈRE AGRICOLE. — Une forte liaison a été notée entre la hausse à la production et celle du prix de détail des produits alimentaires qui en dérivent. Par exemple, le lait a augmenté de 5,5 % par an en douze ans à la production et les produits laitiers (lait frais, fromages, yaourt, crème, beurre) ont progressé de 6 % par an. Quand le rythme de hausse est relativement modéré à la production, il paraît accru au stade du détail ; au contraire, une hausse très forte à la production est souvent répercutée de façon atténuée. Le premier cas est illustré par le prix du blé : en hausse de 3,5 % seulement par an pour un prix du pain et des biscuits en progression presque double : 8 %. Dans le second cas, le cacao a augmenté de 9,5 % par an à la produc-

tion, tandis que le chocolat n'a gagné que 5 % par an.

Toutefois, la liaison entre les hausses à la production et au détail est « nettement moins marquée » lorsque l'on considère la matière première de base et chacun des produits qui en découlent. Le lait monte de 5,5 % par an, les fromages à pâte molle et grasse de 7,5 %, les fromages frais et fondus de 5,5 %, les yaourts de 5 %, le lait en conserve et le beurre de 4 %.

● LE DEGRÉ DE TRANSFORMATION INDUSTRIELLE. — Les prix des produits dont la fabrication a fait intervenir de façon notable le secteur industriel ont monté moins fortement en moyenne que ceux des produits consommés tels ou en l'état, ou n'ayant subi qu'une faible transformation. Pour les produits à base de blé (+ 5,5 %), le contraste est net entre la pâtisserie fraîche (+ 8,5 %) et le pain (+ 7 %), produits essentiellement artisanaux d'une part, la farine (+ 4,5 %), les biscuits (+ 4 %), les biscuits et gâteaux industriels (+ 3 %) d'autre part. Plus la valeur industrielle est forte, moins le prix de détail a augmenté.

En ce qui concerne les produits de la pêche, la hausse des prix du poisson consommé en l'état (+ 7,5 % par an en moyenne) a été sensiblement plus vive que celle des conserves (+ 5 %) ; les cours au débarquement avaient, eux, progressé de 8,5 %.

La CERC estime « qu'une partie au moins du rôle de frein des hausses de prix, que semble remplir l'industrie des conser-

ves de poissons, s'exerce en fait sur les pêcheurs eux-mêmes. Pour les poissons non destinés à la conserve, la multiplicité des acheteurs ne permet sans doute pas le même genre d'action sur les pêcheurs ».

On retrouve la même disparité entre les fruits et légumes frais (7 % par an en moyenne) et ceux en conserve (+ 4 %).

● LE SYSTÈME DE DISTRIBUTION. — Les prix des produits dont une part importante est commercialisée par le commerce « intégré » et les supermarchés ont monté moins fortement en moyenne que ceux des produits distribués principalement par les autres formes de commerce. Citons les cas extrêmes : 3 % seulement de la viande de cheval, dont les prix ont monté de 7,5 % par an, sont diffusés par le grand commerce ; à l'inverse, 67,5 % des conserves de fruits, dont les prix ont augmenté de 4 %, sont vendus dans les grandes surfaces.

● LA RÉGLEMENTATION DES PRIX. — Les prix des produits soumis à réglementation de la part des pouvoirs publics ont augmenté moins fortement en moyenne que les prix des produits — très peu nombreux — qui sont restés libres. Le CERC relève que des compensations entre les deux types d'articles ont pu s'opérer. En outre les réglementations s'appliquent essentiellement aux produits transformés et les contrôles aux grands commerces.

● L'ÉVOLUTION DE LA CONSOMMATION. — Plus la consommation d'un produit a eu tendance à se développer, moins son prix a augmenté. La vin de consommation courante, le pain, la viande de cheval, les légumes secs — toutes denrées dont la consommation a régressé — ont connu des hausses allant de 5 à 8,5 % par an en moyenne ; les hausses ont parfois été encore plus vives pour les denrées dont la consommation s'est peu développée (pâtisserie fraîche, fruits secs, margarine, viande de bœuf, poisson frais). En revanche, elles ont été modérées pour les légumes en conserves (4 %), l'eau minérale (4,5 %), le lait en conserve (4 %), produits dont l'usage s'est rapidement développé.

La CERC se garde de toute conclusion définitive et propose d'entreprendre des études plus fouillées par produit. Son travail montre cependant l'extrême complexité de la formation et de l'évolution des prix alimentaires sur une longue période.

ALAIN GIRAUDO.

(1) Économie et Statistique, n° 40, décembre 1972.

(2) Économie et Statistique, n° 47, juillet-août 1973.

## Pour une organisation du marché des fruits et légumes

par ALEXIS GOURVENNEC (\*)

LES producteurs de fruits et légumes manifestent régulièrement. Toutefois cela n'apporte pas une solution aux problèmes et ne suffit pas à définir une politique pour un secteur agricole menacé parce que négligé.

A Bruxelles, le dernier bilan de la politique agricole commune établi par la Commission européenne ne consacre pas une ligne aux fruits et légumes. En France, les pouvoirs publics se sont vivement intéressés cet été au prix des pêches. Or, ce sont les fruits qui ont le moins augmenté depuis dix ans à la production comme au détail. Périodiquement, des responsables politiques locaux s'indignent des retraits de fruits et légumes et de leur destruction. Pourtant l'expérience a montré clairement que la pénurie coûte beaucoup plus cher que l'excédent, gage de l'approvisionnement du marché. Au reste, la destination de ces quantités « retirées » serait le plus souvent améliorée si les pouvoirs publics le voulaient effectivement.

Trois raisons peuvent expliquer, sans le justifier, cet état de choses :

1) La complexité d'un secteur qui couvre un minimum de quinze produits dont les caractéristiques d'investissement, de gestion et d'environnement sont très différentes. Par leur investissement, les producteurs de fruits s'apparentent aux industries lourdes, les producteurs de légumes aux biens de consommation. Dans leur gestion, les producteurs de pommes doivent gérer un marché de produits semi-stockables,

très différent de celui de la tomate ou de la pêche, produits éminemment périssables. De surcroît, l'évolution des marchés de fruits et légumes nécessitent des décisions très rapides qui se calculent en heures et impliquent des structures de gestion très décentralisées. Pourtant, ce n'est pas parce que la gestion de ce secteur ne s'adapte pas aux méthodes usuelles, sinon parisiennes, qu'elle ne peut être correctement conduite, l'exemple de la Hollande le prouve.

2) Dans l'effort d'après-guerre en faveur de l'agriculture, tant au niveau national qu'international, le secteur des fruits et légumes a été l'objet de transactions internationales parce que la vocation de la France dans ce secteur est neuve et que les instances nationales, publiques ou professionnelles, notamment dans le cadre des institutions de Bruxelles, ne défendent pas également tous les secteurs : il fallait bien faire des concessions à certains partenaires pour garder certaines de nos positions. Du coup, le secteur des fruits et légumes s'est trouvé sans réelle protection communautaire, confronté à une compétition mondiale qui n'a pas affecté les autres grandes productions agricoles.

3) Les producteurs de fruits et légumes qui participent pour 10 % environ au revenu total agricole ne sont peut-être pas assez nombreux pour être intéressants électoralement et ils ont été trop longtemps dispersés, sinon concurrents au travers de leurs organisations.

### Un endettement considérable

Cette « marginalisation » pour un secteur où la France est pourtant remarquablement placée se traduit actuellement par un endettement considérable, au niveau des exploitations comme des centres de conditionnement et un décalage sensible pour des hommes pourtant habitués à supporter en même temps les aléas du marché et du ciel. Cela peut avoir de lourdes conséquences sur le niveau des emplois régionaux et la balance commerciale.

La main-d'œuvre représentée, en effet, 40 à 50 % des coûts de production ; le montant actuel des importations de fruits et légumes est sensiblement équivalent à celui de la viande (4 milliards de francs par an). Une reconversion vers d'autres cultures ne serait pas forcément une bonne opération pour les finances publiques : le secteur des fruits et légumes est un des moins coûteux. Les dépenses de soutien des marchés ont coûté de 1970 à 1975 moins de 4 % de l'ensemble des subventions versées

par le Fonds européen (FROGA) et le Fonds des marchés agricoles (FORMA).

En revanche, la définition et l'application d'une politique ambitieuse, mais peu coûteuse, permettrait de faire progresser ce secteur, d'approvisionner plus largement le marché intérieur en réduisant certaines de nos importations, et de prendre carrément place sur des marchés extérieurs d'où nous sommes anormalement absents. La France participe pour 2.000 tonnes à un commerce communautaire des tomates de 800.000 tonnes. Elle a perdu le marché de l'Algérie dont l'Anglo-Normandie absorbe 200.000 tonnes par an... Or, des possibilités existent puisque la France est devenue le premier exportateur de pommes du monde, et qui vend 40 % de ses choux-fleurs à l'étranger. Au total, elle réalise, malgré les mauvaises conditions décrites, 2,5 milliards de francs d'exportations.

Un gain de 1 milliard de francs de la balance de ce secteur peut être obtenu en quelques années. Toutefois, si rien n'est fait ou bien si des négociations internationales sont conduites maladroitement, les importations de fruits et légumes pourraient se monter à 8 ou 7 milliards par an.

Afin d'éviter le déferlement des contestations, une volonté politique devrait se manifester qui prendrait en considération les constatations suivantes :

● Les mécanismes actuels de la Communauté européenne, qui se sont révélés inadaptes, devraient permettre aux producteurs de s'organiser afin d'améliorer leur niveau de vie ;

● Les comités économiques de l'APCOFEL devraient pouvoir, comme le permet l'appareil législatif, intervenir largement sur la gestion des marchés ;

● La recherche devrait disposer de moyens financiers importants pour donner aux producteurs français des avantages en matière de variétés et de sélections car les produits nouveaux sont une donnée importante de la concurrence internationale des produits végétaux.

Selon les pays, ou selon les secteurs, la politique agricole se manifeste par des organisations de marché qui permettent aux producteurs de tirer un revenu convenable de leur activité, par des garanties de prix données, grâce à des organismes d'intervention, ou encore par des versements d'aides directes au producteur pour atteindre un minimum de revenu.

Ces trois voies recouvrent des politiques économiques nationales différentes mais elles ne sauraient être mélangées sans danger. Or un certain flottement semble se faire jour dans la politique française qui utilise, selon les circonstances, une des trois solutions, sinon même les trois à la fois.

Malgré les risques que cela comporte et les responsabilités que cela entraîne, une politique d'organisation de marchés est préférable. Les fluctuations des produits empêchent, en effet, la mise en place de prix garantis. La compensation de revenu est surtout appliquée dans des pays à vocation importatrice, sinon elle est toujours insuffisante, et humiliante.

Les producteurs de fruits et légumes sont comme les autres partenaires économiques : ils préfèrent exercer leur activité dans la dignité et une véritable compétition.

(\*) Président de l'APCOFEL (Association des comités économiques des fruits et légumes).

### TAUX ANNUEL MOYEN DE HAUSSE DES PRIX DE 1963 A 1975

Produits agricoles à la production	%	Produits alimentaires au détail	%
Cacao	9,5	Produits à base de cacao	5
Poisson frais	8,5	Poisson frais	7,5
Bœuf	6,5	Viande de bœuf	7
Veu	6,5	Viande de veau	6
Cheval	6,5	Viande de cheval	7,5
Métiers industriels	6,5	Sucre	6
Fruits et légumes frais	6	Fruits et légumes frais	7
Riz	6	Riz	6,5
Mouton	5,5	Viande de mouton	6
Lait	5,5	Produits laitiers	6
Orge	5,5	Blé	5,5
Vin de consommation courante	5	Vin et vinaigre	5
Blé	3,5	Produits à base de blé	5
Porc	3,5	Viande porc et charcuterie	5
Café	3,5	Café au détail	4
Poulets	3,5	Poulets	4
Œufs	2,5	Œufs	3,5

cyclique de certaines variations de prix. Selon ces travaux, l'inflation populaire, qui veut que les prix alimentaires « dérapent » — plus que les prix agricoles — ne serait donc guère fondée. Pourtant, l'idée d'une distorsion entre l'évolution du prix alimentaire à la production et à la consommation reste solidement ancrée dans certains esprits.

Le Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC) a donc décidé d'aller plus loin dans l'analyse à partir d'un échantillon de quarante-six produits appartenant à six catégories — produits à base de céréales, viandes et poissons, produits laitiers et crémiers, fruits et légumes, boissons, produits d'épicerie — et représentant 86 % de la consommation alimentaire. Au cours des douze années étudiées, la hausse des prix de détail de ces produits

tion, tandis que le chocolat n'a gagné que 5 % par an.

Toutefois, la liaison entre les hausses à la production et au détail est « nettement moins marquée » lorsque l'on considère la matière première de base et chacun des produits qui en découlent. Le lait monte de 5,5 % par an, les fromages à pâte molle et grasse de 7,5 %, les fromages frais et fondus de 5,5 %, les yaourts de 5 %, le lait en conserve et le beurre de 4 %.

● LE DEGRÉ DE TRANSFORMATION INDUSTRIELLE. — Les prix des produits dont la fabrication a fait intervenir de façon notable le secteur industriel ont monté moins fortement en moyenne que ceux des produits consommés tels ou en l'état, ou n'ayant subi qu'une faible transformation. Pour les produits à base de blé (+ 5,5 %), le contraste est net entre la pâtisserie fraîche (+ 8,5 %) et le pain (+ 7 %), produits essentiellement artisanaux d'une part, la farine (+ 4,5 %), les biscuits (+ 4 %), les biscuits et gâteaux industriels (+ 3 %) d'autre part. Plus la valeur industrielle est forte, moins le prix de détail a augmenté.

En ce qui concerne les produits de la pêche, la hausse des prix du poisson consommé en l'état (+ 7,5 % par an en moyenne) a été sensiblement plus vive que celle des conserves (+ 5 %) ; les cours au débarquement avaient, eux, progressé de 8,5 %.

La CERC estime « qu'une partie au moins du rôle de frein des hausses de prix, que semble remplir l'industrie des conser-

UNE MONNAIE POUR L'EUROPE LEUROSTABLE

par Jacques RIBOUD

240 p. 32 F  
Editions de la RPP  
Revue Politique et Parlementaire  
DÉPOTERIE ARMAND GOUTY

cadeau intelligent pour une femme de goût "le carnet" d'achat Franck & Fils

vous déposez une somme à votre convenance et vous lui offrez son carnet d'achat luxueusement présenté Avec son carnet, chez Franck & Fils ou Miss Franck elle pourra choisir ce qui lui va le mieux.

Franck & Fils

FRANCK & FILS

80 Rue de Passy, Paris 16  
Parking du Paul-Doumer face aux magasins.  
Métro : Mairie  
Miss Franck à Paris 2 et Maine-Montparnasse  
39, rue saint-jean, Nancy

Hôtel Sheraton.  
Des boutiques, des restaurants, des jardins, entre votre chambre et Montparnasse...

"Le Montparnasse 25", une table gastronomique dans un décor des "années folles", "Le Corail", un bar feutré où il fait bon s'attarder, "La Ruche", un restaurant à service rapide et permanent (de 7 h. à 23 h.), des chambres vastes et silencieuses dominant Paris (équipées d'un bar, d'un téléphone direct, de chaînes couleur et de programmes de films sur TV), des salles de réceptions et de conférences, 2.500 places de parking. Confort, calme, détente... Voilà ce que vous offre l'Hôtel Sheraton, au milieu de ses pelouses et jardins... en plein cœur de Montparnasse.

Pour réserver : 260.35.11



Paris-Sheraton Hotel

AVENUE DU MARNE - RUE DU COMMANDANT MOUCHOTTE TELEX 200105



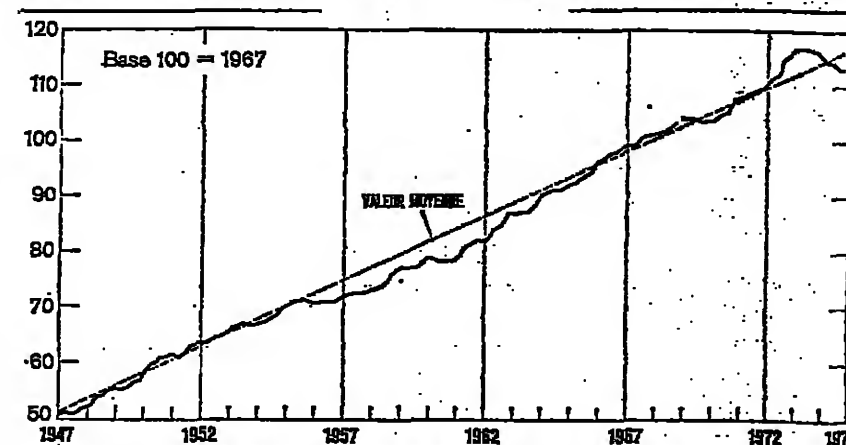
**GRÂCE À L'ÉLECTRONIQUE ET À L'INFORMATIQUE** **Vers un nouveau cycle long de croissance ?**

nologique sur l'économie est la productivité. Cette notion, difficile à définir, inclut, en effet, une bonne part de l'impact de la

Diagramme chronologique des secteurs d'activité dominants de 1800 à 1975 :

Année	Secteur d'activité dominant
1792	INDUSTRIE TEXTILE
1815	INDUSTRIE TEXTILE
1896	CHENAUX DE FER
1913	ELECTRICITE
1957	AUTOMOBILE PETROLE

science et de la technologie sur la société. Or on constate que, depuis la dernière guerre, la productivité (mesurée par la production horaire des travailleurs) a toujours augmenté.



La productivité, estimée comme la valeur de la production horaire, bien que toujours croissante, a suivi une courbe irrégulière aux Etats-Unis depuis 1947. Le taux de croissance a diminué depuis 1970 et est même devenu négatif durant la récession de 1974-1975. Source : « National Science Foundation ».

suivait un cycle inéluctable et était arrivée en 1972 à un niveau où son augmentation était insuffisante pour assurer le type de croissance précédent. Ce qu'il fallait, les économistes le savent, c'est que la séquence des crises s'est installée. Il est raisonnable de penser que le progrès technique est d'autant plus grand que les Etats consacrent plus d'argent à la recherche. La récession relative des crédits de recherche qui a eu lieu tant aux Etats-Unis qu'en France, ces dernières années, n'est donc pas un facteur favorable. On peut aussi remarquer que les pays qui ont le mieux résisté à la crise économique, le Japon et l'Allemagne fédérale, sont les seuls grands pays à avoir augmenté leurs recherches et développement pendant ces dernières années. Sans que l'on puisse faire lien de cause à effet, la corrélation est pour le moins troublante.

Si la phase de croissance de l'économie occidentale depuis la dernière guerre s'appuie sur le développement de l'automobile et de l'industrie pétrolière, il est compréhensible que le facteur déclencheur de la crise ait été l'augmentation brutale du prix du pétrole décidée par les pays de l'OPEP. Mais l'incidence de cette augmentation n'a pu être vraiment importante que parce que le cycle de Kondratieff arrivait à son terme. Quelque soit, alors, la ou les techniques pouvant amorcer un nouveau cycle long de croissance ? Les meilleurs candidats à ce rôle sont certainement l'électronique et les techniques de microcinématique. Elles devraient, en effet, révolutionner notre civilisation en produisant dans l'avenir.

Jusqu'à présent, les techniques ont principalement porté sur deux points :

● La transformation des matériaux et leur extraction, y compris les matériaux qui sont des sources d'énergie ;

● Le développement des transports (automobile, chemin de fer, avion, bateaux géants) qui ont permis d'aller chercher là où ils se trouvaient les matériaux néces-

L'électronique et les communications ont changé cette problématique du tout au tout. la matière y est remplacée par l'information et les transports par les télécommunications. (2)

Le phénomène informatique n'est que la première manifestation de cette mutation des ressorts profonds de l'économie occi-

démise. La crise actuelle n'est donc peut-être que le reflet de la guerre que se font deux conceptions de la société, l'une, l'ancienne, fondée sur la matière, l'autre, la nouvelle, sur l'information. Cette vue est finalement optimiste : puisqu'elle suppose l'apparition d'un nouveau cycle de croissance dès que l'information aura définitivement vaincu la matière. Elle n'exclut pas d'utiliser les techniques économiques modernes pour que la transition soit le moins douloureuse possible.

**JEAN-LOUIS LAYALLARD.**

(1) Nikolai Dmitrievitch Kondraïev est un économiste russe né en 1892. Il est surtout connu comme l'inventeur des cycles économiques longs qui portent son nom. Il s'agit d'oscillations lentes d'une durée de vingt-cinq à trente-cinq ans où alternent une phase de croissance et une phase de décroissance. Ces oscillations portent aussi bien sur les prix que sur la production.

(2) Il ne faut pas comprendre que l'information va remplacer la matière, et qu'il y a substitution de l'un par l'autre. L'information remplacerait la matière comme moteur de l'expansion seulement. L'automobile, dans le passé, n'a pas supprimé le chemin de fer. L'électricité ou la téléphonie...

Pour tous renseignements, téléphonez-moi : J.G. LEMOINE - 775.20.13.

Les 2 milliards de francs de contrats que nous signons en moyenne chaque année entraînent des millions d'heures productives pour l'industrie française. Et cet effet multiplicateur joue sur 2 à 4 ans, durée moyenne de réalisation des projets qui nous sont confiés.

Chaque année, Technip  
passe plus de 3 000 commandes  
à l'industrie française.

En France : Cocci - Guigues - Intercontrôle - Ipedex - Technip Géoproduction - Technipex - Technocar.  
Dans le monde : Algérie, Brésil, Colombie, Espagne, États-Unis, Inde, Iran, Italie, Japon, Venezuela, Yougoslavie.

صلى الله عليه وسلم



# Le rythme de la croissance démographique mondiale

(Suite de la page 17.)

Il n'est pas contestable que la fécondité a diminué de façon considérable au cours des années récentes en Europe occidentale et en Amérique du Nord. De même, tous les observateurs s'accordent à reconnaître que la Chine a réussi à réduire considérablement sa natalité, qui serait passée de 35 ‰ environ en 1965 à 27 ‰ en 1970-1975 (estimation moyenne de l'ONU et de Leo Orleans, de la bibliothèque du Congrès américain) ; selon des démographes qui se sont rendus récemment en Chine, le taux aurait même atteint 23 ‰ en 1975. Le taux de mortalité, de son côté, serait en 1975 compris entre 9 et 12 ‰.

La suite de l'argumentation de Lester Brown est moins convaincante. On ne peut sérieusement soutenir qu'un mouvement généralisé de baisse de la fécondité se manifeste à l'heure actuelle dans le monde. Les démographes ont d'ailleurs abandonné l'idée qu'un modèle unique de transition démographique, selon lequel le développement économique et social provoque une diminution de la fécondité, pouvait s'appliquer à tous les types de sociétés. On connaît des régions où la fécondité ne s'est à peu près pas modifiée (comme en Inde,

où le gouvernement est pourtant allé jusqu'à prendre récemment des mesures coercitives en vue de favoriser la stérilisation), ou risque même d'augmenter au cours des prochaines années (Afrique du Sud du Sahara). De même, les succès des programmes de limitation des naissances en Asie du Sud et du Sud-Est ne sont pas aussi massifs que leurs partisans à la fois le désirent et le prétendent.

On peut en effet observer que, dans les pays où la fécondité a diminué et qui ont lancé des programmes de limitation, la mise en œuvre de ces programmes a, le plus souvent, suivi — et non précédé — le mouvement de baisse et n'a guère fait, en quelque sorte, que l'accompagner (voir graphique) ; de plus, les modifications de la structure par âge de la population et de la proportion des femmes mariées contribuent souvent, au moins autant que la diminution de la fécondité proprement dite, à la baisse du taux de natalité ; il est pour le moins excessif de prétendre que cette dernière dépend principalement de l'accès aux moyens de contraception. Surtout, rien ne permet d'affirmer que la fécondité a diminué de façon spectaculaire au cours des années récentes.

quante-quatre ans en 1970-1975, d'environ dix ans d'ici à la fin du siècle : la vie moyenne augmentera, de 1970-1975 à 1990-1995, de 8,7 ans en Amérique latine ; de 8,3 ans en Asie de l'Est ; de 11,7 ans en Asie du Sud et de 12,2 ans en Afrique.

De son côté, M. George J. Stoltz, professeur d'économie à l'université d'Indiana, spécialiste de l'étude de la mortalité, estimait, en 1974, dans un document de base de la conférence de Bucarest, que si l'évolution de la mortalité devait favoriser un ralentissement de la croissance démographique dans les pays en voie de développement, ce serait

d'avantage par l'effet secondaire de la baisse de la mortalité infantile sur la fécondité que par une hausse des taux de mortalité.

Remarquons d'ailleurs que la crise de 1971-1972 au Bangladesh, qui s'est traduite par une hausse importante du taux brut de mortalité (de l'ordre de 5 points, pour un taux habituellement voisin de 16 à 19 pour mille), ne se marque que

Finalment, les hypothèses du directeur du Worldwatch Institute ne paraissent pas confirmées par les résultats d'observation. En outre, ce n'est que la vision apocalyptique de l'avenir de l'humanité qui leur confère un caractère sensationnel, puisque le ralentissement de l'accroissement de la population mondiale a été prévu de longue date par les démographes. Pour L. Brown, la limi-

démographique ne suffit pas à abaisser immédiatement de façon sensible la fécondité. Le comportement de l'homme devant la vie, façonné par de longues traditions, sociales, religieuses, philosophiques, se laisse difficilement influencer.

Il ne suffit pas que des moyens techniques soient disponibles pour que les couples pratiquent efficacement la contraception. Il ne suffit pas non plus que le gouvernement exerce une pression incitatrice plus ou moins forte pour garantir une baisse de la fécondité. Il faut encore que la population russe, consciemment ou inconsciemment, la nécessité de limiter sa descendance. L'expérience historique de la France du dix-huitième siècle montre que les paysans d'alors ont, dans leur ensemble, décidé, spontanément et d'une façon qui est passée inaperçue des contemporains, de réduire leur fécondité et qu'ils y sont parvenus avec les moyens et les connaissances très frustes dont ils disposaient.

YVES BLAYO,

## TAUX D'ACCROISSEMENT ANNUEL MOYEN DE LA POPULATION (EN %)

	1950-1955	1955-1960	1960-1965	1965-1970	1970-1975	1975-1980
Monde	1,7	1,9	1,9	1,9	1,9	2,0
Régions développées	1,3	1,3	1,2	0,9	0,9	0,9
Régions en voie de développement	1,9	2,2	2,2	2,2	2,4	2,4
Amérique latine	2,1	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2
Amérique du Nord	1,6	1,6	1,3	0,9	0,9	1,0
Japon	1,4	1,0	1,0	1,1	1,3	1,1
Asie du Sud	2,0	2,2	2,4	2,6	2,6	2,7
Europe de l'Est	1,2	1,1	0,9	0,6	0,6	0,6
Europe occidentale	0,6	0,7	0,7	0,6	0,7	0,5
Union soviétique	1,7	1,8	1,5	1,0	1,0	1,0
Océanie	1,6	1,7	1,7	1,4	2,0	2,0
Australie et Nouvelle-Zélande	1,4	1,4	1,4	1,2	1,8	1,8

SOURCES : Nations unies, Conférence mondiale de la population, Bucarest, 1974. (Estimations et projections moyennes de mars 1974.)

par un très léger ralentissement de l'évolution du taux d'accroissement : 1950-1954 : 2,3 % ; 1955-1959 : 2,4 % ; 1960-1964 : 2,6 % ; 1965-1969 : 2,6 % ; 1970-1974 : 2,6 %.

(Source : World Population 1975, Bureau américain de recensement.)

tation des naissances dans les pays les plus pauvres est le seul moyen d'éviter les catastrophes qui résulteraient de la pénurie alimentaire mondiale.

On peut faire observer que, si la lutte contre la mortalité a pu, à un coût élevé, enregistrer dans ces pays depuis trente ans des succès rapides et considérables, grâce notamment aux vaccinations, à la diffusion des antibiotiques et à l'éradication de certaines endémies, l'adoption par un gouvernement d'une politique tendant à ralentir la croissance

## Une hypothèse pessimiste

Pour la mortalité, M. Lester Brown fait l'hypothèse que la hausse accidentelle des taux de mortalité dans certaines régions, à la suite des famines provoquées par les troubles intérieurs, les inondations (Bangladesh) ou la sécheresse (Sahel), va s'étendre durablement à la plupart des pays les plus pauvres. Cette hypothèse pessimiste est en contradiction avec celles des Nations unies et du Bureau américain de recensement, dont les prévisions supposent au contraire une baisse de la mortalité dans les régions en voie de développement qui pourrait allonger l'espérance de vie à la naissance, estimée à cin-

(PUBLICITÉ)

## Crédit Mutuel : vers la banque de la qualité de la vie

PARTI d'une conception généreuse du monde, le Crédit Mutuel a su, sans renier ses convictions profondes, accéder au niveau des toutes premières banques françaises, tout en continuant à faire pénétrer profondément les idées de coopération et d'entraide dans l'opinion.

Banque de la famille et du particulier, le Crédit Mutuel s'est acquis une réputation méritée dans le domaine du logement. En effet, sur les 15,2 milliards de crédits distribués au

31 décembre 1975, environ 90 % sont destinés aux particuliers, et près des trois quarts de cette masse serviront à l'acquisition d'un appartement, d'une maison individuelle ou à l'amélioration de l'habitat. Dans certaines régions, comme la Bretagne ou l'Alsace-Lorraine, le Crédit Mutuel finance déjà un logement sur deux.

Cette spécialisation a amené le Crédit Mutuel à proposer une gamme très étendue : prêts immobiliers à titre principal,

crédits-relais, épargne-logement, P.I.C. (prêts immobiliers conventionnés), prêts pour l'amélioration de l'habitat, etc. Pour tous les problèmes immobiliers, le Crédit Mutuel offre donc un véritable conseil à la clientèle.

A ce propos, le président de la Confédération nationale du Crédit Mutuel, M. Théo Braun, soulignait récemment, à juste titre : « L'information et le conseil sont aussi importants chez nous que le service de l'argent. »

## Eurochèque

Malgré cette vocation particulière n'empêche pas le Crédit Mutuel de développer également l'ensemble des autres produits bancaires à l'intention des particuliers à des conditions avantageuses. Il met donc à la disposition de sa clientèle :

— D'autres types de crédits (prêts personnels, crédit automatique « libre-service familial », prêts aux jeunes ménages, équipement familial...).

— Des formules d'épargne (le compte spécial sur livret rémunéré actuellement à 6,5 % net d'impôt, les bons de caisse, l'épargne-logement...).

— Et des services (comptes-chèques, change, etc.).

Dans ce domaine particulier, le Crédit Mutuel a prouvé qu'il était prompt à saisir les occasions d'innover : par exemple, il a été cette année le premier, avec les banques populaires, à introduire en France l'eurochèque. Ce nouveau service permet aux particuliers de voyager aisément à l'étranger, puisque, avec le même chèque, ils peuvent régler leurs dépenses dans huit pays et retirer de l'argent dans toute l'Europe.

Considéré autrefois comme un « outsider », le Crédit Mutuel a réussi en quelques années une véritable percée dans le système bancaire français : avec 33,5 milliards de dépôt et un taux de progression exceptionnel de l'ordre de 25 % par an, le Crédit Mutuel occupe aujourd'hui le sixième rang dans la profession. A l'heure actuelle, il gère 2 500 000 comptes sur livret, 1 450 000 comptes-chèques et plus de 750 000 prêts.

## Mutualité et coopération

Malgré ces succès, les données quantitatives ne suffisent pas à expliquer totalement le succès rencontré par le Crédit Mutuel. S'il a su répondre à l'attente du public, cela tient surtout à ce qu'il n'est pas tout à fait une banque comme les autres.

A la différence des banques traditionnelles « où le capital est la seule source du pouvoir », soulignent ses dirigeants, le Crédit Mutuel offre le double visage d'une « entreprise » soucieuse d'offrir le meilleur service, et d'un « mouvement » dont les finalités sociales et humaines sont fondées sur les principes de la mutualité et de la coopération.

Responsables avertis, les trente mille administrateurs des caisses locales du Crédit Mutuel (plus de trois mille implantées dans presque toute la France) n'oublient pas qu'ils sont aussi des militants sociaux héritiers des idées de Raitois. C'est ce dernier, en effet, qui, au milieu du dix-neuvième siècle, devait créer en Allemagne la première caisse de Crédit Mutuel, organisme d'épargne mais aussi et surtout organisme d'entraide, instruments de promotion sociale,

## Une banque régionale

Le Crédit Mutuel occupe une place très originale dans le système bancaire français : il se définit à la fois comme une « entreprise » et un « mouvement » dont les finalités sociales et humaines sont fondées sur les principes de la mutualité et de la coopération. Il est profondément enraciné dans la région et possède une structure très décentralisée. Cette-ci repose sur quatre niveaux : celui des caisses locales, celui des caisses départementales, celui des caisses régionales et celui de la Confédération nationale du Crédit Mutuel, chargée de représenter et de contrôler l'ensemble de l'institution. Les Caisses fédérales constituent entre elles la Caisse centrale du Crédit Mutuel dont le rôle est de gérer les capitaux mis en commun et d'aider les groupes régionaux dans leur développement.

Les Caisses locales doivent constituer entre elles des Caisses fédérales. En outre, chaque Caisse locale doit adhérer à une Fédération régionale. Ce deuxième degré permet une coordination de l'action au niveau régional et une constitution de services communs.

Enfin, au plan national, les dix-neuf Fédérations adhérentes à la Confédération nationale du Crédit Mutuel, chargées de représenter et de contrôler l'ensemble de l'institution. Les Caisses fédérales constituent entre elles la Caisse centrale du Crédit Mutuel dont le rôle est de gérer les capitaux mis en commun et d'aider les groupes régionaux dans leur développement.

économique et civique pour l'individu, participant actif et responsable.

Ces idées appliquées à la banque — domaine privilégié de la technique — sont le fondement du Crédit Mutuel et expliquent son essor : sa structure décentralisée et son enracinement dans le terrain régional lui donnent, comme le notait M. Théo Braun « le privilège de rester en contact avec les populations des quartiers de nos villes et de nos campagnes. Il capte aussi bien que les organismes scientifiques ou politiques spécialisés dans l'étude de l'opinion les aspirations, les sentiments et les préoccupations des couches sociales les plus diverses ».

Ce contact permanent avec la réalité a permis au Crédit Mutuel de développer plus que toute autre organisation financière une politique d'accueil et de dispenser des services « sur mesure » à plus de 4 millions de clients parmi lesquels 2 millions 100 000 sociétaires qui participent activement à la vie de l'institution.

## Une vocation privilégiée

Si le statut des caisses de Crédit Mutuel a été défini par une ordonnance du 16 octobre 1958, qui leur confère la qualité de « banque à statut légal spécial », leur place privilégiée a été reconnue récemment, à l'occasion des débats au Parlement sur la loi de finance rectificative du 27 décembre 1975 :

« Le Crédit Mutuel a une vocation privilégiée à intervenir dans les prêts aux particuliers et aux familles, les crédits au logement et le financement des investissements d'intérêt général ou régional. »

Il remplit ainsi un rôle spécifique et occupe une place importante dans l'organisation financière du pays : la collecte de l'épargne repose sur quatre systèmes : le système bancaire, dans lequel il n'y a ni avantage fiscal ni obligation d'emploi ; le système d'épargne, qui jouissent d'une exonération fiscale complète mais sont assujettis à une obligation d'emploi ; le système du Crédit agricole et du Crédit maritime, pour lesquels l'Etat bonifie les emplois à l'aide de crédits budgétaires et qui peuvent aussi accorder à leurs clients des prêts à des conditions plus favorables que celles du marché ; enfin, le Crédit Mutuel, dont la collecte d'épargne s'effectue en majeure partie par des comptes spéciaux soumis à un prélèvement fiscal à la charge de l'institution, plus faible que celui du droit commun, en contrepartie duquel il est lié à une obligation d'emploi partielle. »

A l'occasion du vote de cette loi du 27 décembre 1975, le ministre de l'économie et des finances déclarait : « Le Crédit Mutuel est enraciné au terrain et il répond à un service ; il faut donc le développer et lui donner les moyens d'exister ; il n'est pas question de le transformer en un nouveau réseau bancaire banalisé qui ne ferait que s'ajouter à ceux que nous avons et qui ne correspondraient pas aux missions profondes pour lesquelles l'organisme a été créé. »

## Sixième groupe bancaire

Le Crédit Mutuel connaît une croissance rapide de ses ressources : de 1970 à 1975, ses dépôts sont passés de près de 8 milliards de francs à 33,5 milliards ; ce qui situe le Crédit Mutuel en sixième position dans le système bancaire.

Dans les mêmes conditions que les caisses d'épargne, il est la seule institution financière dont la grande majorité des ressources (70 %) soit constituée de comptes sur livrets (2,5 millions de comptes sur livrets). Ces livrets sont rémunérés également au taux de 6,5 %

net d'impôt ; mais le Crédit Mutuel gère au surplus 1,45 million de comptes chèques.

Les 750 000 prêts accordés aujourd'hui représentent 17,5 milliards de francs — 80 % environ de ce montant ont été consentis aux particuliers (prêts à moyen et à long terme destinés à l'acquisition ou à l'amélioration de l'habitat, prêts à court terme pour l'équipement familial). Néanmoins, une part croissante de ces crédits intéresse les collectivités publiques, notamment communes et départements, puisque le Crédit Mutuel a désormais pour mission de consacrer une part importante de ses ressources à des financements d'intérêt général et régional et de contribuer ainsi à l'amélioration du cadre de vie.

## Pour la région

Au sein du Crédit Mutuel se réalise la meilleure communication entre la vie privée et la vie sociale : par tradition, il est tourné vers l'individu, la famille ; il est appelé désormais à se consacrer aussi à leur environnement. Sans renier sa vocation profonde, il ouvre sur une communauté plus large, mais qui reste proche de l'individu. Ses interventions seront de caractère local et régional : l'argent de la région va à la région. Cet argent est orienté vers le financement des équipements utiles à la commune, au département, à la région, aux établissements publics en général : écoles, crèches, stades, hôpitaux, centres culturels, foyers du troisième âge, espaces verts, etc.

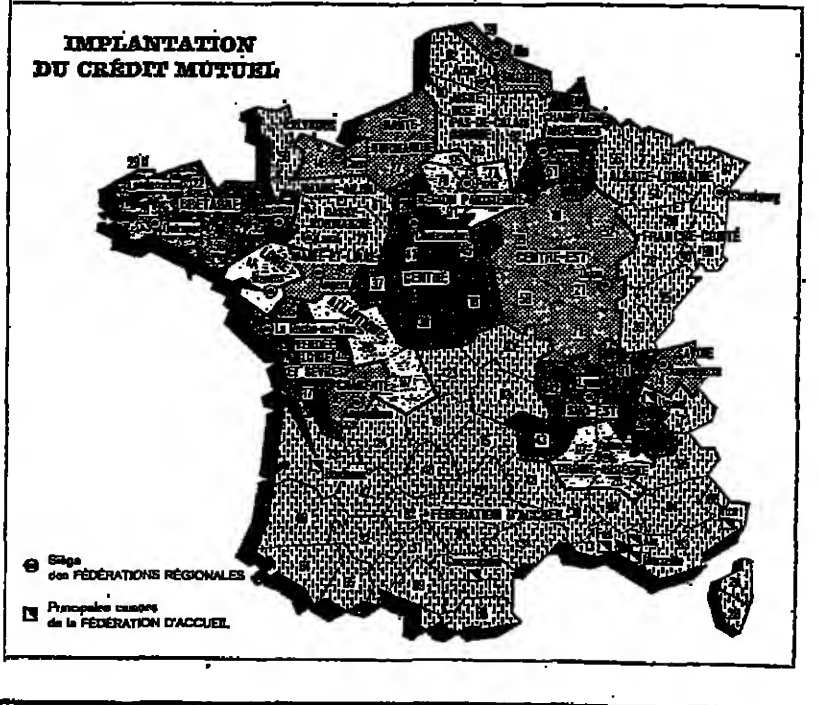
Le Crédit Mutuel contribue ainsi à la satisfaction de besoins importants que le progrès social fait apparaître et qui conditionnent la qualité de la vie d'aujourd'hui.

## Des missions d'intérêt général

Ainsi donc le Crédit Mutuel est maintenant doté d'un cadre plus adapté à sa finalité. En contrepartie de son régime fiscal, il devra participer à des missions d'intérêt général à hauteur de la moitié des dépôts collectés.

Cela se traduira par l'obligation d'orienter cette part de ses dépôts soit vers des placements obligatoires pour financer des investissements d'intérêt général, soit vers des prêts aux collectivités locales pour financer des équipements collectifs.

Pour les responsables du Crédit Mutuel c'est une page importante qui vient d'être tournée. Regardant vers l'avenir, ils estiment que celui-ci s'ouvre sur une période où les aspects sociaux de l'économie vont prendre une nouvelle dimension en même temps qu'une nouvelle forme. « Le financement de biens ou de services qui concourent à améliorer la qualité de la vie — que les initiatives soient publiques ou privées — se développera toujours davantage. En nous orientant dans cette voie, nous restons fidèles à notre vocation et attentifs à l'évolution récente des besoins. »





## LA GUERRE DE LA CHAUSSURE

Rome. — La guerre de la chaussure est-elle très différente de celle du vin ? Dans un cas comme dans l'autre, il s'agit de produits périssables, car les besoins sont devenus capricieux et obligent les fabricants à suivre les modes successives. En France, par exemple, on a assisté, au cours du premier semestre de cette année, à une demande exceptionnelle de sabots. Ne les trouvant pas sur place, les commerçants sont allés les chercher en Italie. « En Italie où nous sommes capables de modifier notre production et de fournir en un temps record des chaussures non programmées », souligne M. Odoacre Mercatanti, qui voit dans la souplesse de ses compatriotes la raison principale de leur supériorité.

Certes, la lire s'est dépréciée. Sans ce « facteur externe » l'Italie n'aurait pas inondé la France de ses chaussures dans de telles proportions : treize millions de paires exportées pendant les sept premiers mois de 1976, soit 55 % d'augmentation par rapport à la période correspondante de l'an dernier.

Toutefois, on se voilerait les yeux, selon M. Mercatanti, à ne considérer que cet aspect des choses. On ferait fausse route aussi en imaginant que les entreprises italiennes

Les représentants des associations nationales de fabricants de chaussures des neuf pays de la C.E.E. qui se sont réunis récemment à Bruxelles ne sont pas parvenus à régler le conflit qui, depuis juillet 1976, oppose la France aux exportateurs italiens. Ceux-ci se refusent en effet à négocier en vue d'une « harmonisation » du

mercé européen tant que les visas techniques imposés par la France sur leurs importations ne sont pas levés. M. Odoacre Mercatanti, directeur de l'Association européenne des fabricants de chaussures, a expliqué à notre correspondant les raisons de cette position.

## De notre correspondant

qu'on le dit à l'étranger, pensez-vous que les syndicats — si forts chez nous — les auraient tolérés ? Il ne faut pas oublier non plus que ces activités illégales concurrentielles et pénalisent les autres entreprises italiennes, qui sont la majorité. Et, puisqu'on parle de manquement à la loi, pourquoi faire à l'inverse les accords salariaux très fréquents dans la péninsule, qui font parfois monter de 20 à 25 % le coût du travail ?

M. Mercatanti attribue le succès des chaussures italiennes à trois facteurs qui manquent en France : la petite taille des entreprises, la proximité d'usines d'accessoires, et le maintien des tanneries. « Ajoutez à cela une certaine créativité, un goût

des Italiens pour la chaussure comme les Français pour l'habillement, et vous aurez la meilleure recette pour faire de belles chaussures à un bon prix. »

Les sept mille entreprises officiellement recensées en Italie (production totale : 370 millions de paires cette année) se répartissent ainsi : près de cinq mille cinq cents fabriques artisanales qui comptent moins de cinquante salariés ; un gros contingent d'usines proprement dites qui ont une taille moyenne ; et à peine sept ou huit grandes maisons qui emploient plus d'un demi-millier de personnes.

Ici, plutôt que de s'agrandir, un industriel préfère ouvrir un ou deux autres établissements, parfois à des centaines de kilomètres de distance : les grèves locales l'affectent moins, et la créativité de ses employés s'en

trouve renforcée. Une grosse usine française est vite conduite à la standardisation, tandis qu'une petite usine italienne peut produire quatre-vingt modèles différents et s'adapter en permanence aux caprices du marché.

« Nous sommes disposés à limiter notre agresseur commerciale vis-à-vis de la France et de la Belgique, dit M. Mercatanti, mais à condition que ces sacrifices ne profitent pas aux pays extérieurs à la Communauté européenne, qui jouissent déjà de privilèges à sans unique. Pourquoi les chaussures espagnoles sont-elles frappées d'une taxe de 6 % à l'importation de la C.E.E., alors que nos exportations vers l'Espagne se voient pénalisées à 80 % ? Nous ne réclamons pas le protectionnisme, mais seulement la réciprocité. »

Ce principe, remarque M. Mercatanti, était accepté par l'ensemble des pays de la C.E.E. Une discussion s'est engagée pour le mettre en application. « C'est alors, le 1<sup>er</sup> juillet dernier, que la France a pris une mesure unilatérale instituant un « visa technico-étiquette » qui, sous couvert de contrôle, introduit un véritable contingentement. Atteints sans même avoir été consultés, nous avons refusé de continuer la discussion au niveau européen. Mais étant en bons termes avec la Fédération française des fabricants, nous sommes arrivés fin août à un compromis : en échange d'une délivrance plus rapide de visas d'entrée (dix jours), les fabricants italiens limiteraient leurs exportations jusqu'en 1979. Le gouvernement français a approuvé cet accord. »

Les choses devaient très vite se gâter à nouveau. Selon M. Mercatanti, l'administration française a été incapable de faire face aux nombreuses demandes de visas. « Pour accomplir nous-mêmes ce travail, nous avons ouvert avec son approbation un bureau à Paris. Il a fonctionné pendant un mois et cela a coûté très cher. Mais sur les huit dossiers présentés fin octobre, l'administration française ne devait nous en rendre qu'un et demi. Des autres, on ne sait toujours rien... »

Déçus, les fabricants italiens ont dénoncé l'accord et fait savoir qu'ils ne discuteraient pas de l'« harmonisation » du marché européen avant la levée du visa prévu à la fin de l'année.

M. Mercatanti reconnaît que la Fédération française s'est « comportée avec esprit de bon sens et de collaboration ». Mais il est très sévère à l'égard des autorités. « Je croyais que l'Italie était le seul pays à avoir une administration inefficace. Je me trompais. »

ROBERT SOLÉ.

## "Aujourd'hui, au Vaudreuil, notre décentralisation ne nous apparaît pas comme un exil."



Pierre de Seynes  
Directeur Général  
Société des Parfums Hermès.

"C'est vrai, nous avons beaucoup d'appréhension ; mais nous avons été progressivement rassurés, au fur et à mesure de nos contacts avec la Ville Nouvelle du Vaudreuil.

Je veux d'abord parler de l'accueil de l'Établissement Public : nous avons en face de nous un interlocuteur unique et compétent qui a su tenir compte des problèmes spécifiques de la Société des Parfums Hermès et n'a pas hésité à s'impliquer dans les décisions à prendre. Tout a été fait pour simplifier nos rapports avec l'Administration, les services juridiques, les services techniques...

Il existe au Vaudreuil une sorte d'esprit "pionnier" qui facilite grandement l'intégration des nouveaux venus dans leur nouvelle communauté. Dans la rue, les gens se disent bonjour et l'on ressent une chaleur humaine qui n'existe plus en région parisienne. Et puis on apprécie aussi la variété des logements et le choix des loisirs sur place ou à proximité. Le Vaudreuil est à une heure de Paris et à une heure de la mer ; ce qui n'est pas désagréable.

Nous partageons avec la Télémécanique Electrique le "Parc Industriel du Village". Celui-ci, situé entre l'Eure et le Village de Vaudreuil, ressemble plus à un parc de loisirs qu'à une zone industrielle.

En région parisienne, notre croissance risquait d'être freinée. Ici, au Vaudreuil, toutes les possibilités d'expansion nous sont offertes. Maintenant que nous sommes installés, nous mesurons tout ce qu'a de positif l'excitation qui naît d'une implantation nouvelle pas tout à fait comme les autres."

En permanence au Vaudreuil, il y a un responsable rompu aux démarches administratives. C'est à lui qu'il faut vous adresser : M. Viger. Etablissement Public de la Ville Nouvelle du Vaudreuil - BP 5 Lery. Tél. (32) 59.00.80.

**Le Vaudreuil**  
VILLE NOUVELLE

J. H. DAVID  
**La politique monétaire**  
Coll. "Finance"  
dunod 39 F

**NOTRE**  
**Télex**

POUR VOS COMMUNICATIONS  
Vos messages télégraphiques, vos messages, vos télégrammes. Vos correspondants nous répondent par télex : nous vous télégraphions.  
**étrade**  
SERVICE TÉLEX  
345.21.62 + 346.00.28  
38, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

**ROBERT & RENÉ**  
13, Rue du Fbg du Temple  
PARIS (10<sup>e</sup>) - M<sup>e</sup> REPUBLIQUE  
**Une boucherie**  
"Grande Surface"  
au service des consommateurs  
**PRIX DISCOUNT**

**Certains Français et Françaises lisent un second quotidien chaque jour.**

صكنا من الامم



## CARNET

## MOIEN CULTURE

### Réceptions

L'ambassadeur du Canada et Mme Orléans ont donné une réception à l'occasion de l'Exposition Furt de Chavannes.

### Naissances

M. Thierry Dubard et Mme, née Isabelle Desjardins, ont la joie d'annoncer la naissance de leurs filles Marguerite et Caroline. B.P. 4470, à Abidjan.

Le docteur G. Laurence et Mme, née Monique Boucomont, partagent avec Christian la joie d'annoncer la naissance de leur fils Patrick. 12, rue Charles-Péguy, 92030 Joinville-le-Pont.

M. et Mme Jean Violet sont heureux de faire part de la naissance de leur petite-fille Isabelle Violet, née le 15 novembre.

### Marriage

Claude Fassin et Gérard Unger ont l'honneur d'annoncer leur mariage, qui sera célébré dans l'intimité le 2 décembre 1976 à Paris.

On nous prie d'annoncer le mariage célébré dans la plus stricte intimité, de M. Claude Courcier, avec M. Claude Courcier. La bénédiction nuptiale leur a été donnée en l'église Notre-Dame-du-Rosaire des Lilas le 6 novembre 1976.

### Décès

On nous prie d'annoncer le décès, dans sa quatre-vingt-troisième année, de M. Albert CAQUOT, membre de l'Institut, grand-croix de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre national du Mérite, de l'Ordre de Saint-Michel et Saint-Georges, D.S.O. (G.-B.).

Distinctions honorifiques (U.S.A.), inspecteur général des ponts et chaussées, professeur honoraire aux Ecoles des ponts et chaussées, mines de Paris, supérieure d'aéronautique, ancien président de la Société française de la recherche et de l'invention. De la part de M. et Mme Jean-Louis Caquot et leurs enfants, M. et Mme Daniel Tardy et leurs enfants, M. et Mme Jean-Bruno Lehuverrou-Kariel et leurs enfants.

### VENTES

#### A GALLIERA

### Retraite à Versailles pour une console Louis XVI

Traditionnellement, cette saison encore, une série de ventes aux enchères est organisée — jusqu'au 7 décembre — avenue Pierre-le-Grand, à la vocation d'offrir aux amateurs d'objets d'art et d'ameublement, français et étrangers, des meubles de la plus haute qualité, sur lesquels se trouvent des objets d'art de grande valeur. Cette vente, qui se déroule dans une atmosphère de grande courtoisie, a pour but de permettre à un grand nombre de personnes de se procurer, à un prix raisonnable, des objets d'art et d'ameublement de grande valeur. Cette vente, qui se déroule dans une atmosphère de grande courtoisie, a pour but de permettre à un grand nombre de personnes de se procurer, à un prix raisonnable, des objets d'art et d'ameublement de grande valeur.

### A L'HOTEL DROUOT

Mardi

EXPOSITION

S. 1 - Coll. de M. de B... et à div. Objets de haute qualité.

S. 2 - Grav., lab., dentelles, robes chinoises. Meubles rustiques et style.

VENTE

S. 3-9-10 - Coll. de M. de B... Tabl., meubles, objets d'art.

S. 11 - Mon., médailles, plaquettes de la Renaissance à nos jours. Plats hispano-mauresques.

S. 12-16 - Imp. en bois, mobili. rustique.

VENTES

PALAISS GALLIERA

Destins, tableaux, anc. pates tendres, servies, vitraux, des coll. Baron P. de Rothschild. Fines, verres à pied, anc. gravés ou à suture. Meubles, objets art XVIII.

EXPOSITION

HOTEL MEDICRE

Tableaux, anc. orfèvr., anc. et mod. Porcel. de Chine. Coll. tapis de soie anc., sièges et meubles XVII, XVIII, imp. tableaux mod. Art contemporain.

Edité par la S.A.R.L. Le Monde, Jacques Perrot, directeur de la publication, Jacques Sarragat.

Imprimerie de "Le Monde", 15, rue de Valenciennes, PARIS-11.

Reproduction interdite de tous articles, sans accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5747.

### Remerciements

Les familles Desmarch et allées expriment leur reconnaissance émue à toutes les personnes qui se sont associées à leur peine lors du décès de M. Pierre Desmarch.

La prière du mois aura lieu le dimanche 12 décembre, à Marseille.

Devant le très grand nombre de marques de sympathie et d'affection qui leur ont été témoignées lors du décès de M. Jean CONTESSÉ, Mme Jean Contesse, son épouse, Mme Christiane Desmarch-Contesse, fille, Caroline, Thierry, Sylvie, Hervé, vous prient de trouver ici l'expression de leur profonde reconnaissance.

### Anniversaires

Pour le premier anniversaire de la mort de BOURDELOT, une pensée est adressée à ceux qui l'ont connu et aimé.

Le 30 novembre 1976.

Il y a trois ans le 30 novembre 1973, disparaissait Pierre LAMBERT.

Que tous ceux qui ont connu le socialiste, le résistant, le préfet, ou simplement l'homme, aient une pensée pour lui.

### Messes anniversaires

Pour le deuxième anniversaire du rappel à Dieu de Bernard LICHOU, ancien administrateur de la Société de la Trinité.

Une messe sera célébrée à son intention le 2 décembre à Paris.

### Communications diverses

A la suite du décès de M. André BOUQUIN, son frère, est prié de se mettre en rapport avec M. P. Bouquin, notaire, 28170 Suis-les-Baronnies.

Eric Tabarly dédicacera son livre « Du tour du monde à la Transat », ainsi que son jeu « La Transat », le mardi 30 novembre 1976, à 15 h, au Club de la Libération à Lannurien, 118, rue de la Pompe, 75016 Paris.

### Visites et conférences

MARDI 30 NOVEMBRE

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES

Calais nationale des monuments historiques, 15 h, de 10 h à 12 h, de 14 h à 16 h, de 18 h à 20 h.

« Les hôtels de la ville Saint-Louis »

« La Cité » (M. de la Roche)

« La Cité » (M. de la Roche)

« La Cité » (M. de la Roche)

« La Cité » (M. de la Roche)

« La Cité » (M. de la Roche)

« La Cité » (M. de la Roche)

« La Cité » (M. de la Roche)

« La Cité » (M. de la Roche)

« La Cité » (M. de la Roche)

« La Cité » (M. de la Roche)

« La Cité » (M. de la Roche)

« La Cité » (M. de la Roche)

« La Cité » (M. de la Roche)

« La Cité » (M. de la Roche)

« La Cité » (M. de la Roche)

« La Cité » (M. de la Roche)

« La Cité » (M. de la Roche)

« La Cité » (M. de la Roche)

« La Cité » (M. de la Roche)

« La Cité » (M. de la Roche)

« La Cité » (M. de la Roche)

« La Cité » (M. de la Roche)

« La Cité » (M. de la Roche)

« La Cité » (M. de la Roche)

### L'hommage à André Malraux

L'hommage national à André Malraux, organisé par le gouvernement français, sera célébré le samedi 27 novembre, de 18 heures à 19 heures, dans la cour Carrée du Louvre, à Paris.

A cet hommage s'en sont encore ajoutés d'autres durant la fin de la semaine. Le conseil municipal de Nice a décidé de donner le nom de l'écrivain à une rue proche du « Message biblique » de Chagall, dans le quartier de Cimiez. Celui de Metz débaptisera l'avenue de Magny pour en faire l'avenue André Malraux. Au Havre, c'est le Musée des beaux-arts, inauguré par Malraux le 21 juin 1967, qui portera désormais son nom, et à Nogent-sur-Marne, le centre culturel dont la municipalité vient de décider la création.

Enfin, les dernières messes et télégrammes au nom de Malraux, des Amis des monuments français, de Chypre, de la fédération nationale Travail et Culture, et l'adresse au Pen Club français des condoléances de l'écrivain portugais Mario Vargas Llosa en sa qualité de président du Pen Club international.

### M. Raymond Barre : le poignant cortège des ombres

Voici un extrait du discours prononcé le 27 novembre par le premier ministre, M. Raymond Barre.

« Jeunesse de France, souviens-toi du message qu'il t'a lancé du haut de l'Acropole : « Au sein de l'ère atomique, l'homme a besoin d'être formé par l'esprit. A ceux qui me demandent des idées de la jeunesse française, j'ai répondu : culture et courage. »

« La nuit est tombée sur la cour Carrée du Louvre où André Malraux pour Le Corbusier ordonna l'hommage de l'eau au crâne du Gange et de la terre de l'Acropole. »

« Dans quelques instants sa voix s'élèvera parmi nous. Alors s'avancera le poignant cortège des ombres de toutes celles et de tous ceux qu'il a admirés, aimés et honorés de son étonnant talent. »

« Je n'ai sans sépulture et sans portrait, qui a donné au monde la seule figure d'homme qui soit une figure de pitié. »

« Bruges et Le Corbusier, qu'on nomme de la France à l'aise au sein de la tombe. »

« Ces combattants du maquis dont les lettres nous ont appris, immobiles, du haut en bas de la montagne, attendaient en silence l'enseignement. »

« Ces morts de la Brigade Alsace-Lorraine sur la tombe desquels les gosses de Ramonchamp et de Donnemarie étaient venus la nuit, conduits par l'institutrice, planter leurs petits drapeaux. »

« Jean Moulin, pauvre roi suppliant des ombres et ses frères de l'ordre de la Nuit. »

« Charles de Gaulle, Grand Maître de l'Ordre de la France, qui, dans le terrible sursaut de notre pays, en maintenant l'honneur comme un invincible songe. »

« André Malraux les a rejoint dans l'histoire et dans le cœur de la France. Il y aura à jamais avec eux parce qu'il appartient à l'éternelle poignée de ceux par lesquels ce qui transpire les individus commence ou recommence : la légion des témoins. »

### Le spectacle et la ferveur

Une fois encore la cour Carrée du Louvre, à qu'on ordonnait tour à tour Henri II, Richelieu, Louis XIV et Napoléon, a vu se dérouler le spectacle de la vie.

Le 15 septembre 1965, il y avait là, dans la cour Carrée du Louvre, le spectacle de la vie.

Le 15 septembre 1965, il y avait là, dans la cour Carrée du Louvre, le spectacle de la vie.

Le 15 septembre 1965, il y avait là, dans la cour Carrée du Louvre, le spectacle de la vie.

Le 15 septembre 1965, il y avait là, dans la cour Carrée du Louvre, le spectacle de la vie.

Le 15 septembre 1965, il y avait là, dans la cour Carrée du Louvre, le spectacle de la vie.

Le 15 septembre 1965, il y avait là, dans la cour Carrée du Louvre, le spectacle de la vie.

Le 15 septembre 1965, il y avait là, dans la cour Carrée du Louvre, le spectacle de la vie.

Le 15 septembre 1965, il y avait là, dans la cour Carrée du Louvre, le spectacle de la vie.

Le 15 septembre 1965, il y avait là, dans la cour Carrée du Louvre, le spectacle de la vie.

Le 15 septembre 1965, il y avait là, dans la cour Carrée du Louvre, le spectacle de la vie.

Le 15 septembre 1965, il y avait là, dans la cour Carrée du Louvre, le spectacle de la vie.

Le 15 septembre 1965, il y avait là, dans la cour Carrée du Louvre, le spectacle de la vie.

Le 15 septembre 1965, il y avait là, dans la cour Carrée du Louvre, le spectacle de la vie.

**Christian Dior**  
Hauts Couture  
mode, tissus, souliers,  
colifichets.  
MARDI 30 NOVEMBRE  
ET JOURS SUIVANTS  
de 9h30 à 17h30  
32, AVENUE MONTAIGNE

**AUX TROIS QUARTIERS**  
BOULEVARD DE LA MADELEINE - PARIS  
MARDI 30 NOVEMBRE,  
MERCREDI 1<sup>er</sup>, JEUDI 2 DECEMBRE  
**SOLDES**  
dans les rayons nouveautés  
femmes, enfants et ameublement

### UN MUSÉE ANDRÉ-MALRAUX AU HAVRE

Sur proposition de M. André Durand, maire communiste du Havre et député de Seine-Maritime, le nom d'André Malraux sera donné au Musée des beaux-arts du Havre. Ce musée, le premier en France des musées de la culture, avait été inauguré par l'écrivain, alors ministre d'Etat chargé des affaires culturelles, le 21 juin 1961.

### UN INÉDIT ILLUSTRÉ PAR CHAGALL

Chagall vient d'achever l'illustration d'un texte inédit d'André Malraux sur la guerre d'Espagne, texte que l'écrivain avait remis au peintre en février dernier. L'ouvrage, qui comprend une vingtaine d'images fortes en noir et blanc, doit être publié prochainement chez Maspéro, éditeur.







# ARTS ET SPECTACLES

## Théâtre

### « MARTIN EDEN », par la Salamandre

Martin Eden, héros et masque autobiographique de Jack London, né dans la classe ouvrière vit de la force de ses muscles. « Seul produit que le travailleur puisse vendre », il découvre l'amour en connaissant une jeune fille cultivée de la bourgeoisie, Ruth, qui joue avec lui à la Belle et la Bête, et pour qui la promotion passe par « un vrai métier ». Seulement, Martin Eden décide de devenir « marchand de cerceaux », écrivain professionnel. Le succès tarde, et quand il arrive, quand il ouvre au romancier les portes de la bonne société, la Ruth qu'il continue d'aimer est celle qui a rejoint dans son univers romantique les compagnons dont il a su raconter et en somme exploiter — l'existence de misère, mais dont il n'est plus le porte-parole.

Trop marqué par sa réussite personnelle, trop individualiste pour se mêler à l'action des socialistes, trop marqué par l'argent, trop touriste pour retrouver le goût de l'aventure, trop marqué par son expérience d'autodidacte, trop généreusement lucide pour se révolter, Martin Eden se sent étranger à tous les milieux. Le statut d'artiste reconnu par ceux qui le paient ne le satisfait pas. Une nuit de croisière sur un bateau de luxe, il se laisse couler sous l'eau de l'océan. Son dernier combat, il le mène contre l'instinct de survie. Il se roule dans les pils de la mer, c'est ici un drap blanc qui couvre toute la scène. Il se bloit, s'engloutit. Jack London s'est suicidé en 1918 : il dépensait l'argent plus vite qu'il ne le gagnait, avait écrit une cinquantaine d'ouvrages. Feut-être ne pouvait-il plus écrire, ne pouvait-il plus aimer.

Le thème premier de son roman est celui de l'artiste incompris, de ses amours idéales, impossibles. Le prologue du spectacle monté par la Salamandre sous la direction de Glidas Bourdet en évoque le ton dans la lumière tremblante, dans les résonances des voix post-synchronisées d'un pastiche en noir et blanc de mélo « rétro ». Aussitôt après, et

sans interruption, sont exposées clairement les contradictions d'un homme pris entre la lutte pour la culture et les luttes de classes. Clairement et sans complaisance ni masochisme intellectuel. La troupe retrouve ici la vigueur ironique, l'humour candide et clairvoyant de son Jean-Baptiste Poquelin dit Molière.

Les comédiens prennent à bras-le-corps le héros de Jack London, nous installent avec eux à l'intérieur du livre, dans un décor de planchers, d'échelles de passerelles en bois clif, chaud et lisse comme un buffet de famille. Ils nous entraînent à l'intérieur du récit, ils se le partagent et nous le racontent, théâtre à la troisième personne qui brise les personnages en révélant la chair, les pulsions du sang, l'appétit de bonheur, et cette conscience de soi dont l'énergie éclaire ardemment les faux-semblants et dérange les mécaniques trop bien huilées de l'organisation sociale.

Les acteurs passent du parlé — lecture du livre — au joué d'un jeu à l'autre, — transforment les paroles en actions et les objets en signes, ils composent une sorte de dessin animé au trait sans bavure ni fioriture, dont la drôlerie ingénue, amicale, dont la tendresse critique, la poésie grave, rappellent un peu le monde de Charlie Brown. La réussite de la Salamandre avec Glidas Bourdet tient à sa manière de montrer — sans redondance ou presque — les racines concrètes d'un dilemme (vivre ou non en accord avec ses principes moraux, affectifs, intellectuels, idéologiques, politiques...) qui touche la conscience de chacun. Elle n'est écarte pas la complexité, ne se ménage pas d'illusions. Et surtout, elle sait nous mettre, nous publier, « dans le coup », dans le coup d'une réalité que nous partageons un moment, d'un rire qui se fait rare : le rire gai.

COLETTE GODARD.

★ Représentations à Lille (salle Roger-Salengro), jusqu'au 2 décembre, puis dans la région Nord-Pas-de-Calais.

## Concerts

### Musique contemporaine au T.E.P.

Pour ses concerts parisiens, l'Ensemble 2e2m a choisi le Théâtre de l'Est parisien. Poule d'été, les répétitions du métré, qui donnent une sorte de basse fondamentale aléatoire aux scènes du Théâtre d'Orsay, on a pu constater que, d'une salle à l'autre, l'acoustique ne s'était guère améliorée : assez sèche, peu réverbérée, variable selon la place qu'on occupe, elle explique peut-être en partie l'insuccès, assez mitigé, laissé par le Kammerkonzert de Berg.

Giuseppe Sinopoli a délibérément dirigé cette œuvre un peu plus lentement qu'on ne le fait d'habitude : c'est cela qui a contrepunté une clarté inaccoutumée, on garde cependant le souvenir d'une exécution très soignée plus que d'une interprétation musquante, comme si ce style de direction extrêmement sobre venait freiner l'apport naturel des instrumentistes à cette dimension. Les passages les plus réussis se situaient lors des transitions, dans la nuance mezzo-piano. A en juger par le débat ouvert après le concert, Sinopoli n'a pas encore acquis, au pupitre de direction, ce métier qui lui vaut, à trent ans, une solide réputation de pédagogue et de compositeur : son geste n'est pas encore, à lui seul, porteur de la conception qu'il veut défendre.

Beaucoup plus didactiques d'esprit et d'écriture, les Kontrapunkte de Stockhausen — son opus 1, déjà libéré du pointillisme post-Webernien — sonnent avec toute la clarté déstabilisante, chaque nuance, chaque passage d'un timbre à un autre semblent avoir été mis au point avec une patience amoureuse. En effet, on a longtemps évoqué la prétendue froideur de cette musique comme une sorte de tare qui la condamnerait à court terme. C'était compter sans l'évolution qui s'est produite dans tous les domaines au cours des vingt-cinq dernières années : qu'on éprouve en 1976 une attente sincère, voire affective, pour un art essentiellement austère et sans racine dans ses choix n'est

peut-être pas le fait du hasard ou de la seule nostalgie.

Ce programme, rétrospectif pour une fois, comportait en outre de larges fragments de Parables, de Paul Mejano, qu'on n'a guère eu l'occasion d'entendre depuis l'achèvement, en 1964, de ce cycle comportant deux pièces pour orchestre et quatre autres où la voix se trouve confrontée à des formations diverses. La densité polyphonique, la violence soignée, le souffle qui traverse la dernière d'entre elles... (L'Esprit de feu, pour soprano et orchestre), font regretter qu'on ne la donne pas plus souvent et que, sollicité par une activité débordante au service de la musique des autres, Paul Mejano consacre à présent si peu de temps à la composition.

GÉRARD CONDE.

**ORCHESTRE DE PARIS**  
Directeur  
DANIEL BARENBOIM

PALEIS DES CONGRÈS  
SAMEDI 4 DÉCEMBRE 19 H  
LUNDI 6 DÉCEMBRE 20 H 30

**PIERRE BOULEZ**

EDDA MOSER • SIGMUND NIMSGERN  
JULIEN BASTIN • IAN PARTRIDGE  
IAN CALEY • ANNE HOWELLS  
JAN BLINKOP • GUNTHER REICH  
ORTUIN WENKE  
CHIEF DE LA B.R.C.  
CHIEF DU CHOEUR • JOHN POOLE

PRELUDE A LA GENÈSE  
SCHÖENBERG  
L'ECHELLE DE JACOB  
SCHÖENBERG  
LE ROSSIGNOL  
STRAVINSKY

# Le Grand Escogriffe

BIENTÔT



PLEYEL - LUNDI 29 NOV. 20h.30

CONCERTS BARG

ORCHESTRE DE CHAMBRE

BERNARD THOMAS

ERIC HEIDSIECK

BEETHOVEN-MOZART

Loc: SALLE, DURAND, FNAC et Agences

## Les films nouveaux

**CHAC**, film peruvien de Rolando Kella, v.o. Studio des Graines, 1033-36-19.

**SUTLEY**, film américain d'Harold Pinter, v.o. Action-Christiane, 1033-36-70.

**EDWARD MUNCH, LA DANSE DE LA VIE**, film allemand de Peter Watkins, v.o. Luxor, 1033-36-71.

**UNE FILLE UNIQUE**, film français de Philippe Nahouy, v.o. Studio de la Harpe, 1033-36-72.

**L'HEROÏNE DU TRIANGLE D'OR**, film français de Marianne et Catherine Lamour, Action-Christiane, 1033-36-73.

**LE JEU DU SOLITAIRE**, film français de Jean-François Adam, Montparnasse, 1033-36-74.

**WILD PARTY**, film américain de James Ivory, v.o. Bilibis, 1033-36-75.

**L'INVASION DES ARABES**, film français de Jean-Claude Cocteau, v.o. Capri, 1033-36-76.

**LA MARGE** (Fr.), v.o. Quintette, 1033-36-77.

**LES DOULEUX TRAVAUX D'ANTHÈME** (Fr.), v.o. Capri, 1033-36-78.

**MADO** (Fr.), v.o. Capri, 1033-36-79.

33-88). Les Nations, 12\* (1033-36-80).

94-97). Pauvreté, 12\* (1033-36-81).

Monparnasse, Pathe, 14\* (1033-36-82).

1033-36-83). Gaumont-Convention, 15\* (1033-36-84).

1033-36-85). Maynil, 19\* (1033-36-86).

1033-36-87). Images, 19\* (1033-36-88).

LA MALEDICTION (A. v.o.), v.o. Quintette, 1033-36-89).

1033-36-90). Quinquette, 1033-36-91).

1033-36-92). V.P. Rio-Opera, 1033-36-93).

1033-36-94). Gaumont-Bichelle, 1033-36-95).

1033-36-96). Montparnasse, 1033-36-97).

1033-36-98). Bilibis, 1033-36-99).

1033-36-100). Pauvreté, 12\* (1033-36-101).

1033-36-102). Gaumont-Convention, 15\* (1033-36-103).

1033-36-104). Mural, 19\* (1033-36-105).

1033-36-106). Caravelle, 18\* (1033-36-107).

1033-36-108). Gaumont-Convention, 15\* (1033-36-109).

1033-36-110). 10\* partie (Fr. v.o.), v.o. Studio Galante, 1033-36-111).

1033-36-112). Grands-Augustins, 1033-36-113).

1033-36-114). U.C.C. Marbeuf, 1033-36-115).

1033-36-116). Grand-Pavot, 15\* (1033-36-117).

1033-36-118). Calypso, 17\* (1033-36-119).

1033-36-120). Terminus, 3\* (1033-36-121).

1033-36-122). 2\* époque (Fr. v.o.), v.o. St-Germain Studio, 1033-36-123).

1033-36-124). Atréville, 1033-36-125).

1033-36-126). Montparnasse, 1033-36-127).

1033-36-128). Cinéma-Opera, 1033-36-129).

1033-36-130). Athènes, 12\* (1033-36-131).

1033-36-132). Paramount-Galatie, 1033-36-133).

1033-36-134). Gaumont-Sud, 1033-36-135).

1033-36-136). Eleveur-Montparnasse, 1033-36-137).

1033-36-138). Clichy-Pathe, 1033-36-139).

1033-36-140). Minskouri Brears (A. v.o.), v.o. Quintette, 1033-36-141).

1033-36-142). Cinéma, 1033-36-143).

1033-36-144). Calypso, 17\* (1033-36-145).

1033-36-146). U.C.C. Marbeuf, 1033-36-147).

1033-36-148). Opéra, 1033-36-149).

1033-36-150). Athènes, 12\* (1033-36-151).

1033-36-152). Minskouri Brears (A. v.o.), v.o. Quintette, 1033-36-153).

1033-36-154). Cinéma, 1033-36-155).

1033-36-156). Calypso, 17\* (1033-36-157).

1033-36-158). U.C.C. Marbeuf, 1033-36-159).

1033-36-160). Opéra, 1033-36-161).

1033-36-162). Athènes, 12\* (1033-36-163).

1033-36-164). Minskouri Brears (A. v.o.), v.o. Quintette, 1033-36-165).

1033-36-166). Cinéma, 1033-36-167).

1033-36-168). Calypso, 17\* (1033-36-169).

1033-36-170). U.C.C. Marbeuf, 1033-36-171).

1033-36-172). Opéra, 1033-36-173).

1033-36-174). Athènes, 12\* (1033-36-175).

1033-36-176). Minskouri Brears (A. v.o.), v.o. Quintette, 1033-36-177).

1033-36-178). Cinéma, 1033-36-179).

1033-36-180). Calypso, 17\* (1033-36-181).

1033-36-182). U.C.C. Marbeuf, 1033-36-183).

1033-36-184). Opéra, 1033-36-185).

1033-36-186). Athènes, 12\* (1033-36-187).

1033-36-188). Minskouri Brears (A. v.o.), v.o. Quintette, 1033-36-189).

1033-36-190). Cinéma, 1033-36-191).

1033-36-192). Calypso, 17\* (1033-36-193).

1033-36-194). U.C.C. Marbeuf, 1033-36-195).

1033-36-196). Opéra, 1033-36-197).

1033-36-198). Athènes, 12\* (1033-36-199).

1033-36-200). Minskouri Brears (A. v.o.), v.o. Quintette, 1033-36-201).

## BIENTÔT

GAUMONT présente  
une production YVES GASSER et YVES REYNOT

LE NOUVEAU FILM  
DALAIN TANNER

# JONAS

QUI  
AURA  
25 ANS  
EN L'AN  
2000

GAUMONT DISTRIBUTION

MERcredi

# la première

ALAIN COHEN CHARLES DENNER

ZORICA KOZIC DANIEL SCHÉDER DANIELE MINAZZO

UN FILM DE SOTHA ET GEORGES DUMOULIN

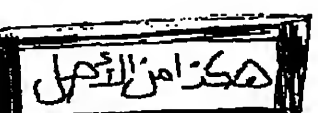
AVEC ROMAIN BOUTEILLE ET L'EQUIPE DU CAFÉ DE LA GARE

MERcredi : UGC MARBEUF - UGC ODEON - UGC OPERA (angle Capucines-Daunou) - 14 JUILLET BASTILLE - STUDIO RASPAIL

cette année nous rirons mieux grâce au GRAPHIQUE de BOSCO

UN FILM DE SOTHA ET GEORGES DUMOULIN

AVEC ROMAIN BOUTEILLE ET L'EQUIPE DU CAFÉ DE LA GARE





## ARTS ET SPECTACLES

## Expositions

## Puvis de Chavannes au Grand Palais

(Suite de la première page.)

Quelques mots sur l'homme. Né à Lyon en 1824, il prépare l'Ecole polytechnique, renonce (pour raison de santé), choisit la peinture. En 1847, il fait un voyage en Italie qui, avec l'influence de Chassériau, est beaucoup plus important pour sa formation que l'enseignement reçu dans les ateliers d'Henri Scheffer, Delacroix et Thomas Couture. En 1850-1851, il présente une *Pietà* (fort laide) au Salon, y revient en 1859, après de nombreux refus, expose en 1861 deux panneaux, *Concorde* et *Belium*, qui trouvent bientôt leur place au nouveau musée d'Amiens, dont il complète la décoration, en partie à ses frais (l'homme était totalement désemparé), jusqu'en 1882 avec le fameux *Ludus pro Patria*.

Après la guerre de 1870, qu'il a évoquée dans les deux admirables versions de *L'Espérance*, Puvis se voit confier par le très conservateur Philippe de Chennevières, alors directeur des beaux-arts, la décoration d'une partie du Panthéon : il s'agit d'évoquer « la gloire de sainte Geneviève qui sauva la figure idéale des premiers temps de notre race », de peindre « le poème où la légende de la patronne de Paris se combine avec l'histoire généreuse des origines chrétiennes de la France ».

Puis viennent, jusqu'à celle de la bibliothèque de Boston en 1894, les grandes commandes publiques ou privées (ainsi deux Pays pour Bonnet en 1882), où Puvis invente une sorte de mythologie morale, éducative et nostalgique, très proche de celle de son ami Renan, et dépourvue de toute intention politique ou religieuse. Quel genre d'homme était-il ? On ne lui connaît d'autre attachement que celui qui le lia à la princesse Cantacuzène (voir le très émouvant portrait du musée de Lyon), et, lorsque ses contemporains parlent de Puvis, ils ne l'évoquent jamais qu'en termes de barbe et de redingote. « Une redingote d'ambassadeur », disait Jacques-Emile Blanche, et qui allait fort bien avec la raideur de sa démarche, « les épaules un peu serrées et encore raidies du rapport avec les droites de la tête », selon Thadée Natanson qui ajoutait que si Puvis rejetait fréquemment la tête en arrière c'était moins par hauteur que pour signifier qu'il « cherchait, à bonne distance des autres, dont il se retirait aussi loin que possible, les satisfactions d'esprit sur lesquelles il s'est montré toujours fort difficile ».

Puvis a été, en effet, dans toute la force du terme, un indépendant. Immense travailleur, toute sa vie passée entre son domicile de Pigalle et l'atelier du boulevard Bineau, où il se rendait chaque jour à pied, il est résolument tenu à l'écart du siècle. Indifférent à l'impressionnisme, quoique avec une certaine bienveillance (il fut très lié avec Berthe Morizot), il a été encore plus réservé à l'égard des milieux académiques, démissionnant du jury du Salon lorsque celui-ci, après 1871, refusa d'exposer Courbet, et fondant en 1890 avec Carrière, Rodin et Meissonier la Société nationale des beaux-arts, dont il fut le président et qui accueillit, avec un remarquable libéralisme, des peintres aussi divers que Sisley, Cross, Whistler, Ferdinand Hodier et Max Liebermann.

## La forêt de la Sorbonne

Cette indépendance est une des clefs de son œuvre. Regardons-la bien. Son système décoratif, cette géométrie à la fois austère et sensible, cet antinaturalisme, ces groupes de personnages isolés dans la pondération générale des volumes, ces gestes brefs, suspendus, ce « silence », cette « immobilité passionnée », comme on a dit, où les a-t-il trouvés ? La réponse est simple : nulle part, et le cas est, au dix-neuvième siècle, unique. Si l'on considère Ingres, Delacroix, Courbet, Renoir (et Manet donc, et Picasso !), on voit très bien d'où « cela » vient. Dans le cas de Puvis, il n'y a pas de « cela », il n'y a que Puvis. Certes, les « sources » maniques peuvent faire loi et là un rapprochement avec Millet, les fresques de Pompéi, avec « le modèle sobre, à base de gris froid et sans relief » de Corot (Maurice Denis) et il est évident que Puvis a longuement médité, de façon beaucoup plus intérieure et intelligente que les élèves d'Ingres, la leçon des primitifs italiens, de Piero della Francesca en particulier, dont il fut un des premiers admirateurs. Mais pour l'essentiel, et, encore une fois, le cas est pratiquement unique dans la peinture moderne, Puvis ne doit rien qu'à lui-même et il ne doit rien à son temps.

Voilà le second point. A une époque où tout le monde est plus ou moins naturaliste, Puvis a refusé tout contact immédiat avec le réel. Il était capable d'observer, de voir,

ses petits paysages nous le montrent, mais la transcription directe de la nature ne l'intéressait pas. A un ami qui lui conseillait de peindre un paysage qu'il aimait, il répondit, résignant son front : « C'est là que sont mes couleurs et mes pincesaux », et à un autre il déclarait, montrant un rameau de sapin accroché au mur de son atelier : « Voilà la forêt de la Sorbonne. » « Comment réussit-on quand on veut aider la nature à s'exprimer, disait-il encore, par abréviation et simplification ? », c'est-à-dire par subordination de tout ce qui est réel à l'ordonnance intellectuelle, à la logique formelle et sentimentale de l'œuvre.

D'où son influence sur les jeunes peintres en rupture d'impressionnisme, sur Maurice Denis, sur les Nabis, les Gauguin et sur Seurat. D'où la force, le caractère entièrement inédit, la poésie énigmatique de ses plus belles œuvres : *Le Pauvre pêcheur*, *Le Rêve*, *L'Espérance*, les merveilleuses *Jeunes filles au bord de la mer*, *La Source*, et cet extraordinaire chant de solitude et d'absence qu'est *Le Fils prodigue*. On lui a reproché de « commencer des phrases qu'il n'achève pas » (Paul Mantz), c'est vrai, nous ne sommes pas si loin de Verlaine et si le compliment que lui adressa un jour André Michel est d'une expression un peu naïve (« il a remis l'imagination française dans le droit chemin »), il est encore vrai que cette souveraineté de l'imagination, sans laquelle, selon Baudelaire, il n'est pas de grande peinture, ne pouvait

après le romantisme s'exprimer en d'autres termes.

Il n'y a pas de lieu dans la peinture de Puvis. Il n'y a pas non plus de sujet. L'impressionnisme mis à part (et encore !), la crise du sujet est universelle dans le dernier tiers du siècle. Il suffit de feuilleter les livrets des Salons ou le catalogue de l'exposition « Le musée du Luxembourg en 1874 » pour comprendre que les peintres, littéralement, ne savent plus quoi peindre. D'où d'invariables tanboles tirées de l'histoire romaine et dignes des pires moments du Concours général. Sauf lorsqu'il s'agit d'une commande précise (sainte Geneviève), Puvis ignore superbement l'histoire, le récit, le contenu illustratif. On ne dira que ses compositions ont des titres, en général antithétiques, *la Paix*, *la Guerre*, *l'inspiration antique*, *l'inspiration chrétienne*, *Ave Picardia nutrix*, etc. Mais que signifient-ils ? Rien, et cette ombre de sujet n'intervient nullement dans le traitement des formes que l'on peut lire, interpréter comme on veut et qui, à la limite, n'ont aucune signification.

Des bleus, des lilas  
des roses

Comparez la Madeleine de Bonfort, peinte vers 1870, à celle (superbe) de Budapest, qui est datée de 1887 (n° 81 et 216) : la première est encore identifiable par sa longue chevelure, par le crâne qu'elle tient à la main, la seconde est seulement

une femme nue, assise, échappant à toute qualification et traitée avec une vigueur d'accent que ne dépassera pas Picasso dans ses matrones héroïques de 1906 et 1920.

Tous ces traits, parfois si étonnamment modernes, tiennent au parti fondamental de Puvis : le grand art ne peut être que décoratif. « La véritable rôle de la peinture, disait-il, est d'animer les murailles. A part cela, on ne devrait jamais faire de tableaux plus grands que la main », et le style décoratif implique que l'on simplifie, que l'on évite les détails et la trop grande profondeur, que l'on propose non des ensembles descriptifs mais de grands rythmes faits pour être vus à distance et qui enveloppent le spectateur sans lui imposer une quelconque lecture. Travaillant non à la fresque mais avec de l'huile très diluée sur des toiles ensuite marouflées, Puvis attachait la plus grande importance au mur, choisissant les tons mats, les harmonies rompues qui conviennent à la pierre. Il y a d'ailleurs, Jacques Foucart le remarque fort justement, une unité profonde dans son œuvre : lorsqu'il peint, Puvis pense toujours en décorateur, ainsi dans les *Jeunes Filles et la Mort* ou la magistral *Sommeil* de 1867. Et lorsqu'il décore il n'oublie jamais d'être peintre.

C'est même là l'impression la plus forte que laisse cette exposition : au lieu d'un Puvis chlorotique et crayeux, elle nous montre un vrai peintre, un coloriste puissant, hardi, qui joue des bleus, des lilas, des

roses appliqués en pâte onctueuse avec une sensualité qui rappelle parfois Courbet. Regardons *l'Allégorie de l'automne*, les esquisses pour le musée de Marseille, *le Rocher blanc*, *le Grand du berge*, *la Femme à sa toilette* : même à une époque où tout le monde commence à peindre clair, quel de plus vif, de plus enlevé, et tout simplement de plus pictural ?

Les contemporains de Puvis ont surtout aimé son idéologie qui nous paraît aujourd'hui aussi fatiguée que respectable. Ils l'ont félicité d'avoir « vengé le Beau éternel des bolsters effrontés du réalisme » et la fin du siècle en a fait un des précurseurs du symbolisme auquel sa robuste sensibilité était pourtant bien étrangère. Comme il ne faut pas exagérer les cures de rationalisme, on n'oublie pas que son esthétique est en moins ruilant, en moins bombé, celle du Parnasse, que ses ambitions stylistiques et intellectuelles correspondent à peu près (c'est mieux) à celles que manifeste la *Préface sur l'Acropole*. Mais on peut dire aussi que Puvis, peintre et décorateur, est un jalon essentiel sur le chemin qui conduit de la peinture-sujet à la peinture pure.

ANDRÉ FERRAGIER.

★ Grand Palais. Jusqu'au 14 février. Un spectacle audiovisuel et un film de Philippe Julian complètent l'exposition. Pendant la durée de celle-ci, on pourra voir les grands décors de Puvis au Panthéon (tous les jours, de 10 h. à 17 h.), à la Sorbonne (vendredi, de 14 h. à 17 h. ; samedi, de 10 h. à 12 h. et de 14 h. à 17 h.) et à l'Hôtel de Ville (lundi, de 9 h. 30 à 12 h.).

## INSTITUT

A l'Académie des inscriptions et belles-lettres

De l'impérialisme « juridique » romain  
à l'expansion du culte d'Apollon-Mithra

L'actualité est de règle aux séances publiques annuelles de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, et celle qui s'est tenue vendredi sous la Coupole, présidée par M. Félix Lecoy, n'a fait nulle concession à la facilité : le public a pu, une fois de plus, se rendre compte de l'importance de ses travaux et de ses responsabilités — trop peu connues — non seulement par la lecture du palmarès de 1976 et la proclamation des archivistes paléographes promus cette année, mais avec le rappel, par le discours inaugural du président, des noms et de l'œuvre des membres disparus, des mérites de ceux que la compagnie a élus, des publications de l'Académie. A ce propos, il a souligné l'insuffisance déplorable des ressources qui sont mises à sa disposition dans ce domaine pourtant capital. Aussi ne peut-elle jouer un rôle équivalent à celui que jouent, à l'étranger, les institutions analogues.

Les deux communications qu'on a ensuite écoutées donnent une idée de ses activités. M. William Seston a d'abord développé un problème peu connu : celui de l'utilisation du droit, de moyens essentiellement d'ordre juridique, par l'impérialisme romain dès le quatrième siècle avant notre ère. Ainsi s'opère la mise sous tutelle des cités du Latium, deviennent des « municipes ». C'est-à-dire qu'elles perdirent leur souveraineté tout en gardant leurs droits privés et leurs institutions religieuses et sociales, leurs magistrats, leurs traditions, et participant par leurs votes à la vie politique de Rome et à la protection que la loi romaine leur garantissait. Le même droit est commun aux citoyens romains, quels qu'ils soient et où qu'ils soient. Les empereurs sont restés fidèles à cette conception, assurant par leurs constitutions, avec la *Pax romana*, la liberté des

individus et des collectivités locales. Voilà, selon Tacite, un des « secrets de l'Empire ».

M. André Dupont-Sommer, secrétaire perpétuel, à la suite d'une minutieuse et savante analyse, a tiré les conclusions du déchiffrement de la stèle trilingue gréco-lyolo-araméenne découverte, en août 1973, près de Xanthos et qui fit l'objet, quelques mois plus tard, de trois communications à l'Académie : de M. Henri Metzger, l'« inventeur », pour le grec ; de M. Emmanuel Laroche, pour le lyloen ; et de M. Dupont-Sommer pour l'araméen. Cette stèle donne la clé d'une énigme qui a intrigué les érudits : quel était ce dieu nommé « Satrape » (à ne pas confondre avec l'homonyme grec désignant un gouverneur ou un vice-roi), indiqué dans la version araméenne et qui signifie « seigneur du pouvoir » ? Or c'est un titre iranien, qualifiant le dieu Mithra. Celui-ci, le reste de l'inscription fournit des précisions suffisantes, s'est substitué, ou plus exactement s'est confondu, avec le dieu Apollon.

M. Dupont-Sommer nous a invités à suivre l'itinéraire d'Apollon-Mithra en Méditerranée orientale et occidentale dès le sixième siècle avant Jésus-Christ et pendant un millénaire, grâce à des jalons précis. « Depuis le début de l'empire romain, a-t-il dit, dans les diverses provinces, les fidèles des mystères de Mithra se sont de plus en plus largement répandus. Ce fut alors un mouvement d'une vaste ampleur. (...) Ainsi que l'a écrit Ernest Renan, en manière de boutade, « si le christianisme eût été arrêté dans sa croissance par quelque maladie mortelle, le monde eût été mithriste. »

JEAN-MARIE DUNOYER.



On se cherche à vingt ans.  
On se trouve à trente.

Winston. Quand on sait ce que le plaisir veut dire.

Winston Churchill



OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne 1C
"Placards encadrés" 2 col et +	40,00	46,70
(la ligne colonnette)		
DEMANDES D'EMPLOI	40,00	49,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,33
	70,00	81,73

## ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne 1C
"Placards encadrés"	28,00	33,69
Double insertion	38,00	44,37
"Placards encadrés"	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE



emploi international

emploi international

emploi international

Société d'entreprises de construction aux activités internationales, ayant son siège principal à Rijswijk (Pays-Bas), recherche

### gérants administratifs

pour ses projets, dont plusieurs devront être réalisés au Moyen-Orient

Nous cherchons des jeunes collaborateurs enthousiastes, munis du diplôme de fin d'études commerciales de l'Université du Caire ou de Beyrouth et parfaitement trilingues (arabe, français et anglais).

Pour plus de renseignements, téléphoner à notre Chef du Personnel, M. Ch. JAGER, téléph. 070-94 93 40, poste 591, ou écrire à INTERBETON, Boîte postale 84, Rijswijk (près de La Haye), Pays-Bas.

**interbeton**

Société membre de la  
Hollandsche Beton Groep [HBG]

### CHEMICAL MARKETING OPPORTUNITY

We are the European chemical subsidiary of a multinational American company. Located in Brussels, we are responsible for the marketing of the group's products in Europe, the Middle East and Africa. We are a group of young, aggressive and growth-oriented people. Our business is developing such that we now have an opening for a

### PRODUCT MANAGER

#### Responsibilities

He will report to the Marketing Director and will have marketing responsibility for one or more product lines. He will develop and implement a European marketing program and will co-ordinate this program with his counterparts in the U.S.A.

#### Profile

Ideally he will be a European who is a university graduate or otherwise qualified. He will be minimum 25 years of age, with at least 3-5 years international chemical marketing, sales, product management or development experience. He will be familiar with the European chemical environment and will be fluent in English and at least one or preferably several other European languages.

#### We offer

- Training — if necessary — in the U.S.A.
- Career opportunities in Europe or U.S.A.
- International salary and benefits
- Extensive international travel
- Expense account
- Top level contacts.

Applications by letter giving full career and relevant personal details under n° 531.891 M to REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

**IMPORTANT COMPLEXE MINIER**  
exploitant de l'uranium  
recherche pour son exploitation en  
**AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE**  
son

### CHEF DES SERVICES GENERAUX

Il sera responsable de :  
- l'entretien d'une usine de traitement hydrometallurgique des minerais (capacité 600.000 T/an)  
- l'entretien de l'atelier de fabrication d'acide sulfurique (capacité 180 T/jour)  
- fonctionnement et entretien d'une centrale diesel électrique d'environ 10 MW  
- la marche des ateliers centraux : machines-outils, chaudronnerie, caoutchoutage, électricité, froid, contrôle etc...

Le candidat devra être de formation supérieure AM ou équivalent.

Expérience africaine souhaitée.

Age minimum 35 ans.

Avantages offerts :  
- salaire élevé versé en France  
- logement gratuit en famille  
- scolarisation des enfants  
- climat sain.

Envoyer C.V., photo et présent. à No 86452 CONTEXTE - Publicité 20, Avenue Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

### FOUGEROLLE

recherche  
pour son Bureau international d'études :

### UN CHEF DE PROJET

OUVRAGES D'ART ET GENIE CIVIL INDUSTRIEL

responsable des études d'exécution pour des ensembles industriels de très grande dimension.

35 ans minimum, très solide expérience B.E.T., B.A. et pré-construit.

pour un de ses chantiers en

**AFRIQUE FRANCOPHONE**

### UN INGENIEUR ETUDES

confirmé, pour coordination des études et suivi des plans sur place.

10 ans d'expérience en B.E. sont nécessaires notamment en ouvrages d'art.

34 ans minimum

Le candidat sera logé, meublé, déplacements en famille.

Rémunération liée aux avantages de l'expatriation et nette d'impôts locaux.

Avenir assuré dans un groupe dont l'activité est en très forte expansion à l'étranger.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions sous réf. 471 - Service Recrutement 3, Avenue Morane Saulnier 78140 - Vélizy-Villacoublay.

## un nouveau service concernant l'emploi

# Le Monde

### INFORMATION-PROFESSIONS

Dresse chaque semaine le tableau récapitulatif des offres d'emplois encadrées, parues dans "Le Monde", concernant chacune des principales fonctions ou professions.

C'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

### bon de commande à découper

#### Le Monde INFORMATION-PROFESSIONS

Je désire m'abonner à la synthèse hebdomadaire de la ou les fonctions suivantes :

1) Mettre une croix dans les cases correspondant aux fonctions retenues :

- |   |  |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> Direction générale, fonctions multipostes. | <input type="checkbox"/> Direction financière et administrative.             |
| <input type="checkbox"/> Marketing relations publiques publicité.   | <input type="checkbox"/> Comptabilité.                                       |
| <input type="checkbox"/> Informatique.                              | <input type="checkbox"/> Personnel formation relations humaines et sociales. |
| <input type="checkbox"/> Production entretien.                      | <input type="checkbox"/> Direction commerciale vente.                        |
| <input type="checkbox"/> Ingénierie.                                | <input type="checkbox"/> Ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux.     |
| <input type="checkbox"/> Etudes organisation et recherche.          |  |

2) Entourer, dans le tableau ci-dessous, le nombre de semaines retenu :

#### TARIF DES ABONNEMENTS (en Francs)

Nombre de fonctions demandées	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
6 semaines	20	39	57	74	90	105	119	132	144	155	165
12 semaines	40	78	114	148	180	210	238	264	288	310	330
24 semaines	70	136	199	259	315	368	416	462	504	542	577
52 semaines	120	234	342	444	540	630	714	792	864	930	990

Le tarif de l'abonnement est la correspondance entre le nombre de fonctions et le nombre de semaines demandé.

INFORMATION-PROFESSIONS est adressé sous pli fermé soit au domicile soit au Siège de la Société de l'abonnement.

(Le premier envoi sera assuré dès la semaine suivant celle de la réception du bon de commande.)

Pour tous renseignements complémentaires, téléphoner au 874.72.05, ou écrire :

"LE MONDE" INFORMATION-PROFESSIONS - 5, rue des Italiens, 75009 PARIS

NOM : \_\_\_\_\_ ou SOCIÉTÉ : \_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_ TEL : \_\_\_\_\_

Joindre le règlement par ch. bancaire à l'ordre du Monde ou ch. postal (CCP 4207-23 Paris)

ENTRÉE EN VIGUEUR à partir du 1<sup>er</sup> F par fonction et par semaine

Société Belge, siège à Bruxelles  
spécialisée dans la construction de complexes industriels clés en main à l'étranger, cherche

### DIRECTEUR DE PROJETS EN RÉALISATION

apte à diriger le travail d'équipes en réclamation et à assurer la responsabilité globale de la gestion de projets en exécution

PROFIL DE L'INGENIEUR RECHERCHE :  
- Homme de terrain, méthodique, apte à contrôler les problèmes techniques, industriels, financiers et commerciaux ;

- Homme de décision à l'esprit d'initiative sachant diriger et coordonner des équipes travaillant au siège social et sur chantier ;

- De longues années d'expérience dans la gestion de grands projets industriels sur chantier et à partir du siège social ;

- Etudes supérieures ;

- Connaissance approfondie du français et de l'anglais ;

- Minimum 35 ans ;

- Prêt à faire de courts séjours à l'étranger.

NOTES SOCIÉTÉ OFFRE :

- Situation et appointements élevés.

- Avantages extra-légaux.

- Esprit d'équipe.

Envoyer C.V. détaillé sous n° 532.018 M à REGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, Paris-3<sup>e</sup> a 12

### Important Groupe Minier

recherche  
pour une exploitation d'uranium  
située en Afrique francophone :

### 1 INGENIEUR ELECTRO-MECANICIEN

Le candidat devra être diplômé d'une école d'Art et Métiers ou équivalent et avoir une expérience professionnelle de 8 à 10 années au moins dans une industrie extractive ou métallurgique

Vie en famille. Scolarité assurée sur place jusqu'en classe de 3<sup>e</sup> incluse. Avantages sociaux.

Adresser C.V. détaillé sous n° 86.236 B. BLEU PUBLICITE, 12, rue du Docteur-Lebel, 94300 VINCENNES, qui transmettra

### TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ASSURANCES

recherche

Pour l'une de ses filiales

### d'AFRIQUE ÉQUATORIALE

UN RESPONSABLE POUR SES SERVICES ADMINISTRATIFS ET COMPTABLES

Profil du candidat HOMME 30 ans minimum

### COMPTABLE EXPÉRIMENTÉ

(de préférence COMPTABILITÉ ASSURANCES)

- Statut de cadre, avec contrat de travail de droit local

Env. curricula vitae et prétentions sous n° 87.006 à CONTEXTE Publ., 20 av. Opéra, Paris (1<sup>er</sup>), qui tr





## emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

**LE CRÉDIT AGRICOLE DE LOIRE-ATLANTIQUE**  
recherche

**UN RESPONSABLE du Service ORGANISATION**  
Rattaché à la Direction, il aura la responsabilité d'un service dont les activités principales sont les suivantes :

- l'étude, le choix et la maintenance des systèmes d'organisation;
- la sélection des besoins en organisation;
- les achats et essais de nouveaux équipements;
- les relations fonctionnelles avec l'informatique.

Le candidat, d'un niveau de formation supérieure (de préférence Ingénieur Arts et Métiers), devra disposer d'une expérience dans une fonction analogue et bénéficier de connaissances théoriques et pratiques en informatique.

Les candidatures sont à adresser avec photo, curriculum vitae et présentations à :

M. DANIAU,  
Directeur de la C.R.A.M. de Loire-Atlantique,  
La Garde - 30 X,  
44048 NANTES CEDEX.

Association formation professionnelle recherche pour résidence CHOLET (M.-et-L.)

**COLLABORATEUR** Psycho-Technicien assurant également stage de perfection niveau exécution et maîtrise. Déplacement, fréquents.

Licence psychologie exigée. Expérience similaire souhaitée. Ecrire sous le n° 52203 à :

I.R.P., 39, rue de l'Arcade, 75008 Paris, qui tr.

Société Comodore France recherche comptable qualifié, expérimenté personnel et législateur du travail nécessaire. Libre candidature. Téléphonique : (01) 09-11-52 par R.V. M. Colomblat.

Société d'investissement et de conseil recherche pour poste à CLERMONT-FERRAND collaborateur 30 ans minimum, ayant plusieurs années d'expérience, formation Grandes Ecoles ou équivalent. Adres. C.V. photo, présent. à HAVAS, 93000 CLERMONT-FERRAND, n° 85.94.

**SOPRA** CONSEIL ET ASSISTANCE EN INFORMATIQUE

PARIS - LYON - GRENOBLE - ANNECY

accentue son développement sur l'ensemble du territoire. Ses activités de Conseil en informatique pénètrent tous les secteurs de l'économie : INDUSTRIES, BANQUES, ADMINISTRATIONS, ASSURANCES, INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

pour renforcer nos équipes de ventes à Paris et en Province nous recherchons

**INGENIEURS COMMERCIAUX CONFIRMES**

nous porterons particulièrement notre intérêt sur les candidatures susceptibles de répondre aux caractéristiques suivantes :

- Formation supérieure
- Expérience de 3 à 6 ans dans la vente de Conseil de Services, ou de matériels informatiques
- Aptitude à la négociation et à la conduite des affaires.

Les postes à pourvoir sont à Paris - Grenoble - Rouen

La création d'une Agence SOPRA est envisagée pour MARSEILLE.

Envoyer C.V. et présentations à SOPRA - J. ANDREAN  
30 rue de Flandre 75019 PARIS

Discretion absolue de rigueur.

**PS Conseil**

Filiée d'un groupe de premier plan, une importante société (2.500 personnes en 4 pays) spécialisée des composants et sous-ensembles destinés à la télévision, recherche pour GENLIS près de Dijon, des jeunes

**INGENIEURS MECANICIENS**

Service Commercial Export : Après stage de formation aux produits, ils seront chargés d'obtenir et de consolider les marchés japonais (Extrême-Orient, Amérique du Sud, etc.). Ces postes nécessitent une bonne maîtrise de l'anglais pour des contacts fréquents. La pratique de l'anglais courant est impérative. (Ref. A13406 M)

Service Production : Dans l'usine de GENLIS (1.000 personnes) spécialisée dans les tubes, déviateurs, un jeune ingénieur mécanicien (AM) secondera le chef de fabrication dans l'ensemble de ses responsabilités et prendra en charge un secteur particulier : machines spéciales, organisation industrielle. (Ref. A13407 PM)

Service Achats : L'équipe actuelle chargée d'acquiescer un jeune acheteur. Ingénieur électromécanicien, parlant l'anglais courant, il assurera personnellement, dans le cadre d'un véritable marketing d'achat, les contacts et les négociations avec certains fournisseurs nationaux et internationaux. (Ref. A13407 AM)

Dans un secteur performant fondé sur une technologie de pointe, ces postes offrent de réelles perspectives d'évolution.

Adresser C.V. en rappelant la référence, à :

**P. S. CONSEIL**  
9, rue Jacques-Moyron - 69006 Lyon  
Discretion assurée



## emplois internationaux emplois internationaux

**sema**  
Première Société Européenne de Conseil  
recherche pour sa Division  
**INFORMATIQUE**

afin de participer, au sein d'une importante équipe en ALGERIE, à la conception d'un nouveau système comptable d'une grande entreprise industrielle et à l'orientation de sa mise en œuvre.

**spécialiste des systèmes comptables et budgétaires**

- possédant au minimum 10 ans d'expérience de la comptabilité des grandes entreprises industrielles
- ayant déjà participé à la conception et au contrôle de systèmes comptables évolués
- disponible à court terme.

Formation : Grandes Ecoles spécialisées (HEC, ESSEC, Sup. de Co.,...) ou titres universitaires de haut niveau (DECS, Expertise,...). Première affectation d'environ 2 ans en ALGERIE. Rémunération fixée en fonction des compétences et de l'expérience. Indemnités complémentaires pour le séjour en ALGERIE.

Adresser C.V. et photo sous référence 10119/M à R. LELEU

**sema selection** Centre Metra  
16, rue Barbès - 92126 Montrouge

IMPORT. ETABLISSEMENT BANCAIRE MAROCAIN recherche

**POUR SON SIEGE SOCIAL DE CASABLANCA**

**PSYCHO-TECHNICIENS**

expér. pr la prise en charge de l'écrit. • sélection et recrutement • Ecr. n° 1 974 01 A. R. de l'écrit. 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

Mission 3 ans en Algérie. Etudes et réalis. en sécurité.

**INGENIEUR DE MANUTENTION**

**INGEN. ELECTRICIEN DE RESEAU**

**INGENIEUR CHARPENTE METALLIQUE**

**AGENT PLANNING PERT**

**VERIFICATEUR PLANS ELECTRICITE**

**CONDUCTEUR TRAVX**

Env. C.V. n° 22020/N à A.M.P., 40, rue Olivier-de-Serres, PARIS 157, qui transmettra.

**POUR IMPORTANTE SOCIÉTÉ AFRICAINE FRANCOPHONE**

**DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER**

Contrôle de gestion

Niv. exp. compl. I.C.G., ESSEC, HEC, etc. Anal. indus. 150.000 F. avantages.

Ecr. s/réf. 619, SWEETS, S.P. 209, 7524 Paris Cedex 07 c. tr.

**IMPORTANT COMPLEXE MINIER**  
exploitant de l'uranium  
recherche pour son exploitation  
en Afrique Noire Francophone, son

**RESPONSABLE DE L'ENSEMBLE DES SERVICES TECHNIQUES**

qui sous l'autorité du Directeur Local sera chargé de diriger :

- l'exploitation souterraine (600.000 t/an)
- l'usine de traitement des minerais
- l'ensemble de l'entretien électromécanique
- le bureau d'études et des travaux neufs

Le candidat devra être de formation supérieure : école nationale supérieure des mines ou équivalent. Expérience minimum de 10 ans dans la profession minière, si possible en partie en Afrique.

**AVANTAGES OFFERTS :**

- salaire élevé versé en France
- logement gratuit en famille
- scolarisation des enfants
- sécurité

Env. C.V., photo et présentations sous n° 66.493, CONTEXTE PUBLITÉ 20, av. Opéra, PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

**JEUNES DIPLOMÉS**

VOUS CHERCHER un bon point de départ pour votre vie professionnelle, où une bonne opportunité pour valoriser une première expérience.

Nous sommes une Société française (siège en province) leader dans son domaine (second œuvre du bâtiment) réalisant 150 millions de chiffre d'affaires dont un tiers à l'export en Europe et dans le monde.

NOUS RECHERCHONS de jeunes collaborateurs de formation TECHNIQUE

**COMMERCIALE ou GESTION**

d'un niveau BTS - IUT ou Grande école, connaissance des langues étrangères, très appréciée.

Après formation, nous leur confierons des missions dans leur spécialité et des responsabilités voisines pour les préparer à des responsabilités demandant une certaine polyvalence.

NOUS OFFRONS :

- des conditions et des méthodes de travail motivantes ;
- une réelle opportunité pour des candidats de caractère et entreprenants.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prêt. n° 86339 Contexte publicité, 20 av. de l'Opéra qui transmettra.

**Société Belge, siège à Bruxelles**  
spécialisée dans la construction de complexes industriels clés en main à l'étranger.

cherche

**DIRECTEUR DES PROJETS**

apte à diriger le travail de tout le département promotion et à assurer la responsabilité globale du développement de tous les projets depuis la sélection jusqu'à la signature du contrat avec le client.

**PROFIL DE L'ELEMENT RECHERCHÉ :**

- habile négociateur, apte à contrôler des problèmes techniques, industriels, commerciaux et financiers ;
- homme de décision, à l'esprit d'initiative, sachant diriger et coordonner plusieurs équipes ;
- de longues années d'expérience dans la préparation et la gestion de grands projets industriels ;
- études supérieures ;
- connaissance approfondie du français et de l'anglais, ainsi que de l'allemand ou de l'espagnol ;
- minimum 35 ans.

Prêt à faire de courts séjours à l'étranger.

**NOTRE SOCIÉTÉ OFFRE :**

- situation et appointements élevés ;
- avantages extra-légaux ;
- esprit d'équipe.

Envoyer C.V. détaillé sous n° 532015 M. REGIER-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2<sup>e</sup>), qui tr.

**FOURNISSEUR INDUSTRIE AUTOMOBILE**

recherche

**TECHNICIEN FORMATION DESSINATEUR**

Nous sommes en Allemagne un fournisseur leader de l'industrie automobile situé dans le sud de l'Allemagne et cherchons un technicien de formation dessinateur technique.

**IMPERATIF :**

- Bonne connaissance des langues allemande et française parlées et écrites.
- Accepter le transfert du lieu d'habitation vers l'Allemagne.

Adresser photo, C.V. et présentations (lettre manuscrite) en allemand, n° 7.909 c. LE MONDE • Publ. 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (8<sup>e</sup>).

**SOCIÉTÉ MINIÈRE**  
recherche pour son exploitation  
implantée en AFRIQUE NOIRE francophone

**UN FORMATEUR EN MATIÈRE DE GESTION ADMINISTRATIVE**

(personnel, payes, magasins, comptabilité, etc.).

Le titulaire du poste devra faire l'analyse des modes opératoires et former le personnel d'exécution africain aux procédures administratives courantes. Une première expérience de l'Afrique est souhaitée.

Adresser C.V., photo et prêt. à n° 87.430, CONTEXTE PUBLITÉ, 20, av. Opéra, Paris (1<sup>er</sup>), qui transmettra.

**POUR OPERATION PILOTE EN AFRIQUE NOIRE**  
Société Française recherche

**Responsable Administratif et Financier**

Ce poste s'adresse à un candidat de 30 ans environ, titulaire du D.E.C.S. et justifiant d'une première expérience lui ayant permis d'acquiescer une bonne connaissance de la gestion de l'entreprise. Il devra être disponible en janvier 1977 et bénéficiera d'une rémunération intéressante.

Entrer rapidement avec C.V. et photo à :

ALAIN RICHARD, SECOPI SA  
23, avenue du Maine, Tour Marthe-Monparnasse  
75755 Paris Cedex 15.

**TREFIMETAUX**  
recherche

**Pour son Usine du Havre**

**INGENIEUR RESPONSABLE DU SERVICE ENTRETIEN ELECTRIQUE**

**FORMATION :**

- Ecole d'Electricité avec et possible formation de base Arts et Métiers ;
- Connaissances d'électronique et de thermique ;
- 4-5 ans d'expérience professionnelle souhaitable dans domaine similaire, si possible industrie lourde.

**MISSION :**

- Conception, mise en service, mise au point et entretien d'ensembles d'installations électriques moyennes et basse tension. Courants alternatifs et continus ;
- Dépendance de l'ingénieur Responsable des services d'entretien.

Perspectives d'avanc.

Adresser cur. vitas + photo + présentations à :  
TREFIMETAUX - Service personnel - 28, rue de Madrid - 75008 PARIS.

**IMPORTANT BUREAU D'ETUDES**  
recherche

**pour missions à l'étranger**

**INGENIEUR - MECANICIEN MANUTENTION et LEVAGE en SIDERURGIE**

**INGENIEUR CHARPENTE METALLIQUE**  
connaissant la SIDERURGIE

Libres rapidement. Nombreux avantages

Adresser lettre manuscrite + C.V. à n° 87.212, CONTEXTE PUBLITÉ, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

**responsable de succursale commerciale**

Animant une équipe d'une dizaine de personnes déjà en place depuis 5 ans, vous serez la responsabilité du développement de notre activité commerciale en Extrême-Orient : négociation, suivi des contrats, Relations Publiques. Ce poste suppose des déplacements fréquents, des contacts à haut niveau, un très bon anglais. La formation sera à Paris durant 3 ans. Le détachement à Hong Kong est prévu pour une durée de 6 ans. La rémunération au Siège est assurée. Ce poste peut convenir à un candidat de formation supérieure commerciale ou technique ayant eu une activité professionnelle commerciale à l'échelon international. Réponse et discrétion assurées à la lettre man. C.V. photo, rém. adressée s/réf. 6/3120 à Mme Buttenin.

**bernard juliet psycom**  
93, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly

**L'UNE DES PLUS GRANDES ENTREPRISES D'AFRIQUE NOIRE**  
exercant des activités commerciales et industrielles dans plusieurs pays recherche

**QUATRE CHIEFS COMPTABLES**

titulaires du D.E.C.S. complet et ayant acquis une solide expérience de leur métier, de préférence dans une affaire similaire installée dans la même zone géographique. Age souhaité : 28 ans min.

Les situations offertes comportent des possibilités d'ascension de carrière, de bon niveau, tant en ce qui concerne le salaire que les avantages annexes, prévoyance en particulier.

Envoyer C.V. détaillé sous réf. n° 481 à L.T.P., 21, bd Bonne-Nouvelle, 75002 Paris Cedex 02.

**GESTION 2000**  
pour Extrême-Orient

**INGENIEURS MECANICIENS**  
machines tournantes

**SUPERVISEURS**  
Expérience Pétrchimie. Tél. : 878-73-04.

Importante entreprise de Travaux Maritimes rech. d'urgence pour chantier en participation dans le

**GOLFE ARABIQUE**

**UN COMPTABLE**

2<sup>e</sup> ECHELON. Position V. Titulaire du B.T.S. ou diplôme équivalent, ayant au minimum 5 à 10 ans d'expérience professionnelle.

Pour ce poste, une parfaite maîtrise de la langue anglaise est indispensable.

Envoyer C.V. détaillé manuscrit photo et présentations à Service du Personnel, ENTREPRISE A. DODIN, 95 bis, rue Marlin, 75019 Paris.

**POUR AFRIQUE NOIRE**

**METREUR**  
Grand Terrassement

Libre de suite

Envoyer C.V. à A T 29, av. de Friedland, 75008 PARIS

**90 000 F DÉPART**

**DIRECTEUR DE COLLECTION**  
(CHEF DE PRODUITS)

Collaborateur direct du Président pour très importante marque internationale libellément enant.

- Résidence grande ville 150 km de PARIS SUD. Déménagement en charge Société et recherche logement
- Esprit créatif.
- Personnalité passionnante.
- Homme de commerce.
- Précision, rigueur administrative.

Toutes ces qualités sont complémentaires pour contrôler et gérer l'élaboration de la collection et sa bonne livraison à date, en commun avec la Direction et les stylistes.

Une formation d'ingénieur textile serait appréciée mais non indispensable (→ 95 000 F départ).

Veuillez indiquer sur ce dossier strictement confidentiel le nom de l'entreprise à laquelle ce dossier ne devra être communiqué en aucun cas.

Ecrire à : **CADRE SELECTION**  
57, avenue Charles-de-Gaulle  
92200 NEUILLY-SUR-SEINE  
qui transmettra.

صكنا من الامل





## emplois régionaux

Un important chantier de Construction Navale implanté sur le littoral Nord de la France recherche un

### INGÉNIEUR MÉCANICIEN ou ÉLECTRO-MÉCANICIEN

(débutant ou ayant quelques années d'expérience). Le candidat retenu aura pour fonction d'assurer la conduite du montage et des essais des installations du comparateur machines des navires construits par la société.

Le poste est particulièrement attractif en raison de la variété des problèmes qu'il aura à résoudre son titulaire, et il implique un esprit d'initiative, un sens de l'organisation et de la méthode, jointe à une autorité naturelle.

Une bonne connaissance de la langue anglaise serait en outre appréciée.

La rémunération sera fonction du degré de qualification et de l'expérience antérieure acquise par le candidat.

Nécessité d'habiter Dunkerque.

Les candidats intéressés sont priés d'adresser une lettre manuscrite de candidature et curriculum vitae détaillé à :

M. le Chef du Personnel  
CHANTIERS DE FRANCE-DUNKERQUE  
Boite Postale 1501, 59501 DUNKERQUE CEDEX.

Importante Entreprise Industrielle DE STRASBOURG recherche pour ses services d'études

### UN INGÉNIEUR INFORMATICIEN

Il sera associé à une équipe ayant pour mission de faire l'analyse détaillée de la programmation et du support de mini-ordinateurs dans le cadre des études et de l'élaboration de la maintenance de ses systèmes téléphoniques.

Le niveau du candidat devrait être celui d'une maîtrise en informatique ou d'une école d'ingénieurs avec une spécialité d'informatique. Une expérience sur mini-ordinateurs en temps réel est souhaitable.

Une bonne connaissance en anglais est exigée.

Offre avec C.V. photo et prétentions sous n° 312, HAVAS STRASBOURG.

**CAP/GENINI/SOGETI**  
Le premier groupe européen de sociétés de services en informatique.

recherche pour un de ses clients implanté à MONTAUBAN

### CHEFS DE PROJETS

- expérience de conception et de mise en place de grands projets informatiques,
- connaissances T.P., bases de données exigées,
- diplômés d'enseignement supérieur,
- 5 ans d'expérience minimum.

### ANALYSTES

- formation supérieure souhaitée,
- expérience T.P. et programmation nécessaires,
- 3 ans d'expérience minimum.

Ces postes exigent des déplacements fréquents dans la région midi-pyrénées. Envoyer CV + photo et prétention à :

**CAP/GENINI**  
76, allée Jean Jaurès - 31000 TOULOUSE

Franche-Comté

### RESPONSABLE services comptabilité et administratifs

Filière d'un important groupe français du secteur mécanique, recherche son Responsable des services comptables et administratifs.

Rattaché au président, il participera à l'élaboration des budgets.

Le poste comprend :

- la supervision de la comptabilité générale ;
- la gestion de la trésorerie ;
- la mise en place de la comptabilité industrielle.

Dans un deuxième temps il devra prendre en charge la programmation des circuits administratifs.

Ce poste convient à un candidat, de 30 ans minimum, de formation E.S.S.E.C. ou E.S.C. + D.E.C.S. indispensable, bénéficiant d'une réelle expérience de la fonction.

La rémunération annuelle sera liée à l'expérience et aux qualités du candidat retenu.

Ecrire sous le n° 87.523 à CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui transmettra.

TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TRAVAUX PHOTOGRAPHIQUES (400 personnes - C.A. : 50 MF) recherche pour METZ (57)

### DIRECTEUR de PRODUCTION

La société, qui contrôle une grande partie du marché national, recherche un homme jeune, capable de s'intégrer à l'équipe de direction et d'assurer la responsabilité d'un service de 200 personnes.

A défaut d'avoir occupé un poste similaire dans le milieu photographique, il devra justifier d'un diplôme d'ingénieur (ENSA, ENSI, ou équivalent), et d'une expérience acquise en petite mécanique, électronique et automatisme, ainsi que dans l'utilisation des ordinateurs tant pour la gestion que pour la commande des machines.

ECRIRE SOUS RÉFÉRENCE No 706 avec CV et photo, à :

**DREST**  
57, rue Pierre-Perrat - 57000 METZ  
discrétion assurée

GRUPE INDUSTRIEL recherche, pour ensemble de Filiales en Province

### DIRECTEUR ADMINISTRATIF

Age minimum : 35 ans  
FORMATION SUPÉRIEURE INDISPENSABLE

Expérience pratique approfondie pour réorganisation et direction des Services gestion, comptabilité générale et analytique, administration du personnel (3 Chefs de groupe et 12 collaborateurs).

Traitement annuel envisagé : 110.000 francs.

Lieu de travail : BRIVES.

Env. lettre manuscrite avec C.V. et le n° 86.881 à :

**cabinet leconte**  
4, rue Amiral Courbet  
75116 PARIS

**LogAbax**  
informatique

recherche pour prendre la responsabilité de sa nouvelle USINE de TOULOUSE

### UN INGÉNIEUR Diplômé (POSITION III)

Les candidats devront :

- avoir une expérience de la fabrication ;
- de bonnes connaissances en électronique et en mécanique.

Age minimum : 35 ans.

Ecrire avec C.V. et prétentions à Direction du Personnel, 77, av. A.-Briand, 94110 ARCEUIL.

IMPORTANTE FONDERIE D'ACIER BOURGES recherche pour mise en place et organisation d'une comptabilité industrielle

### CADRE COMPTABLE

Formation D.E.C.S. ou Ecole Supérieure de Commerce.

Quelques années de pratique en comptabilité analytique industrielle de préférence.

Poste à pourvoir le plus tôt possible et pouvant déboucher sur Contrôle de Gestion.

Adresser C.V. détaillé et présent. sous réf. CA 78 à :

**PROFILS**  
5 bis, rue Kappeler  
75116 PARIS.

MAGASIN MOBILIER CONTEMPORAIN enseigne Nationale recherche pour ville côtière de l'Ouest

### VENDEUR (EUSE) CONFIRMÉ (E)

Il possède une solide expérience commerciale dans le meuble, un réel goût esthétique. (27 ans minimum).

Envoyer C.V. et photo à NOEL CONSEIL, n° R.B. 107 - 23200 FLOURESCANT.

**France**  
cadres

### DIRECTEUR DU PERSONNEL BRETAGNE

Un groupe important en expansion (2000 pers.) recherche pour son siège situé à proximité d'une ville universitaire un Directeur du Personnel ayant une bonne expérience de la fonction.

Dépendant de la Direction Générale, il sera chargé d'appliquer une politique dynamique dépassant la conception classique de l'administration et de la gestion courantes du personnel et très orientée vers les relations humaines.

26 rue Marbeuf 75008 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande Réf. 843M.

SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE DU SUD-EST cherche

### INGÉNIEUR TECHNIQUE-COMMERCIAL EXPORT

Expérience en Electronique confirmée. Voyages internationaux fréquents. Anglais obligatoire.

Ecrire avec références et prétentions à Agence Havas, n° 0970, 13, place Masséna, 06000 NICE

LE P.D.G. D'UN GROUPE MULTINATIONAL DU SECTEUR TEXTILE (C.A. 1976 : 1,2 milliard) LEADER DANS SON MARCHE recherche pour le second

### UN CONSEILLER DE DIRECTION

Formation supérieure de très haut niveau, et possible mixte (technique et commerciale), type ENA, HEC, ESSEC, X, expérience professionnelle.

Lieu de travail : région Nord.

Envoyer photo, prétentions sous référence L&S à P. LICHAU S.A., 10, rue Louvois, 75003 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

## offres d'emploi

## offres d'emploi

### CONSEILLER COMMERCIAL DE HAUT NIVEAU 100.000F.

Une société d'ingénierie de premier plan, recherche un candidat de formation supérieure ayant une expérience de plusieurs années dans le domaine des BATIMENTS ET INSTALLATIONS INDUSTRIELLES.

Il aura pour tâche de déterminer les segments de marchés favorables à la diffusion des produits et devra assurer la réalisation des objectifs fixés par la société.

Une bonne connaissance de l'anglais est demandée pour ce poste qui bénéficie d'une large autonomie.

Une discrétion absolue est assurée et il sera répondu à tous les dossiers de candidature comportant lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et références.

Adresser votre courrier, sous mention C.C. à Pierre LICHAU S.A., 10, rue de Louvois 75003 Paris cedex 02 qui transmettra.

### IMPORTANT GROUPE PRESTATAIRE DE SERVICES (Neuilly) recherche

### auditeur interne

- pour participer, au sein de la Direction Financière de la Société holding, à la définition, à la mise en place et au contrôle des procédures du groupe.
- pour réaliser des audits, des expertises et des évaluations d'entreprises en France et à l'étranger dans le cadre de ses opérations de diversification.

Formation et expérience : HEC, ESSEC, ESC... ayant 2 à 4 ans d'expérience de cabinet d'audit. Langue anglaise nécessaire.

### chef comptable

- pour seconder le directeur financier et administratif de l'une de ses filiales sur les plans de la gestion, de la comptabilité et de la fiscalité.

Une expérience de plusieurs années dans une fonction similaire au sein d'une entreprise de taille moyenne est requise.

### comptable

- pour assister le chef comptable de l'une de ses filiales dans le domaine de la comptabilité générale.

Expérience de deux ou trois années dans un service de comptabilité générale.

Les candidats intéressés par ces offres sont priés d'adresser curriculum vitae, photo et prétentions à HAVAS CONTACT, 156, boulevard Haussmann, 75008 Paris, sous référence 32.333.

Société leader dans sa branche renforce son Service Informatique (IBM 370/135 sous DOS/VS) par

### ANALYSTE PROGRAMMEUR

ayant :

- une formation supérieure (IUT) ;
- une expérience de programmation PL/1 ;
- connaissances assembleur et/ou DL1 appréciées.

Il est proposé :

- position cadre ;
- d'importantes possibilités de perfectionnement et d'évolution ;
- des avantages sociaux importants.

Adr. C.V. détaillé, prétentions et photo s/réf. 3.011/M à

**answare**  
101, bd Murat, 75016 PARIS.

Importante Boulangerie Industrielle, leader de sa branche recherche pour banlieue Nord son

### CHEF DE FABRICATION

- Etre âgé 30 ans minimum.
- Expérience approfondie en pétrification.
- Qualités de meneur d'hommes alliées à un sens aigu des relations humaines.
- Possibilité de déboucher sur un poste de Direction d'usine.
- Poste à pourvoir de suite.
- Rémunération en fonction de la qualification.

Adresser candidature à :

M. DELARUE  
PAIN DUROI,  
102, avenue Aristide-Briand,  
92150 LE BLANC-MESNIL.

IMPORTANT ORGANISME FORMATION recherche

### PROFESSEURS

de langue (d'origine) ANGLAISE ou ALLEMANDE.

Plein temps ou vacataires.

Envoy. C.V. détaillé et photo à AFORP, serv. du pers., 55, rue Deguingand, 92300 LEVALLOIS.

IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER recherche

### INGÉNIEURS-PROGRAMMEURS ANALYSTES-PROGRAMMEURS

pour réaliser des applications bancaires sur IBM 370/145 sous OS/MFT/BAEP/CIOS

- Formation ENSI, C.N.A.M., I.L.E., Maîtrise.
- 2 à 4 ans de pratique.
- Connaissances COBOL/ANS et Assembleur.
- Connaissances CICS ou traitement des statistiques appréciées.

Adresser C.V., photo et prétentions à n° 8.131, COVAP, 40, rue de Chabrol, 75010 Paris, qui transmettra.

Nous sommes une importante société de PRODUITS CHIMIQUES.

Nous recherchons pour notre établissement situé BANLIEUE EST

### Un PROGRAMMEUR BON NIVEAU

connaissant ASSEMBLEUR et COBOL.

Anglais nécessaire.

Nous offrons : bonne rémunération, 13<sup>e</sup> mois, cantine et tous avantages sociaux.

Env. curr. vitae détaillé, photo sous n° 49.020, HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann, 75008 Paris.

Service Gestion Logement localisé, REGION PARIS, recherche

### COLLABORATEUR EXPERIMENTÉ

Envoyer C.V. et réf. à n° 129, AL. PUBLI, 11, r. de Provence, Paris-9<sup>e</sup>, qui transmettra.

NOUS SOMMES UN LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE DE CARACTÈRE INTERNATIONAL et nous recherchons

### POUR NOTRE RESEAU DE VENTES ET SERVICES AIDES DES PHARMACIENS D'OFFICINES

### UN ATTACHE COMMERCIAL

STATUT V.R.P. EXCLUSIF

POUR LE SECTEUR (9 départements soit : 18, 58, 89, 10, 21, 52, 70, 55, 25)

Nous offrons :

- Un stage de format. rémun.
- Une formation, perman. assurée.
- Un fixe élevé + primes.
- Le remboursement des frais de route.

Nous recherchons :

- Un vendeur débutant ou confirmé ayant :
- une formation secondaire.
- un domicile sur secteur.
- une voiture.

Adr. C.V. détaillé + photo (ref. 1 sous réf. 204 à Services Petites Annonces

**OURANOS**  
12 bis, rue Jean-Jaurès, 92400 PUTEAUX, qui transmettra.

Centre Hospitalier de Pontalba 95, recrute

### INFIRMIERS (ÈRES)

psychiatriques pour nouveaux services. Trav. de secteur VAD H. 05 jours. H. de nuit. Possibilités logement, crèche. Avantages financiers région parisienne. Ecrire Direction ou téléphoner 564-02-10, post. 22 pour renseignements et R.V.

### RANK XEROX continue son développement et recherche : commerciaux dynamiques et ambitieux

pour diffuser la gamme de ses copieurs-duplicateurs

Vous voulez :

- Travailler dans une équipe jeune,
- Etre responsable et gestionnaire de votre secteur de vente tout en bénéficiant d'une assistance technique et d'un appui publicitaire permanent.
- Avoir une rémunération proportionnelle à vos résultats.

Vous devez :

- Etre un vendeur qui a fait ses preuves ou un jeune diplômé prêt à les faire.

Nous garantissons :

- Un statut cadre ou assimilé suivant diplômes et/ou expérience.
- Une formation solide (5 semaines de stage rémunérées).
- Un salaire élevé dès le départ (32.800 F de fixe annuel + variable important + frais professionnels + participation aux fruits de l'expansion).
- Des possibilités d'évolution.

Cela vous tente ?

Des postes sont à pourvoir à PARIS et RÉGION PARISIENNE et dans les départements suivants : 13 - 14 - 27 - 33 - 50 - 57 - 59 - 67 - 69 - 76 - 84.

Merci de faire parvenir votre candidature s/réf. V.9 (en précisant l'affectation désirée) au :

**RANK XEROX**  
Service recrutement  
B.P. 63  
93602  
AULNAY s/BOIS Cedex.



OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés" 2 col. et - (la ligne colonne)	40,00	46,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	49,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,53
	70,00	81,73

# ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés"	28,00	32,69
"Double insertion"	34,00	39,70
"Placards encadrés"	38,00	44,37
L'AGENDA DU MONDE	40,00	46,70
	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi



## LE CARBONE LORRAINE

PARIS  
recherche

### INGENIEUR D'AFFAIRES GENIE CHIMIQUE

expérimenté  
NEGOCIATIONS  
A UN NIVEAU ELEVE  
FRANCE ETRANGER

• Etablissement des offres techniques et commerciales  
• Suivi des affaires

anglais allemand  
indispensables

Evolution ultérieure à des fonctions plus importantes  
REF 601

### INGENIEUR DEBUTANT GENIE CHIMIQUE

• Propositions  
• Calculs de dimensionnement d'appareils  
• Déplacements courts durée France Etranger

anglais allemand  
nécessaires

REF 602

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions à  
Direction des Relations Sociales  
45 rue des Académies Paris 17ème  
Entière discrétion assurée

## THE CHASE MANHATTAN BANK NEW YORK

recherche des collaborateurs à PARIS  
pour son Département d'

### audit interne

Ils auront pour mission :  
• de contrôler les activités comptables et financières de la banque et de ses filiales,  
• de s'assurer de la régularité et de la conformité des procédures aux réglementations locales et internes,  
• d'évaluer et de définir toute règle de contrôle.

Ces postes conviennent à des candidats :  
• diplômés d'une Ecole Supérieure de Commerce ou de l'Institut Technique de Banque,  
• ayant une très bonne connaissance de la langue anglaise,  
• possédant, si possible, une première expérience dans l'Audit et/ou la banque.

Des connaissances en informatique de gestion seront appréciées pour l'un des postes.  
Quelques déplacements sont à envisager.

Envoyer CV détaillé et niveau de rémunération à J.P. DUBUS, Développement du Personnel, The Chase Manhattan Bank, 41, rue Cambon 75001 PARIS.

## L'ASSURANCE QUALITE UN DOMAINE NEUF POUR DES INGENIEURS GRANDES ECOLES

Vous débutez ou vous justifiez déjà d'une activité professionnelle acquise soit en bureau d'études soit en fabrication.

Vous recherchez un poste évolutif vous permettant de valoriser vos connaissances.

Société d'engineering et de constructions nucléaires, nous vous proposons d'entrer au sein de nos services assurance qualité.

Nous vous chargerons du suivi de fabrication de nos produits, des études de conformité, de l'analyse des documents techniques et de l'évaluation des niveaux de qualité.

Ecrire à No 57.066 - Contesse Publicité  
20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01  
qui transmettra.

### UN INGENIEUR

Société, Leader Européen dans sa spécialité, rech. dans le cadre du développement de sa division acoustique

Pour prendre en charge l'ensemble de ses études acoustiques.  
Le candidat, Ingénieur Grande Ecole ou équivalent, aura 2 ou 3 années d'expérience dans ce domaine.

Lieu de travail : SAINT-CLOUD.

Envoyer C.V., photo et prétentions, à VIBRACHOC,  
39, rue des Mathurins - 75008 PARIS.

## SOCIÉTÉ ALLEMANDE MULTINATIONALE

### DIRECTEUR GÉNÉRAL

parfaitement bilingue Français-Allemand

• NOUS SOMMES une multinationale en expansion (15 usines dont 2 en France) leader de sa branche en Europe  
• NOUS DISPOSONS en Allemagne d'un puissant centre de recherche dans des techniques de pointe  
• NOTRE CLIENTÈLE : la grande industrie, particulièrement Sidérurgie, Chimie, Verrerie, Céramique, Petrochimie et Engineering correspondants.

Nous recherchons pour notre filiale France (Paris)  
une personnalité de 1<sup>er</sup> plan Grande École (X, MINES, ...)

Il sera responsable de la gestion, de la rentabilité et du développement de la société française. Il aura l'animation d'une équipe de Directeurs commerciaux et administratifs et le contrôle de 2 unités de production. Il assurera la coordination avec la Direction générale en Allemagne.

Âgé de 40 ans environ, homme d'affaires habitué aux négociations de haut niveau, ayant une démarche pragmatique et des qualités de caractère et d'énergie, il devra avoir une expérience professionnelle confirmée.

Rémunération de l'ordre de 240.000 francs selon carrière

Ecrire avec C.V., prétentions et photo sous référence 2255  
Mlle D. DANGER.

CORT

65, avenue Kléber,  
75116 PARIS

## Nous recherchons un DIRECTEUR DES VENTES

avec une connaissance de l'anglais, qui serait éventuellement susceptible de devenir Gérant d'une S.A.R.L.

Notre gamme de produits est grande et variée mais à ce jour la distribution en France se limite aux régulateurs électroniques de température - West - et aux enregistreurs miniaturisés - Rustak -. Le candidat choisi prendra, après une période de formation, la responsabilité des affaires Gulton en France.

Gulton, une Société Américaine ayant un chiffre d'affaires d'environ 5 100 millions est en pleine expansion en Europe.

C'est une opportunité pour un candidat de valeur, âgé de 30 ans environ, permettant un développement de carrière lié à la croissance de la Société.

Les entretiens auront lieu à Paris.

Envoyer prétentions et C.V. à M. R. Prater,  
14 rue Cavé, 92300, Levallois-Perret.



## GENERAL MOTORS FRANCE

recherche  
pour son service informatique

### analystes-programmeurs

DUT en informatique ou équivalent

### programmeur confirmé

Pour ces postes, minimum requis de 2 ans d'expérience spécialisée en gestion production et achat, gestion financière.

Langage Cobol et PL1 IBM 370/138.

Anglais indispensable.  
Déplacements courts mais fréquents.

Adresser C.V. et prétentions Service Personnel  
YM 5 Bld Gallieni 92231 GENNEVILLIERS

Dans le cadre de son expansion  
LA REGIE PUBLICITAIRE  
d'un groupe de presse économique et politique  
recherche

### CHEF DE PUBLICITÉ

expérimenté dans  
VENTE ESPACE

Fixe + commission + frais - Statut V.E.P. cadre.  
Possibilités de promotion pour élément d'encadrement.  
Plusieurs secteurs géographiques à pourvoir  
en FRANCE ET A L'ETRANGER

Ecrire lettre manuscrite C.V. détaillé et photo à  
n° 7 031.028 M - REGIE PRESSE  
85 bis, rue Babouin 75002 Paris.

## TRES IMPORTANTE SOCIÉTÉ SECTEUR MÉTALLURGIQUE

recherche un

### INGENIEUR DE LA SECURITE DU TRAVAIL

Homme 35 ans minimum.

Expérience de la fonction au moins 5 ans.

Connaissances indispensables en :

- électromécanique
- technologie des machines
- emboutissage
- distribution des fluides
- législation du travail
- établissements classés
- sécurité incendie.

Il sera chargé de promouvoir à tous les niveaux et à l'extérieur en mettant en œuvre tous les moyens nécessaires (assistance technique, animation, sensibilisation, information).

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions s/réf. 1689 à P. LICHOU  
S.A., 10 rue de Louvois 75003 Paris  
caden 02 qui transmettra.

## TRES IMPORTANT GROUPE DE SOCIÉTÉS (C.A. 1 Milliard)

recherche

Dans le cadre de son Activité Après-Vente

### JEUNES INGENIEURS (travaux publics - mines)

• Poste de Responsabilité après période de Formation

• Connaissance de l'anglais indispensable

• Très importantes perspectives de développement

Adresser C.V. et photo sous réf. No 2111 à  
SPERAR, 12 Rue Jean-Jaures  
92807 - PUTEAUX - qui transmettra

## GROUPE DE SOCIÉTÉS INTERNATIONALES

offre à

PARIS (8<sup>e</sup>)

situation de réel avenir à

### JEUNE INGENIEUR

mécanicien ou électronicien exclusivement

- Diplôme Grandes Ecoles.
- Déjà acquis formation complète BREVET.
- Langue anglaise indispensable.

Adresser curriculum vitae manuscrit détaillé à  
B.E.O. 1, rue de Téhéran, 75008 PARIS.

## INGENIEURS-SYSTEME

Nous sommes une Société de Gérance Informatique en progression rapide, nos partenaires sont parmi les plus importantes Entreprises. Notre force réside dans la qualité de notre équipe.

Nous offrons à nos collaborateurs un travail de réalisations sur de nouveaux systèmes et de nouvelles méthodes de rentabilisation des Centres Informatiques.

Une formation supérieure (I.D.N., S.C.P.E.C. Maîtrise d'Informatique) est nécessaire, ainsi qu'une expérience d'un ou deux ans, si possible. Cependant, nous prendrons en considération des candidatures de débutants.

Nous recherchons un Ingénieur IBM 370 système OS VS, et un Ingénieur CIT - IIB série 6800 ou 68, connaissances IDS - TSS - GECOS.

Si ces postes, offrant de réelles perspectives d'avenir, vous intéressent adressez votre lettre de candidature manuscrite accompagnée de votre C.V., photo, prétentions à

PUBLIVAL n° 1153, 70, rue du Point-du-Jour, 92100 Boulogne, qui transmet.

L'un des tout premiers laboratoires pharmaceutiques mondiaux souhaite recruter un

## médecin recherche clinique

Le médecin que nous engagerons a, de préférence, une expérience des essais cliniques contrôlés et des statistiques, et une expérience hospitalière.

Le profil ? au moins 30 ans, de la rigueur scientifique, de la méthode et un sens aigu des contacts. Enfin, une bonne connaissance de l'anglais.

Sa mission sera d'élaborer, diriger et contrôler un programme de recherches concernant des produits de grande innovation et de haut intérêt thérapeutique, dans la tradition des médicaments de nos laboratoires.

Envoyer votre dossier de candidature avec curriculum vitae, photo à :  
MERCK SHARP & DOHMECHIBRET  
Direction des Affaires Sociales  
3, Avenue Hoche - 75008 PARIS.

## BRITISH LEYLAND

Premier Constructeur Automobiles Britannique  
recherche pour sa filiale française

### RESPONSABLE RECRUTEMENT - FORMATION

IL AURA POUR MISSION :

- le recrutement et la sélection du personnel : ouvriers, employés et maîtrise.
- L'élaboration de la politique de formation et sa mise en œuvre.
- Le suivi des carrières.

CE POSTE NECESSITE :

- Une bonne connaissance de la législation sociale, une expérience de plusieurs années dans le domaine de la pédagogie des adultes, une excellente pratique de l'ANGLAIS.

La formation requise est du niveau Maîtrise ou Licence Psychologie, Sciences Humaines, Droit.

Ecrire avec C.V. détaillé et prétentions à  
BRITISH LEYLAND FRANCE S.P. 21  
5101 ARGENTEUIL.

## auditeur junior

Intégré à l'équipe d'auditeurs existante :

- il contrôlera les activités comptables, financières et opérationnelles dans nos sociétés Secteur Grand Public.
- il proposera les actions correctives nécessaires.

Le poste conviendrait à un candidat :

- âgé d'au moins 25 ans,
- de formation supérieure (HEC, ESC, niveau Expertise Comptable...)
- avec une première expérience en Cabinet d'Audit International,
- pratiquant l'anglais.

L'aptitude au contact humain à tous niveaux et le sens de l'organisation sont indispensables.

Lieu de travail : Paris Est avec déplacements de courte durée en France.



Ecrire avec C.V. et photo  
à Mme LE BAY,  
Service du Personnel,  
97, avenue de Verdun  
93250 Romainville.

Important groupe professionnel  
d'Assurances recherche à PARIS

## ingénieurs grandes écoles

(X, Centrale, Mines, Télécom...)

### chefs de projet

- justifiant de solides connaissances en INFORMATIQUE DE GESTION, (4 ans d'expérience minimum).
- destinés à l'encadrement de projets importants nécessitant l'emploi des techniques de BASES DE DONNÉES et de TELE-TRAITEMENT.

Adresser dossier de candidature, avec lettre manuscrite, photo et prétentions, sous réf. 11.507, à HAVAS CONTACT,  
156 bd Haussmann 75008 Paris, qui tr.

صكنا من الامل



OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne 12
"Placards encadrés" 2 col. et +	40,00	45,70
(la ligne colonne)		
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	49,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,33
	70,00	81,73

# ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne 12
L'IMMOBILIER	28,00	32,69
"Placards encadrés"	34,00	39,70
Double insertion	36,00	44,37
"Placards encadrés"	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

**tubest**

CA 1975 : 50 millions F.  
Filière de la Cie GENERALE des VOITURES  
Fabricant de tuyaux métalliques flexibles  
pour l'INDUSTRIE et le BATIMENT.

recherche  
pour lui confier une mission de  
**Marketing Industriel**  
un  
**Jeune Ingénieur**

intéressé par une  
**CARRIERE COMMERCIALE**  
et ayant complété sa formation dans le  
domaine du Marketing.

Directement rattaché au Directeur Commercial  
et du Marketing, il sera essentiellement  
chargé d'animer la recherche de produits  
nouveaux, à l'intérieur et à l'extérieur de  
l'entreprise. Il participera aussi à la gestion  
des produits existants.

Une première expérience du Marketing ou  
de la vente de produits industriels est  
vivement souhaitée.

Les dossiers de candidatures  
— sous Réf. M.1247 à préciser sur l'enveloppe —  
seront traités confidentiellement par  
**DEVELOPPEMENT**

10 rue de la Paix, 75002 Paris.

**SOCIÉTÉ FRANÇAISE  
DE PRODUITS FRAIS**  
recherche

**CADRE COMMERCIAL  
DE VENTE**

adjoint au directeur commercial

- formation supérieure ;
- expérience même brève de la vente grande consommation ;
- 25 ans minimum ;
- fixe + primes permettant rémunération annuelle de 60.000 francs ;
- résidence Paris ;
- disponible rapidement.

Ecrire avec curriculum vitae, photo sous le n° 1992 à :  
« Le Monde » P. 5, rue des Italiens, 75421 Paris-9<sup>e</sup>.

**AMPEX**

Leader mondial de l'enregistrement magnétique  
21 rue du Dôme 92100 Boulogne

offre à  
**INGÉNIEUR ELECTRONICIEEN**  
Débutant ou ayant 1 à 2 ans d'expérience  
technique hardware digital, dynamique, ambiteux,  
responsable, connaissant l'anglais, la  
fonction :

**ingénieur  
technico Ccial**

— Adresser C.V. photo et prétentions.

Société de Vente de Biens d'Équipement  
Jeune dans sa spécialité  
recherche pour sa DIVISION  
Machines-Outils, Outillage et Métrologie :

**PLUSIEURS  
CHEFS de PRODUITS**

- Jeune et dynamique ;
- Aime le dialogue et la technique ;
- Animé de la rage de convaincre.

**FONCTION :**

- Responsable d'un chiffre d'affaires, il participera à la stratégie commerciale et promotionnelle.
- Homme de marketing opérationnel il apportera son appui à la force de vente.
- Anglais souhaité.
- Déplacements fréquents.

Ecrire avec C.V. sous le n° 86.789 à CONTEXTE  
Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui transmet.

**DU PONT**

Votre langage informatique est le Cobol.  
Vous connaissez notre matériel : 2 IBM 370/135 dans  
un réseau européen de Télétraitement.  
Vous êtes

**ANALYSTE  
PROGRAMMEUR**

DU PONT DE NEMOURS vous propose un contrat  
temporaire de 6 mois éventuellement renouvelable,  
dans son service Traitement de l'Information.

À l'âge de 25 ans minimum, vous avez une formation de  
type IUT Informatique ou une maîtrise de gestion  
informatique complétée par une première expérience  
professionnelle.

Ce poste offre à un jeune candidat la possibilité  
d'acquies un "know how" dans les applications  
informatiques de gestion.

Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable.  
Lieu de travail : proximité Gare Saint-Lazare.

Adresser votre cv. sous référence 315, à DU PONT DE  
NEMOURS (FRANCE) S.A. Service du Personnel,  
1, rue de Vienne, 75005 PARIS.

**ingénieur  
commercial**

Une Société Hollandaise Internationale qui déploie  
ses activités dans le domaine des pipelines, recherche  
son délégué commercial sur le marché français.  
Rattaché au marketing manager européen, il aura à  
développer la clientèle existante par son action de  
prospection et relations publiques et à suivre la  
réalisation des contrats auprès des usines du  
groupe.

Ce poste requiert une formation supérieure technique  
ou commerciale complétée par quatre à six ans  
d'expérience au sein d'un groupe métallurgique ou  
pétrolier.

La connaissance des problèmes de corrosion serait  
un atout. Anglais courant indispensable.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération  
actuelle sous la référence 61024/M (à mentionner  
sur l'enveloppe) à M. Perche, responsable branche  
industrielle.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

**BERNARD KRIEF CONSULTANTS**  
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

Banque affiliée à Groupe International  
recherche pour son Siège à Paris :

**cadre de banque**

Pour occuper un poste d'exploitation au sein  
d'une équipe de direction.

Ce poste exige :

- une expérience de plusieurs années dans un  
poste équivalent ;
- une connaissance approfondie des différents  
services ;
- une parfaite maîtrise des crédits ;
- une bonne aptitude aux contacts humains.

Adresser C.V. détaillé et prétentions  
sous n° 86202 S à :  
BLEU Publicité - 17, rue Labri  
94300 Vincennes, qui transmettra.

**INSTITUT NATIONAL  
DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE**  
cherche

**JURISTE**

- Age minimum 28 ans.
- Licence ou DES.
- Expérience professionnelle 2/3 ans min. souh.
- Connaissance Propriété Industrielle indispensable et langue anglaise au moins lue.

Ne pas se présenter.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à  
**I.N.P.I.** 15000 PARIS CEDEX 06.

**SOCIÉTÉ ETUDES DE MARCHÉS**  
Spécialiste Domaines Médicaux  
cherche

**CHARGÉ D'ÉTUDES CONFIRMÉ**

ait bonnes connaissances méthodes quantitatives.  
Expérience études médicales et anglaises souhaitée  
(2 ans expérience minimum).

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions  
à M.L. - FRANCE,  
17, quai de Grenelle, 75015 PARIS.

**INTERMARGO-ELVINGER**  
recherche

**CHEF DE PUBLICITÉ**

2 à 3 ans d'expérience.

Ecrire avec curriculum vitae, photo,  
saleté demandée au  
Directeur Général d'Intermargo-Elvinger,  
32, avenue Charles-de-Gaulle,  
92522 NEUILLY-SUR-SEINE.

**THE FIRST NATIONAL  
BANK OF BOSTON**  
recherche

**ATTACHE DE DIRECTION**

plus particulièrement chargé des relations avec  
la clientèle.

Le candidat devra avoir :

- une formation supérieure complétée si possible  
par un M.B.A.
- 2 à 3 ans d'expérience bancaire minimum
- la connaissance des mécanismes de crédit
- le goût des contacts commerciaux
- la connaissance de l'anglais est indispensable.

Le niveau de rémunération sera fonction  
des compétences.

Envoyez C.V. et prétentions sous réf. 8 202 à :  
INFRAPLAN CARRIÈRES, Tour de Lyon, 185, rue de Bercy  
75012 Paris qui traitera les candidatures.

**CENTRE INFORMATIQUE Sud de Paris**  
recherche

**CHEFS DE PROJETS  
confirmés**

**PROGRAMMEURS-ANALYSTES  
confirmés**

- Formation supérieure appréciée.
- Expérience approfondie de la programmation :
- matériel : IBM 370/125 ;
- logiciels : DOS/VS, POWER ;
- langages : COBOL, APL, FORTRAN, ALGOL, BASIC, PASCAL, PL/I, etc.
- Méthodes : WARNIER, CORIG, COBOL structuré.
- Capacité de conception et de direction de  
projets P.M.E. ;
- Qualités d'ordre et de méthode, aptitude aux  
relations humaines ;
- Connaissances : comptabilité, paie, facturation,  
gestion des stocks ;
- Débrouille d'administratif.

Env. C.V. et prét. sous réf. 2028/N, à A.M.P., 40, rue  
Olivier-de-Bernis, 75013 PARIS, qui transmettra.

**URGENT rech.**

**INGÉNIEUR COMMERCIAL**  
Formation technique supérieure  
électro-mécanique  
ou ingénieur maison.

- 30 ans minimum
- Connaissances chaîne  
de production ;
- Rigueur des contacts  
commerciaux haut niveau ;
- Salaire à 60.000 F. + intérim.

Envoyer C.V. à A.P.D.C.,  
8, r. F.-de-Lesepès, 75020 Paris.

**INGENIEUR RESPONSABLE  
DU GENIE CIVIL**

Importante Société d'ingénierie et de  
construction d'ensembles industriels, leader  
sur notre marché.

Au sein de notre service Installation  
Générale, nous recherchons un ingénieur  
justifiant d'au moins cinq années d'expé-  
rience dans le pilotage des études d'exé-  
cution sur de gros ouvrages d'art ou  
industriels.

Il sera chargé de la liaison entre les équipes  
d'ingénierie générale, le B.E. d'installation  
générale et le B.E. d'exécution du génie  
civil.

Cette fonction demande une connaissance  
de la langue anglaise.

Ecrire à No 86.719 Contesse Publicité  
20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, q.tr.

Toutes les candidatures seront examinées  
avec la plus grande confidentialité et il  
y sera répondu rapidement.

**IMPORTANT GROUPE PAPETERIE diversifié**  
recherche

**CHARGÉ D'ÉTUDES  
MARKETING**

R.E.C. E.S.S.E.C. ou équivalent, 30 ans minimum,  
4 à 5 ans d'expérience commerciale dans une  
DOUBLE DIRECTION :

- Activité commerciale opérationnelle ;
- Marketing.

Attaché à la D.G., il coordonnera et réalisera des  
études à court et moyen terme tant pour la D.G.  
que les différents départements d'activité.

Ce poste faisant appel à une forte capacité  
d'initiative, au goût du concret et à une bonne  
aptitude à la relation à tout niveau,  
peut déboucher sur une  
INTERESSANTE ÉVOLUTION DE CARRIERE  
pour un jeune cadre commercial de valeur.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous réf. 2253 à  
65, avenue Kléber,  
PARIS (16<sup>e</sup>),  
Discretion assurée

**IMPORTANT BUREAU D'ÉTUDES**  
recherche

**2 Ingénieurs Génie Civil  
spécialistes tracés**  
(autoroutes ou voies ferrées)

Ces postes sont à pourvoir à Paris, mais impliquent  
des déplacements à l'étranger.  
Anglais souhaité.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. à CONTEXTE  
Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS  
CEDEX 01, qui transmettra, sous la réf. 86.844.

**MERCEDES BENZ  
FRANCE**  
Siège social (près ÉTOILE)  
recherche

**COLLABORATEUR  
PROMOTION  
DES VENTES**

Cette personne participera  
aux :

- opérations promotionnelles ;
- lancement nouveaux produits ;
- salons régionaux.

Age d'environ 25 ans.

Formation : Commerciale  
supérieure,  
— même débutant.

Ad. C.V. photo et prét. à  
MERCEDES BENZ France  
Direction des Relations  
Humaines, B.P. 48-17  
75003 - PARIS CEDEX 17

**GENERAL FOODS FRANCE**  
recherche

**Chef Produit  
Junior**

- Vous êtes diplômé d'une Grande Ecole  
(HEC, ESSEC, E.S.C.P., MBA.)
- Vous avez acquis une expérience d'environ  
2 ans comme Assistant sur des produits de  
grande consommation
- et vous parlez couramment Anglais

Ecrivez nous en nous donnant de bonnes  
raisons pour avoir envie de vous rencontrer.  
Vous trouverez de votre côté d'excellentes  
raisons de nous rejoindre.

Ph. VAZ - G.F.F.  
B.P. 309  
92506 RUEIL MALMAISON  
traitera votre réponse

Formation gratuite et rémunérée  
**DE TECHNICIENS (NES)  
EN ORGANISATION ET GESTION  
D'ENTREPRISE**

IFOCOP Institut de formation commerciale  
Permanente  
recrute ses nouvelles promotions

Conditions d'admission :

- Être âgé de 21 ans minimum, dégage  
O.M., niveau bac.
- Expérience professionnelle min. 1 an.

Lieu et date de stage : MEAUX et CERGY  
PONTOISE, Janvier 77.

Études rémunérées, durée de la formation  
40 semaines.

Renseignements et inscriptions à IFOCOP  
603, rue du Caducée, 94154 Rungis cedex  
Tél. : 687-24.05

**BATIMENT - T.P.**

**JEUNE INGÉNIEUR E.T.P.-A.M.**

La qualité de notre organisation, notre souci d'évo-  
lution nous ont permis de devenir une entreprise  
de taille nationale : C.A. de 400 millions de francs.  
Pour vous ces éléments garantissent une formation  
complète et l'ouverture vers des responsabilités  
étendues.

Nous souhaitons entrer en contact avec vous pour  
mieux nous faire connaître et étudier votre candi-  
dature à une fonction études ou travaux.

Envoyez C.V. à Rouet JD/133, HAVAS, 136, avenue  
Charles-de-Gaulle, 92523 Neuilly-sur-Seine, qui tr.

**ORGANISME SOC. NATIONAL**  
recherche

**CHEF DE SERVICE**  
chargé d'assurer le suivi  
des négociations

avec les professions de santé  
et l'étude des quest. tarifaires.  
Formation juridique souhaitée.  
Salaire annuel : 55.000 F.  
Adresser C.V. sous réf. 3 463  
L.T.P. 31, bd de Bonne-Nouvelle  
75002 PARIS

Important Distributeur Produits Chimiques  
proche Banlieue Nord recherche

**TECHNICO-COMMERCIAL**

Poste pouvant évoluer :

- à jeune **CHIMISTE** connaissant produits  
**TENSO-ACTIFS**  
(formation commerciale assurée).
- ou à **COMMERCIAL** expérimenté dans la  
branche.

Situation très intéressante et d'avenir.

Adresser C.V. sous référence 045/214 M à  
I.F.O. Paris (9<sup>e</sup>).

Importante Sté PARIS  
nous confie la recherche  
et la sélection de :

**4 PROGRAMMEURS**  
d'APPLICATION  
1 an expérience COBOL, L.U.T.  
ou équivalent.

Ils participeront au développem.  
d'applications de gestion au sein  
d'une équipe utilisant la méthode  
d'analyse PROTEE.

- Formation théorique et pra-  
tique assurée.
- Poste à pourvoir début dé-  
cembre.

Env. C.V. et prét. sous réf. P. 11  
à CONTEXTE  
15, rue Auber, PARIS-9<sup>e</sup>

**ÉDITEUR 6<sup>e</sup> arrond. cherche**  
**COMPTABLE 3<sup>e</sup> échelon**  
EXPERIMENTÉ (E)

Env. lettre man. + C.V. et prét.  
aux Presses de la Renaissance,  
196, bd St-Germain, Paris-2<sup>e</sup>.

**ORGANISME SECURITE SOC.**  
recherche

**CADRES**  
diplômés en INFORMATIQUE,  
si possible expérience conduite  
SEMINAIRE.

Les candidats doivent avoir 25  
ans min., serieuses connais-  
sances, profession., sens des relations  
humaines et du groupe, sens  
pédagogique.

Fréquents déplacements hors  
Paris. Possibilité de carrière.

Les candidatures, sous pli fermé,  
revêtus de la mention confidenti-  
elle, à M. le Directeur de  
F.U.C.A.N.S.S., Tour Maine-  
Montparnasse, B.P. 45 et 46,  
33, avenue du Maine,  
75755 PARIS CEDEX 15.

**L'EXPRESS**  
recherche

**UNE DOCUMENTALISTE**

25 ans minimum,  
niveau licence sciences  
ou équivalent.

Anglais indispensable.  
Expérience de la presse  
souhaitée.

Disponible rapidement.

Env. lettre manuscrite avec C.V.,  
photo, prétentions  
Service du Personnel  
L'EXPRESS  
21, rue de Berri, 75008 PARIS

Fabrique de Bijouterie OR,  
recherche

pr son service EXPORTATION  
**JEUNE COLLABORATEUR**

Bonne présentation. Bonne for-  
mation commerciale. Parient  
couramment anglais et espagnol.  
Sera détaché à l'étranger six  
mois par an pour constituer  
pour visite de clientèle. Place à  
commission + frais de dépla-  
cement. Séries références  
exigées. Ad. C.V. manuscrit  
+ photo à  
Ets GARNIER 40, rue Turbigo  
Paris-2<sup>e</sup>

**Air Équipement**  
16, r. Basly, 92041 ASNIERES  
recherche :

**ASSISTANTE  
SOCIALE  
DIPLOMÉE**

Ecrite avec C.V. et prét.  
ou se présenter  
Service du Personnel

**IMPE STE de TELECOMMU-  
NICATIONS, PARIS 19<sup>e</sup> rech.**

**2 A.T. B.T.E.**  
ELECTRONIQ. ou AUTOMAT.  
NIVEAU  
2 A.T.

**FORMATION ELECTRONIQUE**  
Dans le but de participer à  
l'installation et à la mainte-  
nance de systèmes télécom-  
munication à programme  
électroniques à programme  
enregistré de grande capacité.  
Ecr. C.V. et prét. à  
CONSEIL  
B.P. 301, PARIS 19<sup>e</sup>

**SOCIÉTÉ CONSEIL ÉTUDE  
ECONOMIQUE DE MARCHÉ**  
recherche

**JEUNES CHARGÉS D'ÉTUDES**  
INGÉNIEURS ou ÉQUIVALENT  
ETUDES BATIMENT

Ecr. C.V. + photo + prét., à  
ETRIE-INTERNATIONAL  
16-18, r. de Voulliet, 75017 Paris







	La forme	La forme T.C.
L'IMMOBILIER	28,00	32,69
"Placards encadrés".	34,00	39,70
Double insertion	38,00	44,37
"Placards encadrés"	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

## REPRODUCTION INTERDIT

## châteaux

ndre petit château  
it, 13 pces, dépend. 8

**BOCHEFORT-EN-YVELINE**  
15 km de Paris par autoroute

2 h 15 VAL DU LOIRE  
Bonne ferme très bon  
ur, cuis., 3 chbr., s. de  
grange, élect., eau s/p  
1000 m2. Prix 125.000 F  
00 F cpl. - C.I.O., 8,  
mbetta - (72) LE MA  
Tél. (15) 43-28-79-16

**maisons de  
campagne**  
RAYEUX-S-MER, 300 m  
age, belle mais., 5 p., th  
165.000 F - Tél. 972-55-37

**AUCUNS FRAIS**  
son campagne partail  
suffisamment

**viagers**

h. viager occupé ou ill.  
**CRUZ** 8, rue La Boétie  
266-19-00  
e indexée, toutes garan  
imation gratuite, discr

**DANEMARK 1977**  
 Chercher des villas pour vacances  
 à 50 km de Copenhague et de la Suède avec  
 port. Indiquez les personnes  
 intéressées.

pendance et téléphone.  
 Menade forêt, proxim. f.  
 e mer ou lac, tennis, i  
 bilité éducation, vaca  
 individuelles par  
 -villa AG, Sälistrasse  
 CH-6005 Luzern  
 T&L = 00941 41/22-50-70

# TELS CATION

**IS (17<sup>e</sup>)**  
t - La Fourche  
[  
ann. 33.984,60 F.  
(ch. cert.). S'ad.  
, vend., 14-17 h.

IS, sise place du  
IS MISE A PRIX  
PARIS (9<sup>e</sup>)  
amb., déb.; cave

**A NANTERRE**  
heures  
**CLOUD 02**

**CLOUD-92**  
bns. wc, CAVE  
ERNIER, avocat,  
dun, PARIS (8°),

**ue Sedaine**  
: 100.000 F.  
: 10.000 FRANCES  
x : 30.000 F.  
: 15.000 FRANCES

15.400 FRANCS  
10.000 FRANCS  
15.000 FRANCS  
5.000 FRANCS  
15.000 FRANCS  
10.000 FRANCS  
10.000 FRANCS  
10.000 FRANCS  
enseignements à  
Malesherbes à  
766-15-47.

**MAURY**

wc, s. de bns)  
 r., chauff. cent.  
 ne cont. tot. de  
**200.000 F.**  
 à 78 Versailles  
 de Versailles.



# des diplômes intéressants en ALLEMAND, ANGLAIS, ESPAGNOL, ITALIEN, PORTUGAIS et RUSSE.

Préparation par correspondance aux examens commerciaux (ouverts à tous) de la Session d'Avril/Mai 1977 :

- SPLEF (Correspond. Interpr. Commercial)
- CHAMBRES DE COMMERCE ETRANGERES : allemand, anglais, espagnol, italien.
- B.T.S. de TRADUCTEUR COMMERCIAL : diplôme d'Etat, toutes langues.

CENTRE DE PROMOTION LINGUISTIQUE Serv. LM 5  
134 bis, rue de Vaugirard, 75015 PARIS. Tél. (1) 566.65.61  
Réception : 14 h à 18 h. Enseignement privé.

## Le Monde de l'éducation

numéro de décembre

### LES ENFANTS ET LES LIVRES

— Comment faciliter l'accès des enfants à la lecture ? Quels sont leurs ouvrages préférés ? Une enquête dans des bibliothèques enfantines.

— Patrick GRAINVILLE (Prix Goncourt 1976), Marc CHOLODENKO (Prix Médicis), et six autres écrivains (Gilbert CESSBRON, Michel CHAILLOU, Tahar BEN JELLOUN, Joseph KESSEL, Jacques LANZMANN et Pierre de MANDIARGUES) parlent des livres qui ont marqué leur enfance.

— Une sélection pour les écrivains.

### LE TÉMOIGNAGE D'UN ÉTUDIANT FRANÇAIS EN CHINE

Un jeune chercheur français vient de passer un an dans deux universités chinoises (celles de Pékin et de Shenyang) pour étudier la littérature chinoise contemporaine. Il raconte la vie quotidienne, les discussions avec ses camarades, les professeurs et l'administration, l'enseignement.

#### Egalement au sommaire :

Grande-Bretagne : M. CALLAGHAN critique l'enseignement. Suisse : Les diplômés de l'université de Genève sont satisfaits. Aspects de l'enseignement supérieur à Bordeaux. La préparation à la retraite. Les métiers de la poste.

Le numéro : 5 F - Abonnements (11 numéros par an)

France : 50 F - Étranger : 68 F

5, rue des Italiens - 75427 Paris Cedex 09

## ÉDUCATION

### Les présidents d'instituts universitaires de technologie lancent un appel pressant au rétablissement des crédits

A l'issue de leur dernière réunion, vendredi 26 novembre, les présidents des conseils d'administration des instituts universitaires technologiques (I.U.T.) ont réclamé avec insistance le rétablissement des crédits d'enseignements complémentaires d'Etat aux universités : il manque globalement, estiment-ils, 20 % des crédits nécessaires, et certains établissements seront obligés de suspendre des enseignements dès janvier ou février 1977.

« Attend-on que les étudiants se mettent en grève ? » a demandé M. Claude Michel, président de l'Union des présidents. Ceux-ci souhaitent que l'on accorde les crédits correspondant au nombre d'étudiants présents dans les établissements le 1<sup>er</sup> janvier 1977, mais sur les mêmes bases que l'an dernier.

#### Des textes imprécis ou contradictoires

A plus long terme, ils voudraient pour réexaminer l'organisation des enseignements et le fonctionnement des établissements, que l'on réunisse les commissions pédagogiques nationales et une commission de coordination sur le modèle de celle qui a fonctionné lors de la création des I.U.T. Ils demandent aussi que l'on revise les textes qui régissent ces établissements, souvent imprécis ou contradictoires, notamment sur la participation des « professionnels » à l'enseignement. Les présidents ont évoqué ce problème avec de nombreuses fédérations patronales. « Mais, pour accroître la participation des professionnels », a dit M. Michel, il faut le faire sérieusement. Il n'est pas question d'envoyer dans les I.U.T. des retraités ou des gens incapables d'enseigner. Or, pour répondre aux exigences du secrétariat d'Etat, il aurait fallu trouver six mille professionnels à la rentrée... »

« Nous n'acceptons pas que l'on laisse pourrir les I.U.T. », a répliqué M. Michel. Il voudrait mieux les fermer complètement. Il a précisé, d'autre part, en réponse à Mme Saunier-Sellé (le Monde du 12 novem-

bre), que la proportion des étudiants entrés en I.U.T. obtenant le diplôme final était de 65 % (contre 30 % environ pour les autres premiers cycles universitaires), et que, selon les statistiques officielles, les I.U.T. décro-

naient, avec - 5 % des étudiants et 10 % des enseignements, plus de 21 % des diplômes de premier cycle.

### Un vacataire : inconfort et marginalité

Source, jadis, de confort pour les I.U.T., aujourd'hui d'économies pour le secrétariat d'Etat, les heures complémentaires sont pour certains enseignants le seul moyen d'existence.

Pour Pierre H., par exemple, qui enseigne la psychologie à raison de sept heures par semaine - l'équivalent du service d'un assistant - aux étudiants en gestion des entreprises d'un I.U.T. de la banlieue parisienne. Enseignant « marginal » d'une matière « marginale », qui occupe les étudiants cinq heures par semaine, mais est presque la plus grande partie assurée par des non-titulaires. Pierre H. estime encore chanceux : malgré les réductions de crédits, il a retrouvé « ses heures » à cette rentrée. Mais pour combien de temps ?

Vacataire, c'est, par la force des choses, presque une carrière pour lui. Baccalauréat en poche, il a commencé à enseigner, comme instituteur, puis comme maître auxiliaire. Par nécessité, pour vivre tout en préparant sa maîtrise de psychologie, puis un diplôme spécialisé en même temps qu'une licence de lettres.

De ses deux années comme instituteur en classe d'adaptation (choisie simplement pour avoir plus de chances d'avoir un

postes), il a gardé le souvenir d'une « complexité extraordinaire » avec des enfants enfermés par les autres dans leur « inadéquation ». Mais Pierre H. n'a pas résisté longtemps. A force de « trapper aux portes », il a trouvé, il y a deux ans, du travail à l'I.U.T. Deux heures par semaine d'abord, puis quatre, puis six : deux groupes de travaux dirigés et aussi des sessions de formation continue. Il faut y ajouter les réunions (manuelles) de département, ou de coordination, par discipline. Les conseils, les délibérations de jury en fin d'année (dix heures d'attente la dernière semaine de juin) : n'étant sûr de rien, l'enseignant vacataire a encore plus que le titulaire besoin d'être au courant de ce qui se passe.

Plus les rencontres avec les étudiants, voire les sorties avec eux, pour les activités culturelles organisées par l'I.U.T. : cela répond à la demande des étudiants, et cela donne une autre idée d'eux que la salle de cours.

Pour tout cela, Pierre H. est payé 80 francs par heure effective d'enseignement, 480 francs par semaine en théorie. En réalité, avec les vacances... et les grèves d'étudiants, guère plus de 12 000 francs par an. Versé généralement avec trois mois de

retard. Partout plus : cette année, Pierre H. a touché son salaire de janvier. Il attend encore celui d'avril. Alors il vit à crédit : « On emprunte aux uns, aux autres, mais surtout à la banque qui prélève des agios... »

De l'impératif « très budgétaire », selon ses termes, Pierre H., c'est mieux habillé à cette instabilité financière qu'à l'incertitude sur l'avenir : « L'enseignement peut être interrompu n'importe quand en cours d'année impossible de faire un travail de longue haleine. Il faut sans cesse prendre des assurances, des contacts, aller pour pouvoir se retourner ».

L'an dernier, l'espoir de décrocher un poste d'assistant l'a encouragé à commencer une thèse de troisième cycle. Mais cette année on l'engage vivement à trouver un travail ailleurs, s'il veut conserver son enseignement à l'I.U.T.

« Sa situation « marginale » lui donne sans doute un autre point de vue sur l'institution », mais n'est pas pour autant plus supportable : « Seuls ceux qui ont d'autres ressources peuvent trouver le confort dans la marginalité. Pour les étudiants, je suis un enseignant ; ils m'en demandent pas plus. »

GUY HERZLICH

### BIEN QUE LES EFFECTIFS DIMINUENT EN PREMIÈRE ANNÉE DE DROIT

#### Près de vingt et un mille étudiants se sont inscrits à Nanterre

La rentrée est pratiquement faite à l'université de Nanterre dans toutes les disciplines, malgré la réduction des crédits d'heures complémentaires. Le report des examens de droit (la

deuxième session sera achevée le lundi 6 décembre) et le transfert de cinquante enseignants à l'université Paris-V avaient pourtant rendu difficile l'organisation des emplois du temps. C'est ce qu'a indiqué M. Jean-Maurice Verdier, président de l'université Paris-X, au cours d'une conférence de presse.

Le nombre d'étudiants inscrits à l'université a légèrement augmenté cette année, a précisé M. Verdier : 20 900 contre 20 300 l'an dernier, à la même date. En droit, la « désaffectation » et la création de l'unité d'enseignement et de recherche de Malakoff n'ont réduit que les premières inscriptions de première année (900 contre 1 250), bien que toutes les demandes de transfert aient été accordées (285 en tout, 75 étudiants s'étant ravisés ensuite). Cela est dû à l'augmentation du nombre de transferts vers Nan-

terre. « Je souhaite », a ajouté M. Verdier, qu'il n'y ait à Nanterre, que des étudiants et des enseignants qui veulent y rester. »

Mais, pour M. Verdier, les difficultés « les plus graves » sont nées du fait que la réduction de crédits d'heures complémentaires pèse sur la rentrée. L'université en a obtenu 25 500 contre 48 000 en 1975-1976. Les filières nouvelles (administration économique, sociale, langues étrangères appliquées, mathématiques et sciences sociales), la psychologie, les troisièmes cycles de droit et de sciences économiques, les instituts et les langues vivantes ont été pourvus en priorité. Mais l'université a préféré réduire, par ailleurs, la diversité des enseignements offerts ou retarder l'ouverture de certaines filières plutôt que de porter à quarante-cinq le nombre d'étudiants par groupe de travaux dirigés.

### CORRESPONDANCE

#### L'opinion d'un étudiant

M. Gilles Gautier, étudiant, membre du conseil de l'université de Paris-X (Nanterre), nous écrit :

Une histoire, des mobiles, des faits, ont abouti à la désaffectation de Nanterre-droit.

Pourquoi ne pas dire que la fusion de l'ancienne faculté de droit et sciences économiques avec les lettres et sciences humaines n'a jamais été adoptée par la majorité des partisans ? Pourquoi ne pas dire que, lors des dernières grèves, des enseignants de droit désertaient eux aussi l'université, contribuant ainsi à l'institutionnalisation des grèves ?

Pourquoi ne pas dire que, le 28 avril 1975, le conseil d'université obligeait l'U.E.R. de « sciences juridiques » à respecter le décret du DEUG sur le contrôle des connaissances, sur la pluridisciplinarité, à respecter la loi d'orientation sur le fonctionnement du conseil de l'U.E.R. ? Pourquoi ne pas dire que les enseignants plaignants sont ceux qui, en majorité, n'ont pas participé au fonctionnement des institutions communes, si ce n'est pour occuper le terrain ? Pourquoi ne pas dire que cette rupture est le résultat de provocations infamantes à l'égard de certains partisans ?

Ce n'est pas la soudaine impossibilité de travailler qui a entraîné ce départ, mais la volonté affirmée par Mme Saunier-Sellé de faire de la désaffectation de Nanterre-droit un exemple pour l'opinion.

Ce n'est pas non plus la dégradation régulière des conditions de travail ces dernières années puisque Nanterre-droit obtenait en 75 d'excellents résultats au CAPA (certificat d'aptitude à la profession d'avocat) et au concours de l'Ecole nationale de la magistrature.

Nous ajouterons, pour en finir avec une si triste histoire, que le départ s'est fait dans un climat

d'élections à la présidence de Nanterre, de conflits entre professeurs titulaires et assistants, entre syndicats d'enseignants, enfin entre ceux de la majorité et ceux de l'opposition. Depuis trois ans déjà, les syndicats étudiants se déterminent en droit en fonction du départ ou du maintien à Nanterre. Je crois donc que nous, étudiants, pouvons qualifier ce départ : comme l'aboutissement d'une stratégie et comme une fuite de la réalité universitaire.

Nous sommes les victimes de vos réticences de comptes, enseignants qui êtes toujours là ! Nous ne faisons que passer... Mais, sans vouloir préjuger de quoi demain sera fait, pourquoi ne pas dire merci à ceux qui acceptent de faire face ?

2 SESSIONS du 20 au 24 et du 27 au 31 inclus  
**NOËL 5 jours math, phys**

Rattrapage intensif : 3<sup>e</sup> à la terminale  
**SOS MATH** (département Privé)  
3, rue de MONCEAU - 75001-04  
Métro : Étoile ou St-Philippe

### VACANCES ANGLAISES

NOËL, FEVRIER, PAQUES, et toute l'année pour JEUNES (12 à 25 ans) et adultes tous âges  
à LONDRES, OXFORD, CAMBRIDGE, CÔTE D'AZUR, ÉCOSSE, IRLANDE.

CLUB ANGLAIS

28, rue des Fossés-St-Sauveur  
Paris-5<sup>e</sup> - 033-01-72 - A 483

Jusqu'au 31 décembre 1976

20%

de remise sur tous les tapis d'Orient

Afghanistan, Cashmere, Chine, Inde, Iran, Népal, Pakistan, Russie, Turquie.  
Exemple : GD 1663 Mazlghan-Iran  
100 % laine, 197 x 128 : 3250 f 2600 f

Prix barré précédemment pratiqué dans notre rayon.

**Galerias Lafayette**

Hausmann, 5<sup>e</sup> étage

صحنه من الراحل



## ÉDUCATION

**AU TERME D'UN CONGRÈS RÉUNI À LILLE**  
**La direction du Mouvement d'action syndicale**  
**bénéficie d'un sursis**

De notre envoyé spécial

Lille. — Le premier congrès du Mouvement d'action syndicale (MAS), proche de la C.F.D.T., constitué au printemps dernier, a réuni trois cents délégués à Lille, du 26 au 28 novembre. Il a été fortement marqué par l'entrée dans cette organisation syndicale, née en avril dernier, des militants trotskistes de la Ligne communiste révolutionnaire (L.C.R.). L'alliance socialiste-majorité du P.S.U. a garanti la direction du MAS d'extrême gauche. Mais elle estime ne pouvoir animer ce mouvement que pour six mois.

Trois jours — et une interminable nuit de clôture — toute l'habileté oratoire ou tactique de plusieurs membres du bureau sortant, tout l'attirail des astuces de procédure et une négociation parabolique conduite avec les délégués de la Ligne communiste ont été nécessaires à l'actuelle direction du Mouvement d'action syndicale pour gagner ce fragile sursis.

Tout était prêt pourtant pour un départ précipité : depuis que, en septembre, la L.C.R. avait annoncé son intention de rejoindre ses mille cinq cents adhérents aux deux mille adhérents du MAS, les socialistes et les « majoritaires » du P.S.U. envisageaient de quitter l'organisation au moment même du congrès, si les nouveaux venus négociaient à leur cause une majorité des délégués. (Le Monde du 9 novembre).

Le congrès n'est pas passé loin d'une telle scission, qui aurait rappelé celle de l'U.N.E.F. en 1971. A plusieurs reprises, lors des votes sur « la pratique syndicale », sur « l'hétérogénéité du bureau national », les militants de la Ligne, déjà titulaires de nombreux mandats (notamment dans les sections de Vincennes, Villetaneuse, Bordeaux, Aix, Pantin, Nice) — bien que la direction nationale ait officiellement retardé l'entrée des étudiants trotskistes jusqu'au congrès — ont failli l'emporter avec l'aide des « minoritaires » du P.S.U.

Les dirigeants actuels du MAS ont cependant décidé de tenter leur chance. « Dans six mois, la L.C.R. aura fait le plein de ses forces », expliquait samedi un responsable socialiste : ce délai permettra au « courant révolutionnaire » (plus proche de la gauche traditionnelle) de se renforcer ou « de partir dans de bonnes conditions », éventuellement... « vers l'U.N.E.F. », a renchérit M. L.C.R. déjà, ne laisse pas d'autre choix : à ceux qui se considèrent comme ses adversaires.

Il n'a été, en fait, pratiquement jamais question, à Lille, de revendications étudiantes ou de la « pratique » syndicale, en dehors du caractère strictement syndical que les fondateurs du MAS avaient voulu donner à leur organisation. « C'est un congrès politique. On ne voit que le choc des appareils », s'exclamaient M. Jacques Moreau, responsable du secteur politique de la C.F.D.T., présent à Lille. Celui-ci avait instruit, au sein de sa confédération, le procès contre la droite de tendance : il a sans doute par son intervention au MAS, déterminé certains délégués à se prononcer contre ce droit réclamé par les membres de la L.C.R. « La reconnaissance du droit de tendance tue le débat démocratique », a-t-il déclaré.

La C.F.D.T. avait d'ailleurs envisagé de retirer son soutien au MAS — dont elle fournit la moitié des ressources — avant même la fin du congrès si l'opposition l'emportait. La menace n'est que différée. La confédération trotskiste ne pourra pas en effet se satisfaire du compromis établi à ce congrès, le sort de la « majorité syndicale » est entre les mains des militants trotskistes, qui avaient clairement indiqué qu'ils ne souhaitaient pas, à l'instant, prendre la direction du MAS.

PHILIPPE BOGGIO.

Grèves d'élèves au lycée technique d'Etat Eugène-Freyssinet de Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord) depuis le mardi 23 novembre : les grévistes protestent contre l'exclusion d'un élève de terminale accusé par la direction d'avoir détourné des clés, le 21, pour s'introduire dans les locaux administratifs. L'U.N.E.F. a occupé, mardi 23 et mercredi 24, le bureau du proviseur. Des vols auraient été commis.

## Les Conventions pour l'armée nouvelle réclament le droit effectif d'association et d'expression pour les militaires

« Qu'il soit clair que la gauche demandera à tous les militaires de carrière, officiers et sous-officiers, d'être loyaux vis-à-vis de la République. Le loyalisme envers la République et la valeur technique seront les seuls critères retenus pour le maintien et l'avancement de cadres. Nul ne pourra être sanctionné pour avoir exprimé ses idées. Sous un gouvernement de la gauche, tout militaire sera libre de s'exprimer sur les problèmes de défense, même et ses thèses vont à l'encontre de celles du gouvernement. » C'est du moins ce qu'a déclaré M. Charles Hernu, membre du comité directeur du P.S.U., lors d'une conférence d'études sur les problèmes des sous-officiers de carrière et sur la liberté d'expression dans les armées, organisée par les Conventions pour l'armée nouvelle, samedi 27 et dimanche 28 novembre, à Suresnes (Hauts-de-Seine).

Les Conventions pour l'armée nouvelle, que préside M. Hernu, sont d'inspiration socialiste et réunissent des cadres d'active, des cadres de réserve et des appelés du contingent, assistés d'un certain nombre de conseillers techniques parmi lesquels les généraux Usureau, Dulac, et Leuba ainsi que le vice-amiral d'escadre Sanguinetti, qui ont été placés dans la réserve ou mis à la retraite. Aux Journées d'études de Suresnes ont assisté, notamment, les attachés militaires à Paris de plusieurs pays étrangers — ceux des Pays-Bas, des États-Unis, de la Grande-Bretagne, de la République fédérale d'Allemagne — quelques officiers stagiaires de l'École supérieure de guerre ainsi que des aspirants de Saint-Cyr-Cochin.

Plusieurs des intervenants, dont

**Vive controverse entre M. Hernu et M. Poniatowski à propos du rôle des gendarmes**

Membre du comité directeur du P.S. et président des Conventions pour l'armée nouvelle, d'inspiration socialiste, M. Charles Hernu a affirmé, samedi 27 novembre à Suresnes (Hauts-de-Seine), que, dans plusieurs départements, des préfets avaient demandé, depuis quelques semaines, aux brigades de gendarmerie de faire « des enquêtes politiques, détaillées et privées, sur les candidats de la gauche aux prochaines élections municipales, sur leurs épouses et sur leurs familles ». Ces enquêtes, a précisé le dirigeant socialiste, sont analogues à celles qui sont confiées aux Renseignements généraux.

« Il n'y a pas de circularité : les officiers de gendarmerie reçoivent des instructions orales des préfets », a ajouté M. Hernu. Le président des Conventions pour l'armée nouvelle a encore indiqué que les officiers de gendarmerie, desquels il détenait ces informations, « faisaient ce travail de mauvais cœur ». Il a conclu que « le pouvoir politique voulait

transformer les gendarmes en courroies de transmissions de la grande bourgeoisie, au service d'un régime policier ».

En fin d'après-midi, samedi, M. Michel Poniatowski, ministre de l'Intérieur, a simplement répondu : « Que M. Charles Hernu cesse donc de faire le pitre ! ». Le dirigeant socialiste a alors répliqué : « Un propos grossier n'a jamais constitué un argument, encore moins un démenti. Seule, la droite intolérante peut manifester un tel mépris pour les hommes, les idées, l'opposition. Je répète que je m'élève contre l'emploi de plus en plus fréquent de la gendarmerie à des tâches étrangères à sa mission, et cela, sous la pression des autorités de tutelle ».

Dans la soirée du dimanche 28 novembre, le ministre de l'Intérieur précisait : « Les accusations de M. Hernu sont mensongères, stupides et injustes, et je les démentis formellement. Avant de porter ces accusations, j'aurais dû attendre les preuves. Ceci donne la mesure du sérieux des propos habituellement tenus par l'intéressé. » A quoi M. Hernu a répliqué lundi matin :

« La répétition et la rapidité des mises au point de M. Poniatowski sont curieuses. Le gouvernement se sent mal à l'aise, et la vérité apparaît plus vite qu'on ne le croit. » En mal de verre, le bureau des Conventions pour l'armée nouvelle avait indiqué que le pouvoir actuel surchargeait la gendarmerie de tâches et de demandes de renseignements étrangères à ses missions. Il avait affirmé — sans recevoir, alors, de démenti — que, à l'occasion des dernières élections cantonales, la gendarmerie, sur les ordres du ministre de l'Intérieur, avait été chargée, en province, de la vérification des votes par procuration.

Sur ce point particulier des « enquêtes politiques » qui auraient été demandées par le gouvernement à la gendarmerie, M. Hernu a affirmé que des parlementaires socialistes déposeraient prochainement plusieurs questions écrites au ministre de la Défense — qui est l'autorité administrative de gestion de la gendarmerie, — mais qu'il s'agissait, pour l'instant, de protéger les officiers de gendarmerie, à l'origine de ces informations, d'une sanction possible.

Le général de brigade aérienne André Labanais est nommé, par arrêté du Journal officiel du mercredi 24 novembre, chef du cabinet militaire du ministre de la Défense, en remplacement de Michel Forget, nommé, récemment, commandant adjoint la force aérienne tactique et la 1<sup>re</sup> région aérienne et commandant la zone de défense aérienne Nord-Est à Metz.

« Se faire respecter »

Evocant, à partir de son cas personnel — il a été mis à la retraite d'office après la publication, notamment dans le Monde, d'une série d'articles — les droits et les devoirs des militaires, le vice-amiral d'escadre Antoine Sanguinetti a déclaré : « Il y a deux conceptions pratiquées de la discipline militaire : obéir tout en faisant valoir ses objections, ou fermer sa gueule et n'en faire qu'à sa tête. La seconde est plus payante au plan personnel. » L'amiral Sanguinetti a souligné qu'il soit institué dans les armées « une représentativité acceptable par l'élection des membres des commissions de soldats et du Conseil supérieur de la fonction militaire ».

L'ancien major général de la marine a proposé de rétablir la pratique de la liberté d'expression publique, autorisée par la loi mais considérée par le commandement et une partie de la classe politique. Cela exigera au préalable une définition légale, précise et démocratique du droit de réserve. Il a ensuite suggéré que soit affirmé dans la loi le principe d'une liberté d'association professionnelle spécifique des militaires pour

la défense de leurs intérêts propres à l'intérieur des institutions. Ce serait une adaptation de l'actuel Conseil supérieur de la fonction militaire, composé de militaires désignés et consultés sur les problèmes de condition.

Au terme de ces Journées d'études, les Conventions pour l'armée nouvelle (section sous-officiers) ont appelé « tous leurs camarades sous-officiers à se faire respecter », pour obtenir notamment « le droit effectif d'association, d'expression et de réunion ; la mise en place systématique de commissions représentatives et de conseils élus chargés de la défense des intérêts professionnels, matériels, et des conditions de vie et de travail ; l'élection du président des sous-officiers ». Une seconde résolution, adoptée à l'unanimité moins deux abstentions, souligne : « L'armée doit être formée de citoyens exerçant tous les droits attachés à cette qualité, mais soumis à des devoirs particuliers liés à la finalité de leurs missions (...). L'esprit de défense d'un peuple doit être stimulé à l'intérieur de l'armée par l'instauration d'un débat largement ouvert entre tous les citoyens, civils et militaires, et à l'intérieur de celle-ci par la mise en place de structures représentatives de participation. Dans le respect des lois de la République, une liberté d'expression et un droit d'association spécifique doivent être effectivement reconnus à tous les militaires de carrière ou du contingent. »

Les Conventions pour l'armée nouvelle, 50, rue de Rivoli, 75004 Paris.

## SCIENCES

Dans l'Essonne

**UNE JOURNÉE D'ÉTUDE**  
**DES SYNDICATS**  
**sur la recherche**

« La recherche, moyen d'acquisition des connaissances, disparaît devant la recherche, moyen de développement. » Ce jugement de l'un des participants résume les inquiétudes exprimées au cours de la journée d'étude qu'ont organisée samedi 27 novembre à Orsay (Essonne) plusieurs syndicats relevant de la C.F.T. et de la F.E.S.

Des représentants de l'Université, du Centre national de la recherche scientifique, du Commissariat à l'énergie atomique, mais aussi de laboratoires de recherche industrielle comme ceux de la SNECMA, de CEA-Alcatel ou de Thomson-C.S.F., sont venus confronter leurs idées sur l'évolution de leurs laboratoires.

Il est unanimement dénoté un transfert néfaste : les entreprises privées font de moins en moins de recherche, même appliquée, et vont assister à un dépeuplement des laboratoires et bureaux d'études industriels ; les recherches appliquées dans les firmes ont besoin d'être faites, aux frais du contribuable, par les organismes de recherche d'Etat, aux dépens des recherches de base.

Cette politique explique les attaques contre les filières universitaires de haut niveau (troisième cycle) et entraîne une déqualification des personnels de recherche. M. René Le Guen, secrétaire de l'Union des ingénieurs, cadres et techniciens C.F.T., a signalé que, sur quatre-vingt mille cadres diplômés cette année, seulement quarante-trois mille ont trouvé un emploi à leur niveau de qualification. — M. A.

Le conseil de l'ordre des sages-femmes comprend neuf membres, dont quatre médecins accoucheurs : il est obligatoirement présidé par un médecin. Une telle situation a été dénoncée par les sages-femmes lors de l'assemblée générale de leurs syndicats (1) réunie les 25 et 26 novembre à Courbevoie. Les délégués ont demandé une refonte de la composition de leur ordre afin d'être libérés de la « tutelle » du corps médical sur leur profession. Une proposition de loi dans ce sens a été déposée sur le bureau de l'Assemblée nationale par M. Jacques Blanc, député P.R. de la Loire, et M. Michel Colinat, député U.D.R. d'Ille-et-Vilaine.

(1) L'Organisation nationale des sages-femmes, 15, rue Fernand, 75014 Paris (580-91-70).

## SOCIÉTÉ

**Les directeurs d'établissements**  
**pour handicapés et inadaptés**  
**se plaignent de l'interventionnisme**  
**du ministère de l'éducation**

Beaucoup de directeurs d'établissements accueillant des enfants ou des adultes handicapés ou inadaptés sont inquiétés et mécontents. Ils l'ont rappelé avec détermination tout au long d'une journée d'études organisée samedi 27 novembre, à Paris, par l'Association nationale des directeurs d'établissements et services pour inadaptés (ANDESI).

Quelque six cents directeurs étaient venus pour interroger les représentants de divers ministères sur les conséquences, pour les établissements qu'ils dirigent, de la loi sur les institutions sociales et médico-sociales et la loi d'orientation « en faveur des personnes handicapées » du 30 juin 1975. Mais ils les ont surtout sommés de s'expliquer sur l'interventionnisme dans lequel ils voient une menace de disparition de leur secteur d'activité, de l'administration, et de certaines associations plus ou moins étroitement liées au Syndicat national des instituteurs (S.N.I.). Deux adversaires qui parurent souvent n'en faire qu'un, tout en reconnaissant que l'intervention du ministère de l'éducation est normale et en se défendant d'être « l'expression d'un secteur privé », les directeurs l'ont jugée « excessive » et ont dénoncé ce ministère obsédé par son monopole entassément.

Le contentieux entre les directeurs d'établissements pour handicapés et le ministère de l'éducation a plusieurs aspects. Il y a d'abord, bien que l'ANDESI se défende d'être « un mouvement corporatiste », la « question lamentable des titres exigés des directeurs ». Se référant à la loi de 1886 qui définit les titres exigibles d'un directeur d'école, les directeurs appellent régulièrement aux directeurs d'établissements spécialisés la nécessité d'avoir au moins le brevet élémentaire. Prés des deux tiers d'entre eux, ne possédant aucun des titres d'enseignement requis, se voient imposer de préparer le brevet élémentaire, alors qu'ils possèdent dans certains cas des diplômes plus élevés que ceux qu'on exige d'eux.

Cette mesure est ressentie comme « une insulte » par des directeurs qui exercent parfois leurs fonctions depuis de longues

années. De plus, les directeurs voient dans l'exigence, pour tout enseignant, d'un titre d'enseignement « une réduction au seul aspect scolaire de l'action polyvalente et thérapeutique » qu'ils mènent.

Autre grief à l'égard de l'éducation nationale : la création et l'extension d'établissements et de services spéciaux seront désormais soumises à l'avis de « commissions régionales des institutions sociales et médico-sociales ». Au contraire, font observer les directeurs, les sections d'éducation spécialisée (cannabées) des établissements d'enseignement secondaire et les écoles nationales de perfectionnement, qui dépendent directement du ministère de l'éducation, échappent à la juridiction des commissions et pourront se développer sans contrôle ni opposition.

Les commissions départementales de l'éducation spécialisée, qui se mettent en place en ce moment, en application de la loi d'orientation ont été aussi l'objet de vives attaques. La place accordée aux représentants du ministère de l'éducation est jugée trop importante : ces commissions de douze membres sont présidées soit par un inspecteur départemental de l'action sanitaire et sociale, et le siège attribué aux responsables d'établissements est souvent occupé par un enseignant mis à la disposition de ces établissements. Au total, les directeurs s'estiment exclus, ou, dans le meilleur des cas, fortement sous-représentés dans ces commissions. De là à penser que celles-ci orienteront les handicaps vers des établissements dépendant de l'éducation nationale ou d'associations amies du S.N.I. plutôt que vers d'autres établissements, il n'y a qu'un pas que bien des directeurs franchissent.

Face à ce concert de plaintes et de craintes, les représentants du ministère de l'éducation et de celui de la santé ne pouvaient que réagir avec mesure les espoirs que permet de concevoir la loi d'orientation en faveur des personnes handicapées. Avec mesure, car l'entrée aux établissements par onze ministères ?

MICHEL KAJMAN.

## RELIGION

Paul VI a accepté la démission, le 27 novembre, de Mgr Michel Gouzi, archevêque de Malte, âgé de quatre-vingt-deux ans. Il pourrait avoir pour successeur Mgr Nicolas Gochi, évêque de Gozo, l'île voisine. — (Reuters.)

Le Père Pierre Kervennic, qui a succédé à Mgr François Kervennic à la tête de l'évêché de Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord), a reçu le 28 novembre l'ordination épiscopale en la cathédrale de Saint-Brieuc. Mgr Kervennic avait démissionné, en octobre dernier, pour raison de santé.

La cérémonie était présidée par Mgr François Barthe, évêque de Quimper (Finistère), Mgr André Fanchet, évêque de Troyes, originaire des Côtes-du-Nord, et Mgr André Quéhen, évêque de Morlaix, originaire du Finistère, en présence du cardinal Paul Gouyon, archevêque de Rennes, de Mgr Righi Lambertini, nonce apostolique à Paris, d'une vingtaine d'évêques et anciens évêques de la région ouest, de plusieurs abbés des monastères de Bretagne, ainsi que deux cents prêtres.

Mgr Jean de Cambourg, évêque de Valence (Drôme), sixième à avoir été béatifié à Vienne (Isère), après un accident de la route, provoqué par un malade au volant, qui serait d'origine cardiaque.

## L'Amérique de votre choix



**avec LOFTLEIDIR**

Quelle que soit votre destination finale aux États-Unis, profitez des tarifs transatlantiques LOFTLEIDIR, particulièrement intéressants sur New York ou Chicago :

- vol quotidien New York aller-retour. F. 1.367 (\*)
- 2 fois par sem. Chicago aller-retour. F. 1.622 (\*)

vous pourrez ainsi utiliser les «tarifs Visit USA» au départ de New York ou Chicago vers la ville américaine de votre choix.

Demandez à votre agent de voyages de vous parler aussi des forfaits New York, de 4 à 21 jours, à partir de F. 1.690 comprenant le transport aller-retour Luxembourg New York en Jet Loftleidir et le séjour à l'hôtel Century Paramount (lit. 345 A).

(\*) Tarif excursion 22/45 jours ou F. 1.644 pour New York et F. 1.591 pour Chicago, excursion 1/21 jours, sans minimum de séjour.

Pour tout renseignement et documentation, adressez ce coupon à

**LOFTLEIDIR**  
**ICELANDIC**

32, rue du 4-Septembre  
75002 Paris  
tél. 073.75.42 - 742.62.26  
32 bis, rue du M Joffre  
08000 Nice  
tél. 88.73.41

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

ou interrogez votre agent de voyages, il nous connaît bien !



## ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

### A PROPOS DE...

LE NOUVEAU PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS  
ET LE SUPERSONIQUE FRANCO-BRITANNIQUE

### Concorde dans l'interregne

Le nouveau président des États-Unis acceptera-t-il ou non que les Concorde français et anglais qui desservent Washington se posent à New-York?

L'interregne politique affecte le destin nord-américain de la Concorde, dont le droit de cité à New-York est toujours discuté. Certes, dans l'entourage du secrétaire aux transports, M. William Coleman, on reconnaît que la performance de l'avion supersonique à Washington-Oulles « a correspondu à ce qui était prévu ». On se garde, cependant, de délivrer à l'appareil un certificat de bonne conduite, car il faudra le juger sur toute l'étendue de la période d'essai : seize mois à compter du 16 février dernier. M. Coleman — on le comprend — ne veut pas dire qu'il faut que ce soit qui puisse lier les mains de son successeur.

A New-York, Air France et British Airways avaient contesté devant les tribunaux la « constitutionnalité » de la décision de Port Authority — gestionnaire de l'aéroport Kennedy — de se donner six mois pour observer la performance de la Concorde à Washington-Oulles avant de prendre sa décision. Les deux compagnies ont finalement demandé à la cour de différer son jugement en attendant celui de Port Authority.

En principe, les six mois d'essai étant terminés depuis le 16 novembre, celui-ci devrait incessamment faire connaître sa position : il est permis de penser qu'il prolongera de deux ou trois mois le « suspense », en arguant qu'il lui faut davantage de temps pour bien mesurer l'impact de la Concorde, notamment sur la pollution de l'air.

Le Port Authority est sensible, bien sûr, à la volonté de M. Hugh Carey, gouverneur de l'État de New-York, dont l'opposition à la Concorde est bien connue — et qui, dit un membre de son entourage, n'a pas changé d'avis. De son côté, celui-ci est sensible au point de vue de M. Jimmy Carter, le

prochain président des États-Unis, un démocrate, sur l'appui duquel il compte pour « dépanner » financièrement la ville et l'État de New-York.

M. Carter a fait, au cours de sa campagne électorale, des déclarations sur la Concorde, dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles étaient tièdes. Il ne lui a pas fallu d'avance la porte des aéroports américains, a souscrit à la décision de M. Coleman pour ce qui est de la période d'essai, mais il n'en a pas moins manifesté sa sympathie pour les préoccupations des écologistes.

Rien ne prouve cependant que ces paroles prononcées au chaud de la campagne électorale serviront de fondement à la politique que M. Carter adoptera vis-à-vis de la Concorde après son entrée en fonction. Il devra tenir compte, comme son prédécesseur, des avis du département d'État, qui n'ont pas changé depuis la lettre envoyée par M. Kissinger à M. Coleman.

On craint, en effet, dans les milieux diplomatiques américains, que la mise au ban de la Concorde entraîne des réactions françaises et britanniques. Dans la mesure où M. Carter a dit et répété que sa première préoccupation en politique étrangère serait de resserrer les liens de son pays avec ses alliés traditionnels, on peut penser qu'il passera soigneusement, face au chantage écologiste, les impératifs de sa diplomatie.

Pour l'heure, la Concorde vient de remporter une victoire, puisque la Cour suprême a déboulé les partisans de l'environnement qui mettaient en cause la « constitutionnalité » de la décision de M. Coleman : elle a confirmé le droit de l'avion supersonique d'atterrir aux États-Unis pendant la période d'essai.

En définitive, le sort de la Concorde est lié à l'attitude du président élu, qui déterminera celle des autorités new-yorkaises. L'affaire est mise en délibéré jusqu'au 20 janvier, mais les chances de l'avion supersonique restent entières.

L. W.

### QUALITÉ DE LA VIE

#### MANIFESTATION CONTRE LE PROJET DE CENTRALE NUCLÉAIRE DE BELLEVILLE (Cher)

(De notre correspondant.)

Orléans. — Six cents personnes environ, rurales et urbaines écologistes, ont manifesté, samedi 27 novembre, à Belleville-sur-Loire (Cher), pour protester contre l'installation d'une centrale nucléaire sur le territoire de la commune, le long des rives de la Loire (le Monde du 13 novembre). La manifestation coïncidait avec la visite du préfet du département du Cher, M. Collot, venu inaugurer quelques réalisations communales et procéder à une remise de décorations.

Le projet de centrale suscite de vives protestations. L'Association du Val-de-Loire herichon pour la défense de la qualité de la vie reproche à E.D.F. qui prospectait et étudiait plusieurs sites depuis près de deux ans, d'avoir mis les élus devant le fait accompli. Par ailleurs, M. Arnaud de Vogüe, maire de Douleret, une commune voisine, ancien P.-D.G. de Saint-Gobain, opposé au projet, a remis sa démission d'élu au préfet du Cher.

Le parti communiste s'inquiète, pour sa part, de la prolifération des ouvrages dans le Val-de-Loire : « Avec Chalon, Saint-Laurent-des-Eaux, Dampierre-en-Burly et Belleville, il y aurait quatre centrales sur un cours de 250 kilomètres. Cela n'est pas possible. La régularisation du cours de la Loire n'est pas encore réalisée et les crédits pour construire les barrages nécessaires ne sont même pas inscrits au VII<sup>e</sup> Plan. » — R. G.

● PERMIS ANNULÉ À LYON. — Le tribunal administratif de Lyon a annulé le permis de construire, délivré le 26 janvier 1976, d'un immeuble qui doit s'élever sur le site archéologique des thermes romains, sur la colline de Fourvière à Lyon, à une centaine de mètres des théâtres romains et du musée archéologique. Malgré le sursis à exécution prononcé par le même tribunal en juin dernier, les travaux ont continué et les bâtiments se sont élevés de quatre étages. Seront-ils démolis ?

### Alsace

#### LE CONSEIL RÉGIONAL DÉFINIT UN PLAN POUR QUINZE ANS

Le conseil régional d'Alsace a adopté, le 27 novembre, le schéma d'orientation et d'aménagement de la région établi pour les quinze prochaines années.

Ce schéma régional, le premier adopté en France, fixe des priorités, en faveur notamment de la protection du milieu naturel, du développement de la valorisation de ses ressources (eau, forêt, agriculture, gravières, gisement potassique), ainsi que l'aménagement du massif vosgien. Il prévoit aussi un développement industriel fondé sur le principe de la priorité à l'emploi.

Le conseil a décidé, enfin, de créer un fonds régional pour l'emploi.

#### Provence- Côte d'Azur

#### PÉAGES LOURDS AUTOUR DE NICE

(De notre correspondant.)

Nice. — Les Nicols paieront donc un lourd péage (5 F pour 10 kilomètres) pour emprunter l'autoroute de contournement nord de la ville. Les protestations qu'avait adressées le maire, M. Jacques Médecin, aux ministres de l'équipement et des finances sont restées lettre morte. La société ESCOTA (Estrel-Côte d'Azur), maître d'œuvre de l'ouvrage, forte de l'approbation de la direction des prix au ministère des finances, n'est pas revenue sur sa décision : un vote intervenant à l'issue d'un récent conseil d'administration de la société l'a confirmé.

Les représentants du Var et des Bouches-du-Rhône, appelés à se prononcer, ont voté pour le maintien du péage, ainsi que le président d'ESCOTA, dont la voix est prépondérante.

Les usagers réguliers de l'autoroute pourront cependant bénéficier d'un tarif préférentiel en justifiant qu'ils empruntent une fois par jour ou un certain nombre de fois par mois. — M. V.

### Corse

LE « COUP DE MAIN » D'ALÉRIA

### La destruction de plusieurs milliers d'hectolitres de vin... et un vol de 9 000 francs

De notre correspondant régional

Nice. — Moins spectaculaire que le plastique, le 22 août dernier, d'une autre cave appartenant à M. Cohen-Skalli (1) par un commando que conduisit le docteur Max Simeoni, la destruction de plusieurs milliers d'hectolitres de vin commise le vendredi 26 novembre à Aléria a cependant suscité de nombreux commentaires en Corse, en raison notamment du vol d'argent qui l'a accompagnée. Après le départ du commando, dont l'action a été revendiquée par le Front de libération nationale corse (F.L.N.C.), les employés de la cave ont, en effet, constaté que leurs appartements avaient été fouillés et que la somme de 9 000 F leur avait été dérobée.

L'interrogation posée par ce vol a été rejetée au second plan les questions soulevées par la nature même de l'attentat : une réplique du F.L.N.C. à un article publié par M. Max Simeoni — toujours en fuite depuis le 22 août — dans l'hebdomadaire autonomiste Arrêt, demandant à l'organisation clandestine d'exprimer son refus d'un affrontement entre Corse (le Monde du 26-29 novembre). Quelle que soit, en effet, l'explication qui pourrait être fournie maintenant par le F.L.N.C., les derniers événements d'Aléria l'auront coupé d'avantage de la population lésée de la violence et surtout intraitable sur la question de l'honneur. Le crédit des autonomistes s'en trouve également, par contre-coup, atteint.

Le « coup de main » revendiqué par le F.L.N.C. a indigné les ouvriers corses travaillant pour le compte de M. Cohen-Skalli, qui ont remis au quotidien Nice-Matin-Corse une déclaration dans laquelle ils se disent « profondément émus et révoltés » de ce que le commando ait pu « faire main basse sur les économies des

employés vivant sur les lieux ». « Ce sont des méthodes, ajoutent-ils (en laissant entendre qu'ils pourraient désormais organiser leur propre défense), que nous ne pouvons plus tolérer de la part de qui que ce soit, et surtout des Corse, qui, jusqu'à présent, ont eu la réputation d'être loyaux, francs et honnêtes. » La condition modeste des victimes du vol et les circonstances dans lesquelles il a été commis le rendent, en effet, plus désolant. Une somme de 1 000 francs, représentant un remboursement de la Sécurité sociale, a été dérobée au domicile d'une des trois familles pieds-noirs travaillant à la cave. Dans une autre maisonnette des employés, une somme de 3 000 francs, rangée dans une armoire à disparu. Un ouvrier marocain a constaté qu'on lui avait pris une somme de 3 000 francs et une montre. Trois autres ont, d'autre part, été emportés.

Sur l'événement lui-même, on ne peut que constater la surdimension donnée à un fait divers, nous a déclaré le préfet de la région Corse, M. Jean Filacchi, qui a, d'autre part, souligné « les deux aspects particuliers de ce petit épisode peu glorieux » : dans la justification, une réponse qui se veut significative aux propos du leader autonomiste en fuite ; le jeu subtil qui échappe aux non-initiés. Sur les modalités, une notation rassurante : « Il n'est pas conforme à la tradition locale : la collecte d'objets divers, un vol d'argent à l'encontre d'ouvriers ». « La lanterne du F.L.N.C. », a conclu M. Filacchi, éclaira en l'espèce plus de rapine que d'idéologie. L'action d'Aléria a d'autre part plongé dans la perplexité les militants autonomistes de la région, à l'exception de la porte-parole de l'Associé de patriotes corses (A.P.C.), M. Lucien Alfonsi, s'exprimant en tant que militant autonome, que des gens se battent pour la cause corse, même si nous ne partageons pas leurs conceptions de lutte, puissent se conduire comme des voleurs. »

GUY PORTE.

### CIRCULATION

### Vitesse plus sévèrement contrôlée sur les routes

Comme les pouvoirs publics l'avaient annoncé, les contrôles de dépassement de la vitesse autorisée (80 km-heure en ville, 90 km-heure sur les routes, 130 km-heure sur les autoroutes) se sont multipliés durant le dernier week-end. Le mauvais temps a d'autre part rendu les routes glissantes, et les accidents ont été nombreux.

Dimanche plusieurs enfants ont été blessés au cours de deux accidents. Un car de tourisme, qui circulait entre Lyon et Bourgoin sur l'autoroute A43, s'est ren-

versé sur la chaussée à la hauteur de Salolas. Il y avait cinquante-neuf personnes à bord dont cinquante-quatre enfants, élèves de deux écoles de Doué-la-Fontaine (Maine-et-Loire) et de Laval (Mayenne), qui se rendaient en classe de neige à Allevard (Isère). Dix d'entre eux ont été légèrement blessés.

D'autre part, cinq scouts ont été renversés par une automobile alors qu'ils circulaient à pied dans un chemin départemental près de Bellegarde-en-France, dans le Val d'Oise. Deux d'entre eux ont été tués sur le coup ; deux autres grièvement blessés.

### CORRESPONDANCE

Un coup d'épée dans l'eau

A propos du renforcement des contrôles de dépassement de vitesse, un de nos lecteurs de Roubaix, M. Robert Dumont, nous écrit notamment :

Le gouvernement nous informe que, désormais, les contrôles de vitesse seront assurés avec la plus grande rigueur sur tout le ter-

ritoire français. Entendez : « La vitesse était déjà limitée, mais on savait bien que, de plus en plus, les plaques étaient plus respectées. Mais maintenant, ça va changer ! »

C'est toujours pareil en France. Le pays où les lois n'ont pas de sens : la loi existe, mais ne vous faites pas de bile, transgressez-la, d'ailleurs tout le monde le fait. Et puis un beau jour on apprend que, sacré tonnerre ! on va la faire respecter. Ce serait trop simple de ne faire des lois et des règlements que s'ils sont vraiment indispensables, mais de s'y tenir !

D'ailleurs, dans le cas présent, ou bien la police et la gendarmerie pourraient faire respecter les limitations, et en ne le faisant pas elles manqueraient à leur devoir, ou bien elles n'avaient pas la possibilité de faire ce travail avec « rigueur » sur tout le territoire, comme on dit qu'elles vont le faire maintenant, et on se demande ce qui leur donne aujourd'hui cette possibilité. Ou bien encore, on va leur faire déléguer certaines tâches pour se consacrer en priorité à la consigne à la mode, et puis ensuite, il faudra bien rattraper le « temps perdu » par ailleurs, et les contrôles « rigoureux » se « tasseront » une fois de plus, l'aura été un coup d'épée dans l'eau.

● PARIS-ROME SANS FEU ROUGE. Dans le courant de l'été 1979, les automobilistes pourront aller de Paris à Rome sans rencontrer un seul feu rouge. Dans une lettre adressée à M. Emmanuel Aubert et Fernand Icart, députés des Alpes-Maritimes, M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'équipement, a donné l'assurance que les travaux concernant la dernière section de l'autoroute A-8 La Turbie (Vintimille) - Roquebrune-Cap-Martin (Menton), pourraient débuter incessamment de manière qu'elle soit mise en service d'ici à 1979, un accord sur les modalités de financement étant intervenu entre les ministères intéressés. Les travaux commenceront par la réalisation du tronçon La Turbie-Ouest - La Turbie-Est (coût : 105 millions de francs), qui devraient être achevés pour l'été 1978. — (Corresp.)

**cinq atouts que vous ne trouverez  
nulle part ailleurs,  
pour installer vos bureaux.**

- 1  
17 000 m<sup>2</sup> de bureaux disponibles à vos mesures
- 2  
des conditions financières privilégiées
- 3  
une situation géographique stratégique
- 4  
un personnel nombreux et qualifié sur place
- 5  
des équipements urbains bien conçus

Ces bureaux existent en toute dimension, à partir de 13 m<sup>2</sup> aménagés ou bruts de décoffrage, "open space" ou cloisonnés. Selon vos besoins, trois formules vous sont proposées : location simple (bail de 3, 6 ou 9 ans), vente avec paiement comptant, vente avec crédit sur 15 ans. Un exemple : à Sarcelles, avenue du 8 Mai 1945, des bureaux aménagés de 300 m<sup>2</sup> sont disponibles à 260 F le m<sup>2</sup> en location à 3.300 F le m<sup>2</sup> en vente. Le crédit sur 15 ans accordé sur 70 % du prix de vente hors taxes, est remboursable mensuellement à un taux particulièrement exceptionnel.

**Sarcelles  
ville nouvelle**

Pour recevoir des renseignements complémentaires, veuillez nous téléphoner ou nous retourner le coupon-réponse ci-dessous.

4, place de Navarre 95200 Sarcelles  
tél. : 990 71 01 tél. : 990 75 94 tél. : 990 67 19

GSCIC PARIS

Sarcelles  
Puteaux-Neuilly  
Aulnay  
St-Denis  
Levallois-Perret  
St-Germain  
St-Leu

صندوق البريد



صلى الله عليه وسلم

# La région parisienne

MAL PRÉPARÉ, MAL ACCEPTÉ, MAL COMPRIS

## Le plan d'occupation des sols de la capitale sera-t-il « repris » après l'élection du maire ?

Le Conseil de Paris vient d'adopter le plan d'occupation des sols (POS) de la capitale. Ce document d'urbanisme définit les droits de construire attachés à chaque terrain, détermine les espaces verts à préserver, organise l'implantation de la desserte des constructions, prévoit les équipements nécessaires aux équipements futurs... Il a été élaboré par un groupe de travail comprenant des conseillers de Paris et des

représentants des services de l'Etat et de la Ville. L'établissement et l'approbation de cet instrument essentiel pour l'avenir de la capitale n'a jamais suscité, au sein du Conseil de Paris, le vaste débat qu'il aurait mérité. Faute d'orateurs spécialisés, mais aussi parce que les considérations locales ou politiques ont bloqué toute tentative sérieuse de discussion. L'enquête publique, du fait de documents accessibles uniquement à des spécialistes, n'a pas

permis d'autre part de prendre véritablement l'avis du Parisien « moyen ». Ce document mal préparé, mal accepté, mal compris, le futur maire de Paris devra le prendre en charge en mars 1977 après son élection par l'Assemblée municipale. Le laissera-t-il en l'état ? Ne sera-t-il pas plutôt conduit, après une dure campagne électorale où l'urbanisme de la capitale aura été à l'apogée du débat, de rouvrir le dossier ?

### POINT DE VUE

Le POS de Paris, tel qu'il a été adopté par le Conseil de Paris, signifie la poursuite du processus de dégradation de la capitale. En effet, Paris se détruit parce que l'irruption des techniques nouvelles (constructions à grande hauteur, volumes énormes, automobiles envahissantes) exploitées sans merci par la spéculation provoque partout le gigantisme, la minéralisation, l'encombrement, la ségrégation sociale.

Dans le domaine de l'urbanisme, nous nous retrouvons ainsi devant le même problème général que celui dominant aujourd'hui l'actualité : l'inflation des hauteurs, l'inflation des volumes, l'inflation du minéral, l'inflation du stationnement et de la circulation.

L'inflation, ce mal insidieux, lorsque le seul critère est dépassé et que l'on arrive au point de saturation, détruit le tissu urbain. Là aussi il faut avoir le courage de renverser le processus. Le plan d'occupation des sols vient-il répondre à tous ces problèmes ?

Premier constat : c'est un plan incompréhensible, aussi bien pour les habitants que pour quiconque. Comprendre exige essentiellement de pouvoir prendre une vue d'ensemble : ce qui, pour le plan présenté, est impossible, même pour un urbaniste. Une énorme juxtaposition de traits et de tâches n'apporte le moyen de comprendre, détail par détail, que ce qui se passe en tel ou tel point et non seulement empêche de saisir quelque idée directrice que ce soit, mais, ce qui est plus grave, dissimule qu'il n'en existe aucune.

En deuxième lieu, ce plan est le contraire d'un plan d'avenir — qu'il engage cependant d'une manière irrémédiable. En effet, à quelques alignements près, et là où de vastes périmètres n'ont pas été laissés en blanc ou sans aucune indication (n'est-ce pas exorbitant que, une grande partie de la capitale se trouvant hors plan, donc absente de la consultation, il ait été fait enquête

## Incompréhensible et archaïque

par MAURICE-FRANÇOIS ROUGE (\*)

suprès des habitants sur des espaces au sujet desquels rien n'est dit et sur la transformation desquels ils ne pourront donc pas, par la suite, manifester leur opinion), le plan ne fait qu'entériner l'état actuel, et ainsi la politique pratiquée jusqu'à présent : en reproduisant, avec toutes ses fautes et la possibilité de les continuer, le plan existant, plan d'un passé devenu totalement inadéquat aux conditions nouvelles de notre époque. Ainsi, non seulement il ne comprend aucun élément correspondant aux exigences contemporaines, ni du point de vue des tracés, ni des structures, ni des circulations, ni du règlement, mais il ne met même pas fin aux erreurs qui déshumanisent la ville.

En perpétuant ainsi les fautes actuelles, ce plan ne peut être autre chose que l'instrument de déchéance de Paris. N'officialise-t-il pas la poursuite d'une évolution en train de dégrader et de détruire très rapidement la capitale ? Et, ce qui est encore plus grave, tous les changements dus à la prodigieuse mutation des possibilités techniques aboutissant à sortir de l'échelle humaine s'effectuent sur un parallèle et sur des structures et des tailles d'élites propres à un état ancien : celui qui a existé jusqu'au milieu du dix-neuvième siècle. Déjà, l'ère haussmannienne avait brutalisé les structures antérieures. Aujourd'hui, toute construction de grande hauteur ou de grand volume, dans des îlots et sur des tracés de plans qui n'ont pas été conçus pour cela, constitue un véritable sabotage de l'avenir : elle rend, par des immobilisations énormes, neuves et coûteuses, pour longtemps impossible une évolution nécessaire, ne serait-ce qu'en fonction du logement, du stationnement ou de la circulation des automobiles.

Le plan d'occupation des sols qui, cependant, rappelle dans un rapport que « la principale essence de l'urbanisation haussmannienne consiste dans la mise en place d'un nouveau système circulaire... », n'a

pas compris que le problème fondamental était là : impossible, devant les faits nouveaux, de ne pas proposer une nouvelle structure et un nouveau règlement. De telle sorte que la capitale vit actuellement sur les ruines menacées de son passé. Son renom porte sur un espace relativement limité, en pourcentage de plus en plus réduit au fur et à mesure de l'extension, et qui se dégrade, lui aussi, rapidement, du fait des hors d'échelle autorisés un peu partout : Intérieurement et extérieurement, faute d'un véritable plan du patrimoine. Et d'ailleurs il n'y a pas de plan de mutation, celui qui caractérise toutes les grandes époques, pour répondre à des données nouvelles et témoigner des progrès de leur temps. Pendant longtemps, en effet, et c'était normal, la ville engendrait, en proportion même de son développement, de nouveaux éléments de beauté. Aujourd'hui ? La périphérie s'étend sans valeurs nouvelles, dans un désordre de plus en plus agressif et la multiplication des « pollutions visuelles ».

La première mesure que le Conseil de Paris peut prendre immédiatement est de fixer les trois seuils au-delà desquels la ville devient inhumaine : par emprise sur le ciel, par surdensification au sol, par manque d'arbres.

Le plafond de hauteur de 25 mètres (échelle n'accrétant ni l'homme ni les arbres) a été adopté pour tout le centre : il doit être pour l'ensemble de la ville et assorti d'une verticale sur rue réduite à 18 ou même à 15 mètres.

Il faut limiter le droit de construire par un plafond de densité (coefficient d'occupation des sols ou COS) limité à 1,5 ou à 2, au lieu de 2,7 à 3,5 : c'est-à-dire ne faire que rendre obligatoire pour tous ce qui, dans la récente loi, ne donne lieu, en cas de dépassement, qu'à un prélèvement fiscal. Une telle mesure constituerait aussi le moyen de s'attaquer enfin à la hausse vertigineuse du prix du sol et à la spéculation foncière, un des grands facteurs de l'inflation. Pourquoi le ministre des finances, qui veut arrêter l'inflation et bloquer

certaines prix, ne s'est-il pas occupé de celui des terrains.

Enfin la nature devrait rentrer dans la ville : le pourcentage à laisser libre au sol dans les parcelles privées (problème des normes de configuration interne des îlots) devrait comporter une part obligatoirement plantée d'arbres de haute tige.

Ces règles ne devraient laisser aucune possibilité de dérogations, mais on aurait dû prévoir des « cas spéciaux », entourés de toutes les garanties nécessaires et notamment la consultation du public.

La première exigence, quant au contenu d'un nouveau POS, est d'ordre structurel, fondement même de tout urbanisme, mais ignoré par le plan présenté. C'est l'étude d'une ville dont toutes les parties ne soient plus indifférenciées dans un Informé « magma » (comme c'est le cas avec les fausses structures de zonage proposées, dont la configuration est désordonnée), mais structurées réellement : notamment par des quartiers que le POS doit commencer par délimiter, et conçus de manière à constituer de véritables communautés de base.

Le nouveau POS devrait être assorti de quatre plans pour la mise en évidence des solutions données à quatre problèmes majeurs : — Plan du patrimoine (piétons et voitures) et de stationnement et de logement des automobiles. — Plan des espaces verts : localisation et zones desservies. — Plan de répartition sociale : pour éviter les ségrégations et rechercher un équilibre.

Il devrait comporter des « schémas sectoriels », pour les espaces fondamentaux pour l'avenir de la capitale : — « Site Seine » sur toute sa longueur. — « Site des canaux ». — « Site Saint-Eustache », lié à un projet de prolongation du célèbre axe Etoile-Louvre jusqu'à l'Hôtel de Ville. Il faut donc que tout le monde en prenne conscience : avec le plan actuel, le déclin est, pour Paris, inévitable. La véritable intelligence politique n'est-elle pas de savoir reconnaître les erreurs plutôt que d'y persévérer : en conséquence, renverser le processus en cours. C'est le seul moyen, pour une ville de rang et de rôle mondiaux comme Paris, de lui faire faire le nouveau bond en avant souhaité par tous.

(\*) Urbaniste.

## Passages à vide

BIEN des passants les ignorent. Il faut être un « paysan de Paris » pour les connaître, les trouver, y entrer. A l'aventure. Les passages couverts, nombreux sur la rive droite, ne sont pas tapageurs : entrées discrètes qui se distinguent à peine d'un porche d'immeuble ; boutiques désuètes qui déclinent doucement. Certains sont presque abandonnés, comme la galerie Colbert. D'autres voient passer trop de monde, étouffant sous la cohue, comme le passage du Havre, ville raccourci entre les grands magasins et la gare Saint-Lazare. Mais les plus séduisants sont aussi les plus désolés : pas de lumière vive, pas de vitrine récentes. Quelques pas sur le carrelage, sous la verrière qui répand un faux jour, lumière blanche hors saison, et les bruits du boulevard ne sont plus qu'une lointaine rumeur. Soudain, on entend les pas, on ralentit le sien. Entrant au cœur profond de la ville, on s'éloigne d'elle. A l'abri.

Il y a des noms mystérieux : les Princes, les Panoramas, le Grand-Cart ou Véro-Dodet, qui n'est pas un chanteuse d'opéra mais les noms de deux caractères fortunés, messieurs Véro et Dodet, qui jouèrent au promoteur vers 1827 pour ouvrir à deux pas des Halles la plus raffinée des galeries. Même si quelques boutiques dans le vent ont choisi ces refuges (les mannequins de Catherine Hériot et le styliste Tanguy dans le passage Choiseul, Balloon à la galerie Vivienne), on y trouve surtout des commerces déclinants... ou rares : un fabricant de pipes dans le passage des Princes, le dernier graveur héraldique de Paris dans celui des Panoramas, des lithiers, des brocanteurs, des marchands de timbres rares, de livres anciens et de... farces et attrapes. — Ce sont à la vérité les passages du désenchantement. Chaque chose y rappelle des temps qui ne sont plus », écrivait le poète au moment où l'on démolissait le passage de l'Opéra pour terminer les grands boulevards. Les causes de ce déclin, les menaces d'abandon ou d'un détournement tout aussi mortel (entrepôts, commerces de gros s'installant en force) sont analysées dans une remarquable étude de Mme Laura Wodra, publiée dans la revue de l'Atelier parisien d'urbanisme, Paris-Projet (1).

Mis au secret par l'essor des grands magasins au siècle dernier, les passages sont restés à l'écart — et à l'abri — de l'évolution urbaine. Aujourd'hui, on découvre

leurs charmes à l'abandon. Peuvent-ils renaitre, se demander les urbanistes. — Peut-être est-ce au fond, écrit Laura Wodra, dans le fait d'être hors du temps que les passages couverts trouvent aujourd'hui leur meilleure chance de se retrouver dans le siècle. — La mode, un regain d'affection, ne suffisent pas. Millions-nous, disent les urbanistes. — Si la sensation de rupture avec le milieu urbain est indissociable d'une impression de délabrement et de saleté, et la tranquillité du cheminement provient seulement de ce qu'il est rigoureusement vide de toute fréquentation, si enfin le caractère insolite de certains commerces signifié seulement une survie très provisoire, on peut gager que le passage couvert n'a aucune chance de retrouver un peu de son éclat et de son rôle d'autrefois.

Pour sauver les passages, il faut leur redonner un air de jeunesse, faire souffler un vent nouveau. Et d'abord restaurer et réhabiliter l'architecture et le décor, les sculptures et les verrières, les boiseries et les cuivres. Ouvrir toutes les boutiques et certains entrées, supprimer les vitrines aveugles, les trous noirs. Installer des fontaines et des arbustes.

Pour réanimer l'activité commerciale, il ne faut pas, estime l'APUR, chercher à imiter les plus récentes allées marchandes couvertes aux Champs-Élysées ou dans les grands centres commerciaux. Les passages doivent garder leur personnalité, une sorte de « spécialisation » dans le commerce rare, les librairies, les galeries, l'artisanat d'art.

Comment atteindre ces objectifs ? L'administration peut protéger les passages (certains sont inscrits à l'inventaire des monuments historiques, d'autres devraient l'être). Peut-être aussi participer plus activement à leur renaissance, tâche d'autant plus délicate qu'ils sont tous propriété privée, et dépendent parfois, comme la galerie Véro-Dodet, de quatre-vingt-quinze propriétaires indivis ? A défaut de contrôler les propriétaires, l'administration peut tenter de collaborer avec eux, en les incitant par des aides financières, et en mettant au point des mini-plans de sauvegarde. Enfin, et cette tâche revient aux responsables parisiens, il faut « rénover » les passages dans les cheminements à travers la ville, c'est-à-dire ne pas les oublier quand on organise la mise en valeur du Paris à ciel ouvert.

MICHEL CHAMPENOIS.

### CORRESPONDANCE

## Crèches en dur

APRÈS l'article sur les crèches en dur (12 octobre), M. Marc Sauzet, responsable de la coordination des associations des parents d'enfants âgés en crèche dans la région parisienne, nous écrit : Par de nombreux points, la circulaire de Mme Veil sur les crèches (datant de 1975) est une dégradation du fonctionnement des crèches collectives actuelles (mémorisation des paiements pour faire payer les jours où l'enfant est absent, prise d'enfants en surnombre, plus de visites médicales systématiques, non-habituement des enfants aux crèches) dans le but de les rentabiliser. Cette orientation nous semble dénuée d'études faites sur le coût des crèches (60 F par jour et par enfant pour le fonctionnement). Cette circulaire propose d'encourager tout autre mode de garde a priori plus économique, mini-crèches, bénévolat, etc.

Les associations des parents, en plus de leur présence quotidienne dans la vie de la crèche, entendent assurer la défense de la crèche publique en tant que service public. Cela signifie : 1) Maintien des crèches en dur ; 2) Amélioration du service dans le sens d'un système éducatif d'éveil (ce qui suppose le recrutement, la formation et la revalorisation de la condition du personnel) ; 3) Mise en œuvre prioritaire, sur crédits d'Etat, d'un programme de construction de crèches collectives publiques pour satisfaire la demande actuelle et rapprocher les crèches des domiciles. Le développement d'autres formes de garde nous semble nuisible si elles sont un palliatif au manque de crèches et si elles n'offrent pas la possibilité d'éducation et d'éveil souhaitable.

**loterie nationale**  
tranche des azalées  
gros lot  
Emillions de F  
tirage  
le 1<sup>er</sup> décembre  
PRO DU BALLET : 44 F  
PRO DU 110 : 5 F

### LES CYCLISTES MARQUENT DES POINTS

## En piste, le long du canal de l'Ourcq

LES cyclistes parisiens peuvent être satisfaits : les élus et les pouvoirs publics ont décidé — enfin — de leur aménager une piste cyclable, le long du canal de l'Ourcq, entre le canal Saint-Martin, à Paris, et Meaux (Seine-et-Marne).

Un comité interministériel, réuni en 1973, avait demandé au ministre de l'équipement de rechercher des itinéraires pour les cyclistes de la capitale ; les services régionaux proposèrent le site du canal de l'Ourcq. En effet, celui-ci est l'une des rares percées qui permettent de relier Paris intra muros à la périphérie de la région parisienne sans « conflit » avec la circulation automobile. D'autre part, il passe à proximité du futur parc de la poudrière de Sevran (Seine-Saint-Denis) et de la base de loisirs de Jablines (Seine-et-Marne).

Dans un premier temps, il a été prévu d'aménager la rive sud du canal sur 8 kilomètres, de Pavillons-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) jusqu'à Mitry-Mory

(Seine-et-Marne). La piste cyclable, d'une largeur de 3 mètres, serait située tantôt sur la berge, tantôt sur un remblai ou sur la voirie locale. Un aménagement paysager serait réalisé avec le concours des communes traversées. Six passerelles réservées aux piétons et aux cyclistes permettraient à ceux-ci de franchir commodément le canal.

Le devis de cette première tranche s'élève à 5,6 millions de francs dont le Fonds d'intervention et d'aménagement pour la nature et l'environnement (FIANE) subventionnera 10 %. Le solde sera supporté aux trois quarts par la région d'Ile-de-France et pour un quart par le département de la Seine-Saint-Denis désigné maître d'ouvrage.

Ce projet fait l'objet de critiques formulées par le Mouvement de défense de la bicyclette (M.D.B.). Celui-ci juge trop importantes les infrastructures, qui risquent d'attirer des engins à moteur.

AL F.

**STAGE INTENSIF**  
Anglais - Français - Allemand - Espagnol - Italien  
**SPECIAL CRASH - 75 HEURES**  
en 2 ou 4 semaines (pas plus de 5 participants)  
Dates des prochains stages :  
6 décembre - 3-10-31 janvier - 7 février  
Opéra : 742.13.39 - Nation : 346.12.65  
Panthéon : 633.98.77 - Puteaux : 772.18.16  
St-Germain-en-Laye : 973.75.00 - Versailles : 950.08.70  
Bordeaux - Cannes - Lille - Lyon - Marseille - Nice  
Strasbourg - Toulouse  
**BERLITZ®**  
LANGUES VIVANTES  
Organisation Privée



**Samaritaine**  
 PONT NEUF (RIVOLI) - VELIZY 2 - ROSNY 2 - CERGY

## Une belle fourrure est un bon investissement



VESTE DE LOUP 4 900 F

MANTEAU VISON  
PLEINES PEaux  
6 500 F

MANTEAU ASTRAKAN  
BREITTSCHWANZ  
SWAKARA  
7 500 F

MANTEAU  
PETALES DE VISON  
4 700 F

La SAMARITAINE vous propose  
dès maintenant, une très grande variété de fourrures de qualité à des prix surprise.  
MAGASIN 1 - 4<sup>e</sup> ETAGE

CREDIT SEMEUSE

PARKING SAMARITAINE

TROTTOIR ROULANT

## LA VIE SOCIALE

### HANDICAPÉS

#### Vingt-quatre associations dénoncent la non-application de la loi d'orientation

Vingt-quatre associations regroupant plusieurs centaines de milliers de handicapés et de parents d'enfants handicapés, notamment l'Association des paralysés de France (A.P.F.), l'Union nationale des associations de parents d'enfants inadaptés (UNAPEI), l'Association de placement et d'aide pour jeunes handicapés (APAJH), le Comité national pour la promotion sociale des aveugles et l'Association nationale des parents d'enfants aveugles, ont lancé un véritable cri d'alarme, au cours d'une conférence de presse au siège de l'A.F.P., pour dénoncer la non-application de la loi d'orientation en faveur des personnes handicapées.

Dix-sept mois après sa promulgation, en juin 1975, cette loi, qui comportait des améliorations certaines, a souligné M. Trannoy, président de l'A.P.F., n'est pratiquement pas appliquée, soit en raison de retards apportés à la parution des décrets, soit du fait des difficultés de leur application. Un exemple parmi d'autres : l'article 53 de cette loi d'orientation prévoyait que, dans un délai d'un an, le code de route serait modifié afin que les conducteurs handicapés atteints d'une infirmité définitive et stabilisée ne soient plus soumis qu'à un examen unique et gratuit. Ce décret n'est toujours pas paru.

Les commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel pour les adultes ne sont encore constituées dans aucun département, alors que le décret relatif à leur création date du 2 juin dernier. En attendant, de nombreux adultes (et de nombreux enfants handicapés passés entre-temps à l'âge adulte) se trouvent gravement lésés malgré un récent décret — rarement mis en pratique — permettant le paiement des allocations sur simple présentation de la carte d'invalidité.

#### Des milliers de dossiers

D'autre part, selon M. Henry, président de l'UNAPEI, et Mme Delalande, représentant l'APAJH, les commissions départementales d'éducation spéciale — intéressantes les jeunes jusqu'à vingt ans — commencent seulement à se mettre en place, et plus de trois mille dossiers sont actuellement en souffrance pour la seule ville de Paris. Là aussi, les conséquences de ce retard sont préjudiciables aux enfants handicapés et à leurs familles, puisque le versement des allocations est suspendu à la décision de la commission.

Face à ce « vide juridique » et à l'interprétation anarchique des textes, au gré des départements et des services, un très grand nombre de handicapés, a conclu M. Trannoy, se voient privés des allocations qui leur sont dues. Début novembre, en tout cas, la quasi-totalité d'entre eux n'avaient encore rien reçu.

Autre lacune : aucun pays, jusqu'à présent, n'a passé d'accord de réciprocité avec la France

dans le domaine de l'allocation aux handicapés adultes. La loi d'orientation, qui a inscrit la réciprocité comme condition obligatoire en ce qui concerne les étrangers résidant en France, ne bénéficiera sans doute pas à ces derniers avant de nombreuses années.

Dénonçant ces retards et ces carences, les vingt-quatre associations réclament l'accélération de la mise en place des commissions départementales d'éducation spéciale et celle des commissions techniques d'orientation professionnelle des adultes ; l'attribution de moyens pour le fonctionnement de ces commissions ; un réexamen des conditions actuelles d'attribution du complément de l'allocation d'éducation spéciale. Ces organisations déplorent aussi la modicité des aides prévues.

L'allocation d'éducation spéciale n'atteint que 232,55 francs par mois, le complément éventuel d'allocation d'éducation spéciale de 166,70 francs à 333,40 francs par mois. Quant à l'allocation aux adultes handicapés, elle se monte à 708 francs par mois (46,6 % du SMIC), soit 23,30 francs par jour. Cette allocation est surtout bénéfique pour les célibataires qui ne percevaient précédemment que 180 F par mois. Mais une quantité non négligeable de handicapés voient leurs revenus diminuer, sinon disparaître pour l'instant ; c'est le cas de nombreux jeunes de seize à vingt ans qui entrent dans la vie active ou qui se marient, et qui n'ont toujours pas perçu leurs prestations d'aide sociale alors que leurs parents ont perdu le bénéfice des allocations familiales.

Au secrétariat d'Etat à l'action sociale, on fait observer que, sur quarante décrets dont l'échéance est prévue avant le 1<sup>er</sup> janvier 1978, dix-sept ont paru jusqu'à présent. On reconnaît toutefois que le ministère du travail n'a pas prévu d'énormes crédits pour la mise en place des commissions d'orientation. Cependant, tandis que les anciennes commissions des infirmes continuent de fonctionner, la procédure de cette mise en place est accélérée « au maximum ».

### SYNDICATS

#### LA FÉDÉRATION DE L'ÉQUIPEMENT C.F.D.T. RÉPOND AUX CRITIQUES DE LA CONFÉDÉRATION

La fédération de l'équipement C.F.D.T. (F.N.E.E.T.) répond dans *Syndicalisme* du 25 novembre aux critiques dont elle avait été l'objet dans un précédent numéro de cet hebdomadaire, organe de la centrale (le Monde daté 14-15 novembre).

Exposant les divers aspects des débats de son congrès de la mi-octobre, la F.N.E.E.T. déclare que toutes les décisions ont été prises démocratiquement, les délégués ayant été dûment informés avant de repousser le regroupement de leur fédération avec celle des cheministes, pour former une grande fédération générale des transports.

La direction de la F.N.E.E.T. va-t-elle maintenant prendre une orientation contraire aux perspectives et à la stratégie de la centrale, comme l'avait écrit M. René Decailion, responsable du secteur « organisation » de la confédération ?

Le bureau de la F.N.E.E.T. répond : « Pour ce qui concerne l'élection du nouveau conseil fédéral, nous nous interrogeons sur ce qui permet à l'Union de dire que plusieurs militants de groupes d'extrême gauche sont entrés au conseil et au bureau fédéral. Etus pour remplir le mandat que leur a confié le congrès, la fédération ne demande pas de compte aux conseillers fédéraux, de leur appartenance politique ; elle attend d'eux que, dans le cadre de ce mandat, ils appliquent les décisions prises régulièrement dans le cadre des instances statutaires, ainsi que le veut la démocratie syndicale à tous les niveaux. Personne n'a le droit de douter qu'ils agissent autrement. »

● **DISSOLUTION D'UNE UNION LOCALE C.F.D.T. DE PARIS.** Les responsables parisiens de la C.F.D.T. ont prononcé la dissolution du bureau de l'union locale des 8<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> arrondissements, d'où provenait une affiche affirmant : « Comme ton patron, adhère au P.S. ! » Le bureau de l'union, qui ne avait participé à cette opération, n'a pas cependant désavoué les auteurs de l'affiche.

● **RECTIFICATIF.** — Dans le tableau des estimations de la production future du ciment de Lacq, publié dans le Monde du 18 novembre, page 22, une erreur nous a fait exprimer la production de soufre en milliards de tonnes. Il s'agit, en fait, millions de tonnes.

**L'offset de bureau : un investissement qui mérite une consultation sérieuse.**

**PHOTOGAY**  
division offset

Offset de bureau : voyez un spécialiste

Paris/Courbevoie. Tél. 333.14.20  
Lyon/Vaulx-en-Velin - Tél. (78) 84.45.81

**Consultez-nous**

**PRÉPAREZ LE DIPLOME D'ÉTAT D'EXPERT COMPTABLE**  
Aucun diplôme exige  
Aucune limite d'âge  
Demandez le nouveau guide  
ÉCOLE PRÉPARATOIRE  
D'ADMINISTRATION  
École privée fondée en 1873  
soumise au contrôle pédagogique  
de l'État  
4, rue des Fêtes-Champs  
75020 PARIS - CEDEX 02

### Dem sert tout à tout moment.

Pour tous ceux qui s'occupent de la gestion de restaurants d'entreprises, la restauration Dem (automatique ou assistée) résout un problème difficile. Dans ce domaine si délicat, Dem, grâce à ses techniques de pointe (ce sont des appareils qui permettent les liaisons froides), permet de servir des repas automatiquement depuis plus de 20 ans. Avec Dem, il n'y a plus de personnel à recruter, des locaux exigus (vous pouvez organiser plusieurs services), des horaires étirés. 7 jours sur 24 heures sur 24, Dem est à votre disposition pour servir à toute heure : chaud les plats qui se mangent chaud, froid les plats qui se mangent froids. Dem c'est également une organisation de concubines présentes dans toute la France qui peuvent aussi vous fournir, installées, entre autres, une gamme complète d'appareils pour tout distributeur (boissons, nourriture d'appoint, cigarettes).

Pour tous renseignements, contactez le bon ci-contre à Dem : 4, rue Robert-Schuman - B.P. 50 - Zone Industrielle - 27330 Ozon-la-Ferrière - Tél. 03299612.

**Dem. Le premier spécialiste de la distribution automatique.**

Bon à retourner à Dem - 4, rue Robert-Schuman - B.P. 50 - Zone Industrielle - 27330 Ozon-la-Ferrière pour recevoir :

☐ une documentation sur les distributeurs automatiques ;  
☐ une brochure sur la restauration ;  
☐ la visite d'un délégué ;  
☐ la liste de nos concessionnaires.

Nom : .....  
 Prénom : .....  
 Société : .....  
 Adresse : .....  
 Téléphone : .....





صكنا من الامل

SOCIALE

# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## A L'ÉTRANGER

### Deux cent cinquante hommes d'affaires américains à Moscou

M. William Simon, secrétaire au Trésor, et deux cent cinquante hommes d'affaires américains devaient arriver ce 29 novembre à Moscou. Cette délégation, la plus importante de ce type jamais venue en U.R.S.S., sera sans

doute reçue par M. Léonide Brejnev. Elle doit participer à la session annuelle du Conseil économique et commercial soviéto-américain, qui s'ouvrira le 30 novembre et poursuivra ses travaux pendant deux jours.

#### De notre correspondant

New-York. — « Dans l'ensemble, estime un porte-parole du Conseil économique et commercial soviéto-américain, les relations commerciales entre les États-Unis et l'U.R.S.S. ont été décevantes. » Certains hommes d'affaires plaident leurs espoirs en Jimmy Carter, « qui pourrait mettre un terme aux frustrations politiques et économiques au milieu desquelles ils se débattaient depuis deux ans ».

logie, les entreprises américaines se chargeront aussi du marketing et de la distribution à l'étranger des produits fabriqués

en U.R.S.S. Toutefois, dans la mesure où le commerce soviéto-américain est déterminé par les relations politiques entre les deux pays, les chances d'expansion à court terme semblent minces.

LOUIS WIZNITZER.

Toutefois, les déclarations du président élu, au cours de sa campagne (il estimait que M. Ford ne s'était pas montré assez ferme vis-à-vis des Soviétiques), ne sont pas de nature à devoir les encourager. Rien n'indique qu'il invitera prochainement le Congrès à repousser l'amendement Jackson-Vanick qui est pour effet de couper l'U.R.S.S. du financement de l'Export-Import Bank et de lui refuser la clause de la nation la plus favorisée.

A première vue, les exportations américaines en direction de l'U.R.S.S. — qui atteindront cette année, la somme de 2,5 milliards de dollars — pourraient paraître suffisantes. En réalité, elles ont été artificiellement gonflées par les importations massives de céréales faites par l'U.R.S.S., en raison de deux très mauvaises récoltes enregistrées en l'espace de cinq ans. Les grands projets industriels n'ont jamais vraiment décollé.

On est notamment loin des 10 milliards de dollars d'investissements escomptés sur dix ans dont il avait été question pour prospecter le gaz liquide en Sibirie et y construire un port devant permettre d'acheminer les hydrocarbures vers les États-Unis.

Plusieurs firmes américaines, qui ont dépensé des centaines de millions de dollars en frais de bureau et de personnel à Moscou ces dernières années, se voient obligées de passer ces investissements par profits et pertes. Le projet de financement d'une usine à papier géante en Sibirie (auquel International Paper devait collaborer) bat de l'aile. Kaiser Industries et Aluminum Company of America se sont fait enlever par les Français le contrat de construction d'une fonderie d'aluminium. Plusieurs grandes entreprises américaines craignent également de perdre des projets auxquels elles s'intéressent au profit d'Européens et de Japonais mieux aidés qu'elles.

Les grands managers qui arrivent à Moscou cette semaine sont porteurs d'idées nouvelles. Ils proposeront par exemple aux communistes : non contentes de fournir les crédits et la techno-

L'ESPAGNE COMPTAIT 511.076 CHÔMEURS pour 13 millions de personnes actives à la fin du mois d'octobre, soit 4 % de la population active, vient d'annoncer le ministère espagnol du travail. Les secteurs les plus touchés sont le bâtiment et l'industrie, et les régions les plus affectées sont celles de Barcelone (30 210 chômeurs), Madrid (40 894) et Malaga (30 165). — (A.F.P.)

L'INDE NATIONALISE CALTEX. — Un accord portant sur la prise de contrôle totale par le gouvernement indien des activités de la société américaine Caltex vient d'être signé à New-Delhi. La nationalisation doit être effective le 30 décembre 1976.

Le gouvernement de l'Inde s'est engagé à verser 13 millions de dollars à Caltex Petroleum Corporation (New-York) en cinq versements, au titre du rachat des installations de raffinage et de distribution de Caltex en Inde.

La nationalisation de cette société portera à 26,9 millions de tonnes la capacité totale de raffinage du secteur pétrolier d'État en Inde. Seule, la société britannique Assam Oil Company, capable de raffiner 500 000 tonnes de brut par an, sera encore aux mains du secteur privé. Des négociations sont en cours en vue de sa nationalisation. — (A.F.P.)

QATAR VA S'ASSURER LE CONTRÔLE INTÉGRAL DE SA PRODUCTION PÉTROLIÈRE. — Les avoirs de la Shell Company of Qatar, filiale du groupe Royal Dutch-Shell, opérant dans l'émirat, vont passer sous le contrôle de l'État, a annoncé le 28 novembre, l'émir de Qatar dans un discours prononcé à l'ouverture de la cinquième session du Conseil consultatif qatari (le Parlement). Déjà, le 16 septembre, l'émirat avait pris le contrôle total de la seconde société opérant dans l'émirat. Désormais, l'ensemble de la production pétrolière (21 millions de tonnes en 1975) dépendra de la Qatar Petroleum Company, la société nationale. — (A.F.P.)

## Accidents de travail

DEUX MORTS À TROYES. — Deux ouvriers, Alexandre Cruz, dix-huit ans, et Lerbé Ben Sabare, vingt-cinq ans, sont morts samedi 27 novembre, en-sévelis par l'éboulement d'une tranchée sur un chantier. Selon les premiers éléments de l'enquête, un mur de terre de 3 mètres de haut qui surplombait la tranchée n'était pas suffisamment étayé.

## Affaires

CONTRAT EN ROUMANIE POUR E.M.C. — La société

## FAITS

### ET CHIFFRES

un procédé Rhône-Poulenc-Lambert Industries.

Le coût global de l'installation est évalué à 50 millions de francs, dont 25 millions reviendront à PEC-Engineering.

## Fiscalité

M. FRANCIS PALMERO, sénateur des Alpes-Maritimes (Un. cent.), vient de déposer une proposition de résolution tendant à créer, au Sénat, une commission d'enquête sur les conditions dans lesquelles a été appliquée la loi du 21 juillet 1975 relative à la taxe professionnelle.

Quand vous partez avec nous au Japon, vous partez avec un chauffeur, vous partez avec un interprète, vous partez avec une secrétaire, vous partez avec un télex, etc... etc...

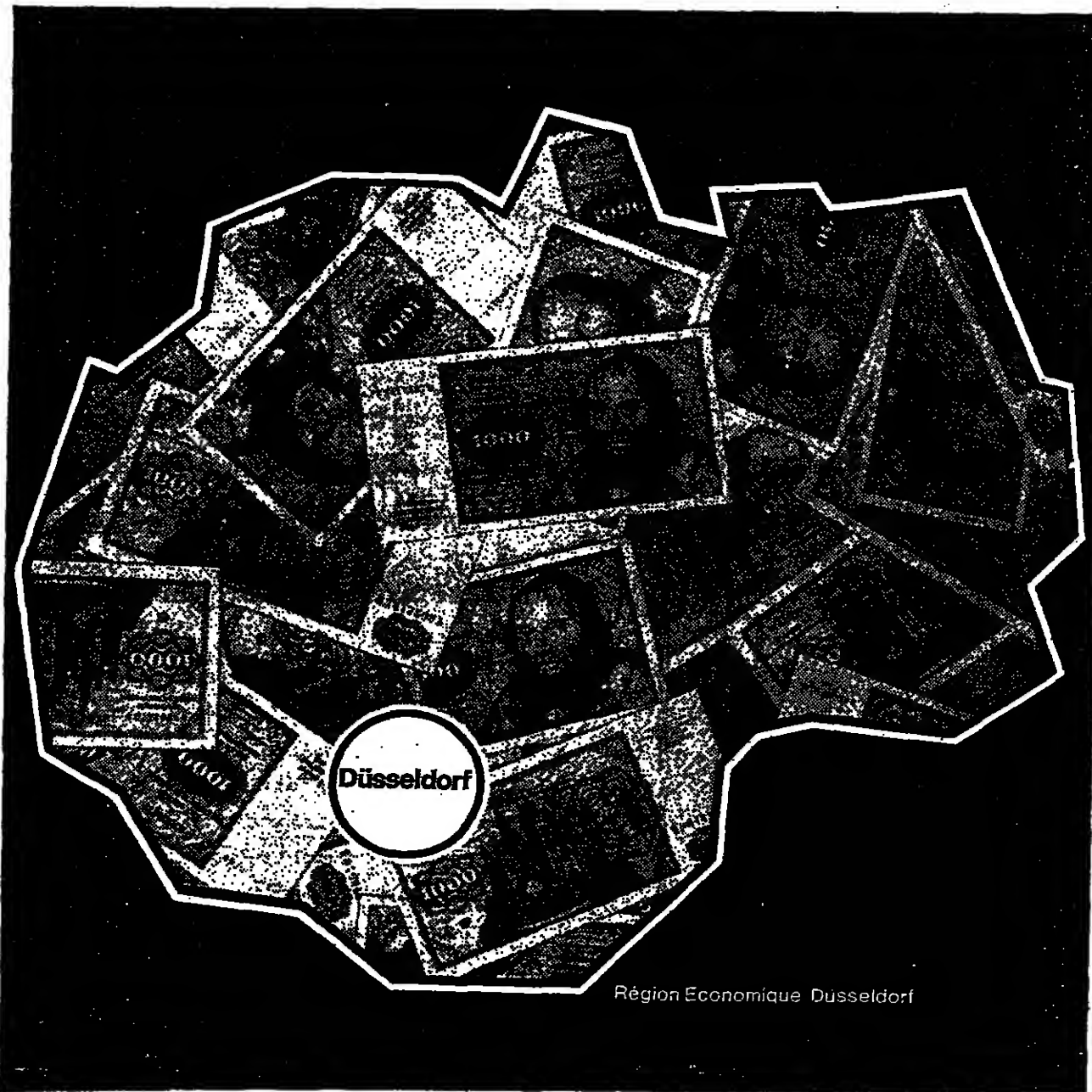
Pour aider les hommes d'affaires à réussir leur voyage au Japon, JAL a conçu l'Executive Service.

Si vous souhaitez en savoir plus sur tout ce que l'Executive Service peut vous apporter, téléphonez au 225.55.01 ou envoyez votre carte de visite à Japan Air Lines, 75 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris.

Personne ne pourra vous aider au Japon mieux que nous.



# DUSSELDORF



## Votre marché de 84 milliards de Marks

Nulle part ailleurs en Europe vous ne trouverez une région aussi peu étendue, où 9 millions d'acheteurs disposant d'un aussi haut pouvoir d'achat, sont concentrés — ouverts à tous les contacts. La clé de ce marché s'appelle Düsseldorf.

Düsseldorf est une métropole économique d'importance internationale et le premier centre commercial d'Allemagne Fédérale en matière de commerce extérieur. C'est la capitale animée et le foyer culturel du Land le plus peuplé de R.F.A. dotée d'écoles internationales, Düsseldorf est renommée pour son hôtellerie et sa table.

### Düsseldorf: la métropole économique et les chiffres.

20 grandes villes à 50 km de Düsseldorf: 432324 personnes actives  
chiffre d'affaires de l'industrie (12,8 milliards de DM) part du commerce extérieur (3,9 milliards de DM) 32734 entreprises (total)  
10792 affaires de 1975 et de commerce 15 339 entreprises du secteur tertiaire 150 entreprises françaises 9 millions d'habitants (région économique) 20,9 milliards de DM chiffre d'affaires de la Bourse (32,1 % du C.A. global des bourses allemandes - Berlin excepté)  
136 organismes de crédit disposant de 369 agences

### Demande d'informations

Veillez nous adresser, par retour, le « Guide de Düsseldorf »  
Raison sociale \_\_\_\_\_  
M. \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_  
Office Economique et Commercial - Ehrenhof 3 - D-4000 Düsseldorf 1.



## LA VIE ÉCONOMIQUE

## BILLET

## Plus de veau aux hormones ?

Peu à peu, le législateur se rassure en matière de médecine vétérinaire : il s'agit d'empêcher la vente aux consommateurs de viandes et d'autres produits d'origine animale contenant des résidus de substances médicamenteuses dommageables pour leur santé. Déjà, l'addition d'antibiotiques à la nourriture animale est réglementée. De plus, la loi sur la pharmacie vétérinaire, adoptée à la fin de 1974, réserve aux seuls professionnels, à quelques exceptions près, la commercialisation des médicaments destinés aux animaux.

Parue au Journal officiel du 28 novembre, une loi interdit l'administration d'œstrogènes (les fameuses hormones...) aux animaux destinés à l'alimentation humaine, comme les veaux et les poulets. Une seule exception : l'administration de ces substances à des femelles adultes, lorsque cette médication est nécessaire pour assurer la régularité de leur cycle et permettre la reproduction.

Dernier volet de cette loi : les denrées qui contiendront des résidus d'œstrogènes seront retirées du marché, et les contrevenants s'exposent à des amendes de 2 000 à 20 000 francs (de

4 000 à 40 000 francs en cas de récidive) et à des peines de prison de dix jours à six mois. Il ne reste qu'à espérer que l'arrêté d'application précisant les teneurs maximales soit rapidement publié et que... la loi soit appliquée, mieux que ne l'ont été les décrets du 20 mars 1959 et du 13 août 1965, qui déjà, interdisaient de telles pratiques. Pour cela, il faudrait que le nombre des vétérinaires chargés de ces contrôles soit suffisant : il n'y a guère, le tiers environ de ces postes étaient vacants, faute de candidats, et les vétérinaires vétérinaires, comme les préposés sanitaires ne parvenaient que difficilement à pallier ces lacunes.

Pourtant seuls des contrôles rigoureux pourront empêcher la pratique du colportage (vente de ces substances par des personnes non qualifiées ou administration par des vendeurs de produits destinés à l'agriculture). Certains médicaments, en effet, ont l'avantage d'accroître la croissance et la prise de poids des jeunes animaux : en l'absence de législation, il était tentant d'améliorer un revenu agricole toujours retardataire...

J. D.

## TIERS-MONDE

## Le directeur de la F.A.O. critique les dépenses d'armement des États

Rome. — Les Nations unies vont consacrer, dans le cadre du Programme alimentaire mondial (P.A.M.), 206 millions de dollars pour aider à la réalisation de vingt-quatre projets destinés à améliorer la situation alimentaire.

Dix-huit pays sont les bénéficiaires de ces aides dont les plus importantes ont été attribuées au Pakistan (22,6 millions de dollars) pour la construction de routes, la plantation d'arbres et la construction de retenues d'eau, à la Somalie (28 millions de dollars) pour recueillir et redistribuer les nomades victimes de la sécheresse, et au Maroc (21,7 millions de dollars).

Depuis sa création en 1963, le P.A.M. qui est sous la double tutelle des Nations unies et de la F.A.O. (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), a consacré quelque 3 milliards de dollars à l'aide au tiers-monde.

## Des missionnaires et des militants

A l'occasion du premier anniversaire de son entrée en fonctions, M. Edouard Saouma, directeur de la F.A.O., a critiqué, dans une interview à l'agence Associated Press, les dépenses d'armement « considérables » engagées par les pays industrialisés en vue de développement, au détriment des programmes alimentaires. M. Saouma a reproché notamment à l'Union soviétique de ne pas appartenir à la F.A.O. et ainsi de ne pas avoir coopéré à la mise en place d'un système d'alerte susceptible de pallier les

conséquences des mauvaises récoltes. Le directeur de la F.A.O. a en revanche noté que les pays pétroliers « ont vraiment travaillé » car ils affectent en moyenne 2,6 % de leur P.N.B. à l'aide alimentaire. Les instances des Nations unies ont recommandé aux pays développés d'y consacrer près de 1 %, mais, en moyenne, l'effort des pays riches ne dépasse pas 0,3 % de leur P.N.B.

Enfin, M. Saouma, qui, depuis son élection, a « rationalisé » les structures de la F.A.O. en supprimant 330 emplois nouveaux, 155 réductions internationales et 33 publications, a déclaré que les 6 375 employés de l'Organisation devaient être des « missionnaires » et des « militants » de la lutte contre la faim, non pas à Rome mais sur les lieux mêmes de la famine. M. Saouma veut conférer « un caractère de sainteté » à la mission dont la F.A.O. est investie.

Vos enfants ont pris la voiture ? Louez-en une chez  
**europcar**  
645.21.25

## les règles d'or de l'investissement immobilier

**VIENT DE PARAITRE**

Édité par FORTUNE GESTION ce guide très complet mais écrit dans un style simple et clair dégage les grandes règles de l'investissement immobilier. Joint à ce guide, un jeu de fiches mettant au banc d'essai une série de programmes.

INDISPENSABLE POUR RÉUSSIR VOS PLACEMENTS

**FORTUNE GESTION**  
Société de gestion et de transactions

Pour recevoir gratuitement :  
**LES RÈGLES D'OR DE L'INVESTISSEMENT IMMOBILIER**  
demandez M. BENHAYOUN au :  
**924-60-02**

FORTUNE GESTION 29 rue de Courcelles 75008 PARIS

## COLLOQUES ET CONGRÈS

## Un forum marseillais sur « les chefs d'entreprise et le programme commun »

De notre correspondant régional

Marseille. — Comme à Paris, lors du forum récemment organisé par le magazine « l'Expansion », le parti socialiste a tenté d'ouvrir le dialogue à Marseille avec les chefs d'entreprise au sujet du programme commun.

Présidé par M. Gaston Delferre, député, maire socialiste de Marseille, le débat mettait face à face M. Jacques Attali, conseiller économique de M. François Mitterrand, et sept chefs d'entreprise ou responsables économiques régionaux : MM. Henri Delaune, P.-D.G. de la COMEX, Bernard Japiot, industriel, Jean-Pierre Lafont, entrepreneur de travaux publics, Dragan Kote, du Centre des jeunes dirigeants d'entreprise (C.J.D.), Jacques Richardson, industriel, vice-président de la chambre de commerce de Marseille et des Bouches-du-Rhône, Jacques de Rocca-Serra, de la Jeune chambre économique, et Pierre Terrin, président de la Société nouvelle des ateliers Terrin (SPAT), par ailleurs président du port autonome de Marseille.

La plus grande salle du Palais des congrès — contenant environ un millier de personnes — était bondée : de nombreux élus socialistes — mais pas de communistes —, des notables, mais aussi des jeunes, des universitaires, des représentants des institutions régionales, un public attentif et vivant, applaudissant volontiers les meilleures répliques, d'où qu'elles venaient. Le débat court, tendu, mais sérieux, fut surtout consacré à ce qui paraît

être la préoccupation majeure des chefs d'entreprise marseillais : les nationalisations. M. Pierre Terrin avait ouvert le débat sur la position de la gauche au sujet de la crise de la construction et de la réparation navale. « Le gauche sait qu'elle aura un héritage très lourd, qui vient de l'absence totale d'une politique des chantiers navals depuis trente ans », répondit M. Attali.

Selon l'expert économique du P.S., trois voies sont possibles : celle d'un développement des chantiers vers les pôles de production à très haute valeur ajoutée ; celle d'une reconversion partielle vers des secteurs voisins de la construction navale, également à haute valeur ajoutée ; ou celle d'une reconversion complète par le biais d'agences régionales de développement économique disposant des moyens industriels et financiers nécessaires.

Le problème des nationalisations resurgira plusieurs fois dans les questions, à propos notamment de l'industrie pharmaceutique, dont le rachat par des groupes étrangers américains ou allemands, « se fait actuellement, déclare Jacques Attali, dans des conditions extrêmement inquiétantes. Mais il est hors de question que les rachats étrangers de laboratoires français interviennent sans que les syndicats ne les rendent que plus urgents ».

Le conseiller économique de M. François Mitterrand devait également déclarer « que la gauche ne se substitue en aucun cas aux syndicats dans les négociations avec les chefs d'entreprise ». — G. P.

## MONNAIES ET CHANGES

Pour relancer les exportations et enrayer le chômage

## Le gouvernement de M. Fraser dévalue le dollar australien de 17,5 %

Canberra. — Le dollar australien a été dévalué de 17,5 % par rapport au dollar américain, a annoncé, dimanche 29 novembre, le secrétaire australien au Trésor, M. Philip Lynch. Le dollar australien vaut désormais 1,014 dollar américain. Le dollar australien ne sera plus désormais lié à une parité fixe. Le gouvernement adoptera un taux de change flexible, un peu semblable à un taux flottant, a précisé M. Lynch.

Le premier ministre, M. Malcolm Fraser, a réagi pendant plusieurs mois aux groupes de pression agricole et minière qui réclamaient avec insistance une telle décision. Selon M. Lynch, la dévaluation a été rendue nécessaire par la détérioration de la situation du commerce extérieur. Cette situation, estime-t-il, est due au niveau des salaires, supérieur en Australie à celui de ses principaux partenaires commerciaux, et à la baisse régulière des réserves du pays (1 milliard de dollars américains en un an). Cette mesure intervient alors que l'Australie connaît de sérieuses difficultés économiques : un taux d'inflation de presque 14 % l'an, ainsi que de graves tensions sociales, qui menacent de se transformer en affrontements entre les syndicats et les gouvernements fédéral et provinciaux. Le nombre des sans-travail est de 320 000, soit un taux de chômage de 8,3 % de la population active ; il pourrait atteindre 400 000 avant la fin de l'année.

En accordant au pouvoir il y a onze mois, et en succédant aux travaillistes, M. Fraser avait promis de stopper le processus de dégradation de l'économie australienne. Mais ses efforts pour assainir l'économie s'étant permis de juguler ni l'inflation ni le chômage. De nouvelles mesures d'austérité devront donc être prises. Le nombre des chômeurs a augmenté de 10 000 en novembre, et les valeurs minières ont perdu 30 % au cours des neuf dernières semaines.

Pour le leader de l'opposition australienne, l'ex-premier ministre travailliste, M. Gough Whitlam, la dévaluation de la monnaie nationale représente un sérieux revers pour la politique gouvernementale. Elle ne sera pas sans avoir de graves conséquences inflationnistes, en même temps qu'elle permettra aux grandes compagnies de l'industrie minière et de l'élevage de réaliser d'immenses bénéfices.

De son côté, le président du conseil australien des producteurs de laine a déclaré qu'il était grand temps d'avoir opéré la dévaluation, celle-ci ne pouvant être que de bon augure pour les producteurs de laine comme pour l'économie nationale dans son ensemble.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

## OBLIGATIONS GAZ DE FRANCE 10,20 % DÉCEMBRE 1975

Les intérêts courus du 13 décembre 1975 au 13 décembre 1976 sur les obligations Gaz de France 10,20 % décembre 1975 seront payables, à partir du 13 décembre 1976, à raison de 0,160 F par titre de 1 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 1 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source de 10,20 % (montant global : 100 F). Les coupons de 10,20 % sont payables, le 13 décembre 1976, à raison de 15,20 F par titre de 1 000 F nominal.

Le paiement des coupons est effectué sans frais aux caisses de comptables directs du Trésor (trésoreries générales, recettes des finances et perceptions), à la Caisse nationale de l'énergie, à Paris, 17, rue Camartin, ainsi qu'aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires désignés ci-après : Crédit lyonnais, Société générale, Banque nationale de Paris, Banque de Paris et des Pays-Bas, Crédit du Nord, Crédit commercial de France, Société d'industrialisme et commerciale, banques affiliées, Société générale alsacienne de banque, Société marseillaise de crédit, Banque de l'Inde européenne, Banque de l'Indochine et de Suez, Caisse centrale des banques populaires et toutes les banques populaires de France. Société centrale de banque.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU SOUDAN  
MINISTÈRE DE LA DÉFENSE DÉPARTEMENT AVIATION CIVILE  
Préqualification d'Entrepreneurs de Travaux pour le Développement de quatre Aéroports

Le Département de l'Aviation Civile du Ministère de la Défense de la République Démocratique du Soudan annonce son intention de développer quatre aéroports, comprenant terminus et pistes pour avions à réaction. Les quatre aéroports seront situés dans les capitales suivantes de province :

JUBA, Province d'Equatoria Est (développement de l'aéroport existant).  
MALAKAL, Province du Nil Supérieur (développement de l'aéroport existant).  
PORT SOUDAN, Province des Collines de la Mer Rouge (développement d'un nouveau site).  
WAU, Province du Bahr et Ghazal (développement d'un nouveau site).

Les œuvres seront divisées en différents contrats et sous-contrats.

Seuls les entrepreneurs avec une bonne expérience de ce genre de travaux sont invités à présenter leur demande d'envoi de documents de préqualification. Les œuvres comprennent les parties suivantes :

## A. Génie Civil

Ces œuvres feront l'objet d'un ou de plusieurs contrats pour un ou plusieurs aéroports, comprenant :  
Terrassement, Chaussées (flexibles et ou dures).  
Réseaux des eaux pluviales et usées et station d'épuration.  
Aménagement et réservoirs d'eau, y compris bouches d'incendie, Clôtures.

En plus : Fournitures et mise en œuvre de différents véhicules et équipement comprenant rouleaux, radars, camions déchargeurs.

## B. Bâtiments

Pour chaque aéroport, ces œuvres feront l'objet de sous-contrats des œuvres du génie civil, comprenant :  
Terminus (avec centrale de conditionnement d'air pour Port Soudan). Bâtiment caravans.  
Station centrale électrique, Bâtiments auxiliaires.  
Logis (seulement pour Port Soudan et Wau). Tout mobilier.

## C. Electricité

Cette partie fera l'objet d'un seul sous-contrat pour l'ensemble des quatre aéroports, ce sous-contrat faisant partie des contrats principaux des œuvres du génie civil. Il comprendra la fourniture, l'installation, les essais et la mise en œuvre de :  
Générateurs, Réseau d'électricité.  
Installations intérieures, Eclairage des pistes, etc.  
Eclairage des aires de trafic.

## D. Télécommunications et aides de navigation

Ces œuvres feront l'objet d'un seul contrat principal pour les quatre aéroports, comprenant fourniture, installation, mise en œuvre, essais et étalonnage de :  
Système VHF de communication terre/air.  
Système fixe HF de communication (y compris une installation supplémentaire à Khartoum).  
Système HF de communication terre/air.  
Équipement VHF omni-directionnel (VOR).  
Équipement DME de mesure de distance.  
Système d'atterrissage aux instruments (ILS).  
Catégorie I (ICAO) (seulement à Port Soudan).  
Radiodirectionnels (NDB).  
Système de téléphone PABX.  
Enregistreurs à bande. Équipement téléimprimeur.

## E. Véhicules

Un seul contrat fera l'objet de fourniture et de mise en œuvre de :  
Pompes à incendie.  
Véhicules légers de secours.

L'aide financière pour ces projets sera assurée par le Groupe de la Banque Mondiale, le Fond de Développement arabe, et par d'autres agences intéressées internationales et régionales.

Dans l'intérêt du développement de l'industrie Soudanaise, encouragement sera donné aux entrepreneurs Soudanais.

Le Gouvernement de la République Démocratique du Soudan a retenu les services d'ingénieurs-conseils de la firme Brian Colquhoun and Partners, de Londres, pour le planning et la conception de ces projets. Les entrepreneurs de travaux intéressés sont invités à faire connaître leur demande de questionnaires de préqualification à l'adresse suivante et d'indiquer le contrat ou le sous-contrat pour lequel ils désirent se faire inscrire.

"Sudan Airports Project"  
Brian Colquhoun and Partners,  
Upper Grosvenor Street,  
London, W1X 0AP, England.

Telex No. 21179, Answer Code: BCPLDNG.

Toute correspondance devra être rédigée en langue anglaise.

Les questionnaires de préqualification devront être complétés et remis à l'adresse ci-dessus avant le 10 janvier 1977.

De la part du Gouvernement de la République Démocratique du Soudan, le Directeur Général de l'Aviation Civile se réserve le droit de refuser toute explication des raisons de non-qualification d'un entrepreneur de travaux.

صكيات الاجل



## LES MARCHÉS FINANCIERS

## LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE  
ET DES ETUDES ECONOMIQUES  
Page 108 - 29 décembre 1972

	1936	1937
Indice general	77.8	78.7
Assurances	113.2	114.7
Chemicals	80.0	80.0
Electricity	80.0	80.0
Foodstuffs	80.0	80.0
Metals	80.0	80.0
Nonferrous metals	80.0	80.0
Textiles	80.0	80.0
Transportation	80.0	80.0
Wool	80.0	80.0
Woolen goods	80.0	80.0
Woolen goods, 100% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 50% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 25% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 12.5% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 6.25% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 3.125% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 1.5625% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.78125% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.390625% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.1953125% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.09765625% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.048828125% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.0244140625% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.01220703125% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.006103515625% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.0030517578125% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.00152587890625% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.000762939453125% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.0003814697265625% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.00019073486328125% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.000095367431640625% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.0000476837158203125% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.00002384185791015625% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.000011920928955078125% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.0000059604644775390625% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.00000298023223876953125% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.000001490116119384765625% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.0000007450580596923828125% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.00000037252902984619140625% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.000000186264514923095703125% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.0000000931322574615478515625% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.00000004656612873077392578125% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.000000023283064365386962890625% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.0000000116415321826934814453125% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.00000000582076609134674072265625% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.000000002910383045673370361328125% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.0000000014551915228366851806640625% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.00000000072759576141834259033203125% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.000000000363797880709171295166015625% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.0000000001818989403545856475830078125% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.00000000009094947017729282379150390625% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.000000000045474735088646141895751953125% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.0000000000227373675443230709478759765625% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.00000000001136868377216153547393798828125% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.000000000005684341886080767736968994140625% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.0000000000028421709430403838684844970703125% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.00000000000142108547152019193424224853515625% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.00000000000071054273576009596712112427265625% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.000000000000355271367880047983560562136328125% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.0000000000001776356839400239917802810631640625% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.0000000000000888178419700119958901405315703125% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.00000000000004440892098500599794507026578515625% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.0000000000000222044604925029989725351328928125% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.000000000000011102230246251499486266641161015625% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.000000000000005551115123125499743133328223203125% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.0000000000000027755575615625499870666641161015625% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.0000000000000013877787807812749935333320558078125% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.000000000000000693889390390637499676666602790390625% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.0000000000000003469446951953187498333333013951953125% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.0000000000000001734723475976593749166666506979765625% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.00000000000000008673617379882968745833332534898828125% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.0000000000000000433680868994148437291666626744944140625% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.0000000000000000216840434497074218645833313372472265625% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.00000000000000001084202172485371093229166666873611328125% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.000000000000000005421010862426855466145833334368056640625% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.0000000000000000027105054312134277780729166667184028203125% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.00000000000000000135525271560671388903645833335920141015625% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.000000000000000000677626357803356944518229166662960070578125% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.0000000000000000003388131789016784722591145833314800352890625% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.000000000000000000169406589450839236129557291666674001764453125% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.0000000000000000000847032947254196180647786458333370008822265625% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.00000000000000000004235164736270980903238932291666635004411328125% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.000000000000000000021175823681354904516194661458333175022056640625% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.0000000000000000000105879118406774522580973307291666687511028203125% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.00000000000000000000529395592033872612904866536458333437555141015625% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.0000000000000000000026469779601693630645243326822916666218777555141015625% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.00000000000000000000132348898008468153226121663411458333109388877755141015625% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.000000000000000000000661744490042340766130608317057291666654694438877755141015625% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.0000000000000000000003308722450211703830653041552864583332734722194438877755141015625% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.0000000000000000000001654361225105851915326520776432291666636736109722194438877755141015625% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.0000000000000000000000827180612552925957663260388216114583331836805486109722194438877755141015625% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.00000000000000000000004135903062764629788316301941080572916666918402736109722194438877755141015625% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.0000000000000000000000206795153138231489415815059554028645833345920136805486109722194438877755141015625% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.000000000000000000000010339757656911744470790752977701428645833322960068402736109722194438877755141015625% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.0000000000000000000000051698788284558722353953764888500714286458331148003420136805486109722194438877755141015625% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.00000000000000000000000258493941422793611769768824442503571428645833057400171006802736109722194438877755141015625% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.0000000000000000000000012924697071139680588348941222125178571428645833028700085503420136805486109722194438877755141015625% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.000000000000000000000000646234853556984029417244706112508928571428645833014350004275171006802736109722194438877755141015625% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.0000000000000000000000003231174267784920147086223530562504464285714286458330071750021375585503420136805486109722194438877755141015625% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.00000000000000000000000016155871338924600735431117677812502232142857142864583300358750010687777755141015625% wool	80.0	80.0
Woolen goods, 0.00000000000000000000000008077935669462300367715588		

INDICES GENERAUX DE BASE 100 EN 1949		
Valeurs à rev. fixe ou ind.	198,3	198,3
Val. trans. à rev. variable	548,1	531,5
Valeurs étrangères .....	739,1	740,6

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHARGES		
Sous 180 : 29 décembre 1961		
Indice général .....	68,4	89,5
Produits de base .....	37,3	36,5
Constructions .....	85,4	84
Biens d'équipement .....	57,9	56,8
Biens de consom. durables .....	98,6	96,7
Biens de consom. durabl. .....	31,6	31,1
Biens de consom. aliment. .....	71	69,9
Services .....	83,1	82,3
Sociétés financières .....	68,8	68,2
Sociétés de la zone franc		
exp. princip. &Fabr. ....	154,3	152,2
Valeurs industrielles .....	55,4	52,4

### **DROITS DE SOUSCRIPTION**

VALEURS (Actions et parts)	Modific.	Premiers cours
Chausson, c. 34 .....	25.152.	...
Union Inter. Im., c. 21.	22.1	...

LONDRES

### Repli

Malgré des conditions dans lesquelles le P.M.L. pourrait accorder le prêt à la Grande-Bretagne, le gouvernement se replie lundi à l'ouverture de presque toute la ligne.

En raison du manque de fonds d'Etat, de l'irrégularité des mines d'or, de la dévaluation du dollar australien et de la baisse des valeurs de ce pays.

VALEURS	CLOTURE 26/11	COURS 29/11
Banq 3 1/2 %	23 7/8	23 7/8
Compt.	320	320
Ind. Petroleum	746	732
Ind. Min.	418	405 1/2
Ind. Text.	121	121
Ind. Chemical	290	285 1/2
Ind. Metals	83	78
Ind. Paper	182	184 1/2
Ind. Rubber	15 1/4	15 1/4
Ind. Zinc Corp.	147	149
Ind. Driftwood	20 1/4	20 1/2

B. A. L. O.

notamment les insertions  
rantes :  
roupement de l'industrie sidé-  
sions « G.I.S. ». — Lancement  
un emprunt de 975 millions de

théréal et hauteur de 700  
de francs en numéraire et  
millions par vole d'échange  
obligations à taux variable  
des en décembre 1974. Les obli-  
gations, au nominal de 1 000 francs  
et remboursées à 114,90 %. Elles  
sont émises en sept ans à partir  
du 11 décembre 1979, sur la base  
de annuité constante, soit par  
verse sur sort, soit par rachats  
à la Bourse.

Le produit net des mines de  
Lucette. — Augmentation du  
de 1,5 million à 3 millions  
des par attribution fractions  
ultes (une part quatre).

**Evans and Co. — Introduction**  
Bourse de Paris des 11 878 261  
actions ordinaires d'une livre émises  
par la loi de diverses augmentations  
de capital, soit par la transforma-  
tion d'anciennes actions à bénéfice  
portable. L'insertion concerne  
uniquement l'émission en France et  
l'admission à la cote officielle de  
151 457 actions ordinaires d'une

## NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

**U.I.F.** — La situation provisoire au 30 juin 1976 fait apparaître un résultat net de 24,48 millions de francs contre 22,38 millions. Les prévisions pour l'année 1976 confirment la perspective d'une nouvelle progression du dividende.

**SIMCO.** — Le bénéfice d'exploitation du premier semestre s'élève à 30,60 millions de francs contre 28,67 millions un an plus tôt. Une nouvelle majoration du dividende est

**METALLURGIE DE NORMANDIE.** — « La perte brute de l'exercice 1976 sera inférieure à celle de 1975 (30 millions de francs) », a indiqué le président de la société, en ajoutant : « L'avenir étant incertain, nous ne fixons le dividende que dans quelques mois. »

**LE BÉAL DÉPLOYÉ.** — Selon le président, les résultats nets de 1976 seront supérieurs à ceux de 1975 (1,87 million de francs) et pourraient permettre d'augmenter le dividende global (14,70 F en 1975).

**IMMOFICE.** — Au 30 septembre 1976, le bénéfice provisoire s'élève à 15,58 millions de francs. Le bénéfice net s'annonce en progression sur le précédent (19,8 millions) et devrait permettre l'augmentation du dividende (12 F en 1975).

Dans la revue des valeurs (« le Monde » daté 23-29 novembre), il fallait lire à la rubrique métallurgie :  
« Les Ets Japy Frères ont fixé à 1.95 F (inchangé) leur dividende global », et non les Ets Napy.

**PAKHOD HOLDING N.V.** — Le bénéfice par action pour 1978 sera supérieur de 10 % à celui de l'exercice écoulé (8,88 florins, montant corrigé de l'incidence des variations de change).

## INDICES QUOTIDIENS

	25 nov.	26 nov.
Valeurs françaises ..	75,4	75,2
Valeurs étrangères ..	107 1	107 c

<b>Ce DES AGENTS DE CHANGE</b>		
<b>(Base 100 : 29 déc. 1961)</b>		
Indice général .....	59,5	59,5

### Tour du marché monétaire

Effets privés .....	10 7/8 %
---------------------	----------

### COURS DU DOLLAR A TOKYO

	25.11	29.11
1 dollar per week	285.49	285.85

**BOURSE DE PARIS - 26 NOVEMBRE - COMPTANT**

[illegible]

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos derniers cahiers, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cotes. Elles sont corrigées le lendemain dans la première édition.

## MARCHÉ A

[illegible]

**TERME** La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 13 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Premier	Dernier	Compt.	Compen-	Précéd.	Premier	Dernier	Compt.	Compen-	Précéd.	Premier	Dernier	Compt.
---------	---------	--------	---------	---------	---------	---------	--------	---------	---------	---------	---------	--------

[illegible]

74	74	74
576	576	576
67 70	67 70	67 70
108 20	108 20	108 20

VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMEES SEULEMENT

a : offert ; c : coupon détaché ; d : demandé ; " droit détaché " Lorsqu'on « premier cours » n'est pas indiqué, il y a en notation unique portée dans la colonne « dernier cours ».

COTE DES CHANGES		COURS DES BILLET		MARCHÉ LIBRE DE L'OR	
------------------	--	---------------------	--	----------------------	--

[illegible]



## UN JOUR DANS LE MONDE

### 2-3. EUROPE

#### 3. AMÉRIQUES

Tension entre le Chili et le Pérou à propos de l'accès de la Bolivie à la mer.

### 4-5. AFRIQUE

RÉPUBLIQUE SUD-AFRIKAINE : la répression se durcit à l'égard des milieux religieux.

#### 6. PROCHE-ORIENT

LIBAN : le « tulle » syrien réduit sensiblement la liberté de manœuvre du président Sarkis.

### 6. ASIE

### 7-11. POLITIQUE

Le nouveau maire de Lyon sera désigné le 5 décembre.

### 12-13. JUSTICE

### 14-15. SPORTS

RUGBY : les Bitorois ne sont pas des poètes.

JUDO : la victoire de la France sur l'Australie.

### LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

PAGES 17 A 22

Les nouvelles menaces sur l'approvisionnement en énergie.  
— Au-delà des prix du pétrole : le S.D.P. sur le fil du rasoir.  
Vers une modernisation de la croissance démographique mondiale ?  
La transformation et la commercialisation des produits alimentaires exploitent l'évolution de leurs prix.  
Grâce à l'électronique et à l'informatique, vers un nouveau cycle long de croissance : la guerre de la chaussure : les armes des Italiens.

### 23. CULTURE

L'hommage à André Malraux.

### 24-26. ARTS ET SPECTACLES

CONCERTS : musique contemporaine au T.E.P.

### 34-35. EDUCATION

Les présidents d'instituts universitaires de technologie lancent un appel pressant au rétablissement des crédits.  
— Le congrès du Mouvement d'action syndicale.

### 35. SOCIÉTÉ

Le congrès des directeurs d'établissements d'enfants inadaptés.

### 35. DEFENSE

Les Conventions pour l'armée nouvelle réclament le droit d'association et d'expression pour les militaires.

### 36. EQUIPEMENT ET RÉGIONS

CORSE : le « coup de main » d'Aléria.  
CIRCULATION : vitesse plus sévèrement contrôlée sur les routes.

### 37. LA RÉGION PARISIENNE

Mal préparé, mal accueilli, mal compris, le plan d'occupation des sols de la capitale sera-t-il « repris » après l'élection du maire ?

### 38-40. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Plus de veau aux hormones ?

### LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (24)  
Annonces classées (22-23)  
Carnet (22) : Aujourd'hui (16)  
« Journal officiel » (16) : Météorologie (16) : Mots croisés (16) : Bourne (16).

### LEGER RAFFERMISSEMENT DU FRANC

La tenue du franc sur les marchés des changes s'est un peu améliorée lundi matin. Le cours du dollar à Paris revenant de 4.9375 F à 4.9390 F et celui du Deutschmark s'inscrivant au-dessous de 2.08 F.  
Le livre a légèrement faibli ; elle s'est établie à moins de 1,63 dollar sur la place de Londres.

**PIANO ORGUE**  
Pour tout achat :  
**Piano center**  
PIANOS : Paris Ouest : 71, rue de l'Église.  
12250 LA GARENNE - Tél. 242.70.30 & 782.75.67  
PIANOS, ORGUES : Paris Est : 122-123, rue de Paris.  
92000 MONTREUIL - Tél. 857.63.39

A B C D F G H

### A Abidjan

## Le Club de Dakar propose que dix industries soient développées en priorité dans les pays du tiers-monde

De notre envoyé spécial

Abidjan. — Pour la première fois dans une instance de ce genre, une liste précise d'activités à développer préférentiellement de façon concertée dans les pays en voie de développement a été présentée ce lundi 29 novembre au colloque du Club de Dakar qui a ouvert le président Houphouët-Boigny et qui se poursuivra jusqu'à vendredi.

Cette liste, appelée sans doute à susciter bien des commentaires dans les pays industrialisés, a été dressée à partir d'études réalisées, notamment par la Côte-d'Ivoire et la Communauté économique européenne, en vue d'une sélection d'industries d'exportation susceptibles d'être implantées dans les États africains et malgaches associés à la C.E.E., ainsi que par le commissariat général du Plan français.

Elle comprend dix sortes d'activités :  
— La sidérurgie et la métallurgie des non-ferreux ;  
— La fabrication d'engrais ;  
— L'industrie de la chaussure ;  
— La fabrication de cycles et de motocycles ;  
— La fabrication de composants du petit appareillage électrique et du matériel téléphonique et le montage d'appareils radio et TV ;  
— La bonneterie ;  
— La confection (lingerie et chemiserie) ;  
— Les industries du bois et du meuble ;  
— La fabrication de jeux et jouets ;  
— La fabrication de pâte à papier et de papiers et cartons.

Pour choisir ces dix activités, dont la liste va être discutée cette semaine, le groupe de travail du Club a pris en considération des critères qui n'avaient pas mentionnés les études précédentes du même genre, notamment en ce qui concerne les activités fortement polluantes ou consommatrices d'espace. Le Club de Dakar, fondé en 1972, réunit en nombre égal, on le sait, des personnalités du tiers-monde, des ministres responsables — du côté africain — et des chefs

d'entreprise européens (pour la France, par exemple, MM. Marcel Boiteux, directeur général de l'É.D.F., et Gérard Decoster, directeur international adjoint de Pechiney-Ugine-Kuhlmann). Il ne se contente pas d'énoncer des principes et de faire des propositions d'ordre très général, comme c'est le cas la plupart du temps dans les colloques de ce genre, mais il tient à formuler des propositions précises.

Outre la liste déjà mentionnée, il soumet cette fois à la discussion de ses membres un avant-projet de déclaration sur la coopération industrielle entre pays industrialisés et pays en voie de développement ainsi qu'un avant-projet de charte de coopération industrielle. La déclaration de coopération globale que M. Diawara, ministre ivoirien du plan et promoteur du Club, sera chargé de porter à la connaissance des gouvernements concernés comporte quatre points dont le second concerne le développement préférentiel de certaines activités industrielles et agricoles dans les pays en voie de développement, et le troisième la gestion concertée des ressources non renouvelables et la régularisation des recettes d'exportation des pays en voie de développement. L'avant-projet de charte de la coopération industrielle précise dans son article premier l'objectif de la démarche : « Les pays et groupes de pays industrialisés signataires acceptent de favoriser en accord avec les pays ou groupes de pays en voie de développement signataires le développement préférentiel chez ces derniers d'activités industrielles jusqu'ici principalement ou exclusivement réalisées dans les pays industrialisés. Les activités appelées à faire l'objet de ce développement préférentiel sont définies par des accords bilatéraux ou multilatéraux entre pays ou groupes de pays industrialisés et en voie de développement concernés. »

### Cinq objectifs

En avril 1975, lors d'une assemblée générale tenue à Paris, le Club, qui avait reçu l'appui des présidents du Sénégal et de la Côte-d'Ivoire, MM. Senghor et Houphouët-Boigny, avait défini les cinq thèmes de recherche qui font depuis l'objet de ses études :

— Identification d'activités transférables d'Europe en Afrique et recherche des modalités d'une politique contractuelle entre États et groupes d'États en matière de transferts industriels ;

— Recherche de nouvelles formes de coopération industrielle à établir au niveau des entreprises entre celles-ci et les pays d'accueil et les nationaux de ces pays ;

— Recherche des systèmes « garantis » et autres mesures aptes à favoriser l'insertion des capitaux des pays détenteurs de ressources « actives » accidentelles dans le développement industriel de l'Afrique ;

— Esquisse d'un schéma de mise en valeur de l'Afrique à l'Ouest, considérée potentiellement comme une communauté de développement.

Recherche de nouvelles modalités de coopération globale entre pays industrialisés et pays en voie de développement.  
Cinq groupes de travail mixtes étudiant, depuis, les conséquences pratiques de cinq objectifs.

JEAN SCHWABEL

### Condamné pour meurtre en 1960

PIERRE JACCOUD  
ANCIEN BATONNIER DE GENÈVE  
DEMANDE SA RÉHABILITATION

Près de dix-sept ans après avoir été condamné à sept ans de réclusion pour un meurtre qu'il a toujours affirmé n'avoir pas commis, M. Pierre Jaccoud, solitaire et ours, se présente à nouveau le mardi 30 novembre devant la Cour de cassation de Genève pour demander sa réhabilitation. Il avait déjà saisi en 1974 la même juridiction, mais l'arrêt n'avait pu être rendu après la démission de deux des magistrats, l'un pour raisons de santé, l'autre à cause de sa nomination au tribunal fédéral.

Ancien bâtonnier de l'ordre des avocats de Genève, conseiller municipal et membre du comité directeur du parti radical, M. Pierre Jaccoud avait été reconnu coupable par les jurés de la cour d'assises de Genève, le 5 février 1960, du meurtre de M. Charles Zumbach, père du jeune homme qui courait son ancienne amie, Mme Linda Band. M. Zumbach avait été tué à coups de revolver et de poignard dans sa villa de Plan-les-Ouates, dans la banlieue genevoise, le soir du 1er mai 1958.

M. Jaccoud a toujours contesté les résultats des expertises qui avaient abouti à sa condamnation. Il estimait que les experts étaient dénués de toute compétence professionnelle.

Au cours du procès, l'analyse des taches de sang humain décelées sur la gabadine de l'ancien bâtonnier et des traces de cellules hépatiques découvertes sur un poignard marqué saisi à son domicile avaient provoqué chez les spécialistes des conclusions contradictoires.

Libéré en 1963, M. Pierre Jaccoud est aujourd'hui conseiller juridique dans l'une des plus importantes études de Genève.

L'IMPRESARIO JOHNNY STARK  
RENOVÉ EN CORRECTIONNELLE

M. Johnny Stark a été renvoyé en correctionnelle par M. Robert Landreau, premier juge d'instruction à Paris, pour infraction à la législation sur les changes et fraude fiscale. L'impresario, assisté de M. Cassini, est accusé par la direction générale des impôts d'avoir dissimulé 8 400 000 francs de revenus environ pour les années 1970 et 1971 en faisant encaisser à Genève, sous le couvert d'une société suisse, des cachets versés à la chanteuse Mireille Mathieu pour des galas à l'étranger.

Le numéro du « Monde » daté 28-29 novembre 1976 a été tiré à 536 490 exemplaires.

### A LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE DE L'UNESCO

## Le projet contesté sur l'information est renvoyé à la prochaine session

Nairobi (A.F.P.). — Le projet de déclaration sur l'information préparé par des experts de pays socialistes et du tiers-monde, qui a été le sujet le plus controversé de la conférence générale de l'UNESCO, a été renvoyé à la prochaine réunion de la conférence, dans deux ans. Lundi 29 novembre a été adoptée une résolution présentée par les délégations de Norvège, d'Union soviétique, de Biélorussie, de l'Inde et de la France instaurant un « armistice ». Le texte « autorise » le directeur général à réunir à nouveau des experts « gouvernementaux et non gouvernementaux » pour rédiger un projet « délimité » et « propre à recueillir le plus de suffrages possible » et « suggère » tout autre mesure utile. La question sera inscrite à l'ordre du jour de la vingtième conférence générale, dans deux ans.

Les membres du « groupe de rédaction et de négociation », chargé de préparer à huis clos un compromis sur les sujets « explosifs », n'avaient pu parvenir à un accord sur le texte initial. Celui-ci avait rencontré une vive opposition des pays occidentaux, parce qu'il se référait dans son préambule à la résolution de l'Assemblée des Nations unies assimilant le sionisme à une forme de racisme et parce qu'il prévoyait que « les États sont responsables des activités de l'ensemble des médias placés sous leur juridiction ». Cette indication avait été interprétée comme une invitation à un contrôle gouvernemental de la presse.

Au cours d'une conférence de

presse, jeudi 25 novembre, M. Youri Kasheiev, directeur adjoint de l'information au ministère des affaires étrangères d'U.R.S.S., avait affirmé que sa délégation était prête à modifier l'article controversé, voire à le supprimer : celui-ci, selon lui, avait été mal compris et ne concernait que les organes d'information déjà placés sous le contrôle de l'État.

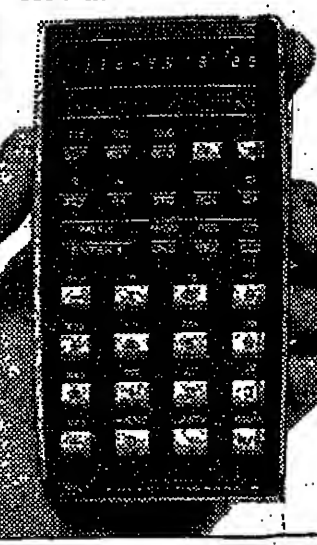
M. Kasheiev avait accusé les Occidentaux de se refuser à prendre l'engagement moral « d'utiliser les moyens d'information « en vue du renforcement de la paix et de la compréhension internationale et de la lutte contre la propagande belléariste, le racisme et l'apartheid », comme l'indiquait le titre du projet. Mais ce dernier effort a été vain, et l'Union soviétique a fini par se rallier à la proposition norvégienne.

Le gouvernement italien n'autorisera pas la hausse du prix des quotidiens. Les directeurs de journaux souhaitaient faire passer le prix de leur publication de 150 à 200 lire. L'annonce de cette décision a été faite par le sous-secrétaire de la présidence du conseil, chargé des problèmes de presse, à l'issue d'une réunion présidée par M. Giulio Andreotti. En raison de l'augmentation du prix du papier journal, les éditions des quotidiens sont limitées à seize pages — huit d'informations et huit de publicité — depuis une semaine. Les directeurs de journaux menacent de les réduire à huit pages à partir du 1er décembre si aucun fait nouveau n'intervient. — (A.F.P.)

## A "la Règle à Calcul" : une équipe de vente spécialisée dans les calculateurs Hewlett-Packard.

### HP-25

programmable, 13 registres de mémoire, 8 tests, branchement fonctions trig, log, deg, rad, gr, conversions rect/polaire, fourni avec 56 programmes d'applications.  
980 F ttc

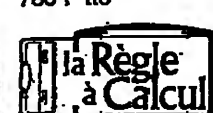


### HP-21

5 registres de mémoire - 20 fonctions scientifiques préprogrammées, notation scientifique, deg, rad.  
480 F ttc

### HP-22

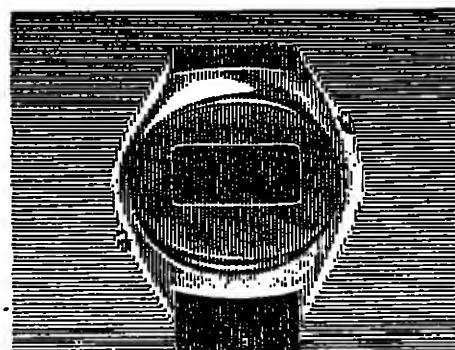
calculateur universel - scientifique, statistique, économiste - Y, X-Y, A %, droite de tendance - amortissements, annuités.  
780 F ttc



65-67, bd Saint-Germain, 75005 Paris.  
Tél. : 033 02.63/033 34.61  
1<sup>er</sup> distributeur agréé en France des calculateurs de poche électroniques HP

HEWLETT PACKARD

Bruet-montre à quartz digital en or poli vif et satiné à affichage permanent avec 5 fonctions : l'heure, la minute, la seconde, le jour et le mois.



Enfin, le premier hommage de la haute joaillerie au quartz.

**BOUCHERON**

26, Place Vendôme, 75001 Paris, Tél. 261.58.16, Genève, Londres, Tokyo, Osaka.

